

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La
**CONCEPTION NATIONALE-SOCIALISTE
DU DROIT DES GENS**

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue le 13 décembre 1938, à 14 heures,

PAR

Jacques FOURNIER

Licencié ès lettres

Président : M. G. SCELLE, Professeur.

*Suffragants : MM. BASDEVANT, Professeur.
GIDEL, Professeur.*

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1938

**La Conception nationale-socialiste
du Droit des Gens**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La
**CONCEPTION NATIONALE-SOCIALISTE
DU DROIT DES GENS**

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue le 13 décembre 1938, à 14 heures,

PAR

Jacques FOURNIER

Licencié ès lettres

Président : M. G. SCELLE, Professeur.

*Suffragants : MM. BASDEVANT, Professeur.
GIDEL, Professeur.*

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1938



INTRODUCTION

Antécédents historiques du National-Socialisme.

Le droit des gens passe par des vicissitudes variées. La fin de la Grande Guerre marque sa renaissance dans l'effort des peuples à réaliser leur entente pacifique, fondée sur la coopération et sur la solidarité internationale. Le National-Socialisme s'oppose, par principe, à cette conception qui semble porter atteinte à la souveraineté des Etats. Les théoriciens du droit du III^e Reich ne se contentent pas de réagir contre les données que l'on regardait comme classiques ou qui étaient généralement admises dans le monde occidental, ils veulent porter dans tous les domaines l'effort de leur réaction. Ils étendent leur philosophie à toutes les branches de l'activité humaine. Ils émettent la prétention de tout renouveler dans le monde intellectuel, juridique et politique, par l'originalité de leurs thèses ; mais les idées qu'ils énoncent ne sont point neuves. Elles peuvent apparaître comme une curiosité aux observateurs étrangers, ou comme une survivance de tendances qu'on avait espéré disparues ; en réalité, le National-Socialisme continue la lignée des penseurs allemands qui, depuis la fin du Moyen Age, ont contribué à former cette mythologie allemande, à la développer en la complétant et en la systématisant. Sans doute des efforts analogues ont été tentés dans d'autres pays.

Mais nulle part, sauf en Allemagne, ils n'ont trouvé un terrain plus favorable pour les mener au succès. Les juristes nationaux-socialistes s'appuient sur les écrits des philosophes allemands qui les ont précédés : ils admettent comme orthodoxe ce qui est conforme à leurs thèses, ils repoussent ou passent sous silence ce qui semble y contredire. Les anciens auteurs ont bien mérité de l'Allemagne moderne lorsqu'ils ont aidé à la diffusion de quelques thèmes qui, inlassablement repris et interprétés, ont pu permettre le succès du mouvement hitlérien. Ainsi, par ses racines qui plongent avec circonspection dans le passé littéraire et philosophique de l'Allemagne, le National-Socialisme, en tant que théorie politique, économique et juridique, semble répondre à des besoins séculaires de l'âme allemande, maintes fois exprimés déjà au cours des siècles.

* * *

Pendant le Moyen Âge, l'Allemagne avait été extraordinairement divisée en nombre de petites ou grandes principautés, dont la lutte continuelle engendrait l'anarchie. L'Empire de Charlemagne s'était disloqué. Si les princes allemands étaient soumis à l'autorité impériale, — ce qui donnait aux Allemagnes une apparence d'unité —, l'élection de l'Empereur entraînait une grande instabilité politique. La notion de *Reich* n'était pas territorialement définie ni limitée.

L'apparition du luthéranisme provoqua, au xv^e siècle, la première réaction proprement allemande contre l'ordre établi par la civilisation romaine et catholique. La doctrine de Luther allait avoir, dans l'évolution politique et reli-

gieuse de la pensée allemande, une influence considérable, à laquelle se réfèrent certains auteurs nationaux-socialistes (1). Ils insistent sur le fait que Luther s'attache à défendre la théorie de la souveraineté universelle de l'Empereur (2). En même temps que se répandait la doctrine religieuse nouvelle, naissait inconsciemment dans l'âme populaire l'idée d'appartenance à un même groupe ethnique. Dans quelques-unes de ses dissertations juridiques, Luther a mis en valeur la notion de loi naturelle non écrite, qu'il opposait au formalisme étroit des règles

(1) La doctrine de Luther indique qu'il faut chercher et qu'on peut trouver la solution du problème religieux dans la disposition intérieure de l'être plutôt que dans la forme extérieure de la religion. L'individu est libre, indépendant de toute puissance ; il n'est soumis qu'à Dieu, à la parole divine, à l'Évangile. La foi, seule, peut conduire au salut, et non les actes. Mais Luther ajoutait que l'homme ne peut vivre qu'en société dans ce monde, et qu'il est obligé d'accepter la discipline et l'obéissance aux lois de l'ordre civil ou ecclésiastique. De même l'affirmation des droits supérieurs de la parole divine eut pu, en politique, aboutir au mépris des puissances temporelles. Luther en dissuada ses fidèles : le chrétien est et reste le sujet des autorités qui ont reçu leur charge de la volonté divine. La religion n'est point un phénomène universel, son idéal n'est pas de grouper la totalité des êtres humains : elle est, au contraire, un fait national propre à un groupe social bien défini.

(2) L'autorité impériale émane de source divine. L'Empereur est un représentant visible de Dieu sur la terre. Il a droit au respect le plus absolu. De même le monarque doit être, à la fois, le chef de l'État et de l'Église, car il réunit les fonctions spirituelles et temporelles. Il doit sans doute agir dans l'intérêt de son peuple ; mais là n'est point une restriction de sa souveraineté, car il n'est responsable que devant Dieu, et non devant les hommes. L'Empereur doit donc remplir sa fonction pour le bien des Allemands, et Luther ne se fait pas faute de lui adresser des avertissements quand il disperse au dehors de l'Empire les forces allemandes. Ces thèses sont déjà l'indice d'un nationalisme qui s'éveille et qui est formulé à plusieurs reprises dans les *Tischreden* sous la forme d'un patriotisme méprisant pour tout ce qui n'est pas allemand.

en vigueur. C'est là un trait caractéristique ; on le retrouvera dans la conception nationale-socialiste du droit des gens, qui veut s'écarter de tout principe rigide, de toute règle trop précise risquant d'être un obstacle pour l'évolution de la nation. L'individu interroge sa conscience qui formule les impératifs devant diriger la conduite humaine. Dans cet ordre d'idées, Luther pouvait s'écrier : « Si tu es une mère, agis selon le droit naturel que le Christ t'ordonne de suivre et qu'il a confirmé ! » Le même conseil pouvait aussi bien s'adresser au soldat, au juge ou au prince ; il illustre la confirmation de la prééminence de l'ordre concret sur la règle abstraite.

Dès le XVII^e siècle, les Allemands prennent conscience de leur individualité politique avec plus de précision et de netteté. Les juristes essaient de se soustraire à l'influence du droit romain et veulent remettre en vigueur le vieux droit germanique. Samuel Pufendorf, constatant que les nations européennes sont dans un état florissant tandis que l'Allemagne végète dans l'anarchie, en conclut que l'Empire ne représente pas le véritable gouvernement de l'Allemagne. Cet auteur publie en 1672 son œuvre fondamentale, *Droit de la nature et des gens* (1), où il pose les principes de thèses que développeront plus tard, à loisir, de nombreux juristes allemands (2). Quoique revendiqué

(1) SAMUEL PUFENDORF. *De jure naturae et gentium*.

(2) Selon Pufendorf, le pouvoir du souverain n'est pas d'essence divine, de droit divin, mais il est né d'un contrat tacite entre le chef et ses sujets. Le droit naît de la volonté du monarque, ce n'est qu'« un décret par lequel un supérieur impose à un subordonné de régler ses actions d'une certaine manière qui lui plaît ». Le souverain possède tous les droits, le sujet n'a que des devoirs, et l'obéissance et la discipline sont les vertus premières des citoyens. Le monarque a cependant des obligations : il doit s'assurer que son peuple est heureux de son

par les Nationaux-Socialistes comme l'interprète des désirs inconscients de la race germanique, Pufendorf a subi les influences des théories de Thomas Hobbes et de Machiavel.

Leibniz, au dire des Nationaux-Socialistes, semble suivre la nouvelle tendance déjà apparente chez Luther et qui consiste à créer un nationalisme fondé sur l'étude de la langue, expression de l'idée. Dans ses *Pensées pour l'amélioration de la langue allemande* (1), il essaie de définir le concept de nation, de *Volksgemeinschaft*, diront plus tard les juristes du III^e Reich. Il apporte ainsi sa contribution aux thèses hitlériennes, en exposant des idées qui seront développées et accentuées par les penseurs qui lui succéderont.

Christian Wolff reprend les thèmes précédents et en tire les conséquences logiques. La langue allemande est un don de Dieu, de même que les mœurs et les coutumes germaniques. Les défauts allemands de rudesse et de brutalité doivent désormais être considérés comme des qualités, puisque donnés par la nature. Qu'on laisse dominer tout ce qui est spontané, qu'on favorise les réactions naturelles ! Pour se défendre contre l'étranger, l'Allemagne doit renoncer à imiter ceux qui l'entourent et qui la trompent elle doit s'isoler de la communauté internationale à laquelle toute son essence l'oppose ; ainsi elle retrouvera sa nature primitive, son caractère original, en un mot tout ce qui fait sa force (2).

administration, il doit gouverner dans son intérêt. Dans les relations internationales, l'Etat ne peut connaître avec les autres nations que des rapports de force.

(1) LEIBNIZ. *Unvorgreifliche Gedanken betreffend die Ausübung und die Verbesserung der deutschen Sprache.*

(2) CHRISTIAN WOLFF. *Jus gentium methoda scientifica pertracta-*

On retrouve des tendances analogues chez les monarques prussiens, notamment chez Frédéric II. Le souverain incarne la nation tout entière ; il gouverne donc avec une autorité absolue, il est le maître de ses sujets. « Le souverain représente l'Etat : lui et son peuple ne forment qu'un seul corps qui ne peut être heureux qu'autant que la concorde les unit (1). » C'est ce que les Nationaux-Socialistes ont traduit par le lien intime qui relie la *Führung* et la *Gefolgschaft*. Rien ne compte pour ce Prince que la grandeur de la Prusse, et dans les relations extérieures « ce qui est bon à prendre est aussi bon à conserver ». Le roi conquérant s'est moqué des traités : « Les Etats font des traités, mais ont-ils l'intention de les observer ? Le plus fort tentera toujours de prendre ce qui lui revient. Les traités n'engagent que les faibles. » Pour lui, chaque prince veut s'agrandir, accroître ses territoires, « la sagesse consiste à prévenir l'intention de l'ennemi et à jouer au plus fin ». Il souligne lui aussi la valeur de l'héritage germanique et il songe à lutter contre le droit romain. Dans un Ordre de cabinet de 1780, il écrit : « Si je pouvais atteindre ce que je désire (c'est-à-dire remplacer le droit romain importé en Allemagne par le droit germanique), mes nombreux juristes perdraient leur caractère de mystère et tout le corps des avocats deviendrait inutile. » Il mourut sans avoir entrepris cette lutte mais son influence n'en fut pas moins considérable et sur la Prusse de son temps et sur l'Allemagne du XIX^e siècle (2).

tum, in quo jus gentium naturale ab eo, quod voluntarii, pactitii et consuetudinarii est, accurate distinguitur.

(1) FRÉDÉRIC II. *L'anti-Machiavel, ou l'Examen du Prince de Machiavel*. Essai sur la forme des Gouvernements.

(2) Cf. LAVISSE : « C'est merveille de voir comme il façonna la Prusse

Philosophes et penseurs apportèrent leur aide pour parfaire l'œuvre des politiques. Kant fut à l'origine de la formation de la discipline prussienne, et son influence se sent encore dans toute la pensée allemande moderne. En certaines de ses thèses juridiques et politiques, reprises avec faveur par les Nationaux-Socialistes, il se rapproche de Pufendorf. Selon Kant, l'individu aurait tous les droits sur cette terre s'il était seul ; il pourrait alors laisser libre cours à l'instinct et assouvir ses désirs. Mais il ne peut vivre qu'en société. Or, l'existence d'une communauté d'êtres identiques exige l'abdication des droits individuels au profit de l'Etat. Le droit apparaît alors ; il est l'ensemble des conditions requises pour que le libre arbitre de chacun puisse se concilier avec celui des autres. L'individu ne doit pas rester isolé du groupe auquel il appartient ; aussi la raison doit-elle l'amener à une soumission entière à l'ordre étatique. L'Etat a le pouvoir total, il est « irréprensible ». La difficulté consistait, dans cette philosophie, à faire de cette soumission le prélude de la liberté morale.

Une telle théorie cadrait à merveille avec la tutelle

à son image. La Prusse devient lettrée, savante, philosophique et l'on y pense librement par ordre du roi. Elle est laborieuse, ordonnée, vaillante et dure comme le roi. Et même elle paraît vieillir avec lui. Quelques années après que « la vieille carcasse », comme il disait de lui-même, eut été portée dans le caveau de Potsdam, la Prusse, hiératisée dans les formes et les attitudes qu'il lui donna, s'écroula en un jour au choc d'Iéna. Alors, ce fut la question de savoir si elle continuerait d'être ; « les lèvres de Napoléon n'avaient qu'à siffler, dit Henri Heine, et la Prusse n'existait plus ! » Tant cette œuvre de Frédéric paraissait factice, c'est-à-dire faite par lui et pour lui. Elle survécut pourtant, et sans doute un des motifs de sa survivance fut la gloire de Frédéric. L'Allemagne de 1813 employa cette force revivifiée par elle, mais la Prusse reprit désormais le cours fatal de sa destinée ; l'Etat militaire de Frédéric-Guillaume et de Frédéric II, organisé pour la conquête, conquît l'Allemagne. »

établie par la Prusse sur ses sujets. Kant insistait d'ailleurs sur la nécessité d'utiliser l'éducation dans l'intérêt de l'Etat pour modeler l'âme des citoyens selon la politique à poursuivre. Le traité de Bâle de 1795 venant de préparer la disparition du Saint Empire, Kant écrivit son *Projet de paix perpétuelle* (1). Il pose le principe qu'en droit public l'état de nature est la guerre. Le droit des gens étend aux Etats les relations que le droit public a établies entre les individus : les Etats ne sont donc pas liés par un système juridique ; ils le sont par l'état de guerre. Pour que des rapports de droit se créent entre eux, il faudrait que les Etats contractassent une sorte d'alliance par laquelle ils s'engageraient soit à ne pas s'immiscer dans leurs discordes intérieures respectives, soit encore à se protéger mutuellement. Sans doute, la paix serait possible si les hommes y apportaient quelque bonne volonté. Mais il est peu probable que cette éventualité souhaitable se réalise jamais. Les guerres resteront inévitables. Il faut seulement empêcher qu'elles soulèvent entre les peuples des haines ineffaçables, sources de nouveaux conflits. La doctrine kantienne, annexée par les Nationaux-Socialistes dans certaines de ses thèses et cependant considérée jusqu'alors comme libérale, offre en effet de multiples aspects. Elle n'est pas acceptée dans sa totalité par les juristes du III^e Reich, qui ne s'intéressent qu'à ce qui peut appuyer les théories qu'ils défendent. Par les arguments que Kant leur apporte, ce philosophe fait figure de précurseur ; il est un exemple de la mentalité allemande, lorsqu'il soutient la nécessité de la rigueur d'une discipline des esprits, ce qui peut d'ailleurs aisément justifier un fanatisme politique.

(1) *Zum ewigen Frieden.*

Une telle doctrine ne devait-elle pas conduire au mépris des réalités, de la vérité qui varie selon les besoins de l'Etat ? Ne pouvait-elle permettre de franchir la limite qui sépare l'illusion du réel, le chimérique du présent ?

Les guerres de la Révolution française, puis celles de l'Empire, la présence sur le sol allemand de soldats étrangers renforcèrent l'unité nationale, latente dans les consciences allemandes. Des mouvements nationalistes se formèrent ; ce fut l'époque des *Turn-Verein*. Dès 1810, Friedrich Ludwig Jahn écrivait : « Un Etat sans le peuple n'est rien, sinon un corps sans âme. Un peuple sans l'Etat n'est rien sinon quelque chose de ridicule, sans consistance, à l'exemple des Tsiganes et des Juifs. L'Etat et le peuple forment une unité qui constitue le Reich » (1).

Fichte fut le théoricien du nationalisme allemand. Dans ses *Discours à la nation allemande*, il se demande ce que c'est qu'une nation. Elle n'est point un territoire, car on ne peut lier la souveraineté à une région déterminée. L'idée de nation est un phénomène sentimental que l'on ne saisit bien que par le langage. La patrie allemande est formée par l'ensemble des individus qui parlent la langue allemande et qui participent à cette culture littéraire, philosophique et politique, née parmi les peuples de langue germanique. L'Allemand est le peuple primitif qui croit à la liberté, à la perfectibilité indéfinie et au progrès de l'humanité. La langue allemande est une langue naturelle, une *Ursprache* spontanée. Elle doit être l'orgueil de tous les Allemands, elle doit leur servir de ralliement. L'Etat est l'éducateur du peuple, son rôle est de veiller à conserver à la race sa pureté d'origine : son action est facilitée par

(1) FRIEDRICH LUDWIG JAHN. *Deutsches Volkstum*.

le droit qui réside dans la limitation que chacun impose à sa propre liberté pour permettre l'existence de la liberté d'autrui. L'Etat a la contrainte à sa disposition pour imposer une telle limitation, si elle n'est pas librement consentie ; il doit faire en sorte que « la volonté de l'individu ne puisse agir dans un autre sens que dans celui où elle doit s'exercer » (1). Fichte proposait de régénérer l'Allemagne par une éducation nouvelle fondée sur l'autonomie de la conscience. Le peuple allemand serait seul capable d'une telle régénération, car il est une race pure, un *Urvolk*. A lui de jouer dans la société des peuples le rôle dévolu aux savants dans la communauté de l'Etat ; il doit aider à répandre dans le monde l'esprit nouveau qu'il aura conçu. Ainsi la mission du Germanisme est de sauver le monde en le recréant ; elle se confond avec le devoir humain lui-même.

A la suite de Fichte, Hegel exerça une influence importante sur les hommes d'Etat prussiens, et sa doctrine devint la doctrine officielle de la Prusse. Selon la philosophie hégélienne du droit, l'esprit est l'idée qui s'est affranchie de la nécessité naturelle et qui est toute liberté. L'esprit doit créer un monde déterminé, conditionné par sa propre volonté. La volonté pose le Droit et donne ainsi naissance aux droits de propriété, de contrainte, au droit de punir. Le monarchisme autoritaire et la bureaucratie prussienne apparaissent comme l'aboutissement naturel de l'évolution juridique. La seconde réalisation de l'esprit est l'État, simple association d'intérêts personnels ; sa troisième réalisation est l'Etat qui développe son essence par le droit et s'impose aux individus en les con-

(1) FICHTE. *Reden an die deutsche Nation*, p. 22.

traignant à réaliser leur bien-être. L'histoire politique des Etats successifs n'est que celle des progrès continus de la conscience de la liberté. La civilisation est une forme qui évolue. Née aux Indes, elle a séjourné en Egypte, en Grèce, à Rome ; elle est actuellement en Prusse. La civilisation prussienne apparaît, en effet, comme le régime parfait, c'est-à-dire comme le mieux adapté aux conceptions politiques qui découlent logiquement du système hégélien. Elle représente l'avenir, car elle repose sur une armature solide, formée d'une administration réputée, d'une discipline de l'esprit et d'une armée puissante (1).

Après les guerres napoléoniennes, une vive réaction se produisit contre les théories révolutionnaires importées en Allemagne. Le grand principe de l'autonomie de la volonté, proclamé par Kant et par Fichte, renversa les rapports jusque-là admis entre la religion et la morale, bouleversa les conceptions en vigueur. L'Allemagne va désormais sentir son besoin d'expansion. Un impérialisme puissant, qui ne limite pas la nation au territoire habité par le groupe ethnique et fait d'elle un centre actif d'énergie rayonnante, va se développer rapidement.

Nombreux sont les théoriciens, qui essaient au début du xix^e siècle, de formuler une doctrine du nationalisme allemand. Herder entre autres, dans ses études sur les origines du langage (2), montre que la langue est la marque distinctive d'une certaine forme de pensée et il en conclut qu'elle est le produit naturel et spontané de l'âme humaine. Pour ce philosophe, une analyse comparée des langues serait le vrai fondement de la psychologie des races et

(1) HEGEL. *Grundlinien der Philosophie des Rechts. Naturrecht und Staatswissenschaft im Grundrisse.*

(2) HERDER. *Ueber den Ursprung der Sprache.*

permettrait de mieux apprécier l'originalité de la race germanique. La nation est un être vivant, créé par l'action inconsciente d'une force vitale qu'il nomme *Volksgeist* et dont les manifestations apparentes sont les coutumes, la langue, les chants populaires et l'art. Cette théorie offre une réplique aux thèses de la Révolution française, selon lesquelles la nation reposerait sur un contrat, et qui fondaient le contrat social sur la libre adhésion, tout en ne méconnaissant pas les influences naturelles et historiques qui pouvaient peser sur le choix de l'individu.

Le nationalisme allemand existe alors dans les sphères intellectuelles plus sans doute que dans le peuple. Il va trouver une activité nouvelle lors du bruit des visées françaises sur le Rhin en 1840. Il est d'ailleurs toujours lié à la situation internationale, car il est une réaction devant l'étranger, un effort pour conserver les valeurs germaniques ou pour les réhabiliter.

Un nouveau courant intellectuel va bientôt se manifester avec intensité : le romantisme, hostile à la primauté de l'intelligence, va chercher à opposer le naturel au conventionnel, l'instinct à la raison. L'idée n'est pas nouvelle ; mais elle va s'épanouir en Allemagne. Ce fut d'abord seulement un thème littéraire, une réaction de l'esprit philosophique contre le rationalisme cartésien et une révolte du sentiment devant l'importance accordée à l'esprit. Frédéric Schlegel (1) développa l'idée que l'art est l'expression la plus noble d'une nation. Pour que l'Allemagne reprenne pleinement conscience de son originalité, elle doit se consacrer à l'étude des monuments de son passé. On

(1) SCHLEGEL. *Philosophie der Geschichte. Philosophie der Sprache und des Wortes.*

eut alors la nostalgie de l'ancien temps. Dans l'histoire allemande on découvrit le Saint Empire romain germanique ; l'Allemagne ne devait-elle pas tenter un effort pour restaurer la domination universelle qui avait fait sa grandeur ? Les historiens considéraient les institutions et les civilisations comme les produits d'une lente évolution, portant dans leur essence la marque des peuples qui les avaient élaborés. Mais une création ne pouvait utilement se développer que sur son propre fonds. C'est pourquoi les Allemands ne pouvaient accepter les réformes étrangères que les Français avaient voulu leur imposer. L'Allemagne du XIX^e siècle continue celle du Moyen Age, celle des Barbares ainsi que la Germanie des temps primitifs.

Adam Müller (1) est considéré par certains Nationaux-Socialistes comme un précurseur de la conception de l'esprit de la communauté, bien qu'il y ait un monde entre son romantisme catholicisant et le néo-paganisme du Troisième Reich. Pour lui, le souverain ne tire pas son autorité de la volonté divine, il est le représentant accepté de tous les éléments de la nation. Entre lui et son peuple existe donc un lien étroit nécessaire, permettant la constitution d'un Etat théocratique plutôt que la construction d'une « démocratie » à la mode nationale-socialiste.

(1) ADAM MÜLLER. *Elemente der Staatskunst*. Müller écrit en 1809 : « L'Etat n'est point une simple manufacture, ni une métairie, ni une compagnie d'assurances ou une société commerciale ; il est la communion intime de la vie extérieure et intérieure d'une nation, de l'ensemble de ses richesses physiques et intellectuelles, en un tout immense, plein de vie et en constante évolution ». Il est intéressant de constater cet appel au dynamisme de la *Volksgemeinschaft* et aussi de rapprocher ce texte de Müller des paroles mêmes de Hitler devant le tribunal populaire de Munich, le 27 mars 1924 : « L'Etat n'est point une organisation économique, mais c'est un organisme populaire à base raciale. »

Friedrich von Savigny (1) se donna pour tâche d'épurer le droit allemand de tout le droit romain importé. Il expliqua qu'aucun texte formel n'avait jamais entériné l'abrogation du droit germanique par le droit romain et que, par suite, le droit germanique était toujours valable ; il avait, en effet, réussi à survivre dans des coutumes, et nombreuses étaient les institutions juridiques germaniques encore en vigueur, les seules ayant quelque valeur pour le peuple allemand. Ainsi la tendance romantique se retrouvait chez ce juriste (2). Il opposait le droit germanique, création naturelle et spontanée du *Volksgeist*, au Code Napoléon, œuvre factice de l'intelligence et importation étrangère sans aucun lien avec les besoins du peuple allemand. Le présent est solidaire du passé ; il n'existe pas de coupure, car Savigny attribue à l'Etat une âme impérissable. La *Volksseele* s'affirme dans tous les actes ou dans toutes les pensées du peuple, mais l'Etat n'est pour rien dans sa formation. Cette âme populaire s'exprime par diverses manifestations. On en trouve des traces dans les monuments littéraires, les épopées, les mythes qui ne sont pas l'œuvre d'un auteur déterminé, mais qui, cependant, ont une unité remarquable. Cette âme est à la base des coutumes juridiques qui sont les formes primitives du

(1) SAVIGNY. *Beruf unserer Zeit für Gesetzgebung und Rechtswissenschaft*.

(2) Cf. A. ROBINET DE CLÉRY. *Le mouvement politique en Allemagne à l'époque du romantisme* (1790-1850), p. 13 : « ... L'Etat n'est plus simplement considéré comme un moyen de garantir l'ordre intérieur ou la sécurité extérieure, mais comme une forme d'existence publique collective, voulue par Dieu de toute éternité, à laquelle par conséquent l'individu devra tout sacrifier, sa vie et ses biens, si l'intérêt supérieur de la collectivité (*Gemeinschaft*) vient un jour à l'exiger. » Ces théories romantiques influencèrent à la fois les juristes et les historiens jusqu'à la moitié du XIX^e siècle en Allemagne.

droit : l'Etat les codifie par ses lois, mais il ne les crée pas. Un droit abstrait à valeur universelle n'existe donc pas ; le droit allemand est le seul valable pour la nation qui l'a élaboré. Cette doctrine sera reprise avec autorité par les théoriciens nationaux-socialistes, qui insisteront sur le caractère dynamique de leur droit, car, plus qu'aucun autre droit, il est proche de la vie, de la race.

Les historiens et les juristes allemands tireront de leurs recherches la conclusion que le droit est une création originale de la race, qu'il n'est valable que pour elle. L'idée d'un droit international est donc en soi absurde ; elle est à rejeter, si l'on entend créer avec le droit des gens une norme à laquelle l'Etat souverain devrait se plier. D'autre part, le droit n'existe que s'il lui est possible de s'exprimer par des faits ; s'il est dépourvu de contrainte, il ne représentera qu'une conception utopique. Il lui faut donc — c'est la condition de son succès — posséder la force qui lui permettra de s'exprimer. De là, il est aisé de conclure à une identité entre cette force nécessaire et le droit lui-même. Les historiens développeront ce thème, que l'on retrouvera chez les Nationaux-Socialistes, à savoir que le droit, création de la race, doit servir aux intérêts du peuple, que les sciences historiques ou juridiques doivent être utiles à l'Etat et être pratiquées à son bénéfice. Treitschke (1) dira qu'il ne peut exister d'historien impartial *sine ira et studio*. Ni l'historien ni le juriste ne peuvent être internationaux, ils travaillent pour leur peuple. Dans ses dissertations sur le droit public, il exprimera des opinions qui sont aujourd'hui reprises, presque dans leur intégrité, par les juristes du III^e Reich. La souveraineté de l'Etat

(1) TREITSCHKE. *Politik*. Vorlesungen, t. I, p. 37.

doit être absolue ; l'Etat est la source de tous les pouvoirs juridiques auxquels sont soumis les citoyens. Mais cette souveraineté signifie également que l'Etat ne reconnaît aucun pouvoir supérieur dont il dépendrait. Il est à l'origine de toute loi ; il n'existe pas d'autorité super-étatique pour lui faire la loi ; l'Etat est un absolu. « Il est de l'essence de l'Etat de n'admettre aucune force au-dessus de soi ». Treitschke insiste aussi sur la notion de l'honneur : « C'est méconnaître les lois morales de la politique que de reprocher à l'Etat un sens trop vif de l'honneur, développé au plus haut point s'il ne veut pas être infidèle à son essence. L'Etat n'est pas une violette qui ne fleurit que cachée : sa puissance doit se dresser fièrement en pleine lumière ; il ne doit pas la laisser discuter même sous une forme symbolique. Le drapeau a-t-il été offensé ? Son devoir est de réclamer satisfaction et, s'il ne l'obtient pas, de déclarer la guerre, si minuscule qu'en puisse paraître la raison. Car il doit exiger absolument que les égards lui soient témoignés, en rapport avec le rang qu'il occupe dans la société des nations (1) ». Cette conception de l'honneur trouvera chez les juristes nationaux-socialistes une place de choix, elle deviendra une des bases de leur doctrine du droit des gens.

Quelques-unes de ces aspirations reçurent une mise en application pratique dans les méthodes bismarckiennes. Selon le chancelier Bismarck, il ne pouvait exister en droit international qu'un procédé qui pût assurer le succès : la force militaire. C'est, disait-il, avec des canons que l'on fait de la politique étrangère. Il faut être le plus fort, ou se résigner à ne pas exister. Bismarck fut le véritable

(1) TREITSCHKE. *Politik*, t. II, p. 550.

créateur de l'Empire allemand et de l'unité allemande ; il s'est plu à le rappeler : « Je n'ai eu qu'une étoile, la formation de l'unité allemande, et, quand celle-ci fut faite, son maintien et sa consolidation (1). »

Le développement économique de l'Allemagne, à la fin du xix^e siècle et au début du xx^e, donnait à cette puissance une place prépondérante dans le monde. De pair avec cet accroissement de force, se développait un ensemble de tendances qui prenaient peu à peu des formes plus précises, afin d'assurer au Reich le meilleur profit de sa vitalité. C'est le mouvement intellectuel et politique connu sous le vocable Pangermanisme (2). L'idée qu'un Etat ne peut exister que par sa force militaire et sa discipline morale réapparaissait ici plus vivace que jamais. Or, ces qualités étaient réunies dans l'Allemagne contemporaine qui se devait par elles de conquérir la « place au soleil » due à ses mérites. Nombreux étaient ceux qui cherchaient à justifier ces prétentions par des théories nouvelles, formes plus modernes des aspirations millénaires du peuple germanique. De multiples organisations se créent ; le *Deutscher Bund* est alors fondé. Apparaissent ensuite des journaux pangermanistes, comme la *Deutsche Zeitung* et la *Deutsche Tageszeitung*. La théorie de la race est en faveur et se développe sur les bases déjà énoncées en 1853 par Gobineau dans son *Essai sur l'inégalité des races humaines*. La race aryenne était la race élue, créatrice de la civilisation moderne. Des professeurs allemands essayaient

(1) BISMARCK. *Gedanken und Erinnerungen*.

(2) Cf. MAURICE BAUMONT. *L'essor industriel et l'impérialisme colonial* (1878-1904), p. 185-186. (Collection *Peuples et civilisations*. Histoire générale publiée sous la direction de Louis Halphen et Philippe Sagnac.)

d'approfondir cette théorie, de lui donner une allure scientifique en consacrant leurs recherches au problème de l'origine et de la constitution raciale de l'Allemagne.

Le Pr Schiemann orienta ses études dans la direction indiquée par Gobineau, créa une *Gobineau Gesellschaft* et publia en 1910 un *Gobineaus Rassenwerk*. Friedrich Lange, dans son *Reines Deutschtum*, essaya de reconstituer les éléments du germanisme pur. La race germanique se distinguait des autres par la place qu'elle accordait aux qualités morales, à la spontanéité, à la franchise, à la loyauté et au courage. Toute sa philosophie de la race reposait sur la supériorité du sang des Allemands et tendait à justifier leur besoin d'expansion. « Si nous prenons, disait-il (1), nous devons aussi retenir. Un territoire étranger ne nous est incorporé que le jour où le droit de propriété d'hommes allemands s'enracine dans le sol. » Heinrich Driesmann (2), dans son étude sur les mélanges de races en Europe, démontrait aussi la supériorité du Germain sur le Celte ou sur le Slave. La valeur du peuple allemand était d'autant plus appréciable qu'elle renfermait plus d'éléments proprement germaniques. Toutes les vertus humaines étaient l'apanage du germanisme, plus spécialement la génialité. La race germanique, seule, avait réussi à former un grand peuple. Quel mépris à l'égard des petites nations qui, conscientes de leur faiblesse, cherchaient en vain un refuge et un appui dans le droit ! C'est l'opinion de Treitschke, pour qui l'idée d'un petit Etat offre un exemple de ridicule. Klaus Wagner va même plus loin : « Organisons,

(1) FRIEDRICH LANGE. *Reines Deutschtum*, p. 207.

(2) HEINRICH DRIESMANN. *Die Wahlverwandschaften der deutschen Blutmischung*.

dit-il, de vastes migrations forcées des peuples inférieurs. La postérité nous en sera reconnaissante. Il y faudra employer la contrainte : ces tâches sont aussi des tâches de guerre. La supériorité de la puissance créatrice n'est qu'un moyen... Aux adversaires qui auront succombé en nous barrant la route, il faudra assigner des « réserves » où nous les refoulerons pour obtenir l'espace nécessaire à notre expansion (1). » En 1891, se crée la Ligue pangermaniste, d'abord présidée par le Dr Peters, puis par le Dr Hasse, député au Reichstag et directeur des services de statistique à Leipzig. L'Allemagne se sent forte ; aucune considération juridique ou morale ne peut entraver sa destinée. Hasse préconise une politique de germanisation à outrance, et le Reich déporte les Alsaciens, les Danois et les Polonais. Ce n'est là qu'une mesure de politique intérieure qui ne regarde pas l'Europe ! Le sentiment, qui joue en faveur des populations brimées, est sans rapport avec le droit international ! « Quand le territoire de colonisation et les limites de l'Etat ne peuvent coïncider, un solide égoïsme national commande de planter de préférence nos poteaux-frontière en territoire étranger, comme nous l'avons fait à Metz (2) ! » Les pangermanistes réclament le retour au Reich de tous les pays où s'est fait sentir l'influence germanique. Nombreux sont les professeurs, les intellectuels et les militaires qui deviennent membres actifs de la ligue du Dr Hasse et ne cachent pas leurs tendances belliqueuses : « Il n'est pas niable que la pensée agressive ne peut être tout à fait étrangère au pangermanisme. Si l'Allemagne « doit devenir marteau », il

(1) KLAUS WAGNER. *Krieg*, 1906.

(2) HASSE. *Besiedlung des deutschen Bodens*, p. 166.

faut aussi qu'un jour elle frappe (1) ! » La mission de l'Allemagne est-elle de conquérir le monde ? Elle ne trouvera guère d'adversaires à sa taille : les autres nations, et spécialement la France en raison de sa faible natalité, sont privées de toute espérance. « La nation allemande s'est développée, à côté des Anglo-Saxons, à un tel degré qu'elle semble assez nombreuse et assez forte intérieurement pour exiger que son idée internationale ait une part décisive dans le droit de donner sa forme à l'ère future (2). » Le moyen pour y arriver ? Il est expliqué avec netteté par le disciple de Treitschke, le général von Bernhardi : « Il est impossible par des artifices diplomatiques d'améliorer en notre faveur le partage existant du globe. Si nous voulons procurer à notre peuple la situation mondiale qui lui revient, il faut nous confier à notre épée (3) ! » Quel respect pour la force, quel mépris pour le droit ! Tannenberg tire la conclusion : « Les petits peuples et les débris de peuples ont inventé un mot nouveau, le droit des gens. Au fond il n'y a là qu'un calcul fondé sur notre généreuse bêtise ». N'est-ce pas pousser à l'excès les conséquences de la philosophie de Nietzsche ? Cet auteur, auquel les Nationaux-Socialistes aiment à se référer, toujours d'ailleurs en termes fort vagues, incarna la défiance vis-à-vis de toute explication religieuse ou métaphysique de l'univers : l'homme devait cesser d'être dupe. Il devait regarder la réalité telle qu'elle s'offrait à lui, sans se laisser abuser par ses désirs d'esthétique et de morale. Il s'était jusqu'alors imaginé que le monde possédait une loi, que l'humanité

(1) ALBRECHT WIRTH. *Volkstum und Weltmacht in der Geschichte*, p. 176.

(2) PAUL ROHRBACH. *Der deutsche Weltgedanke in der Welt*, p. 7.

(3) FRIEDRICH VON BERNHARDI. *Vom heutigen Kriege*, t. I, p. 12.

était régie par un législateur suprême. Cette foi en un monde métaphysique ou théologique était consolante, mais l'Univers est sans maître, « Dieu est mort » : l'homme est une fin en soi, il ne doit connaître d'autre réalité, d'autre idéal que le Devenir (1). Il lui faut donc changer la table des valeurs qu'il a jusqu'alors utilisée et dont il est le seul créateur. L'homme, en effet, détermine le bien et le mal, il crée la vérité. Or, parmi les humains, les uns commandent, les autres obéissent ; il y a des maîtres et des esclaves ; il existe une morale des maîtres et une morale des esclaves. La différence ne réside que dans la volonté des premiers d'être forts, d'être durs. Il faut acquérir cette volonté de puissance ; il faut apprendre à se discipliner intérieurement, à être brutal afin d'affirmer son droit à la vie pour écarter la domination des autres ; il faut discipliner le peuple qui représente l'avenir vivant de la nation.

*
* *

Tel est, brièvement esquissé, le mouvement de pensée qui, depuis la fin du Moyen Age, s'est perpétué dans la littérature allemande : l'Allemagne sentait en elle une poussée d'énergie ; elle réclamait impérieusement la suppression de tout obstacle et de toute gêne et, pour justifier son besoin d'être souveraine, elle s'est attribué toutes les supériorités ; elle en a recherché artificiellement les causes

(1) MAX HERMANT. *Les paradoxes économiques de l'Allemagne moderne* (1918-1931), p. 9. — FRIEDRICH SIEBURG : « Le devenir sans fin n'exprime pas seulement notre sens de la vie le plus profond, mais notre conception de Dieu... L'Allemand adhère plus au devenir qu'il ne tend à la perfection. »

dans la race, la légende et l'histoire. Pour réaliser cet idéal de souveraineté auquel n'aspirait qu'une élite et qui laissait la masse du peuple indifférente, l'individu était trop faible ; seule une collectivité organisée pour la lutte pouvait y prétendre, seul l'Etat allemand pouvait y atteindre. Il doit donc être au-dessus de toutes les volontés individuelles et collectives, il se place au-dessus de la morale et ne connaît d'autres lois que celles qu'il se donne. Ainsi peu à peu s'est affirmé ce « complexe de supériorité » poussant dans la vie internationale à un accroissement d'influence avec la *Weltpolitik* de Guillaume II. La Guerre de 1914 et la défaite de 1918 ont ébranlé sérieusement l'idée de la perfection germanique qui se fondait sur la force dans le domaine extérieur et sur la contrainte de l'individu dans le domaine interne. Mais déjà dans l'Allemagne socialiste et démocratique de Weimar, une opposition lente et larvée ramenait le peuple à la conscience de son originalité et de sa pureté raciale. Le National-Socialisme naissant continuait les doctrines des philosophes, des juristes, des historiens et des politiques allemands par ses affirmations de la supériorité germanique, dont il entendait, tôt ou tard, faire une réalité politique.

CHAPITRE PREMIER

Terminologie allemande du droit des gens.

La terminologie scientifique du droit allemand est fort étendue, et il n'est pas dans notre intention d'en donner une liste complète. On ne trouvera ici que les termes les plus communément utilisés en droit des gens. Ces expressions n'ont souvent pas, et on peut même dire n'ont jamais leur équivalent exact dans la langue française. Elles ne sont, en effet, traduisibles que par d'autres mots qui donnent au lecteur français l'illusion de les avoir compris. Or le National-Socialisme se caractérise entre autres choses par l'emploi de termes nouveaux ou par l'utilisation, dans une acception nouvelle, de formules anciennes employées jusqu'alors dans un sens différent (1). Ces expressions correspondent souvent à des conceptions originales qui doivent être rendues intelligibles ; c'est donc pour répondre à des besoins intellectuels qu'elles ont vu leur emploi se répandre. La langue française ne peut par d'autres « mots », sinon par des néologismes, traduire le sens de ces termes allemands. Il semble donc préférable d'expliquer brièvement le sens qui leur est attribué par les Nationaux-Socialistes et de les conserver dans leur forme originale au cours de notre étude.

RASSE. Pour les juristes nationaux-socialistes, la race

(1) C. SCHMITT. *Ueber die drei Arten des rechtswissenschaftlichen Denkens*, p. 12.

aryenne est à l'origine du Germanisme dans la période préhistorique. Elle est une réalité encore vivante de l'époque contemporaine et se manifeste soit par des apparences extérieures biologiques, soit par des qualités morales et intellectuelles, qui ont fait d'elle un concept scientifique.

VOLK. Le peuple forme l'unité politique à base raciale par excellence. Il constitue un organisme vivant en constante évolution et dont les éléments sont l'origine racique, la langue, le développement historique, les mœurs et les croyances. Représentation dans le Passé, le Présent et l'Avenir des valeurs de la race, il n'est pas contenu derrière des frontières fixes, mais constitue une réalité mouvante qui s'étend bien au delà de la notion d'Etat.

VOLKSGEMEINSCHAFT. C'est la notion de peuple considérée sous l'angle de la cohésion culturelle, sentimentale et juridique de ses membres. Les Nationaux-Socialistes veulent marquer par cette expression le rapport nécessaire entre l'organisation actuelle de l'Etat allemand et ses antécédents germaniques, ainsi que son caractère social.

VOLKSTUM. Le *Volkstum* est un concept large du peuple, caractérisé par sa valeur linguistique, morale, culturelle et intellectuelle. Il est une réalité scientifique, quoique non reconnue par le droit classique. Il déborde des frontières (1). Le *Volkstum* allemand est aussi la partie du peuple germanique qui s'étend en de nombreux pays : Pologne, Tchécoslovaquie, Suisse, France, Luxem-

(1) MAX HERMANT. « Le territoire, ce n'est pas son corps; c'est plutôt pour lui une prison. » *Idoles allemandes*.

bourg, Belgique, Hollande, Danemark, Roumanie, Russie, Yougoslavie, Brésil, Etats-Unis, etc....

VOLKSGRUPPE. Partie du *Volkstum* séparée de la souche centrale, mais ayant conservé les éléments qui font la valeur de la race. Ce terme a remplacé celui de « minorité » (*Minderheit*) (1).

NATION. Concept venu de l'étranger et sous lequel les Allemands voient l'organisation du peuple restreinte aux cadres étatiques. La nation allemande est donc une partie seulement du *Volkstum* (2).

STAAT. L'Etat est l'organisation administrative, judiciaire et politique de cette entité vivante et mouvante qu'est le peuple. La totalité du *Volk* n'est d'ailleurs pas toujours soumise à un même Etat, et c'est là, selon le National-Socialisme, une des difficultés de la situation politique et juridique actuelle.

REICH. Le *Reich* est la forme politique sous laquelle le peuple allemand est devenu un Etat. C'est à la fois une notion politique et historique, plutôt qu'un concept juridique.

DEUTSCHTUM. Ce terme rassemble tous les éléments parlant et pensant allemand, à l'intérieur et à l'extérieur du III^e Reich. C'est donc l'application au peuple allemand du concept de *Volkstum*.

GERMANENTUM. Concept englobant tout peuple sur qui l'influence germanique s'est fait sentir ou est encore

(1) WALZ. *Minderheitenrecht oder Volksgruppenrecht*, in *Völkerrecht und Völkerbund*, 1936-1937, p. 594. — GÜRKE. *Grundzüge des Völkerrechts*, p. 50.

(2) HANS K. E. L. KELLER. *Nationalismus und Etatismus*, in *Zeitschrift für Geopolitik*. Cahier n° 2, février 1938, p. 120. — WOLGAST. *Völkerrecht, eine Kritik*. V. u. V., 1936-1937, p. 606.

sensible dans la culture ou la civilisation. C'est donc une notion extensible à volonté.

EHRE. Le concept de l'honneur est philosophique ; mais il est fort utilisé par les juristes nationaux-socialistes qui en font la source de toute une série d'idées telles que loyauté, justice, équité et égalité conçues par l'âme germanique.

GLEICHHEIT. C'est le concept philosophique de l'égalité en soi, mais que l'on fait dériver de l'ancienne croyance germanique, selon laquelle la tribu est composée de membres égaux entre eux.

GLEICHBERECHTIGUNG. C'est en somme l'aspect pratique de la *Gleichheit*, son application à toutes les activités permises à l'Etat. Ce terme est souvent traduit par « égalité des droits ». C'est, en effet, le sens que lui donnent les juristes allemands, lorsqu'ils l'utilisent pour justifier les revendications de leur gouvernement. Mais *Gleichberechtigung* signifie aussi « égalité d'obligations », surtout lorsqu'il est appliqué aux autres Puissances.

VOLKSGEIST. Le *Volksggeist* est une conscience instinctive, résultant des qualités raciales du peuple et constituant sur un fond de principes fondamentaux la base d'une philosophie populaire.

VOLKSEMPFINDEN. C'est la faculté innée de tout membre du peuple de pouvoir juger en sa conscience, d'une manière naturelle et instinctive, ce qui lui est nuisible ou utile en tant que membre de la communauté, donc de pouvoir mesurer ce qui est du droit et ce qui n'en est pas (1).

(1) H. DROST. Die Quellen des nationalen und internationalen Rechts, in *Deutsche Juristen Zeitung*, 1936, p. 994.

VOLKSGENOSSE. Le *Volksgenosse* est l'individu membre du peuple considéré comme l'égal des autres membres, en ce sens que son activité, à quelque rang social qu'il appartienne, aide au bonheur commun du peuple, et qu'il s'acquiert ainsi les mêmes droits que les autres *Volksgenossen*, puisqu'il contribue au bien collectif.

VOLKSSTAAT. On veut insister par ce terme sur la fusion étroite du peuple et de l'Etat, et sur la toute puissance de l'Etat qui a sa source dans le peuple. C'est donc, résumée en une expression brève, la conception nationale-socialiste de l'Etat, où le *Volksempfinden* doit régner en maître.

GENOSSENSCHAFT. Terme qui veut caractériser le lien de solidarité existant entre tous les membres d'une même communauté, tout spécialement entre ceux de la *Volksgemeinschaft*, solidarité en ce sens que tous les citoyens sont les artisans du bien-être général à des degrés différents et chacun selon ses possibilités, comme dans un syndicat ou une corporation.

VERTRAG. Traité librement consenti, dont l'exécution est obligatoire tant qu'il respecte l'honneur, la souveraineté et la *Gleichberechtigung* des Etats contractants.

DIKTAT. Traité imposé par la force brutale et violant les principes nationaux-socialistes du droit des gens (1) : le meilleur exemple en est le traité de Versailles.

WELTANSCHAUUNG. Système se différenciant, selon les Nationaux-Socialistes, à la fois de la philosophie, de la religion et de la croyance. On a souvent traduit ce terme, qui n'a rien de nouveau et dont on a usé et

(1) H. JAHRREISS. Diktat-Theorie ? Diktat-Wirklichkeit und « Vertrags » Theorie, in *V. u. V.*, 1936-1937, p. 172.

abusé depuis deux siècles dans tous les partis, par « philosophie du monde », ou « conception du monde ». Les juristes et les penseurs du III^e Reich estiment que leur *Weltanschauung* est « vraie », en ce sens qu'elle est scientifique, c'est-à-dire en accord avec la réalité de la vie, et qu'elle résulte à la fois de la réflexion et de l'intuition (1).

(1) MANCKIEWICZ. *La Weltanschauung nationale-socialiste*, 1937.

CHAPITRE II

La *Weltanschauung* nationale-socialiste.

L'ère nationale-socialiste a provoqué une véritable révolution, en ce sens qu'elle a amené un changement considérable dans les conceptions généralement admises jusqu'alors par les Allemands. C'est ce que Hitler a maintes fois souligné : « La victoire d'un parti politique est une simple modification de gouvernement, la victoire d'une *Weltanschauung* est une révolution, et en vérité une révolution qui transforme profondément dans son essence l'esprit du peuple (1). » Une nouvelle création a vu le jour dans le domaine politique ; mais l'Etat national-socialiste, antithèse des régimes libéraux et démocratiques, n'est qu'une des formes multiples par lesquelles on tente de mettre en pratique les leçons d'une philosophie nouvelle. Les termes de « philosophie » ou de « système philosophique » sont d'ailleurs rejetés par les théoriciens du National-Socialisme qui font appel à une autre expression de leur langue, de compréhension plus ample, la *Weltanschauung*, terme que nous utiliserons sans le traduire.

Cette *Weltanschauung* s'applique à tous les domaines de la connaissance et de l'intelligence humaine. Son influence impérative domine toutes les productions de la pensée. Elle est à la base de toute création philosophique,

(1) HITLER. Discours du 19 mars 1934.

juridique, politique, économique, artistique, religieuse, etc... C'est ce que les Allemands qualifient de *Totalität*. La doctrine nationale-socialiste se caractérise donc tout de suite par son totalitarisme ; il faut entendre par là que rien ne peut échapper à l'empreinte qu'elle prétend donner à chaque chose.

Un exemple intéressant de cet universalisme, et qui permet de l'illustrer, peut être trouvé dans l'étude de la notion de science. La pensée libérale admet l'idée d'une science abstraite, d'une science pour la science, d'une science en soi : le mathématicien, le physicien poursuivent leurs recherches dans le seul but d'accroître la richesse du domaine scientifique. C'est une conception que les Nationaux-Socialistes rejettent formellement. Pour eux, toute science est utile au point de vue politique et doit servir l'intérêt du *Volkstum*, autre terme difficilement traduisible et que nous avons précisé plus haut (voir p. 24). Un théoricien moderne du droit des gens, le P^r Koellreutter s'exprime ainsi : « La science doit être considérée comme un facteur essentiel de la vie du peuple. En ce sens, une science anarchique et non réglementée, selon l'idée généralement admise par le libéralisme, ne peut plus exister. Elle conduirait en effet à un intellectua-lisme qui n'aide pas à enrichir la connaissance scientifique, mais détruit les forces intellectuelles du peuple (1). » De même le professeur Berber déclare : « Il est reconnu d'une façon générale, au moins en Allemagne, qu'il ne peut y avoir de science de l'esprit qui, par sa nature, soit à la fois sans parti pris et de quelque valeur (2). » Certes, on

(1) KOELLREUTTER. *Deutsches Verfassungsrecht*, p. 206.

(2) BERBER. *Sicherheit und Gerechtigkeit*, p. 34.

accorde la liberté des recherches, mais on n'admet pas que ces recherches soient conduites en négligeant un instant leur utilité sociale pour le peuple allemand. Toutes les sciences doivent se plier aux exigences de la *Weltanschauung*, les plus abstraites comme celles qui touchent directement aux réalités de chaque jour, les sciences mathématiques comme les sciences juridiques. Et, pour donner un autre exemple de ce totalitarisme, on peut mentionner la règle selon laquelle les lois de Finances elles-mêmes doivent être interprétées selon la *Weltanschauung* (1).

Cette *Weltanschauung* est douée d'une puissance extraordinaire, puisque, par son seul dynamisme, elle a réussi à amener le succès de la révolution nationale-socialiste ; c'est ce que Hitler se plaît à exposer lorsqu'il se rit de la faiblesse de l'Etat libéral, du manque de réaction de la République de Weimar devant la force conquérante de la *Weltanschauung*. Elle ne reste pas sur la défensive, mais progresse par attaques successives, et l'offensive l'a ainsi conduite à la victoire de 1933 (2).

Ce qui la distingue surtout des autres doctrines que l'on a pu professer ou que l'on professera, c'est que cette *Weltanschauung* n'est ni générale ni universelle dans le domaine politique. Elle n'a de réelle valeur que pour l'Allemagne et pour les Allemands ; elle n'est point un article d'exportation (3). Elle n'est d'ailleurs pas une construction artificielle, émanant de l'esprit des chefs actuels de l'Allemagne nouvelle, elle est la doctrine allemande par excellence, celle qui traduit le mieux les aspirations germaniques. Et ce dernier trait fait bien comprendre son carac-

(1) Cf. *Finanzgesetzblatt*, 16 octobre 1934.

(2) HITLER. *Mein Kampf*, p. 598.

(3) ID., *ibid.*, p. 292, 721.

rière totalitaire : expression de l'âme de la race, liée par le sol et par le sang à ce peuple germanique, rien de ce qui le touche ne peut lui être indifférent, mais au contraire tout ce qui l'intéresse est soumis à la Loi qui régit la destinée même de cette race. La *Weltanschauung* représente la suprême réalité à laquelle tous les Allemands sont subordonnés par la communauté du sang (1).

POSTULAT DE LA VALEUR DE LA RACE.

La *Weltanschauung* nationale-socialiste repose sur un principe essentiel, celui de la valeur de la race (2). Il existe dans le monde des races nombreuses et variées, constituant des unités naturelles, et l'on ne peut comprendre l'histoire du monde, si on ne l'étudie pas en tant qu'histoire des races. Alfred Rosenberg prétend ainsi qu'il faut reprendre sur cette base nouvelle les études et les recherches historiques; on n'a conçu jusqu'alors l'histoire que comme une relation des événements inter-étatiques; c'est en étudiant les rapports des diverses races entre elles que l'on comprendra mieux les différentes civilisations. La race est, en effet, pour les Nationaux-Socialistes le fondement de toute culture et de toute évolution. Elle seule représente l'élément stable du développement de l'humanité. Ses apparences peuvent se modifier, c'est cependant elle qui perpétue à travers les siècles les qualités communes de ses descendants. L'histoire des races, c'est en somme l'histoire tout court (3).

(1) HÖHN. Transzendentes Idealismus, in *Deutsches Rechtswissenschaft*, cahier n° 4, 1936, p. 340.

(2) Cf. appréciation critique de LE FUR, dans le *Précis de droit international public*, édition 1937, p. 134, § 266.

(3) ROSENBERG. *Der Mythos des 20. Jahrhundert*.

Les races qui existent aujourd'hui sont de valeur fort inégale. C'est là un autre jugement des juristes du III^e Reich, confirmé d'ailleurs par Hitler : « Le National-Socialisme ne croit nullement à une égalité des diverses races, mais reconnaît les différences et, par suite, leur inégale valeur ; et, en conséquence de cette observation, il se sent obligé d'obéir à la volonté éternelle qui domine l'univers, assure la victoire du plus fort, du meilleur et exige la soumission du plus faible, l'abdication du mauvais (1). »

L'Allemagne ne constitue pas une unité raciale, au sens purement biologique. Sur ce point, tout le monde est d'accord. Hitler s'exprime ainsi : « Notre *Volkstum* ne repose plus, hélas ! sur un noyau d'unité raciale. L'amalgame des différents éléments originaires raciques n'est pas encore assez prononcé pour permettre de parler d'une nouvelle race créée par lui (2). »

La race se définit d'ailleurs à deux points de vue, l'un biologique, l'autre intellectuel. Nombreux sont les ouvrages sur la constitution biologique de la race (3). Mais ce n'est pas seulement sous ce rapport qu'il faut la comprendre, il faut y joindre les qualités intellectuelles et morales. De même, disent les Nationaux-Socialistes, que chaque individu possède trois attributs de sa personnalité, le corps, l'esprit et l'âme, de même ces trois éléments se retrouvent dans la race, sont inséparables et doivent être étudiés simultanément dans leurs relations réciproques. L'étude du type racial biologique accumulera les détails sur la forme du corps, du visage, la pigmentation des yeux, la

(1) HITLER. *Mein Kampf*, p. 421.

(2) ID., *ibid.*, p. 437.

(3) GÜNTHER. *Rassenkunde des deutschen Volkes*.

teinte des cheveux, etc... L'étude de l'esprit mettra en valeur le caractère, le raisonnement, l'intelligence. La philosophie, les aspirations profondes, le courage seront exposés dans la description de l'âme qui permettra de mieux comprendre ses réactions sentimentales devant les grands événements et de préciser pour les étrangers des conceptions ignorées. Ces trois éléments forment un tout, la race, que seuls les procédés artificiels d'étude et d'enseignement obligent à disséquer et à classer en des catégories faussement distinctes.

L'effet pratique de cette croyance se manifeste dans de multiples exemples. A la base de toute la législation actuelle allemande, règne le principe formulé par l'article 4 du Programme du *National-Sozialistische Deutsche Arbeiter Partei* (1), formulé dès 1920 : « Seul peut être citoyen celui qui est notre *Volksgenosse*. Seul peut être notre *Volksgenosse* celui qui est de sang allemand. Par conséquent, aucun Juif ne peut être notre *Volksgenosse*. » L'antisémitisme découle naturellement de cette conception raciale et voit son application dans les lois de Nuremberg du 15 septembre 1935, qui ont mis à la retraite tous les fonctionnaires juifs, à partir du 31 décembre 1935. Le paragraphe aryen a été introduit dans la loi militaire du 16 mars 1935 : le service militaire étant un service d'honneur (*Ehrendienst*) pour tout citoyen allemand, le Juif ne peut être soldat allemand. Des lois, des décrets de 1937 et de 1938 sur la protection de la race interdisent et punissent les mariages ou les relations extraconjugales entre Aryens et Juifs (2).

Dans le domaine international, on reconnaît l'existence

(1) Abrégé en N. S. D. A. P.

(2) Cf. *Eheschutzgesetz* du 18 octobre 1935.

des autres races et l'on pose comme principe le respect de leur originalité. On envisage ainsi des relations pacifiques inter-raciales, sans doute destinées à se substituer aux relations internationales et à transformer par là même la conception du droit des gens.

Cependant les Nationaux-Socialistes ne s'intéressent pas à l'étude des races en général, qui pourrait aider à expliquer l'évolution de l'humanité, ils s'occupent de la Race par excellence, de la race aryenne ou indo-germanique. La majorité des Allemands en fait partie. Les Aryens peuplent un immense territoire de l'Europe centrale et nordique et y constituent le Germanisme (1). L'Aryen est « le véritable artisan de la civilisation de ce monde (2) », c'est ce que Hitler veut démontrer dans *Mein Kampf*, tout au long du chapitre XI intitulé « *Volk und Rasse* ». On ne peut pourtant pas parler d'une race « allemande », ce serait un contresens scientifique ; c'est d'ailleurs un point sur lequel insistent les spécialistes de ces questions : « le concept de race allemande n'existe pas ; seul est scientifique celui de race germanique » (3). Comme cette race féconde est la race des maîtres par excellence, il faut la conserver dans sa pureté originelle, l'aider à développer ses qualités. Création directe de Dieu tout-puissant, la race aryenne doit, plus que toute autre, être protégée, « c'est un devoir de l'éthique allemande, de l'esprit religieux allemand » de veiller sur elle (4). Or, le plus grand danger qu'elle puisse courir est précisément le mélange des races, qui abaisse leur niveau : c'est là un phénomène fré-

(1) GÜNTHER. *Die nordische Rasse bei den Indo-Germanen*.

(2) HITLER. *Mein Kampf*, p. 320.

(3) W. DRÄGER. *Primat des Volkes*, p. 32.

(4) A. KLEMMT. *Volk und Staat*, p. 18.

quent. Hitler et Alfred Rosenberg en donnent des exemples historiques multiples et expliquent ainsi la disparition de toutes les grandes civilisations du passé (1).

DE LA NOTION DE « VOLKSGEMEINSCHAFT ».

Une telle protection peut difficilement s'appliquer à la race tout entière, qui est dispersée sur un territoire trop vaste et a perdu sa cohésion politique primitive. Il faudra donc la réserver à une partie seulement de la race, à cette fraction groupée en *Volk* ou en *Volksgemeinschaft*. Ces deux expressions reviennent constamment dans les œuvres des juristes nationaux-socialistes, car pour eux la notion fondamentale du droit public ou privé est non plus l'Etat ou l'individu, mais le peuple.

Le peuple allemand est un mélange de races, marqué cependant par la prépondérance de la race aryenne. Il forme une communauté et l'on entend, par ce terme de *Gemeinschaft*, accentuer le caractère naturel du groupement. Ses membres sont liés entre eux par le sol et par le sang ; ils forment en somme une grande famille unie par l'origine, la langue, les mœurs, les sentiments, les croyances. Ils constituent « la forme la plus nette d'une société vivante » (2). Le peuple est l'unité la plus réelle et aussi la plus puissante qui existe sur terre ; il n'est point un état primitif qui se serait figé, mais au contraire « une réalité en évolution qui se modifie et qui se confirme sans cesse » (3).

Quels sont donc les caractères distinctifs de cette *Volks-*

(1) HITLER. *Mein Kampf*, p. 316. Cf. Rosenberg. *Der Mythos der 20. Jahrhundert*.

(2) A. KLEMMT. *Op. cit.*, p. 14.

(3) W. DRÄGER. *Op. cit.*, p. 13.

gemeinschaft ? Hitler l'explique dans un discours du 1^{er} mai 1937 : « En fêtant aujourd'hui la *Volksgemeinschaft* allemande, on peut se demander ce qu'elle contient de commun à tous ses membres. Est-ce le sang ? Oui certes ! Mais cela n'a point empêché des luttes multiples entre frères de même sang. Est-ce la langue ? Oui certes ! Mais elle n'a point empêché que des êtres parlant la même langue ne se soient pas compris pendant des siècles. Sont-ce alors les intérêts économiques ? Mais l'activité économique n'a pas non plus mis obstacle aux luttes les plus âpres. Est-ce alors notre histoire ? Nous la connaissons, elle est une succession d'innombrables guerres fratricides ! Est-ce alors la religion commune ? Non, car pour elle aussi nous nous sommes querellés et combattus. Ce n'est pas non plus la morale commune, les mœurs communes ! Non, c'est quelque chose d'autre qui nous a non seulement amenés mais contraints à cette communauté que nous formons. C'est, camarades allemands, notre sort commun, notre destinée commune par la contrainte de la nature et à laquelle nul ne peut se soustraire, c'est notre vie en commun dans ce monde ». C'est aussi la conscience qu'a le peuple allemand de sa valeur propre, ce que Moeller van den Bruck, dont on sait l'énorme influence sur les origines proches du National-Socialisme, qualifiait de « complexe de valeur » (1). L'intérêt de la communauté est même reconnu dans le droit privé par la jurisprudence, qui en donne d'ailleurs une interprétation extensive. C'est ainsi que la Haute Cour du Reich (*Reichsgericht*) a rendu le 10 septembre 1935 un jugement motivé comme suit : « Les habitants d'un même im-

(1) MOELLER VAN DEN BRUCK, *Das dritte Reich*, p. 303.

meuble ou d'une communauté d'habitation ou de vie analogue sont juridiquement obligés, sans qu'un texte de loi le mentionne ou les y contraigne, à s'entr'aider et à se porter assistance mutuelle (1). »

DE LA CONCEPTION NATIONALE-SOCIALISTE DE L'ÉTAT.

L'Etat, selon la *Weltanschauung* nationale-socialiste, est à la fois racial, corporatif et autoritaire ; ce sont là ses trois qualités essentielles, elles-mêmes étroitement liées. L'entité politique première étant le peuple, la *Volksge-meinschaft*, « l'Etat n'a pas en soi de valeur politique propre » (2), il tire sa force du peuple. Le National-Socialisme a ainsi repris la formule de l'article 1 de la Constitution de Weimar : « Le Reich allemand est une République. L'autorité de l'Etat émane du peuple. » Mais il en donne une autre interprétation. L'Etat n'a de valeur que dans l'utilité qu'il présente pour le peuple. Son devoir est de conserver les qualités originales du *Volkstum*. C'est en ce sens qu'Alfred Rosenberg le qualifie de « maître et valet » (3). Là est, d'ailleurs, la justification de son existence : l'être humain est faible et désarmé ; pour qu'il puisse subsister, il lui faut être fort, il doit être contraint à devenir puissant (4), comme déjà le demandait Fichte. L'Etat doit donc posséder le pouvoir de se défendre, il doit être essentiellement une force juridique qui puisse assurer la conservation et l'éducation du peuple ; il a en somme un but utilitaire. L'Etat n'est pas « une fin en soi, il est un moyen, son but est de prendre

(1) *Entscheidungen in Strafsachen*, volume 69, p. 321.

(2) KOELLREUTTER. *Op. cit.*, p. 10.

(3) ROSENBERG. *Der völkische Staatsgedanke*, p. 8.

(4) MOELLER VAN DEN BRUCK. *Op. cit.*, p. 293.

soin des éléments primitifs de la race » (1). C'est sur ce point que se marque notamment l'opposition de la doctrine nationale-socialiste avec la conception fasciste. Cette dernière s'exprime ainsi dans le manifeste fasciste de Mussolini, publié en 1922 : « Ce n'est pas le peuple qui crée l'Etat, mais bien l'Etat qui forme le peuple ». En cela Mussolini est d'accord avec le théoricien du Fascisme, Guido Bartolatto : le peuple n'est pas, pour eux, quelque chose de déterminé par le sang et par le sol, mais un phénomène volontaire, intellectuel, un fait de conscience. Les théories fascistes sont, sur ce point, encore peu nettes ; l'évolution des derniers mois semble les rapprocher des conceptions hitlériennes, lesquelles soutiennent que le *xx^e* siècle, loin d'être le siècle de la primauté de l'Etat, doit être celui de la réhabilitation et de la domination de la Race.

La conception nationale-socialiste de l'Etat s'oppose avant tout à l'idée libérale du *xix^e* siècle, basée sur l'antagonisme de l'individu et de l'Etat, et qui posait, en principe, les droits de l'homme et du citoyen. Le citoyen de l'Etat libéral possède le droit à la liberté de pensée, de réunion, d'association, etc..., droits qui restreignent la souveraineté de l'Etat. Ces droits individuels sont, au contraire, remplacés chez les Nationaux-Socialistes par ceux du peuple. La *Volksgemeinschaft* est une entité collective composée d'êtres de mêmes langue, sang, mœurs, etc... Elle s'est identifiée à l'Etat sous le régime national-socialiste. L'individu, notion philosophique, n'existe pas. C'est ce qu'exprime le juriste allemand, Dr Dietrich, en quelques phrases : « La pensée individualiste repose sur

(1) HITLER. *Mein Kampf*. Cf. ROSENBERG. *Das Wesensgefüge des National-Sozialismus*, p. 15 et suiv.

le postulat que l'homme est une individualité. Ce postulat est faux, car l'homme n'affirme son existence que comme membre d'une communauté ; dans tous ses actes, il est un être collectif... Les seules données réelles de ce monde sont les races et les peuples. Le National-Socialisme considère le *Volkstum* comme la seule réalité organique ». Un autre juriste déclare : « Chaque individu n'est plus isolé dans l'Etat, mais il n'a de signification qu'en tant que membre de la communauté (1). » Pourtant les individus, les *Volksgenossen* ont des droits qui découlent de la vie même de la communauté » ; ce sont les droits à la propriété, à l'héritage, à l'égalité devant la loi, à la liberté de contracter et de faire du commerce. Mais ces droits ne doivent plus s'entendre selon la conception libérale. Ils sont devenus des principes d'ordre dans l'Etat, de même qu'autrefois ils ont pu être nécessaires pour permettre la vie en commun dans les tribus germaniques. Les libertés ne peuvent donc exister que dans le cadre de la vie commune ; elles trouvent ainsi leurs limites dans la nécessité d'assurer l'existence normale de cette communauté. L'Etat représente la forme extérieure du peuple, son armature, sa charpente. En réalité, pour les Nationaux-Socialistes, le lien entre le peuple et l'Etat ne peut être tranché sous peine de fausser les deux concepts. L'Etat est pour le peuple ce qu'est la forme du corps pour l'organisme humain. Ces deux notions sont unies intimement. Un tel Etat sera un *Volkstaat* (2).

Cette doctrine n'est, en somme, qu'un retour à l'ancien droit public germanique, qui se marque, en droit

(1) BODO DENNEWITZ. *Deutsches Volksrecht*, p. 30.

(2) FREISLER. *Der Volkstaat*. *Preussische Justiz*, 19 octobre 1933, p. 526.

positif et dans la technique politique, par l'utilisation du plébiscite. La loi du 14 juillet 1933 déclare qu'« après avoir vaincu le parlementarisme, il était nécessaire de reprendre l'institution du plébiscite qui remonte aux formes primitives du droit germanique et doit être utilisée dans toutes les situations qui intéressent l'ensemble de la Nation » (1). C'est ce qu'explique M. Albert Rivaud en montrant le mécanisme de la démocratie plébiscitaire de l'Allemagne moderne (2) : « Dans toutes les circonstances graves, toutes les fois qu'il s'agit d'un événement vital pour l'Allemagne, le Führer s'adresse à la nation entière, lui demande d'exprimer par un oui ou par un non son jugement sur la gestion du chef et de ses collaborateurs. On compte depuis les débuts du régime plusieurs de ces appels à la nation. Mais la technique moderne a modifié les conditions du plébiscite. Le peuple n'est jamais livré à lui-même, en présence des problèmes constamment nouveaux de la politique internationale et intérieure. Le parti, directement inspiré par le Führer, est là pour l'éclairer, le persuader, maintenir en lui les sentiments fondamentaux qui assurent l'unité de la nation. Démocratie, mais démocratie guidée par un individu privilégié, par des millions de partisans unis au « conducteur » par des liens personnels. Récepteur prodigieusement sensible, microcosme en qui viennent se refléter et se simplifier les désirs, les espoirs, les appétits de la nation, le Führer en transmet au parti l'expression la plus claire, la plus sensée, et il rend ainsi conscients à la multitude, sous une forme épurée, les sentiments qui la

(1) *Reichsgesetzblatt*, I, p. 479.

(2) ALBERT RIVAUD. *Le relèvement de l'Allemagne*, p. 233.

travaillaient obscurément..... Le plébiscite ne cesse jamais ; la communication entre le « conducteur » et les masses est perpétuellement entretenue par une légion d'intermédiaires bien stylés. Le miracle de l'union personnelle entre le souverain et la multitude est facilité sans relâche par tous les artifices de la plus savante publicité. Régime d'un homme, d'un parti inféodé à cet homme, mais aussi régime populaire, puisque le souverain est identique, dans toute sa substance, corporelle et spirituelle, à la nation qui marche dans ses pas. »

De même que le National-Socialisme combat les systèmes libéraux, il s'attaque avec non moins de vigueur à l'étatisme (1) qui voit dans l'Etat une fin en soi et il veut se placer à mi-chemin entre le libéralisme et le socialisme. « Ni trop d'Etat, ni trop peu (2). » Il s'oppose à la dictature de l'Etat, qui aboutit à la destruction des libertés individuelles qu'il tient à sauvegarder, tout en leur donnant un autre fondement.

Ainsi la conception nationale-socialiste a réalisé une forme nouvelle d'Etat à base raciale, corporative et autoritaire, dont l'idéal est de conserver et d'accroître les valeurs naturelles contenues dans le *Volkstum*. Or, ce *Volkstum* s'étend en dehors des frontières territoriales étatiques. C'est le devoir de l'Etat de veiller, au delà de ses propres limites, à la protection et à la conservation de la race, sans empiéter toutefois sur la souveraineté des autres Etats, ce qui serait en contradiction avec le principe énoncé du respect du *Volkstum* étranger. D'un tel principe découle la renonciation à toute politique de germa-

(1) GÜRKE. Der Staats und Volksbegriff im Völkerrecht. D. R., 1934. p. 333.

(2) A. KLEMMT. *Op. cit.*, p. 11.

nisation des peuples voisins. Hitler s'exprime à ce sujet de façon fort nette (1) : « La conception du siècle passé, selon laquelle on croyait pouvoir fabriquer des Allemands avec des Polonais ou des Français nous est tout à fait étrangère ; mais, en retour, nous nous opposerons à toute tentative semblable exercée à notre détriment. » Il énonce clairement ici la négation de toute visée impérialiste, mais il affirme aussi avec précision son exigence du respect pour la race (2). L'Etat national-socialiste se confond avec le peuple, ne veut faire qu'un tout avec la communauté raciale, dont il traduit les aspirations et les volontés. Sa concentration administrative, son unité politique et son armature intérieure puissante et méthodiquement organisée, soutenue par les diverses formations du parti, font de lui un partenaire redoutable et décidé dans la lutte diplomatique et dans les compétitions internationales (3).

(1) HITLER. Discours du 17 mai 1933.

(2) Cf. l'opinion contraire exprimée par le professeur Le Fur, dans son *Précis de Droit International Public* (éd. 1937), p. 52, § III et suivants.

(3) Sur la conception nationale-socialiste de l'Etat, voir l'ouvrage fondamental du P^r Bonnard : *Le droit et l'Etat dans la doctrine nationale-socialiste*, Paris, 1936.

CHAPITRE III

La conception nationale-socialiste du Droit.

Conséquence logique du totalitarisme national-socialiste : une réforme du droit est nécessaire, le droit allemand doit être purifié de tout apport étranger qui ne répond pas aux besoins essentiels du peuple allemand. C'est là le premier aspect du nouveau droit qui est encore en construction. L'Etat national-socialiste ne peut se contenter d'une science juridique qui n'aurait qu'une valeur théorique et n'évoluerait que dans le domaine purement intellectuel. L'élaboration du droit du III^e Reich doit se faire sur des bases proprement allemandes, avec des matériaux authentiquement allemands et dans le seul intérêt du peuple allemand. Pour y arriver, il suffit de transposer dans la discipline juridique les thèmes essentiels de la *Weltanschauung* nationale-socialiste, car « l'idéal juridique national-socialiste est conforme à l'idéal du National-Socialisme en soi » (1). Au Congrès des juristes de 1936, Goering s'exprima ainsi : « La constitution d'un vrai droit allemand est l'une des tâches les plus vitalement nécessaires que le Führer ait donnée aux juristes allemands » (2),

(1) FRANK. *National-sozialistisches Handbuch für Recht und Gesetzgebung*. München 1935. Einleitung, p. XIV. Sur la conception nationale-socialiste du droit, voir COT, *La conception hitlérienne du droit*, Paris, 1938.

(2) *Deutsches Recht*, 15 mai 1936.

et Alfred Rosenberg ajouta : « La construction de ce droit est l'un des plus grands devoirs de la Révolution nationale-socialiste, la forme de ce droit sera dans les siècles à venir un des éléments de base du caractère du peuple allemand (1). » C'était déjà l'idée énoncée dans le paragraphe 19 du programme du N.S.D.A.P. : « Nous exigeons le remplacement par un droit allemand du droit romain qui préside à l'organisation matérialiste du monde. » Frank, ministre de la Justice, a résumé ces prétentions au Congrès des juristes de 1933, à Leipzig : « Pour tout homme civilisé, le droit romain est l'expression d'un peuple fort et conscient de la valeur de sa race. Mais nous, Allemands, nous avons aussi notre fierté et notre conscience, et nous désirons que notre droit atteigne à la grandeur du droit romain ! » Frank a fondé l'Académie de droit allemand (*Akademie für Deutsches Recht*) pour mettre à l'étude tous les problèmes de droit et rechercher leur solution selon les principes nationaux-socialistes. Une telle Académie ne doit pas être « un organe de législation, mais seulement un conseiller du législateur ; sa valeur doit n'avoir d'autre fondement que ses propres succès. Elle ne sera donc pas une corporation de savants étrangers aux choses de ce monde, mais bien une institution d'utilité pratique (2) ».

REJET DE L'INFLUENCE DU DROIT ROMAIN.

La première tâche des juristes nationaux-socialistes est la destruction du droit romain, considéré comme un principe dissolvant de cette *Volksgemeinschaft* si précieuse.

(1) *Deutsches Recht*, 15 mai 1936.

(2) Discours du P^r KISCH, cité par FRANK, *Handbuch*.

Tout ce qui s'attaque au peuple, à la race doit être rejeté, mis hors d'état de nuire. Depuis longtemps, d'ailleurs, les juristes allemands ont entrepris cette lutte. « L'utilisation du droit romain avait été reconnue, déjà même dans la période pré-nationale-socialiste, comme l'obstacle empêchant le développement d'un droit allemand à base raciale et populaire (1). » Le droit allemand, par lequel les Nationaux-Socialistes veulent le remplacer, oppose au caractère abstrait et individualiste du *jus romanum* le droit de la communauté. La pensée nationale-socialiste est, en effet, inconciliable avec la notion d'un droit qui se formerait dans une abstraction pure, sans tenir compte de la vie. Or, c'est précisément à l'époque de la suprématie du droit romain qu'on a vu dans le droit une fin en soi. Dans de telles conditions, l'écart profond entre le droit et le peuple, entre le droit et la vie, ne pouvait que s'accroître (2). Le peuple veut se libérer de toutes les prescriptions qui ne sont point ordonnées par la grande loi de l'évolution, mais qui sont des créations abstraites de juristes. « Il refuse toute obligation ou toute interdiction venue de droits étrangers et non puisée dans la vie de la nation, car il veut un droit allemand (3). » Ce sont des idées communément répandues chez les écrivains et les juristes nationaux-socialistes. Déjà Oswald Spengler avait montré comment le droit romain avait peu à peu détruit le droit germanique primitif (4). D'ailleurs, on se garde bien de critiquer la valeur du droit romain, exemple magnifique

(1) COBLITZ. Vorbemerkungen. *Handbuch*, p. VII.

(2) FRANK. *Handbuch*. Einleitung, p. XIV.

(3) FRANZ SCHLEGELBERGER. *Ein Volk erlebt sein Recht*.

(4) OSWALD SPENGLER. *Der Untergang des Abendlandes*. Umriss und Morphologie der Weltgeschichte, Munich, 1922. *Jahre der Entscheidung*, 1933.

de culture et brillant épisode dans la civilisation de l'humanité ; il a réussi à prospérer en raison de sa systématisation et surtout de sa perfection technique. Au contraire, le droit germanique, étant plus près de la vie, est moins précis, il offre des aspects variés, mais est peu apte à se défendre contre une technique poussée. Cependant il doit réussir à déposséder le droit romain de la place qu'il a usurpée, car ce dernier n'a jusqu'ici abouti qu'à des résultats stériles et dangereux. Opposant l'individu à l'Etat, il a créé un individualisme qui méconnaît les besoins et les droits de la communauté. Or, la *Volksgemeinschaft* est à la base du droit, et elle ne connaît l'individu qu'en tant que membre du *Volk*.

La réaction contre le droit romain se poursuit par une lutte sans merci contre les systèmes libéraux et marxistes, qui avaient exercé une grosse influence sur l'Allemagne d'après-guerre. A la conception sociale germanique s'était substituée la philosophie faisant de l'individu le centre de toute pensée et de toute action juridique. Or, pour le National-Socialisme, le droit ne doit pas être un procédé permettant de réaliser les droits subjectifs de chacun : son rôle est de servir la communauté. C'est l'application, dans le domaine juridique, de la formule *Gemeinnutz geht vor Eigennutz* [l'intérêt général passe avant l'intérêt privé]. Si l'individu forme le centre de toute pensée libérale, l'idée nationale-socialiste du droit se fonde sur l'existence du groupe social, qui lui offre à la fois une fin et une justification : c'est l'affirmation du lien entre l'existence de la communauté raciale, de la nécessité de sa protection par le droit, et la légitimation de la légalité par son opportunité politique. Treitschke exprimait une opinion semblable lorsqu'il écrivait que « toute science juridique est

une activité politique. Le juge doit juger d'après l'esprit et l'histoire de la nation » (1).

Le droit national-socialiste prend également position contre les doctrines positivistes, qui aboutissent, selon lui, à la confusion de la loi et du droit. Or, pour les juristes nationaux-socialistes, une décision qui n'est pas conforme au droit inné ne peut être considérée comme ayant force de loi. La première donnée de cette conscience juridique populaire, où l'on va puiser les normes juridiques, pose pour principe que le droit ne peut s'exercer contrairement aux intérêts de la *Volksgemeinschaft*. Cette considération de l'utilité du droit n'est pas matérialiste, mais « idéaliste au plus haut degré » (2). L'ordre juridique ne peut et ne doit pas s'exercer au détriment de la communauté, sous peine de perdre sa qualification juridique. Personne ne doit donc être capable d'agir légalement ou juridiquement en portant préjudice à la communauté.

DE L'ÉLABORATION D'UN DROIT ALLEMAND.

Après avoir critiqué le droit romain et les doctrines libérales et positivistes, les juristes nationaux-socialistes se sont trouvés, d'abord, dans la nécessité de construire leur nouveau droit sur des bases purement germaniques, comme ils l'avaient annoncé. Le professeur Carl Schmitt trouva une solution facile : « Le programme du N.S.D.A.P. est une source authentique et même la plus importante du droit pour nous : il constitue dès maintenant un droit en vigueur (3). » Mais le droit allemand repose aussi sur

(1) TREITSCHKE. *Politik*, § 24.

(2) FRANK. *Handbuch*. Einleitung, p. xiv.

(3) *Deutsches Recht*, 15 mai 1936.

le droit germanique, c'est-à-dire sur un droit commun à tous les membres de la communauté raciale, car le droit germanique est un droit de race, qui n'avait autrefois de valeur que pour les membres du groupe ethnique ; c'était, selon le professeur Gürke, un droit original, servant le maintien de la paix et de l'ordre commun, ainsi que le bien de la communauté raciale. A cet égard, il pouvait être qualifié de droit populaire (*Volksrecht*) ; sans que se fit la distinction entre le droit privé et le droit public, il était déjà un droit à caractère social (1).

Le droit allemand, à base de race et de *Volkstum*, est donc l'ensemble des règles nécessaires à la vie de la communauté. Il est un appareil de puissance, à signification raciale et historique, qui doit assurer la protection du *Volk* et du *Reich* ; il s'appuie sur la *Weltanschauung* nationale-socialiste, « sur ses bases fières et inébranlables de sécurité, d'unité et de clarté ». Le droit n'est point une règle technique, il tend à se rapprocher de la vie et, par là, il aspire à se confondre avec l'équité, concept plus métaphysique ou moral que juridique. « Le droit sans l'équité est comme le bruit vide d'un moulin sans eau (2). » Or, « est équitable tout ce qui permet l'existence du peuple, c'est-à-dire tout ce qui touche aux éléments de sa valeur, à la race, au sol, au travail, à la défense nationale, à l'honneur. Toute autre chose forme une mystique inutile qu'il faut jeter par-dessus bord (3) ». Le professeur Berber reprend cette idée plus nettement encore : « Le droit est, en son essence, non pas une règle technique mais une

(1) BODO DENNEWITZ. *Op. cit.*

(2) BERBER. *Sicherheit und Gerechtigkeit*, p. 8.

(3) FRANK. *Deutsches Recht*, janvier 1937, « das Recht im Reich ».

discipline qui tend à se confondre avec l'équité, comme l'indique avec une particulière fidélité la langue allemande : *Recht, Richtigkeit, Gerechtigkeit* (1). » Le droit allemand n'est pas une conception abstraite tirée de la pure logique, mais une construction calquée sur la réalité vivante. Il faut donc rejeter les théories du genre de la *reine Rechtslehre* du professeur Kelsen (2). Par son rapport étroit avec la vie, le droit a sa source dans les lois naturelles de l'évolution. Or, la Nature nous montre qu'il existe une loi non écrite, mais sans cesse agissante, qui donne le « droit » au plus fort. « Le plus fort, le plus puissant est en même temps le plus sain », affirme Gercke, pour concilier la brutalité avec la conservation de la race (3). Une telle loi est indispensable, car il faut que la nature maintienne la loi de l'évolution dans la voie de la perfection constante, afin de ne pas laisser la dégénération détruire les créatures destinées à continuer l'espèce. Cette loi observe deux principes : sélection et fécondité, qu'il faut transposer dans le domaine juridique. Tout ce qui peut affaiblir ou détruire la valeur du peuple sera considéré comme le plus grave des crimes et devra être sévèrement puni. D'où toute une législation sur le *Hochverrat, Landesverrat*, etc... De même encore, partant de la notion d'utilité du droit pour le *Volk*, on remplace la règle de droit pénal *nulla poena sine lege* par le nouvel adage *nullum crimen sine poena*. « Tout ce qui est utile au peuple est du droit, tout ce qui lui nuit n'est pas du droit (4). » La valeur

(1) BERBER. *Op. cit.*, p. 8. Cf. Bumiller. Die national-sozialistische Rechtsidee und das Völkerrecht. *Deutsches Recht*, 1934, p. 201.

(2) BUMILLER. *Op. cit.*, p. 204. Cf. von Sethe. Deutsche Völkerrechtswissenschaft. *Deutsches Recht*, 1935, p. 126.

(3) GERCKE. *Handbuch. Rasse und Recht*, p. 4.

(4) FRANK. *Handbuch. Einleitung*, p. xiv.

utilitaire du droit est étendue à la valeur en soi du droit lui-même.

Le droit existe dans la conscience collective ; la communauté possède un certain sens juridique, un *Rechtsempfinden*. « Tout droit n'est que l'expression d'un groupe. Toute communauté juridique possède sa conception propre du droit (1). » Comme le *Volk* et le *Führer* ne font qu'un, que le *Führer* n'est que l'interprète de la volonté et de la conscience de la communauté qu'il dirige, il est normal d'entendre Hitler s'exprimer ainsi : « Personne n'a plus de droit que moi à parler au nom du peuple. Je désirerais mettre en valeur ce qui suit et qui est le résultat de la première phase de la Révolution allemande : 1° il n'y a plus qu'un seul souverain dans le peuple allemand depuis cette époque, et c'est le peuple tout entier ; 2° la volonté de ce peuple trouve son expression dans le Parti, en tant qu'organisation politique ; 3° il n'y a donc plus qu'un seul législateur, 4° il n'y a plus qu'une seule force exécutive. Celui qui voudrait comparer l'Allemagne d'aujourd'hui à celle d'avant 1933 pourrait mesurer quelle puissante évolution est contenue dans ces courtes observations (2) ! » La loi n'est donc impérative que par ce qu'elle est le droit, et elle ne représente le droit qu'autant qu'elle exprime la volonté du *Volkstum*. Tout peuple sain a, en effet, son *Rechtsbewusstsein*, « le droit est le miroir d'une certaine volonté de culture, le reflet de la valeur d'une civilisation... le droit est né avec nous, et le *Volkstum* est son support ». (3). C'est ainsi que, par cette sorte de conception sociologique, on réussit à concilier le *Sein* et le *Sollen*. Le *Sein*

(1) BERBER. *Op. cit.*, p. 145.

(2) HITLER. Discours du 30 janvier 1937.

(3) FRANK. *Handbuch*. Einleitung, p. xiv.

est expliqué par le fait que l'individu ne peut agir qu'en tant que membre de la communauté, son action étant subordonnée aux impératifs de la race ; le *Sollen* pose en principe qu'il ne peut agir contre les intérêts du peuple, qu'il doit agir pour le bien de la communauté : les impératifs de la race concilient l'action individuelle avec l'intérêt commun. La théorie nationale-socialiste rejette l'antagonisme entre le *Sein* et le *Sollen* ; et, selon la formule de Hitler, le droit et la morale iront désormais de pair.

LE NATIONAL-SOCIALISME ET L'ORDRE INTERNATIONAL.

La même influence de la *Weltanschauung* nationale-socialiste se marque sur la conception allemande du droit des gens ; ainsi le professeur Rogge (1) déclare que le droit international doit être reconstruit « sur la base de l'honneur de la nation, parce que seuls des traités et une paix respectant l'honneur » peuvent permettre des relations internationales vraiment pacifiques. L'expression allemande équivalente de « droit des gens », *Völkerrecht* ou droit des peuples, ne correspond pas à la réalité présente, où seuls les Etats sont les sujets du droit international, donc possèdent des droits et sont soumis à des obligations. Dans les systèmes étrangers de Droit International Public, d'International Law, de Diritto Internazionale, le concept de nation semble être le point de départ ; encore faut-il remarquer que souvent, dans les pays de l'Europe occidentale, les concepts de nation et d'Etat se recouvrent étroitement. Mais, selon les juristes allemands, l'observation scientifique montre que l'on ne peut de nos jours négliger la notion de *Volk*, bien que les Etats soient tou-

(1) ROGGE. *Hitlers Friedenspolitik und das Völkerrecht*, p. 10.

jours seuls à posséder la personnalité juridique. Or, il existe des peuples totalement différents des Etats qui les administrent ; il existe des groupes ethniques distincts, en opposition même avec l'Etat auquel ils appartiennent. Aussi peut-on se demander si le droit des gens n'est pas, plutôt que le droit des relations inter-étatiques, celui des rapports inter-populaires, et si le fait de l'existence des races et des peuples n'est pas le critérium essentiel devant servir de base à la formation d'un nouveau *jus inter gentes* (1).

En même temps qu'elle essaie de formuler des principes novateurs, la doctrine nationale-socialiste reconnaît l'ordre international établi (2), elle en fait sien son contenu pour autant que « ses données sont d'accord avec celles de l'honneur et de l'égalité des droits de l'Etat allemand » (3). Mais elle élève une vigoureuse critique contre l'essai de construction d'une juridiction internationale. Le droit des gens règle les relations des Etats entre eux : or, on a voulu réduire les conflits inter-étatiques en leur appliquant le système des juridictions utilisé dans le droit privé interne. Et, sur ce point, le professeur Berber, par exemple, émet une violente protestation contre la théorie de Hermann Heller (4), qui prétendait que la sanction, en droit des gens, pour réprimer toute violation du droit, ne pourrait être créée que lors de l'existence d'une *civitas maxima*, unité de valeur. Selon Berber, ce n'est nullement là une conséquence logiquement nécessaire ; un tel raisonnement ne

(1) RASCHHOFER. *Handbuch. Volk, Nation und Völkerrecht*, p. 99.

(2) RICHTER. *Völkerrecht. Deutsches Recht*, 1934, p. 206.

(3) KOELLREUTTER. *Deutsches Verfassungsrecht*, p. 62.

(4) HERMANN HELLER. *Souveränität, ein Beitrag zur Theorie des Staats- und Völkerrecht*.

repose que sur une surévaluation positiviste du caractère individualiste du droit. D'autre part, l'assimilation d'une juridiction internationale au système des tribunaux de droit interne émane d'un esprit faux. « Dans les luttes de droit privé, il s'agit surtout de divergences d'interprétation des règles existantes. Dans les luttes internationales, il s'agit de biens matériels, de puissance dominatrice, de place au soleil : dans tous ces cas, une juridiction est tout à fait inadéquate (1) ».

Pour les nationaux-socialistes, le droit des gens est souvent difficile à distinguer de la Politique. On remarquera que cette théorie est en contradiction avec l'opinion exposée par le professeur de Martens dans son traité de Droit International. D'après cet auteur, en effet, « l'idée du droit seule peut servir de principe dirigeant pour examiner les éléments positifs du Droit International au point de vue *lege ferenda*. Dans un système scientifique, il n'y a pas de place pour des considérations politiques (2) ». Le droit des gens, en tant qu'il règle les rapports entre Etats, a ses sources coutumières et contractuelles. Mais il n'existe pas une communauté des Peuples comparable à la *Volksgemeinschaft* dans l'ordre juridique intérieur. On peut tout au plus parler d'une « société des peuples », c'est-à-dire d'un conglomérat inorganique de peuples coexistants et peu nombreux. Ainsi s'explique la liaison intime du droit des gens avec la vie politique des nations ; il est un aspect de la réalité vivante, d'une réalité qui se caractérise par son dynamisme encore accentué dans la période d'après-guerre. Son évolution est cons-

(1) BERBER. *Op. cit.*, p. II.

(2) DE MARTENS. *Traité de droit international public*, t. I, p. 223.

tante et accélérée. Il est donc difficile d'en donner une description précise, en raison même de sa matière trop mouvante, souvent en avance, parfois en recul. « Tout exposé du droit des gens ressemble à une photographie instantanée d'un oiseau en plein vol (1). » C'est un droit dynamique par excellence, dont l'étude ne peut se comprendre sans des recherches d'histoire pour son passé, sans l'observation de la politique pour son avenir.

(1) BERBER. *Op. cit.*, p. 24.

CHAPITRE IV

Principes fondamentaux de la conception. nationale-socialiste du droit des gens.

DE L'EXISTENCE D'UN DROIT DES GENS.

Le National-Socialisme met tout particulièrement l'accent sur le caractère national du Droit qui porte les marques essentielles de l'originalité de la race et du *Volks-tum*. Il est donc à prévoir que les conceptions juridiques des peuples devront se heurter, car à des natures dissemblables doivent correspondre des idées différentes. On peut alors se demander si la notion de droit des gens, c'est-à-dire d'un droit valable pour l'ensemble des Etats, n'est pas rejetée par l'Etat national-socialiste. Telle était l'opinion qui fut professée par le juriste Schecher, dès 1933 (1). Il constatait la non-existence du droit des gens, qu'il déduisait du manque de législateur, de juge et de sanction dans le domaine international. Les principes constitutifs d'un ordre de droit faisant défaut, il en concluait que la raison était l'inexistence même de la règle juridique internationale. C'était pousser à l'extrême les principes déjà énoncés du National-Socialisme ; ainsi de nombreux auteurs étrangers purent soutenir la thèse que le National-Socialisme méconnaissait toute discipline juridique

(1) LUDWIG SCHECHER. *Deutsches Aussenstaatsrecht*, p. 16.

internationale. Schecher réduisait le droit des gens à une sorte de droit public extérieur allemand, servant à régler les rapports interétatiques. Or, la conception nationale-socialiste entraîne nécessairement une nouvelle orientation ayant pour point de départ la notion de *Volk*. Elle pose en principe sa primauté et celle de l'Etat, donc la primauté de l'ordre juridique interne à base raciale et communautaire. L'Etat, organisation politique du peuple, devient la valeur souveraine. De sa souveraineté se déduit aisément la négation de toute contrainte externe ; rien ne doit venir limiter sa compétence. L'ordre international n'est intéressant que s'il est envisagé du point de vue national. Les relations inter-étatiques ne peuvent se régler que par la méthode contractuelle, qui suppose l'égalité des contractants. Les Etats passent donc entre eux des conventions, mais ils ne sont tenus de les observer qu'autant qu'elles représentent leurs propres décisions, ce qui n'est évidemment possible qu'en niant l'existence d'un droit super-étatique, à caractère abstrait, qui aurait dominé de ses principes le droit interne, et qu'en justifiant la création d'un « droit public externe de l'Etat ».

La théorie de Schecher n'a point été acceptée par les Nationaux-Socialistes, elle a même été très vivement combattue (1). Le droit des gens existe, il est une réalité, proclamée d'ailleurs par Hitler, qui a affirmé à maintes reprises que la lutte de l'Allemagne pour l'égalité des droits ou pour le réarmement devait se fonder sur le droit international (2) ; la négation de ce droit eut

(1) Cf. VON SETHE. *Deutsche Völkerrechtswissenschaft seit 1933. Deutsches Recht*, 1935, p. 126. Wolgast. *National-Sozialismus und internationales Recht. Deutsches Recht*, 1934, p. 198.

(2) HITLER. Discours du 17 mai 1933.

abouti purement et simplement au rétablissement de la force brutale, pour régler les rapports des Puissances entre elles. Les juristes du III^e Reich repoussent l'argumentation de Schecher qui, selon eux, découle de la doctrine professée par l'école positiviste combattue par le National-Socialisme, et pour laquelle le droit se ramène à de simples règles de contrainte. Le positivisme en général, et Schecher en particulier, font « de la force et de la contrainte la caractéristique du droit » (1). Il faut de même rejeter les théories qui, comme celle de Walter Schücking, démocrate et pacifiste, font appel à une morale, à une métaphysique, à un système méta-juridique pour aboutir à la condamnation du traité de Versailles ; c'est « fuir devant le droit immoral pour se réfugier dans une morale sans droit » (1). Ce serait donc admettre une distinction entre le droit et la morale que le Führer lui-même a véhémentement repoussée (2). Gürke parfait la critique sur Schecher, en démontrant qu'une théorie ne reconnaissant comme droit que le droit interne était dans l'impossibilité d'expliquer le maintien des obligations de droit international, après la rupture de l'ordre juridique intérieur, après des révolutions par exemple ou des changements de régime (3).

Il existe donc un droit des gens admis par tous les théoriciens nationaux-socialistes. Ce droit est celui qui règle les relations entre Etats, et c'est déjà là, semble-t-il, une réduction de l'ampleur de son domaine : les sujets collectifs, dit un juriste sociologue, ont dans leur conduite

(1) BERBER. *Sicherheit und Gerechtigkeit*, p. 15.

(2) HITLER. Discours du 3 octobre 1933.

(3) GÜRKE. *Volk und Völkerrecht*, p. 42.

une psychologie plus simple que celle des individus, et des réactions plus instinctives (1). A la différence du droit interne, où domine le principe de subordination, règne en droit des gens la loi de coordination : les Etats vivent côte à côte leurs vies indépendantes (2). Aussi certains auteurs voient-ils la seule possibilité d'une organisation internationale dans un système inter-syndical, inter-corporatif étendu, sinon l'anarchie réglera seule les relations inter-étatiques (3). Dans le domaine des rapports entre Etats, il n'y a pas d'intérêt supérieur, super-étatique, donc d'intérêt distinct de celui de chacun des membres de la société internationale. Un tel intérêt abstrait n'existe que dans la théorie, dans la phraséologie internationale, où il est traduit par ce concept de « solidarité » qui, depuis la Guerre, joue un si grand rôle. Il existe en réalité, et c'est ce que l'on voit mal, non pas un intérêt commun à tous les Etats, mais pour chaque Etat des intérêts distincts et parallèles, sur un même objet. Dans le droit des gens, « le point de départ de toute construction se trouve dans les intérêts individuels des Etats » (4), et c'est pourquoi le droit des gens est un droit individualiste. Cette thèse est également soutenue par le professeur Berber : il entend caractériser par le qualificatif « individualiste » le fait que le droit des gens n'est pas un droit abstrait, mais un droit technique formé de réglementations concrètes et individuelles. Cela ne tiendrait pas tant au petit nombre des sujets de droit, au petit nombre des Etats qui se par-

(1) FREYER. *Soziologie als Wirklichkeitswissenschaft*, p. 256.

(2) GÜRKE. *Staats- und Volksbegriff im Völkerrecht*. D. R., 1934, p. 333.

(3) ROGGE. *Hitlers Friedenspolitik und das Völkerrecht*, p. 16.

(4) KRAUS. *Interesse und zwischenstaatliche Ordnung*. Niemeyers Zeitschrift.

tagent le globe, qu'à leur nature ; ces Etats ne doivent pas être considérés comme des entités abstraites, mais bien comme des « forces concrètes spirituelles » (1). De ce caractère individualiste découle aussi la diversité des conceptions de droit des gens, qui se manifeste par l'existence de doctrines américaines, européennes, pacifistes, etc... Enfin Berber souligne la relation étroite de ce droit avec la politique, et le qualifie de « droit politique » (*politisches Recht*), comme le font d'ailleurs de nombreux juristes nationaux-socialistes, qui voient là une qualité essentielle du droit des gens (2).

Même lorsque certains auteurs emploient, dans le droit international, l'expression de communauté, pour tenter d'établir une analogie, une symétrie d'exposition ou de construction avec le droit interne, il ne faut pas se laisser abuser, ni voir dans cet effort la reconnaissance d'un ordre supérieur. Ainsi le Pr Viktor Bruns explique que le monde ne consiste pas en une multiplicité de peuples isolés, placés les uns à côté des autres, mais que la communauté d'existence a réussi à créer entre eux un lien qui pourra permettre aux diverses nations de se sentir membres d'une même communauté juridique. Il faut comprendre par là que les obligations qu'elles ont contractées les unes envers les autres ont tissé un système de règles pratiques techniques. D'ailleurs Bruns ajoute aussitôt que « la communauté des Etats ne connaît pas d'ordre juridique inférieur ni supérieur, elle ne connaît que des

(1) BERBER, *Op. cit.*, p. 18.

(2) BILFINGER, *Betrachtungen über politisches Recht. Ztft für ausl. öff. Recht u. Völkerrecht*, vol. 1, p. 57. Cf. aussi Ray, *Commentaire du Pacte de la S. D. N.* : « le Pacte est un texte politique au moins autant que juridique ».

membres placés sur un même pied d'égalité. La réciprocité du droit au respect et de l'obligation au respect est l'expression d'une telle communauté » (1).

Lorsqu'on parle de la communauté des peuples, on entend le plus souvent écarter toute acception juridique de ce terme, et lui réserver plutôt une signification morale ou culturelle. Hitler parle en ce sens fréquemment d'une telle communauté (2) : il reconnaît une mission commune aux peuples du continent européen, à savoir la sauvegarde de la civilisation du monde qu'ils ont contribué à former. C'est ainsi qu'il comprend la construction d'une nouvelle communauté des peuples ; pour lui, communauté signifie non point une solidarité juridique, ni la reconnaissance d'un intérêt supérieur, mais le respect des droits égaux à la vie, à la jouissance des biens de ce monde et aussi la négation de tout esprit de domination entre les peuples. Penser que l'isolement des Etats derrière de hautes et infranchissables barrières juridiques pourrait être un idéal ne peut qu'aboutir à nier toute vie juridique inter-étatique ; ce serait aller à l'encontre de la volonté nationale-socialiste qui réclame l'établissement des relations internationales sur la base de la paix et de l'équité. On arriverait, de la sorte, à revaloriser la loi du plus fort et à confirmer juridiquement la valeur du *Diktat* de Versailles contre lequel tous les juristes du III^e Reich unissent leurs efforts.

Après avoir affirmé l'existence d'un droit des gens, les Nationaux-Socialistes, conscients de sa valeur, le soumettent à leur *Weltanschauung* et en déduisent la nécessité

(1) BRUNS. *Völkerrecht und Politik*, p. 17.

(2) HITLER. *Discours pour l'égalité des droits et la paix*, 1934, p. 14, 15, 17, 24, 28, 33. *Discours du Chancelier Hitler de 1934*.

de le transformer, de le rénover ; comme il est à la fois une science juridique et un moyen politique, il ne peut échapper à l'influence des idées nouvelles. « La tâche de la Révolution allemande nationale-socialiste est de réussir à détacher le peuple allemand du système occidental de la Société des Nations, du parlementarisme, et de résister aux différents assauts du bolchevisme (1) ». Le droit des gens doit être reconstruit sur de nouveaux principes ; c'est ce qui découle logiquement du totalitarisme du National-Socialisme, tout en servant les intérêts du Gouvernement allemand. Telle est la conviction qu'exprime Berber lorsqu'il écrit que « le National-Socialisme porte l'étendard d'une nouvelle conception » (2). De même, Carl Schmitt explique la nécessité d'un droit des gens « respectant le dynamisme des peuples » (3). Mais l'aperçu utilitaire ne fait jamais défaut : « la pensée formaliste doit être remplacée par une pensée fondée sur l'existence et sur les besoins de la communauté politique (4). » C'est qu'en effet, et il faut se garder de l'oublier, le droit des gens est un droit politique.

DES SOURCES DU DROIT DES GENS.

Le National-Socialisme rejette l'idée d'un droit abstrait, création du libéralisme ; le droit des gens doit donc trouver sa source soit dans la coutume, soit dans les traités. Il ne peut, en effet, exister de loi supérieure aux Etats que

(1) GÜRKE. *Op. cit.* Vorwort.

(2) BERBER. *Op. cit.*, p. 160.

(3) CARL SCHMITT. *National-Sozialismus und Völkerrecht*, p. 19.

(4) HÖHN. *Die Wandlung im staatlichen Denken*, 1934. Cf. Koellreutter. *Grundriss der allgemeinen Staatslehre*, 1933, p. 71. Cf. Bülfin-ger. *Zeitschrift f. ausl. öff. R. und Völkerrecht*, vol. 1, p. 57.

ceux-ci seraient tenus d'observer : telle est l'affirmation des juristes nationaux-socialistes, des P^{rs} Berber (1), Walz (2), Rogge (3). « La politique de paix d'Adolf Hitler confirme un changement du droit des gens ; elle réclame aussi un droit des gens nouveau ou renouvelé pour permettre d'expliquer sa portée juridico-historique. » De même Carl Schmitt (4) déclare : « La substance juridique de la pensée du droit des gens se trouve aujourd'hui chez nous ; nous la faisons valoir lorsque nous exigeons notre droit fondamental à l'égalité, à la *Gleichberechtigung*, à notre défense nationale... En pleine possession de ces concepts juridiques, nous nous opposons à des normes de contrainte. Nous n'admettons plus la séparation du droit et de l'équité. » Mais il faut se garder de toute analogie avec le droit privé, différent, par son essence même, du droit international, selon la pensée nationale-socialiste. Il faut, au contraire, lutter contre cette acception du droit dérivée du positivisme du xix^e siècle, d'après laquelle on assimilait les méthodes de droit interne au droit des gens. En droit interne, l'idéal est d'arriver à une règle de droit qui sanctionne les différends pouvant naître entre individus. On a voulu régler de la sorte les difficultés internationales, par les décisions ou arrêts de la S. D. N. ou des organismes qui y sont rattachés.

La notion de source coutumière du droit des gens n'est, pour les Nationaux-Socialistes, guère différente de ce qu'exprime l'article 38 du statut de la Cour Permanente

(1) BERBER. *Op. cit.*, p. 13.

(2) WALZ. *Wesen des Völkerrechts und Kritik der Völkerrechtsleugner*.

(3) ROGGE. *Op. cit.*, p. 17.

(4) C. SCHMITT. *Op. cit.*, p. 28.

de justice internationale : « preuve d'une pratique générale acceptée comme étant de droit ». Comme, dans les relations internationales, il n'existe pas de législateur commun et puisque les peuples répugnent à des conventions collectives qui restreignent leur souveraineté, la pratique coutumière a pris une extension considérable. Il faut donc entendre par là « une attitude juridique déterminée par la répétition durable en face d'une question de droit » (1). C'est encore conforme à l'interprétation donnée par la C. P. J. I. : « les règles de droit liant les Etats procèdent... des usages généralement acceptés comme consacrant les principes de droit (2). » Il est intéressant de rappeler comment Duguit, au contraire, définissait la règle de droit : « La règle économique et sociale devient règle de droit parce que la masse des hommes composant un groupe donné comprend que son respect est indispensable au maintien de la solidarité sociale et qu'il est juste qu'elle soit sanctionnée. Le droit naît ainsi spontanément dans l'esprit des hommes (3). » De même pour lui : « Il y a norme juridique internationale du moment où la conscience internationale exige que telle règle doit être respectée, qu'il est juste qu'elle le soit, que cela est nécessaire pour le maintien de la solidarité internationale (4). » De telles conceptions sont repoussées par les Nationaux-Socialistes, qui nient l'existence d'une conscience internationale, différente du *Volksbewusstsein* ou qui lui serait supérieure, et la réalité d'une solidarité internationale.

(1) DROST. *Grundlage des Völkerrechts*, p. 34.

(2) *Publications de la C. P. J. I.*, arrêt n° 9 sur le Lotus du 7 septembre 1927, série A, n° 10, p. 18.

(3) DUGUIT. *Traité de droit constitutionnel*, p. 127.

(4) *Ibid.*, p. 191.

La seconde source du droit des gens est contractuelle. C'est déjà ce qu'exposait Gierke pour qui tout droit avait un caractère inter-syndical ou inter-corporatif, et qui répudiait ainsi la notion de contrainte. Le droit des gens ne peut se fonder que sur une « unanimité totale des volontés et sur une homogénéité de structure » (1). L'Allemagne, qui fait partie de la société politique des nations, veut conserver le droit de passer des traités internationaux avec les autres Puissances. Les juristes nationaux-socialistes rejettent l'argumentation du professeur soviétique Korowin, de caractère « nihiliste », selon laquelle l'Allemagne se serait placée en dehors du « cercle racial européen » (2). L'Allemagne appartient, au contraire, à la communauté des peuples européens, elle ne peut en être exclue. Une telle tentative serait la négation du droit que tout peuple possède à l'existence et au respect. Lorsque les Nationaux-Socialistes disent que le traité est une source du droit des gens, il faut, bien entendu, écarter par principe la conception libérale d'après laquelle la valeur du traité dépend de la propre volonté des contractants qui se sont soumis à une règle de droit souveraine. Les Nationaux-Socialistes considèrent deux éléments dans le traité : l'expression d'un intérêt commun aux deux contractants (c'est le rôle utilitaire du contrat), et la volonté réciproque d'exécution (c'est le côté arbitraire). Le traité n'a de valeur pour le co-contractant qu'autant que ce dernier a confiance dans la liberté de décision et dans la fidélité de son partenaire (3). Une telle doctrine présuppose deux principes fondamentaux : la souveraineté du con-

(1) GIERKE. *Genossenschaftsrecht*.

(2) KOROWIN. *Das Völkerrecht der Übergangszeit*.

(3) GÜRKE. *Grundzüge des Völkerrechts*.

tractant qui prouve son indépendance, sa liberté d'action, ensuite la conformité du traité aux grands principes de l'égalité et de l'honneur, de même que le respect qu'il implique des éléments vitaux des peuples. Là, résident le fondement et la justification de son exécution.

Ainsi, la première source du droit des gens, source coutumière, la seconde, source contractuelle, mettent en valeur l'intérêt de la *Volksgemeinschaft* et les intérêts des divers Etats dont le parallélisme arrive à créer des règles techniques juridiques, pour régir les relations inter-étatiques. Il faut accentuer cette notion des intérêts parallèles qui se distinguent essentiellement d'un intérêt de solidarité internationale. Alors qu'un intérêt super-étatique n'aurait pas grande portée pratique, les intérêts parallèles ont une signification immédiate. Le meilleur exemple en est fourni par les unions internationales relatives aux postes, aux télégraphes, aux poids et mesures, à la lutte contre les épidémies, etc... Parfois, d'ailleurs, ces intérêts parallèles entrent en conflit ou en concurrence dans le domaine économique et financier et nécessitent des transactions valables lorsqu'elles sont conformes aux principes déjà énoncés de l'égalité et de l'honneur des contractants (1). Ces intérêts parallèles constituent la meilleure assise de l'ordre international, les meilleurs facteurs de la coopération inter-étatique. Mais à eux seuls, ils ne suffisent pas à créer un droit des gens ; il faut quelque chose de plus, « une intégration de la morale, conséquence de la doctrine nationale-socialiste du droit » (2). La morale dans le domaine juridique exige la possibilité pour tout peuple de dévelop-

(1) TATARIN-TARNHEYDEN. *Organisches Völkerrecht*, in *W. u. W.*, 1936-1937, p. 23.

(2) KRAUS. *Op. cit.*

per son essence propre, et par là se rattache par ses principes généraux à la conception nouvelle du droit des gens, à la *Weltanschauung* nationale-socialiste : « Le droit interne comme le droit des gens sort du *Volksgeist* (1). » Mais le droit des gens ne va pas se développer dans le domaine des intérêts communs : il se différencie du droit interne par ce caractère original (2). Des intérêts identiques se rencontrent surtout entre peuples ayant des aspirations communes, donc entre peuples de même souche raciale. La conception nationale-socialiste du droit des gens sera marquée spécialement par certains principes découlant de la philosophie de la race, et que nous avons vus apparaître à différentes reprises.

Il est nécessaire maintenant de les étudier et de les préciser. Ce sont, en effet, ceux au nom desquels on justifie l'attitude politique de l'Allemagne moderne. Sous une forme brève, ils synthétisent les revendications allemandes : « Le Reich allemand veut sa souveraineté, son honneur, sa liberté... (3) »

DU PRINCIPE DE LA SOUVERAINETÉ DE L'ÉTAT.

La condition préalable, sans laquelle le droit des gens ne pourrait pas se développer, est la souveraineté de l'Etat (4). L'Etat est souverain en ce sens qu'il est maître d'agir selon sa propre constitution, sa propre nature, son propre idéal et selon ses intérêts. Ainsi l'Etat reçoit dans sa communauté qui il veut, il règle lui-même son organi-

(1) NICOLAI. *Die rassengesetzliche Rechtslehre*, p. 48.

(2) GÜRKE. *Volk und Völkerrecht*, p. 29.

(3) BERBER. *Die völkerrechtspolitische Lage Deutschlands*, p. 1.

(4) W. FUCHS. *Kritik von Rogge. Nationale Friedenspolitik*, in *Niemeyers Zeitschrift*, 1935, p. 471.

sation interne. « C'est l'affaire intime du peuple allemand de choisir le contenu intellectuel et la forme de son organisation étatique (1) ». De même, l'Etat peut de sa propre volonté accepter telle ou telle solution en cas de conflit ou de menace de conflit avec d'autres Etats. L'essentiel est qu'il agisse en pleine indépendance. On démontre aisément, en partant de ce postulat, l'injustice des clauses de l'armistice du 11 novembre 1918, obligeant l'Allemagne à changer la forme impériale de son gouvernement en une forme républicaine et démocratique, l'injustice du traité de Versailles imposant des modifications dans l'organisation de l'armée, etc... (2). L'Etat national-socialiste n'est pas en effet bâti sur le modèle des Etats démocratiques où une majorité de 51 % domine une minorité de 49 %. « L'Etat du temps présent n'est plus composé des deux éléments société et Etat, mais repose sur la fusion des trois ordres juridiques : Peuple, Parti (*Bewegung*), Etat. L'Etat, en tant qu'ordre juridique à l'intérieur de l'unité politique, n'a pas le monopole de la politique mais est seulement un organe à la disposition du Führer et du parti (3). » Or, la politique de l'Etat consiste, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur, à protéger et conserver les valeurs de la race (4). Aussi Krieck parle-t-il de l'Etat éducateur (*Erziehungsstaat*) (5), de même que Hitler dans son discours du 16 septembre 1935. Les trois notions de peuple, de parti et d'état doivent se recouvrir complètement et arriver à se confondre ; l'Etat est « la totalité de l'Allemagne

(1) HITLER. Discours au Reichstag du 30 janvier 1934.

(2) KRAUS. *Op. cit.*

(3) C. SCHMITT. *Ueber die drei Arten des rechtswissenschaftlichen Denkens*, p. 66.

(4) HITLER. *Mein Kampf*, p. 434.

(5) KRIECK. *Deutsche Staatsidee*.

d'aujourd'hui », un *Gemeinwesen* selon Neese (1) : car, à une conception nouvelle devait correspondre un terme nouveau. On a proposé aussi de reprendre le mot *Reich* (2). L'Etat dans son ensemble forme un être vivant, concret, et les rapports entre le peuple, le parti et l'Etat sont ses éléments de vie (3). Le peuple n'est donc pas, comme à l'époque libérale, l'objet de l'Etat ; il est « l'essence d'où découle l'Etat, la substance qui le supporte et le fait se mouvoir » (4). C'est donc le peuple qui, par rapport aux autres entités internationales correspondantes, doit être souverain, c'est-à-dire libre de ses actions. Existe-t-il une norme supérieure à ce *Volk*, qui puisse en restreindre la souveraineté ? C'est peu probable. La règle de droit est sans doute une réalité, mais elle ne peut constituer une barrière limitant l'activité du *Volk*, l'activité de l'Etat. Il n'existe pas en droit des gens une force suprême qui ordonne ou qui contraigne. L'originalité de ce droit découle, au contraire, de la complète souveraineté des Etats qui leur permet d'exécuter volontairement ses prescriptions, lorsqu'elles sont conformes aux principes de l'égalité et de l'honneur. Cette unanimité de volontés constitue le fondement même de l'exécution des contrats (5). Il n'y a donc pas liberté absolue puisque l'unanimité est nécessaire. Sans unanimité, un Etat est dans l'impossibilité de conclure un traité ou d'exécuter ceux qu'il a signés. Mais cette limite est unilatérale, arbitraire et ne peut

(1) NEESE. *Partei und Staat*, p. 19.

(2) HECKEL. *Berichte über die Lage und das Studium des öffentlichen Rechts*, p. 9.

(3) C. SCHMITT. *Staat, Bewegung und Volk*, p. 14.

(4) HUBER. *PARTEI, STAAT und VOLK. D. R.*, 15 juin 1935, p. 389.

(5) BRUNS. *Deutschlands Gleichberechtigung als Rechtsproblem*.

être considérée comme restreignant la liberté d'action d'un autre Etat ; au contraire, cette limite est la négation de tout principe supérieur moral ou juridique pouvant s'imposer aux Etats (1).

Cette notion de souveraineté est en liaison très étroite avec l'évolution nationale de l'Etat. Condition préalable de toute construction du droit des gens, elle est en même temps pour les juristes nationaux-socialistes une conception historique et politique. Est en effet souverain celui qui se prétend le représentant d'une unité politique indépendante : le peuple uni sous la forme d'Etat représente l'unité vivante. Or, comme le peuple est ici encore le fondement du droit des gens, ses caractères raciaux vont influencer sur les principes de base qui serviront à l'établissement du nouveau droit des gens. « La source du droit est dans la communauté des individus qui composent le peuple (2). » De même Gürke s'exprime ainsi (3) : « La race n'est pas une personne de droit des gens, mais elle domine les conceptions juridiques des peuples, et, par là, elle est la condition préalable fondamentale de la coopération de plusieurs nations. » L'influence raciale du *Volk* sur le droit des gens se marque précisément par des traits originaux, tels que le respect des autres peuples sur la base de l'égalité des Etats, le droit au respect de son propre honneur et l'obligation de respecter l'honneur des autres, enfin le principe de la liberté et de l'indépendance des Etats qui confirme le caractère individualiste attribué par les juristes nationaux-socialistes au droit des gens.

(1) FREISLER. *Totaler Staat ? Nationalsozialistischer Staat ? Deutsche Justiz.*, 12 janvier 1934, p. 43.

(2) NICOLAI. *Op. cit.*, p. 48.

(3) GÜRKE. *Op. cit.*, p. 29.

DU PRINCIPE DE L'ÉGALITÉ ET DE LA « GLEICHBERECHTIGUNG »
DES ETATS.

On a vu que le National-Socialisme admettait une source contractuelle pour le droit des gens. Elle ne peut se comprendre que dans l'égalité des contractants. C'est pourquoi ce principe se trouve souvent mis en valeur dans les exposés juridiques. Il est un des éléments de base du droit des gens, conçu selon la pensée nationale-socialiste. Les Etats sont, on l'a souvent mentionné, des unités racialement distinctes. L'égalité est le principe suprême de la vie des peuples et engendre en conséquence le respect des autres Etats. De même que le Reich considère sa propre souveraineté comme une qualité essentielle à laquelle il ne peut renoncer, de même il respecte la souveraineté des autres Etats, ses égaux (1). Mais ce principe de l'égalité est quelque chose de plus qu'un simple principe de droit : il est l'expression la plus complète et la plus simple de cet ordre juridique, il est le critérium sur lequel reposent tous les rapports de droit et de force des Etats entre eux. « Qui méconnaît ce postulat, méconnaît en même temps un caractère essentiel du droit des gens. Un Etat dont l'action viole ce principe brise l'ordre juridique international. Dans toute question théorique ou pratique du droit des gens, cet axiome ne doit point être négligé (2). »

De la reconnaissance de l'égalité des Etats se déduit l'obligation d'observer les arrangements qui ont été passés entre Etats égaux et qui acquièrent ainsi une valeur juri-

(1) HITLER. Discours du 7 mars 1936.

(2) BILFINGER. *Handbuch. Gleichheit und Gleichberechtigung*, p. 116.

dique obligatoire. Il faudrait se garder de pousser le raisonnement jusqu'au bout et d'en conclure que le National-Socialisme masque ici un aspect de la primauté du droit des gens en tant que norme de droit super-étatique. Un tel monisme qui ferait du droit international la règle supérieure sous laquelle devraient se plier les divers droits internes est à rejeter ; seul existe le dualisme qui oppose le droit interne au droit international. Le droit interne ne peut pas tirer sa valeur obligatoire du droit international, il n'est pas un ordre secondaire mais il est de même valeur et coexistant. Par suite, le National-Socialisme peut faire sien le principe énoncé par l'article 4 de la Constitution de Weimar : « Les règles généralement reconnues du droit des gens sont des parties ayant force obligatoire du droit allemand du *Reich* ». En effet, par « règles généralement reconnues », il faut comprendre « reconnues par l'Allemagne ». L'Allemagne nationale-socialiste prétend même aller plus loin que cet article 4 en disant qu'elle admet comme valables non seulement les principes généralement acceptés, mais aussi toutes les dispositions spéciales passées par le Führer avec les autres Etats (1).

A la notion d'égalité en soi, d'égalité proprement dite ou *Gleichheit*, les Allemands ajoutent celle de *Gleichberechtigung* et entendent par là une sorte d'égalité appliquée, pratique, se manifestant dans la jouissance, pour tous les peuples, des mêmes droits, des mêmes avantages, des mêmes privilèges, et aussi la soumission aux mêmes obligations. En droit des gens, tous les Etats sont à la fois souverains, indépendants et *gleichberechtigt* (2). La notion

(1) HUBER. *Verfassung*, p. 141.

(2) BILFINGER. *Handbuch. Op. cit.*, p. 117.

de *Gleichberechtigung* n'est donc qu'une notion relative qui ne se conçoit que par rapport aux autres peuples. Les Etats sont égaux juridiquement en ce sens qu'ils sont indépendants les uns des autres. Ainsi se confondent peu à peu les idées d'indépendance et d'égalité. L'égalité au sens politique signifie qu'aucun Etat ne peut être soumis à un autre Etat sans perdre précisément sa qualité étatique (1). Les conséquences pratiques à en tirer sont : a) qu'aucun Etat n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre Etat ; b) qu'un groupe d'Etats ne peut non plus se permettre la même intervention, puisqu'il n'existe ni autorité temporelle super-étatique au profit d'un organisme international, ni norme supra-étatique à laquelle les Etats seraient subordonnés (2).

En raison même de leur indépendance et de leur égalité, les Etats peuvent se soumettre volontairement à des obligations juridiques, créer une interdépendance. La *Volks-gemeinschaft* organisée en Etat décide souverainement de son destin politique, en toute liberté et en toute responsabilité. C'est là un principe éthique du droit des gens, car la souveraineté accordée à l'Etat ne peut être séparée de son caractère racial (3). L'originalité du droit des gens tient donc dans la forme de l'obligation juridique ; l'obligation internationale ne joue pas pour qui ne l'accepte pas, et elle est inacceptable si elle contredit les principes de l'égalité et de l'honneur ; elle joue au contraire pour qui l'accepte. La difficulté est donc d'obtenir une telle

(1) BILFINGER. Zum Problem der Staatengleichheit im Völkerrecht. *Ztf f. ausl. öff. R. u. Völkerrecht*, 1934, p. 481.

(2) W. KÜSTER. Der völkerrechtliche Status der kleinen Entente. *Niemeyers Z.*, vol. 49-50, année 1934-1935, p. 1-149.

(3) WALZ. Der Treuegedanke im Völkerrecht. *D. R.*, novembre 1934, p. 521.

unanimité d'acceptations : ainsi se conçoit que la réglementation internationale soit fort limitée.

La reconnaissance du principe de *Gleichberechtigung* est un des arguments essentiels utilisés par le National-Socialisme contre le traité de Versailles. *Gleichberechtigung* signifie non une égalité quelconque, mais la possibilité pour tous les peuples de suivre la même destinée. Chaque nation doit posséder « la puissance qui correspond à sa force ou tout au moins la proportion qu'elle s'est assurée par une entente libre et réciproque avec ses voisines, avec ses égales » (1). Or, toute l'évolution juridique subie depuis 1919 contredit un tel principe et constitue par là une véritable menace pour la paix. Le traité de Versailles n'est autre chose, pour les juristes allemands, que la soumission du plus faible à la volonté sans merci du plus fort ; il sanctionne la création d'une inégalité, d'un déséquilibre dangereux qu'il contribue à perpétuer. Il est une source inépuisable de conflits latents, l'abaissement artificiel d'une Puissance créant des tentations auxquelles les grands Etats résistent difficilement.

Le droit à l'égalité peut, selon les différents auteurs, se subdiviser lui-même en plusieurs droits concrets, se rattachant à l'idée de l'évolution dynamique nécessaire de l'Etat. Ces droits fondamentaux sont pour Carl Schmitt « des positions spécifiques de droit, à caractère communautaire » (2) qui sont à la base même de l'existence de toute communauté humaine. Ils sont les tuteurs de la communauté et de son ordre concret. Leur violation est la violation de l'ordre social lui-même. Toutes les autres

(1) BERBER. *Sicherheit. und Gerechtigkeit*. Cf. Bilfinger. *Zur Lage des völkerrechtlichen Staatsbegriffes. V. u. V.*, 1934-1935. p. 408.

(2) C. SCHMITT. *Nationalsozialismus und Völkerrecht*, p. 7.

règles techniques, qui permettent à la communauté d'assurer son existence, en tirent leur valeur et leur caractère juridiques. Ces droits ne sont point des inventions récentes de juristes en mal d'originalité, ils ont au contraire existé de tous temps, sans être reconnus le plus souvent par les systèmes juridiques antérieurs qui négligeaient les qualités naturelles du *Volkstum*. Mais selon Carl Schmitt, ils sont tout particulièrement intéressants pour le peuple allemand, qui, grâce au National-Socialisme, a recouvré son originalité primitive.

Parmi ces droits, il faut mentionner le droit à l'existence, droit éternel qui renferme tous les autres. C'est le droit pour la race de se perpétuer, de conserver son caractère naturel et de se défendre contre toute attaque. Il faut citer aussi le droit de décider de sa propre organisation, d'écarter toute immixtion étrangère afin de maintenir la pureté de l'espèce, ce qui inclut le droit à l'armement, le droit de posséder une force militaire suffisante pour assurer la défense du peuple ; d'où le caractère strictement défensif des expressions *Wehrmacht*, *Wehrrecht* ou *Wehrnot* (*Wehr* = défense). On retrouve encore dans le droit des gens l'impératif si souvent observé de « fidélité au *Volkstum* » (1) : il entraîne, avec la notion d'égalité, le devoir de respecter le *Volkstum* étranger. Le droit des gens apparaît comme un ordre juridique inter-corporatif ; son évolution semble le conduire, de sa forme actuelle où domine la tendance super-étatique, vers une nouvelle étape marquée par le caractère inter-racial. On en déduit l'affirmation répétée, que l'on trouve sous la plume de tous les auteurs et que nous avons déjà signalée,

(1) WALZ. *Op. cit.*, p. 521, 524 ff.

que le National-Socialisme est anti-impérialiste. L'Etat basé sur le *Volkstum* est anti-impérialiste, car, non seulement il supporte le *Volkstum* des autres nations, mais il le reconnaît et il le respecte. Chaque peuple est libre de se développer selon son essence propre et de conserver la pureté de son origine raciale. Selon Kier (1), rien n'est plus étranger au National-Socialisme que cette forme d'oppression politique qu'est la dénationalisation ou la nationalisation forcée. C'est aussi l'affirmation de Hitler, traduite et commentée sous les formes les plus variées par tous les juristes du III^e Reich : « De même que nous sommes liés à notre propre peuple par un sentiment d'immense amour et de fidélité, de même, et pour cette raison, nous respectons aussi les droits des autres nations et nous voulons du plus profond de notre cœur vivre en paix et en amis avec elles (2) ! » La *Gleichberechtigung* n'est pas seulement une revendication de la politique allemande, elle doit jouer pour tous les Etats. En cela, la lutte de l'Allemagne pour l'obtenir n'a pas seulement pour but égoïste de se faire reconnaître par les autres Etats « saturés » le droit à l'existence, mais elle est un « combat d'une rare noblesse pour la domination du droit sur l'iniquité » (3).

DU PRINCIPE DE L'HONNEUR.

A la base de la conception nationale-socialiste du droit des gens se trouve encore un principe fondamental : le principe de l'honneur que nous avons déjà vu surgir en étudiant la race, le peuple dans le droit interne. Il cons-

(1) KIER. *Handbuch*. Volk, Rasse und Staat, p. 19.

(2) HITLER. Discours du 17 mai 1933.

(3) BRUNS. *Op. cit.*, p. 26.

titue, on l'a remarqué, la condition *sine qua non* de la validité des traités loyaux, et partant, de leur exécution fidèle. La valeur morale de ce principe fonde la valeur même du droit des gens qui contient en soi peu de règles juridiques (1). L'honneur doit être le critérium servant à évaluer tous les actes internationaux. Il se rapproche dans son origine étymologique du concept de loyauté : *Ehrlichkeit, Ehre*. On a vu, dans l'Introduction, l'importance attachée de tout temps par les penseurs allemands à la science philologique pour découvrir les traits naturels de l'âme germanique. L'importance de l'honneur dans la théorie nouvelle du droit des gens se remarque quand on lit que tout traité pour être valable doit avoir été conclu dans l'observation de l'honneur des contractants, dans l'affirmation du respect mutuel de leur honneur. Un traité qui, au contraire, s'efforce d'enlever ou de diminuer l'honneur d'un co-contractant n'est point loyal et ne doit pas être considéré comme doté de la force obligatoire. Cette conception s'était déjà exprimée chez Kant : « Aucun Etat en guerre avec un autre ne doit se permettre des actions qui dans la paix future rendront la confiance mutuelle impossible... Le traité de paix est par son essence lié à l'idée d'amnistie (2). » Or, amnistie signifie oubli réciproque des fautes commises. Le droit de la guerre et de la paix doit reposer sur le respect de l'honneur de l'adversaire, sinon tout fondement du droit des gens est impossible.

Là est l'armature de toute l'argumentation allemande dirigée contre les traités de paix de 1919. Une paix loyale, c'est-à-dire entraînant l'obligation de son exécution, est

(1) NICOLAI. *Op. cit.*, p. 80.

(2) KANT. *Paix perpétuelle*. Préliminaires.

impossible si elle se fonde sur l'idée d'une guerre ou d'une paix punitive qui refuse de reconnaître l'honneur du vaincu (1). Or, le traité de Versailles renferme l'affirmation de la culpabilité allemande dans la responsabilité de la Grande Guerre, formulée par l'article 231. C'est pour les Allemands, « d'après les recherches historiques scientifiques, un fait absolument faux » (2). La lutte contre le mensonge de la responsabilité de la guerre, contre la *Kriegsschuldfrage* n'est point une attaque menée contre un paragraphe, mais bien contre une conception juridique, c'est une phase de la lutte menée pour recouvrer l'honneur allemand. Le traité de Versailles n'est pas un *Vertrag*, mais un *Diktat* : et les Allemands veulent marquer par là son caractère unilatéral. Il est un ensemble de conditions imposées par la force. Il a sans doute été signé par des hommes d'Etat allemands, mais ceux-ci n'étaient que de *falsi procuratores*, ils ne représentaient pas l'esprit de la race. Le *Diktat* de Versailles n'est donc au sens propre ni un traité, ni un traité de paix, il n'est qu'une négation constante de l'honneur de l'Allemagne, il est « une mauvaise utilisation du droit et ainsi il ne peut participer au caractère sacré du droit (3). » Et pour en réclamer la révision, ou mieux encore pour le rejeter, on invoque les paroles de Mac Donald à la séance plénière de la X^e Assemblée de la S. D. N. en 1929 : « Nous sommes convaincus que toutes les conventions internationales, pour qu'elles soient durables, doivent reposer sur l'équité véritable et sur le respect mutuel (4). »

(1) ROGGE, *Op. cit.*

(2) BERBER, *Die völkerrechtliche Lage Deutschlands*, p. 7.

(3) BRUNS, *Völkerrecht und Politik*, p. 23.

(4) Actes de la X^e Assemblée. Séances plénières, 1929, p. 33, cité par BRUNS dans *Völkerrecht und Politik*.

L'Allemagne se défend contre la critique française, d'après laquelle elle mépriserait le caractère sacré des traités, critique développée dans le Memorandum du Gouvernement français du 8 avril 1936 et dans le Memorandum des Puissances de Locarno du 19 mars 1936. Or, l'Allemagne refuse d'admettre le bien-fondé de toute cette argumentation. Lorsqu'elle a recouvré sa souveraineté militaire par le rétablissement du service militaire obligatoire instauré par la loi du 16 mars 1935, lorsqu'elle a rétabli sa souveraineté territoriale sur la Rhénanie démilitarisée en occupant militairement des zones qui lui appartenaient, le 7 mars 1936, elle ne s'est jamais appuyée sur des arguments de nécessité primant la valeur d'arguments juridiques, ni même sur l'utilisation de la *clausula rebus sic stantibus*. Elle fonda toujours son action sur des motifs juridiques. C'était, dans le premier cas, le non-accomplissement par les co-contractants de leurs obligations contractuelles en matière de désarmement, contenues dans les clauses du traité de Versailles ; ce fut, dans le second cas, la rupture du contrat par les co-contractants et notamment la conclusion du pacte franco-soviétique. Quant au traité de Versailles, l'Allemagne prétend l'avoir observé, bien qu'il reposât lui-même sur la violation du principe de l'honneur, car il devait être basé sur le « traité préalable », sur le *Vorvertrag* qu'auraient constitué les Quatorze Points de Wilson ainsi que les discours et échanges de notes postérieurs. « L'Allemagne l'a cependant observé jusqu'à la limite du suicide (1). » Quant à son caractère sacré, il ne peut être invoqué pour un tel traité si contraire à la conception germanique du droit des gens, pour ce

(1) BERBER. *Op. cit.*, p. 11. Cf. Bumiller. Die nationalsozialistische Rechtsidee und das Problem des Völkerrechts. *D. R.*, 1934, p. 201.

traité « mélange de déloyauté, de chantage, de mensonge, de haine, de stupidité et de partialité » (1).

La conception de l'honneur allemand laisse apparaître la notion d'équité, qui était déjà un des principes essentiels de la conception nationale-socialiste du droit. C'est l'équité qui peut seule permettre des relations pacifiques internationales, et non pas l'idée de sécurité sur laquelle la France a construit tout le système juridique et politique de l'après-guerre, idée qui d'ailleurs « n'était qu'un prétexte auquel elle n'a jamais cru, mais qui lui était utile pour abaisser l'Allemagne » (2). L'idéologie de la sécurité ne peut être une base solide du droit des gens, elle n'est qu'un grandiose égarement de l'esprit : elle dérive « de ces conceptions de droit abstrait et idéal pour qui bonheur et vertu sont deux concepts identiques » (3). Celui qui possède, celui qui est « saturé » a le droit pour lui, celui qui n'a rien, celui qui veut croître, celui qui représente le dynamisme de la vie n'est qu'un vulgaire paria, dans la société anarchique des Etats.

CONCEPTION NATIONALE-SOCIALISTE DU DROIT DES GENS.

La reconnaissance par les juristes nationaux-socialistes de l'ordre juridique international ne signifie point la reconnaissance du *statu quo* dont la valeur se trouve contestée dans les critiques adressées aux Traités qui terminèrent la Grande Guerre et à la Société des Nations. C'est sur les principes d'égalité et d'honneur que doivent désormais se fonder tous les actes de la vie internationale. Un bon exemple est fourni par les demandes de restitu-

(1) BERBER. *Op. cit.*, p. 11.

(2) ID., *ibid.*, p. 8.

(3) ID. *Sicherheit und Gerechtigkeit*, p. 120.

tion des colonies allemandes que le traité de Versailles a placées sous le mandat des Puissances alliées. Une telle restitution ne doit point s'opérer sur la base de considérations économiques, de matières premières, de surpopulation, mais bien « sur le terrain de l'honneur puisque c'est sur la foi d'un mensonge qu'elles furent enlevées au Gouvernement allemand » (1). Aussi bien, si l'Allemagne les récupère, se refuse-t-elle d'avance à s'engager à des obligations spéciales envers les indigènes, mais par contre elle est disposée à se soumettre aux engagements qui seront souscrits par l'ensemble des Puissances.

Suivant les principes d'égalité et d'honneur, la doctrine nationale-socialiste aboutit à envisager sous un tout autre aspect les traités et les conventions internationales, donc le droit des gens lui-même. Et cependant elle prétend qu'il est pour elle « l'idée de la liberté dans la diversité de ses formes concrètes » (2), c'est-à-dire qu'il règle les rapports d'Etats libres et égaux entre eux. De cette qualité, elle tire la négation de son caractère pénal, et s'oppose par là au système des sanctions internationales établi par le Pacte de la S. D. N. La guerre des sanctions consiste à remplacer la guerre-duel humanisée par une guerre inhumaine, cruelle, qu'aucune règle de pitié ne vient adoucir, lutte en somme d'une majorité des possédants contre celui qui met en question le *statu quo*.

De même, l'idée de régler les différends entre Etats par une Cour de justice pouvant les trancher selon des règles préétablies met en application une idée fausse, et fait

(1) BERBER. *Die v. Lage*, p. 9.

(2) W. HAMEL. *Das Wesen des Staatsgebiets*, p. 284.

apparaître la non-compréhension des lois vitales de toute communauté humaine. Parfait en droit interne, le principe de la juridiction provoquerait, s'il était appliqué en droit international, la suppression du pouvoir de l'Etat sur ses propres tribunaux, la disparition de la législation interne et du pouvoir exécutif. Il serait en contradiction formelle avec la notion de la souveraineté de l'Etat. Que représente en effet pour une communauté vivante l'œuvre de législation ? Elle est une création continue de normes d'après lesquelles le groupe social est décidé à ordonner son existence, elle apporte une adaptation permanente aux événements constamment changeants, elle constitue l'activité essentielle de l'Etat, sans laquelle ne peuvent exister ni progrès social, ni paix, ni ordre. Or, une juridiction internationale créerait des normes générales et stables auxquelles devraient se soumettre les ordres étatiques subordonnés. Toute réglementation rigide et fixe de la vie ne pourrait qu'inévitablement « provoquer l'explosion des forces vitales opprimées, pour avoir négligé le dynamisme qui caractérise toute vie » (1). Les dangers qui peuvent troubler la paix des relations inter-étatiques ne résultent pas en général de discussions sur l'interprétation de points de droit, que l'on peut déférer à des tribunaux ou à des cours internes, mais le plus souvent ils sont provoqués par de nouvelles créations juridiques : des traités d'alliance, par exemple. Si l'on construit un mécanisme légal qui prétend enserrer dans une armature formaliste la mouvante réalité de la vie juridique, on ajoute un danger nouveau qui va menacer les Etats : l'oppression des forces vitales peut engager les nations dans

(1) BERBER, *Op. cit.*, p. 20.

des voies illégales et brutales. Il ne faut pas renouveler l'expérience de l'apprenti sorcier !

D'ailleurs une telle construction reposerait sur des bases fragiles puisqu'elle contredirait aux principes innés d'égalité et d'honneur. Elle formerait l'aboutissement de ces conceptions funestes qui méconnaissent l'aspect dynamique de la vie des peuples, qui jettent la suspicion sur tout ce qui a quelque rapport avec ce dynamisme vital, par exemple la clausula *rebus sic stantibus*, ou la réserve des intérêts vitaux. Longtemps les Universités allemandes ont souffert de cette idéologie étrangère (1); mais la révolution nationale-socialiste a fait disparaître cette brume dangereuse pour l'existence même de la race.

Elle l'a fait disparaître en s'attaquant aux Juifs et à la pensée juive. Le peuple juif a, en effet, une conception tout à fait spéciale de la société humaine, de l'essence de l'Etat et de la règle de droit. Là où la pensée juive a dominé les relations internes et internationales, elle les a transformées par une orientation contraire aux aspirations des peuples européens (2). Les bases du droit des gens contemporain encore en vigueur sont sous l'influence de « cet ennemi mortel des Etats libres à fondement racial » (3). Une nouvelle réorganisation de l'Europe ne peut donc s'accomplir que si les autres Etats font disparaître à leur tour les Juifs de leurs gouvernements. On applique ici la doctrine d'Alfred Rosenberg : « Une première exigence sans laquelle tout serait vain : l'élimination des Juifs de tous les

(1) BARANDON. *Weltfremde Völkerrechtswissenschaft*. V. u. V., juillet 1934.

(2) WALZ. *Minderheitenrecht oder Volksgruppenrecht*. V. u. V., 1936-1937, p. 594.

(3) GÜRKE. *Grundzüge des Völkerrechts*, p. 16.

Etats d'Europe ! » Une guerre est menée avec la même âpreté contre le Bolchevisme : « Il a ébranlé les bases de l'ordre humain étatique et social, notre conception de la civilisation, nos croyances fondamentales de morale⁽¹⁾... » « Le nihilisme libéralo-juridique et le bolchevisme anarchique s'unissent dans la lutte contre le National-Socialisme, représentant des principes essentiels de l'ordre dans la communauté. Le National-Socialisme... force les théoriciens juristes du bolchevisme à découvrir leurs visages criminels (2). » En luttant contre les Juifs et les Bolcheviks, le III^e Reich s'acquiert, d'après ses champions, la gratitude et la reconnaissance du monde civilisé, car il lutte pour défendre la civilisation contre ceux qui tentent de l'anéantir (3).

DU RAPPORT DU DROIT DES GENS AVEC LA POLITIQUE.

Le droit des gens, dans l'exposé des grands principes qui le régissent, subit donc nettement l'influence de la *Weltanschauung* totalitaire du National-Socialisme. Il doit servir à la *Volksgemeinschaft*. Car le droit des gens n'est pas dominé par l'intérêt de l'humanité (4), mais bien par les intérêts de l'Etat, représentation du peuple. L'Etat, gardien des valeurs de la race, doit tenter l'impossible pour poursuivre son activité ; aussi « le droit à la conservation de l'existence se place-t-il à la fois au début et à la fin de

(1) HITLER. Discours au Reichsparteitag en 1936.

(2) BOCKHOFF. *Völker-Recht gegen Bolshevismus*, p. 22. CARL SCHMITT. *Sowjet-Union und Genfer Völkerbund. V. u. V.*, 1934-1935, p. 263.

(3) ROSENBERG. *Krisis und Neubau Europas*, p. 23.

(4) GÜRKE. *Volk und Völkerrecht*, p. 29.

la liste des droits fondamentaux de l'Etat dans le droit des gens » (1). C'est pourquoi, il doit refuser toute imixtion étrangère dans le développement de sa *Volksgemeinschaft*, mais admettre d'autre part la coopération sur un pied d'égalité avec les autres peuples, organisés sous la forme d'Etats pour le maintien des relations internationales nécessaires. L'Allemagne actuelle ne méconnaît pas le droit des gens contrairement à ce que certains auteurs ont écrit ; elle ne place pas ses désirs au-dessus du Droit. Le droit des gens est enseigné dans les Universités, les Etablissements d'enseignement du droit et dans les Grandes Ecoles, comme par exemple la *Deutsche Hochschule für Politik*. Faut-il encore mentionner la littérature abondante, les nombreuses revues qui traitent du droit international public ? Le droit des gens est dans les Universités d'Allemagne une matière facultative, une matière à option, comme elle l'est en France dans les programmes universitaires de licence, sans qu'on puisse toutefois prétendre qu'il y ait là un danger futur pour le développement de cette discipline, ainsi qu'a pu le soutenir Bristler (2). Le droit des gens est une science que l'on enseigne dans l'Allemagne nationale-socialiste avec les autres sciences modernes qui étudient l'Etat en soi, les différents types d'Etats, le droit, l'économie politique, l'évolution sociologique des sociétés, l'origine historique des peuples, des races, de la race germanique, du peuple allemand, la « géopolitique », l'histoire en général, la sociologie. Toutes

(1) PETRASCHKE. *Archiv für Rechts und Sozialphilosophie*, vol. XXVII, p. 518. — BRUNS. *Völkerrecht und Politik*, D. R., 1935, p. 114.

(2) BRISTLER. *Die nationalsozialistische Völkerrechtslehre*, p. 63, note 38.

ces sciences qui se rangent sous la dénomination de sociales sont à la base de la science politique et répondent à la question pratique : « Comment devons-nous agir ? »

La nécessité politique demande une ligne d'action conforme à l'intérêt du peuple. Il faut tout tenter pour inculquer aux membres de la communauté raciale les vertus de courage, d'honneur et d'orgueil national ; il faut les préparer à la lutte pour la vie. C'est donc surtout aux autres nations qu'il faut parler de paix. La force intérieure du peuple allemand n'est point une provocation envers l'étranger. Il faut simplement que les autres Etats comprennent le danger qu'il y aurait pour eux à le menacer impunément. « Les réclamations de l'Allemagne ne constituent pas un péril pour l'Europe, car elles se bornent à ce que les autres nations considèrent comme élémentaire (1). » Le fait de revendiquer ces droits pour soi amène la reconnaissance de ces mêmes droits pour les autres, donc la réglementation selon l'équité des relations inter-étatiques. « Lorsqu'on me pose la question, que voulez-vous faire pour la paix du monde, je réponds : nous avons fait le maximum, car nous avons donné à un peuple de soixante-dix millions d'âmes le respect non seulement de soi-même, mais nous lui avons enseigné le respect des droits des autres. Puissent les autres hommes d'Etat et les autres Gouvernements professer la même doctrine, à savoir ne pas rendre clairs et compréhensibles seulement leurs propres droits, mais apprendre à faire respecter les droits des autres (2) ! » Un peuple qui veut vivre ne peut s'endormir sur ses droits acquis dans un

(1) Interview de Hitler par WARD PRICE, le 6 août 1934, cité par ROGGE dans *Hitlers Friedenspolitik und das Völkerrecht*, p. 28.

(2) HITLER. *Völkischer Beobachter*, 19 juin 1934.

statisme conservateur : le progrès est dans l'action, « L'avenir appartient aux peuples jeunes, auxquels convient la foi dans une conception héroïque et tragique, comme le Fascisme ou le National-Socialisme. Pour cette conception, l'idéologie de la sécurité est un rêve irréel, et pas même un beau rêve. Il n'y a de sécurité que dans la prompte aptitude à la riposte (1). »

Les principes généraux que nous avons passés en revue commandent une interprétation nouvelle du droit des gens pour les théoriciens nationaux-socialistes, ils se manifestent encore sous forme de critiques contre le statut politique existant. C'est dans la lutte contre le traité de Versailles que vont s'énoncer les premiers arguments qui serviront à une élaboration de la théorie du traité. Pour suivre et comprendre le développement et l'évolution de la pensée juridique de l'Allemagne moderne, il est donc nécessaire de ne pas négliger l'aspect politique de tout problème international. Le droit, pour les Nationaux-Socialistes, n'a de valeur que par son adaptation à la vie, sa sujétion au dynamisme vital : il ne peut être fixé dans une doctrine intangible, dans une théorie morte. C'est par réaction contre le *statu quo* juridique de l'Europe d'après-guerre que s'élabore ainsi peu à peu la conception nationale-socialiste du droit des gens.

Le gouvernement du III^e Reich est sans doute obligé d'utiliser les concepts classiques du droit international afin de lutter contre le système établi en 1919. Il faut que les juristes allemands démontrent la compatibilité des anciennes idées avec la *Weltanschauung* nouvelle, expliquent que les anciens concepts n'ont pas été rejetés, mais qu'ils

(1) BERBER. *Sicherheit und Gerechtigkeit*, p. 120.

sont seulement interprétés différemment (1). Or, l'ère nationale-socialiste commence en 1933 : au point de vue international, cette date marque la fin de la politique d'exécution du traité de Versailles et le début de sa révision. Sans doute, de 1919 à 1933, les théoriciens du droit n'ont pas manqué, pour combattre le système établi en 1919, de prétendre que les traités qui mirent fin à la guerre n'étaient qu'une pure violation du droit, qu'une monstruosité juridique. Depuis 1933, la lutte pour la révision est devenue méthodique, toujours fondée sur des raisonnements de droit : le désarmement unilatéral de l'Allemagne lui enlevait toute possibilité de légitime défense, et détruisait par là l'équilibre politique de l'Europe (2). A partir de 1933, une voix plus forte s'est élevée exigeant la révision du traité de Versailles, le retour à un droit international reposant sur l'équité et la justice : la voix de Hitler. Ses discours sur la paix ont réclamé un nouveau traité loyal et pouvant ainsi lier juridiquement tous les contractants, donc un traité qui serait basé sur le respect de l'honneur et sur la reconnaissance de l'égalité des droits des parties (3). Ainsi dans son discours du 7 mars 1936, il a déclaré vouloir fonder les négociations à venir sur « le traité préalable de 1918 », dont une note de juin 1918 disait : « Les Puissances alliées et associées croient donc que la paix qu'elles ont

(1) GÜNTHER KRAAZ. National-sozialistisches Völkerrechtsdenkens. *Reichs- und preussisches Verwaltungsblatt*, vol. 55, 1934, p. 9. Cf. SCHENK GRAF VON STAUFFENBERG. Die friedliche Erledigung internationaler Streitfälle. *Deutsches Recht*, 1935, p. 120.

2. ROGGE. Recht und Moral der Friedensverträge. *V. u. V.*, 1936-1937, p. 741. Cf. ROGGE. Der Kriegsschuldstreit vor dem Forum der Rechtswissenschaft. *Niemeyers Zeitschrift*, 1935, p. 209.

(3) BILFINGER. Zur Lage des völkerrechtlichen Staatsbegriffs. *V. u. V.*, 1934-1935, p. 408.

proposée est fondamentalement une paix de justice. Elles sont non moins certaines que c'est une paix de droit (1)... » Or, on a voulu faire du droit des gens une « éthique juridique prônant le maintien du *statu quo* » (2). Le National-Socialisme exige du droit une conception qui soit dynamique et tienne compte des réalités de la vie. Ce qui caractérisait l'Allemagne avant 1933, ce n'était ni son impuissance, ni son désarmement, ni sa « soumission aux entraves d'une paix avilissante et déshonorante » (3), mais son manque de confiance en soi, son défaitisme moral. La *Weltanschauung* nationale-socialiste lui a redonné le courage, vertu de la race germanique ; la politique extérieure poursuivie jusqu'en 1938 s'est fondée uniquement sur les nouveaux principes du droit des gens précédemment exposés. Tous les actes du III^e Reich se prétendent justifiés par des thèses juridiques reposant sur ces principes et dont les détails vont se préciser au fur et à mesure des cas pratiques qu'elles auront à résoudre.

La suite chronologique des différentes étapes de la politique étrangère nationale-socialiste doit nécessairement être connue : elle permet de mieux comprendre la doctrine elle-même que les juristes allemands essaient de construire en droit des gens, puisque cette science est pour eux plutôt une science appliquée qu'une science purement théorique. Chaque phase de cette politique est d'ailleurs justifiée dans ses traits généraux par des discours du

(1) Cf. WOLGAST. *Kommende Völkerrechtspolitik*. V. u. V., 1936-1937, p. 248.

(2) WALZ. *Der Kampf um das Völkerrecht*. V. u. V., 1938, p. 693. Cf. BRUNS. *Rechtsgemeinschaft oder Rechtsherrschaft*. V. u. V., 1934-1935, p. 14.

(3) BERBER. *Fünf Jahre nationalsozialistische Aussenpolitik*. *Monatshefte für auswärtige Politik*, mars 1938.

Führer auxquels le lecteur n'aurait qu'à se reporter (1). C'est ensuite aux techniciens qu'il appartient de donner aux arguments une tournure juridique, une précision plus grande, et par là de travailler à construire un nouveau système de droit des gens.

L'année 1933 voit la constitution du gouvernement national-socialiste, qui se signale par quelques troubles intérieurs vite réprimés, derniers soubresauts de la démocratie weimarienne. La fin de l'année marque le début de la grande politique étrangère de Hitler par le retrait de l'Allemagne de la S. D. N., retrait approuvé par le peuple allemand consulté par plébiscite.

En 1934, malgré le refus de l'Allemagne de participer aux travaux de la S. D. N. et son retrait des autres organisations internationales, le III^e Reich montre son désir de ne point rester isolé de la communauté européenne. Sur la base de la *Gleichberechtigung*, il signe avec la Pologne un traité valable pour dix ans, qui va apaiser la tension polono-allemande alors à son paroxysme, causée par les revendications germaniques sur le « corridor » de Posnanie. Le National-Socialisme, malgré une apparence de rapprochement avec le Fascisme, n'est pas encore assez solidement établi pour aboutir à une entente ferme des deux dictatures ; il semble même menaçant pour la sécurité italienne en Autriche, où il provoque des troubles graves.

1935 débute pour l'Allemagne sous d'heureux auspices. La Sarre vote son rattachement au Reich. Le Gouvernement allemand décide, en violation du traité de Versailles, de rétablir le service militaire obligatoire par la loi du 16 mars. Peu après, la France conclut avec l'U. R. S. S. un

(1) ROGGE. Hitlers Friedensreden als völkerrechtliches Ereignis. *Ring*, VI, cahier n° 45.

pacte d'assistance. L'Allemagne, fidèle à son système d'accords bilatéraux, passe avec l'Angleterre une convention navale.

L'année 1936 est marquée par des événements d'une grave importance : la répudiation par l'Allemagne du Pacte de Locarno et la remilitarisation de la Rhénanie, le tout appuyé sur un plébiscite du peuple allemand qui valide, à la quasi-unanimité, les actes du gouvernement. C'est la continuation de l'effritement progressif et méthodique du traité de Versailles. Déjà apparaissent plus nettement les revendications coloniales et l'agitation en Autriche (1).

Il semble que 1937 doive être pour l'Europe une période de repos. Est-ce la pause avant un nouvel effort ?

(1) Cf. les discours de Hitler en 1936.

Discours du 7 mars 1936 : la lutte menée par l'Allemagne pour obtenir l'égalité des droits avec les autres Puissances européennes ne soulève pas un problème nouveau, mais apporte la solution d'un problème ancien. La conclusion par la France du Pacte franco-soviétique est en contradiction avec l'esprit de Locarno. Le Gouvernement du Reich s'est donc décidé à soumettre aux Puissances le Memorandum suivant : 1^o constatation de la rupture par la France du traité de Locarno ; 2^o rétablissement de la souveraineté totale du Reich sur tout le territoire allemand ; 3^o offre de pactes de non-agression aux Etats voisins ; 4^o l'Allemagne est prête à rentrer dans la S. D. N.

Discours du 12 mars 1936 : « Le Reich est une grande Puissance, et une grande Puissance ne renonce pas à sa souveraineté sur quinze millions d'hommes... »

Discours du 16 mars 1936 : « Peuple allemand, veux-tu que la hache de guerre entre la France et nous soit définitivement enterrée pour faire place à la paix et à la compréhension mutuelle ? Si tu le veux, alors dis : Oui ! »

Discours du 20 mars 1936 à Hambourg : « Nous ne reculerons pas d'un centimètre dans notre revendication de l'égalité, car un état pacifique de l'Europe ne peut se concevoir sans la possession des mêmes droits par tous ses membres ! »

Discours du 24 mars 1936 : « Si le reste du monde se cramponne aujourd'hui à des mots, moi je me cramponne à une Morale éternelle. S'il se déclare partisan de paragraphes, moi je m'en tiens au droit impérissable d'un peuple. »

L'entente germano-italienne s'affirme à l'occasion de la guerre d'Ethiopie. L'année n'est troublée que par quelques incidents en Autriche et en Tchécoslovaquie, symptômes de malaises futurs ; elle s'achève avec l'accession de l'Italie au Pacte antikomintern, conclu en novembre 1936 entre le Japon et l'Allemagne.

1938 voit une Allemagne puissante, centralisée, absorber l'Autriche, les régions sudètes de la Tchécoslovaquie et faire disparaître le traité de Saint-Germain, avec l'autorisation bienveillante de l'Italie fasciste. Le III^e Reich est devenu un partenaire puissant et redoutable de la politique internationale, dans une Europe troublée par la guerre civile d'Espagne.

CHAPITRE V

Les Traités

DU TRAITÉ DE DROIT DES GENS.

On a vu l'importance accordée par les théoriciens nationaux-socialistes au traité comme source du droit des gens. C'est ce qu'a souligné Kraus, disant que le droit international est réglé d'après les intérêts inter-étatiques « qui sont le point de départ et l'aboutissement de toute pensée de droit des gens » (1). Mais, combattant le libéralisme, le National-Socialisme veut construire une nouvelle théorie des traités. Le libéralisme a exigé la liberté contractuelle, la liberté de passer des conventions ; il posait en principe que chacun devait être libre de conclure un contrat et de choisir les parties avec lesquelles il voulait s'entendre. Mais en réalité, une telle liberté a-t-elle jamais existé ? C'est douteux. Les contractants sont toujours poussés par les nécessités politiques, économiques, les nécessités de la vie ; leur action est toujours déterminée. Une vraie liberté, une liberté absolue ne peut exister. La liberté de contracter n'est qu'une apparence. Or, le National-Socialisme pose, en règle générale, la subordination des constructions juridiques au dynamisme vital. Il ne peut donc accepter une théorie du traité si contraire à

(1) KRAUS. Interesse und zwischenstaatliche Ordnung. *Niemeyers Z.*, p. 24.

ce que l'observation démontre. L'exemple des grandes sociétés, des grands trusts prouve déjà que dans le droit privé la liberté de contracter n'est là aussi qu'un leurre. N'est-ce pas la raison pour laquelle bien souvent l'Etat oblige les organismes économiques puissants à définir par avance avec précision les contrats qu'ils offrent aux particuliers : exemple des tarifs des chemins de fer, des sociétés de transport, des postes... Pour la doctrine individualiste, le traité est considéré seulement comme un mode de relations entre individus indépendants les uns des autres. Cette conception ne peut valoir pour le contrat de droit privé, puisque l'individu n'existe pas, abstraction faite du milieu social qui l'entoure et dans lequel il vit. Le contrat ne crée pas la communauté sociale des individus pas plus que le traité ne crée celle des Etats ! C'est au contraire la communauté qui rend possible le contrat, c'est la société des Etats qui permet l'existence des traités. Le contrat n'est pas une relation entre deux membres libres et non encore liés l'un envers l'autre : la situation normale est que l'individu vit dans un groupe social, soit le groupe conjugal, soit le groupe familial, soit celui de la corporation, soit celui du peuple. Tout contrat est donc passé entre deux membres d'une communauté et ne peut exister qu'à l'intérieur de cette communauté (1). La négation du droit naturel de contracter s'est déjà rencontrée dans le Romantisme d'Adam Müller et dans l'Ecole historique de Hegel. La théorie nationale-socialiste du contrat veut souligner son caractère social, sociologique ; le contrat est un des procédés d'organisation du *Volk*. Les actes des *Volksgenossen* ne se caractérisent pas par leur indépen-

(1) KARL LARENZ. Die Wandlung des Vertragsbegriffes. *D. R.*, octobre 1935, p. 488.

dance, mais bien par leur soumission à la domination plus ou moins caractérisée de la *Gemeinschaft*.

Le traité de droit des gens est un contrat dont l'originalité est qu'il est passé entre Etats. Comme le but de l'Etat est la conservation des valeurs de la Race, il doit jouir d'une liberté absolue, sans limite, et en cela le traité s'oppose au contrat de droit privé. Mais là encore cette liberté d'action est limitée par l'orientation nécessaire de l'activité de l'Etat qui ne doit s'exercer que pour le bien du peuple. Tout traité mettant en rapport deux Etats au moins doit renfermer un certain intérêt pour les contractants : ceux-ci veulent obtenir un résultat positif, et le sens de tout traité est en cela politique. Il constate l'existence sur un point précis d'une communauté de volontés. C'est ce qu'avait remarqué Hegel : « De par sa nature, le traité exprime une volonté commune et une volonté spéciale, résultant de la relation de deux volontés. » (1) Le traité se caractérise donc par l'union de la volonté de deux Etats contractants sur une situation déterminée qui fait l'objet du traité, mais ils poursuivent chacun une politique propre, et l'intérêt du pacte est ainsi différent pour chaque partie. C'est pourquoi les Nationaux-Socialistes vont admettre comme condition préalable de tout traité, comme d'ailleurs de tout droit, un intérêt commun durable. Triepel déclarait déjà voir dans le traité « une volonté commune devenue une par l'union de deux ou plusieurs volontés intéressées » et il en faisait une source du droit international (2). Nicolai approuve et déclare y reconnaître un des principes fondamentaux de la doctrine raciale du droit des gens :

(1) HEGEL, *Grundlinien der Philosophie des Rechts*, § 76.

(2) TRIEPEL, *Völkerrecht und Landesrecht*, p. 32.

« Le droit interne découle du *Volksgeist*, et il en est de même du droit des gens. Seulement dans le premier cas, la source du droit est la communauté des *Volksgenossen*, dans le second, elle est la volonté unanime de tous les peuples qui ont intérêt à l'existence du droit des gens (1). » On reconnaît là encore l'aspect utilitaire du Droit, que nous avons déjà signalé. C'était aussi l'opinion de Bismarck, pour qui le traité n'était que l'expression des besoins de la communauté « dans les efforts et dans les dangers qu'elle aurait à courir » (2).

La condition d'existence du traité de droit des gens est donc la volonté de plusieurs Etats d'atteindre un certain but, de maintenir un état de droit. On a souvent recherché, pour fonder la valeur des traités, une base plus élevée qui soit commune aux contractants ou même qui leur soit supérieure, afin de renforcer la règle juridique. C'est ce que Verdross explique ainsi en citant le mode de conclusion des traités dans l'Ancienne Rome : « L'acte international se divisait en deux engagements dont chacun consistait en un traité entre un Etat et ses Dieux en faveur de l'autre Etat. Cette construction ingénieuse du traité international comme *pactum in favorem tertii* nous montre que l'Antiquité reconnaissait déjà la nécessité de fonder les traités internationaux sur une base au-dessus de la volonté de l'Etat » (3). Or, cette recherche de lien obligatoire, de garantie supérieure, ne peut aboutir qu'à reconnaître une obligation de caractère moral ou politique. C'est le défaut de la doctrine individualiste de ne pouvoir reconnaître logiquement de valeur morale ni à l'Etat, ni

(1) NICOLAI. *Op. cit.*, p. 48.

(2) Cité par GÜRKE, dans *Volk und Völkerrecht*, p. 48.

(3) A. VERDROSS. *Recueil des Cours*, 1927, I, vol. 16, p. 263.

à aucune communauté humaine, parce qu'elle ne connaît que la volonté de l'individu (1). Aussi bien, a-t-on souvent cherché une règle générale fondant l'obligation d'exécution des traités sur des principes naturels existant en dehors des règles de droit, ou encore, dans un acte purement formel tel que l'adhésion de la Démocratie par la ratification du Législatif et par l'acceptation de l'Exécutif.

Le traité de droit des gens est donc caractérisé lorsque l'on dit que sa base politique est l'intérêt commun aux deux parties. Comme le contrat de droit privé, il ne suppose pas la liberté de décision. C'est ce que montrent les exemples de l'histoire. Le plus souvent, l'un des contractants jouit d'une situation mieux assise, plus forte et en profite pour exercer une pression sur l'autre contractant, en définissant à son avantage le contenu du traité. Ce traité continuera d'exister tant que durera la communauté d'intérêts sur lequel il repose : si celle-ci disparaît, la raison d'être du traité s'effondre. On peut donc en déduire que les traités qui observeront le mieux les intérêts vitaux des parties contractantes seront ceux qui auront le plus de chance de prolonger leur durée, car ils ne contiendront qu'un minimum de contrainte, provenant précisément de l'inégalité de fait inévitable des contractants (2). Au contraire, les traités fondés sur la seule contrainte auront peu de chance de se maintenir indéfiniment, car leur existence suppose le maintien de la contrainte qui les a créés. Or, toute pression provoque à la longue une réaction des opprimés, d'autre part la contrainte qu'exerce un des contractants ne peut durer indéfiniment. Seul donc pourra

(1) GÜRKE. *Op. cit.*, p. 49.

(2) RÜHLAND. Staatsverträge und national-sozialistische Rechtsauffassung. *Zeitschrift für Völkerrecht*, 1934, p. 136.

et devra durer le contrat qui sera assez souple pour pouvoir s'adapter à tous les besoins changeants de la vie (1).

L'originalité du traité étant qu'il est conclu entre Etats, la théorie de la *Volksgemeinschaft* va faire ici sa réapparition. La nécessité d'observer le traité durera autant que la communauté d'intérêts. Cette communauté d'intérêts devra être conforme aux principes déjà énoncés de souveraineté, d'égalité et d'honneur des contractants. Le traité devra donc être un traité juste, loyal, équitable. Le vrai critérium d'équité ne peut se trouver que dans l'Etat construit sur le *Volk* puisque lui seul possède dans son essence le principe d'honneur qu'on ne peut violer sans attenter à la vie même du *Volkstum*.

Seul donc l'Etat à base populaire va permettre la coopération internationale loyale et, partant, la solution pacifique des conflits entre États, alors que les systèmes démocratiques et marxistes fondent leur droit des gens sur une organisation de l'humanité. Or, si les États, qui entrent en rapport les uns avec les autres, se considèrent comme des facteurs de forces en raison de leurs systèmes politiques différents, ils feront aussitôt disparaître le droit des gens qu'ils réduiront à un ensemble de règles techniques. Il faut, au contraire, que les Etats se considèrent comme des valeurs politico-morales ayant une mission à accomplir : alors seulement, le droit des gens perdra son caractère de droit mort, s'accrochant à des formules vides, pour trouver sa justification au point de vue moral. Le droit des gens ne doit donc pas servir au maintien de l'équilibre des forces, mais à l'établissement du règne de l'Équité. Le traité était jusqu'alors un instrument au

(1) GÜRKE. *Op. cit.*, p. 50.

profit du plus fort. Pour le National-Socialisme, le droit des gens est un droit politique : son premier devoir consiste non dans l'exécution des traités, mais dans la conservation et dans l'amélioration de la *Volksgemeinschaft*. Il est conditionné non par les traités, mais par des situations politiques données (1).

DE L'ADAGE « PACTA SUNT SERVANDA ».

Le droit international positif repose sur le traité pour les points qui n'ont pas été réglés par la coutume. Etant donné la multiplicité et les nombreuses sortes de traités, il n'a pas été possible jusqu'ici d'en donner un classement satisfaisant. Le National-Socialisme y arrivera peut-être — c'est l'espoir formulé par Walz (2) — en partant de son nouveau critérium de fidélité. Cet auteur distingue d'une façon générale le *Gemeinschaftsvertrag* du *Zweckvertrag*. Le premier repose sur l'essence même des peuples contractants, c'est le type du traité politique, du traité culturel ou d'alliance. Le second n'a trait qu'à quelques réglementations, c'est le cas du traité de commerce ou encore du traité d'alliance précis contre un adversaire commun. Entre ces deux catégories existe une multitude de types intermédiaires. Mais il faut observer que le premier type présuppose l'égalité relative politique ou culturelle pour pouvoir obtenir une pleine efficacité. La base de l'Etat étant le *Volkstum*, la doctrine nationale-socialiste en exige le respect, elle en fait le fondement de toute obligation de fidélité. C'est en s'appuyant sur le *Volkstum* que le National-Socialisme va pouvoir critiquer la règle

(1) GÜRKE. *Op. cit.*, p. 61.

(2) WALZ. *Der Treuegedanke im Völkerrecht. D. R.*, 1934, p. 521.

pacta sunt servanda. Pour lui les traités loyaux, ceux qui respectent l'honneur des parties sont seuls exécutoires. C'est là, tout en rejetant l'adage selon son interprétation par le libéralisme, lui redonner une vigueur nouvelle, lui rendre sa véritable signification juridique longtemps faussée par la politique.

Pour pouvoir comprendre la nouvelle interprétation de *pacta sunt servanda*, il est nécessaire d'observer la réalité juridique internationale telle qu'elle se présente sous nos yeux. Il nous faut malheureusement constater aujourd'hui que dans la vie des peuples la force joue un rôle décisif, et le droit ne peut être appliqué qu'autant qu'il s'appuie sur elle (1).

Il faut néanmoins souhaiter que cet état de fait ne dure pas, qu'apparaîtra bientôt un ordre nouveau annonçant la suprématie de l'équité : cela ne pourra exister que lorsque les peuples se respecteront mutuellement. Le tort des organisations internationales modernes est qu'elles supposent que nous vivons déjà sous la domination des principes du Droit, elles ne veulent pas voir qu'en réalité c'est la force brutale qui commande. Elles essaient de régler la vie juridique comme si nous vivions dans un monde idéal, elles prennent leurs désirs pour des réalités et en arrivent à poser des règles inadmissibles, telle que l'exécution obligatoire des traités.

C'est ainsi qu'en effet peut s'expliquer la fausse interprétation donnée pour des fins politiques à l'adage *pacta sunt servanda*, sur lequel on a voulu construire le droit des gens libéral en l'appliquant à la situation créée en Europe par les traités de 1919. Le National-Socialisme a

(1) VON FREYTAG-LORINGHOVEN. *Streitschlichtung im Völkerbund*. D. R., 1935, p. 117.

pris position contre une telle théorie qui considère le traité comme une valeur en soi, tirant de son existence même sa justification et sa force exécutoire. Pour les juristes du III^e Reich, le traité n'est qu'un « phénomène momentané de cristallisation » (1) de la politique internationale mouvante. Or, la règle *pacta sunt servanda* méconnaît précisément ce caractère d'éternelle évolution et fait de la fidélité contractuelle quelque chose de figé, de mort car elle en fait une obligation formelle et absolue. Or, dans tout traité existe un lien qui oblige l'Etat et qui est constitué par l'intérêt bien compris du *Volk* qu'il représente. Si le contenu du traité disparaît, donc si le traité perd sa signification politique, plusieurs éventualités peuvent se produire : le traité pourra être abrogé, modifié, remplacé par une nouvelle convention ; mais il pourra aussi être maintenu, il cessera alors d'être un *Vertrag* pour devenir un *Diktat* (2). Il ne subsistera que par la contrainte qui s'exercera contrairement aux principes juridiques qui ont servi de base à sa conclusion. La règle *pacta sunt servanda* ne peut garantir un tel traité qui dès lors n'est plus fondé que sur une contrainte antijuridique (3).

Et cependant il faut admettre que la règle fondamentale qui domine le droit des gens est la suivante : *Etiam hosti fides servanda* ! Mais sur quoi peut reposer la confiance en l'ennemi dans une guerre ? Elle ne peut trouver sa justification que dans la conception de l'honneur, qui même dans les combats les plus acharnés reste le lien ténu qui

(1) WALZ. *Op. cit.*, p. 525.

(2) HERMANN JAHREISS. *Diktat-Theorie ? Diktat-Wirklichkeit und Vertragstheorie. V. u. V.*, 1936-1937, p. 172.

(3) GÜRKE. *Op. cit.*, p. 61.

relie les deux adversaires, et représente ainsi la base possible du traité de paix futur (1). Le droit positif montre la relation étroite existant entre l'honneur et l'obligation d'exécuter les traités. Elle est déjà mentionnée dans la « IV^e Convention concernant les lois et coutumes de la guerre », issue de la Seconde Conférence de la Paix à La Haye, le 18 octobre 1907 : « Les capitulations arrêtées entre les Parties contractantes doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire. Une fois fixées, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties (2). » Les traités ne sont donc exécutoires que s'ils ont été conclus dans le mutuel respect de l'honneur des parties. Hold-Ferneck avait déjà combattu le principe selon lequel tous les traités de droit international étaient conclus sous la condition *pacta sunt servanda* (3). Pour Heinrich Lange « la valeur propre du traité doit jouer en premier lieu. Sa force juridique ne repose pas sur le fait que son contenu est l'expression d'un consentement, mais sur le fait qu'il est conforme au droit, comme étant une partie de l'ordre de la communauté : il prouve une unité de volontés. Mais l'idée d'obligation s'oppose de plus en plus à celle de volonté égoïste. Le lien contractuel a sa racine non seulement dans la volonté, mais dans le devoir. Plus le traité touche à la vie et à l'essence de la communauté, plus il doit être soumis aux impératifs de cette communauté » (4). Rogge trouve la justification de l'exécution

(1) HEINRICH ROGGE. *Recht und Moral des Friedensvertrags*. V. u. V., 1936-1937, p. 736.

(2) Chapitre IV, des Capitulations, art. 35. LE FUR et CHLAVER. *Recueil de textes de Droit international public*, 1934, p. 212.

(3) HOLD-FERNECK. *Lehrbuch des Völkerrechts*, t. I, 1930, p. 198, et t. II, 1932, p. 172.

(4) HEINRICH LANGE. *Nationalsozialismus und bürgerliches Recht*. *Handbuch*, p. 941.

obligatoire des traités dans leur conformité avec la conception nationale-socialiste du Droit, c'est-à-dire dans leur caractère de justice et d'équité (1).

Les juristes nationaux-socialistes essaient donc d'établir une théorie du traité en Droit international public qui confirme le principe de *pacta sunt servanda*, tout en le restreignant (2). Les lignes générales à suivre dans cette élaboration d'une théorie nouvelle leur sont tracées par les discours de Hitler, qui traitent soit des points particuliers, soit des questions pratiques, et parfois s'élèvent jusqu'à des généralités de principe : « Jamais je n'accorderai ma signature en tant qu'homme d'Etat à un traité que je n'aurais pas signé dans la vie privée comme homme d'honneur, dussé-je en disparaître... Ce que je signe, je le tiens, ce que je ne peux tenir je ne le signerai jamais (3) » ! Il expose souvent la nécessité pour tout traité de respecter l'honneur des parties : « Pour moi, j'affirme que je préférerais périr que de souscrire à des conditions qui selon ma conviction ne seraient pas supportables par le peuple allemand... Le *Volk* allemand est notre soutien, son honneur est notre honneur, mais notre honneur est aussi le sien (4) ! » Donc l'honneur, le respect de l'égalité et de la *Gleichberechtigung* sont la limite de tout traité, limite infranchissable sous peine d'enlever au traité qui la viole toute force obligatoire et même la qualification de traité : « On ne peut bâtir une organisation durable du

(1) HEINRICH ROGGE. *Nationale Friedenspolitik*. Handbuch des Friedensproblems und seiner Wissenschaft auf der Grundlage systematischer Völkerrechtspolitik.

(2) VERDROSS. *Heilige und unsittliche Verträge*. V. u. V., 1935-1936.

(3) HITLER. Discours du 15 octobre 1933.

(4) ID. Discours du 12 novembre 1933.

monde sur la haine ; on ne peut construire en Europe une communauté des nations sur l'inégalité (1) ! » C'est encore ce qu'exprime en un style imagé Louis von Kohl : « La mauvaise paix, la paix de la haine et de la vengeance, est pire que la guerre. Nul ne peut guérir ses blessures empoisonnées. La douleur qu'elle cause n'émeut aucune âme. Aucun souffle de grandeur n'adoucit ses efforts. Tout se fane devant elle. La trace de ses pas écrase tout avenir (2)... » Il est intéressant de citer à ce sujet l'opinion d'un juriste français, le professeur Georges Scelle : « Le gouvernement allemand semble admettre qu'aucun traité n'est valable qui n'ait été conclu selon sa conception de l'honneur dans l'égalité de statut, c'est-à-dire dans la liberté et l'indépendance. A l'heure actuelle, nul ne prétend porter la moindre atteinte à l'honneur allemand, ni faire la moindre pression sur la volonté de son gouvernement. Mais ce qui est inquiétant, c'est que l'Allemagne affecte de considérer comme entachés du même vice de discrimination et d'inégalité, non seulement tous les accords conclus avec elle comme conséquence de sa défaite, mais tous ceux qu'elle aurait passés pour une période indéterminée, pour les objets les plus variés, du seul fait que ses négociateurs auraient eu une psychologie d'infériorité ou auraient traité dans une ambiance de dépression. Aucun gouvernement, dit-elle, ne peut être supposé aliéner volontairement la souveraineté de l'Etat. Elle oublie que tout traité comporte des concessions réciproques et son raisonnement ne va à rien moins qu'à considérer éventuellement comme nulle et non avenue n'importe

(1) HITLER. Discours du 12 novembre 1933.

(2) LOUIS VON KOHL. *Der Wortbruch von Versailles*.

quelle conception considérée comme impliquant un complexe d'infériorité. Cette inquiétude s'accroît du fait que le Führer a insisté sur la théorie des besoins vitaux et des nécessités d'expansion d'un « peuple sans espace ». « Or les besoins vitaux et l'appétit d'espace sont de pures considérations subjectives qui légitiment toutes les exigences (1) ».

DE LA CLAUSULA « REBUS SIC STANTIBUS ».

Or, toutes ces critiques de la mauvaise paix, des traités qui violent l'honneur des contractants ne sont point seulement théoriques, mais se rattachent à la critique générale des traités de 1919 : c'est le lien le plus étroit qui se manifeste ici entre le Droit et la Politique. La nécessité de modifier l'état de droit créé en 1919 demande la réhabilitation de la clausula *rebus sic stantibus*. Mais cette clause ne doit pas être étudiée en tant que question purement juridique, elle est intimement liée au fondement politique des traités (2). Si l'intérêt politique du traité disparaît, l'acte conserve sa valeur formelle, rien n'est changé dans l'instrument lui-même : il s'est simplement vidé de sa substance, et par là a perdu sa raison d'être avec son substratum politique. Or, le droit des gens est une discipline qui pose des principes valables entre des sujets de droit définis. Il ne pose pas de règles supérieures, ni l'obéissance obligatoire à ces règles qui peuvent ainsi être violées ou simplement non observées. La clausula signifie que les traités en droit des gens doivent trouver leur limite nécessaire dans l'observation d'un certain dyna-

(1) G. SCELLE. Le plan de paix du gouvernement allemand. *New Commonwealth Quarterly*, juin 1936, p. 27.

(2) GÜRKE. *Op. cit.*, p. 19.

misme vital indispensable à la conservation des Etats (1). Ce qui importe, ce n'est point le maintien de quelques règles obligatoires, mais celui de l'existence des Etats, qui représentent, eux, de vraies valeurs morales. Le droit de l'Etat à l'existence constitue la barrière du droit des gens, et il se complète par l'intérêt que trouvent les Etats dans l'observation des traités. La vie passe avant les contrats. Wolgast réclame le droit pour l'Etat d'agir selon les circonstances du moment, sans se soucier des règles passagères (2). Keller déclare : « Devant la majesté de la vie, tout traité n'est qu'un chiffon de papier (3). »

Pour le National-Socialisme en effet, le traité n'est pas le « maître » du droit, mais seulement, le « serviteur ». Les traités n'existent pas en eux-mêmes, mais pour servir le bien du *Volkstum* au nom de la Justice. Le fait de la conclusion d'un traité n'en justifie pas le maintien sans modification devant le forum de l'équité internationale (4). Les traités qui ont été signés sous une pression quelconque, qui sont immoraux en ce sens qu'ils méconnaissent l'honneur, la *Gleichberechtigung*, ne peuvent se justifier : ils doivent tôt ou tard aboutir à une modification. Les valeurs éternelles sont celles du sang, du *Volk*, de la *Gemeinschaft* ; elles doivent dans le droit des gens moderne avoir une place prépondérante, car elles sont les éléments qui peuvent servir à son élaboration ; aucune limite dans le temps ne peut en modifier l'essence, ni en arrêter le dynamisme. Elles survivent aux traités qui les méprisent et président

(1) KOELLREUTTER. *Grundriss der allgemeinen Staatslehre*, p. 227.

(2) WOLGAST. *Völkerrecht*, p. 753.

(3) HANS K. E. L. KELLER. *Völkerrecht von morgen. Zeitschrift für Völkerrecht*, 1933, p. 341.

(4) WALZ. *Op. cit.*

à leur refonte plus ou moins tardive (1). Si, en effet, un traité ne répond plus aux nécessités de la politique, il provoque une certaine tension. C'est au contractant d'avoir la sagesse de comprendre l'opportunité d'application de la *clausula* et d'offrir de lui-même une réforme qu'il aurait été obligé d'accepter ; car l'Etat désavantagé cherchera toujours et par tous les moyens à modifier la situation existante (2).

La doctrine nationale-socialiste critique les auteurs qui n'admettent pas la valeur de la *clausula rebus sic stantibus*, alors qu'une telle clause répond précisément aux nécessités de l'adaptation des instruments diplomatiques au dynamisme de la vie. Si ces auteurs méconnaissent la valeur de la *clausula*, c'est qu'ils n'observent pas la suite des événements politiques ; ils considèrent la *clausula* en elle-même, d'une manière abstraite, sans l'appliquer à la réalité vivante (3). Or, Huber montre clairement, à différentes reprises, l'étroite liaison du droit des gens avec sa sous-structure sociale (4). Tout rapport contractuel a sa source dans une situation concrète qu'il faut régler juridiquement. Le rapport juridique n'est établi que si la réglementation de droit des gens et la réglementation de la situation particulière donnée sont en accord. Ainsi le traité ne peut être l'expression juridique d'un ordre de droit défini qu'aussi longtemps que les événements existant à sa naissance subsistent. S'ils se sont modifiés, donc si le

(1) VON RAUCHHAUPT. Zehn-Jahre Klausel für politische Verträge. D. R., 1935, p. 124.

(2) GÜRKE. *Op. cit.*, p. 20.

(3) HANNI ZIETZSCHMANN. *Die völkerrechtliche Garantie seit den Locarno Verträgen*.

(4) HUBER. Die soziologische Grundlagen des Völkerrechts. *International-rechtliche Abhandlungen*, p. 9-10.

Droit écrit ne coïncide plus avec la réalité, l'application de la *clausula* peut seule les mettre de nouveau en harmonie.

En étudiant la valeur de la clause *rebus sic stantibus*, les juristes nationaux-socialistes s'attaquent au problème même de l'essence du traité. Le traité, on l'a vu, est conditionné par le caractère de ceux qui le concluent, c'est-à-dire des Etats. Ces auteurs mettent en valeur le fait que pour eux les Etats ne sont pas des fictions juridiques, mais des représentations de la réalité vivante par excellence qu'est le *Volk*. On ne peut comprendre le traité si on le sépare de la vie qu'il a pour mission de réglementer, tout en se pliant aux lois qu'elle impose. On ne peut donc négliger, à côté de la théorie, la nécessité de la politique internationale. C'est pourquoi, les Nationaux-Socialistes aiment à se référer souvent aux opinions de grands hommes d'Etat. Frédéric II n'a-t-il pas écrit : « Vaut-il mieux que le peuple aille à sa ruine, ou que le Prince rompe le traité?... Le Prince doit toujours sacrifier sa personne au bien de ses sujets (1). » Bismarck, le fondateur du II^e Reich, ne dit-il pas dans ses *Pensées et Souvenirs* : « Aucune grande nation n'admettra de sacrifier son existence sur l'autel de la fidélité au traité, si on lui donne le choix entre les deux éventualités. Le *posse nemo obligatur* ne peut être anéanti par aucun traité (2). » Faut-il encore ajouter les paroles de Hitler : « Nous disons clairement au monde : si vous nous voulez dans vos conférences, si vous nous voulez dans votre Société des Nations, il faut que vous nous reconnaissez en tant que *Volk*. Nous sommes toujours prêts à signer des traités, s'ils sont pour nous exécutoires

(1) FRIEDRICH DER GROSSE. *Œuvres complètes*, t. II, XVI.

(2) BISMARCK. *Gedanken und Erinnerungen*, p. 29.

et supportables, selon notre conception du droit. Des traités inexécutables ni conformes à nos idées nous ne les signerons pas (1) ! » Or, souvent, la politique se montre en opposition avec le droit. Aussi la théorie classique du droit des gens s'était-elle efforcée de faire du Droit une idée suprême, éternelle : *Quod naturalis ratio inter omnes gentes constituit, vocatur jus gentium*, disait Vittoria (2). La tendance était de chercher à constituer un droit de l'humanité, car selon Verdross « la donnée première n'était pas l'Etat, mais la communauté des Nations se divisant ensuite en Etats » (3). Pour les Nationaux-Socialistes, toute base juridique ne peut être cherchée que dans le peuple, et une organisation juridique inter-étatique ne pourrait reposer que « sur le respect mutuel des droits vitaux » (4). C'est la même opinion que soutient Walz : le principe fondamental pour l'étude de la valeur du traité et de la possibilité de sa modification ne peut être cherché que dans sa conformité avec l'honneur et la *Gleichberechtigung*. Un traité qui viole ces postulats n'acquiert point la qualification de traité, « mais crée de la fausseté, de l'insécurité et de l'équivoque » (5). Et Nicolai d'en tirer la conséquence qu'il y a bien plus de chances pour des peuples apparentés par la race de conclure des traités valables et durables que pour des peuples étrangers les uns aux autres. Car des peuples de même origine ethnique ont naturellement des conceptions juridiques voisines. La théorie du

(1) HITLER. *Reden über Gleichberechtigung und Frieden*, 1934, p. 27.

(2) VITTORIA. *De Indis*, III, 2, p. 251.

(3) VERDROSS. *Die Verfassung der Rechtsgemeinschaft*, 1926, p. 39.

(4) BRUNS. *Völkerfrieden und Vertragstreue*. *D. R.*, 15 janvier 1937, p. 11.

(5) WALZ. *National-Sozialismus und Völkerrecht*. *V. u. V.*, 1934-1935, p. 473.

traité se rattache donc ainsi au principe racial (1). Cette thèse avait d'ailleurs été soutenue par Alfred Rosenberg dans un chapitre sur le conditionnement racial de la politique extérieure (2). L'Etat est donc seul qualifié pour passer des traités ; il doit être capable par sa souveraineté et son égalité inviolables de protéger son ordre intérieur et son indépendance extérieure. Il doit exister en tant que membre respecté à côté des autres Etats. Le traité qui lui enlèverait la possibilité d'une libre évolution violerait les principes fondamentaux du droit des gens et justifierait par là même la nécessité de sa révision (3).

L'Etat étant considéré comme souverain n'admet comme limitation à sa propre souveraineté que celles qu'il consent, lorsqu'il s'engage par un traité envers d'autres Etats. A partir de ce moment, disent les juristes classiques, il y a quelque chose de nouveau : l'Etat dépend désormais du pacte qu'il vient de conclure. Les Nationaux-Socialistes par contre prétendent qu'une telle dépendance n'existe pas. Les liens contractés par l'Etat sont l'œuvre de sa propre volonté et restent subordonnés à cette volonté. Le traité n'a donc de force obligatoire que dans la mesure où l'Etat continue à l'accepter. Si la situation envisagée lors de sa conclusion se modifie, l'Etat est délié. Or, comme il est admis qu'il est le seul interprète de la clause *rebus sic stantibus*, c'est à lui de décider souverainement si la situation a varié ou non, donc il est le seul juge de la validité des accords qu'il a passés. Rappelons ici l'opinion qu'exprimait déjà Treitschke : « Tous les contrats internationaux ne sont consentis qu'avec la clause *rebus sic stan-*

(1) NICOLAI. *Op. cit.*, p. 48.

(2) ALFRED ROSENBERG. *Blut und Ehre*, p. 333.

(3) GÜRKE. *Op. cit.*, p. 61.

tibus. Un Etat ne peut pas engager sa volonté envers un autre Etat pour l'avenir ; il ne reconnaît pas de juge au-dessus de soi, et par conséquent tous ses contrats sont passés avec cette réserve tacite. C'est ce que confirme cette vérité qui sera reconnue aussi longtemps qu'il y aura un droit international : dès qu'une guerre éclate, les contrats existant entre Etats belligérants cessent d'exister. Or, tout Etat, en tant qu'il est souverain, a tous les droits de déclarer la guerre quand il lui plaît. Par conséquent tout Etat est en situation de dénoncer à volonté les contrats qu'il a conclus.... Ainsi il est clair que si les contrats internationaux limitent la volonté d'un Etat, ces limitations n'ont rien d'absolu (1). »

DES CONSÉQUENCES PRATIQUES DE LA THÉORIE NATIONALE-SOCIALISTE DES TRAITÉS DE DROIT DES GENS.

C'est en s'appuyant sur une telle interprétation de l'adage *pacta sunt servanda* et de la clausula *rebus sic stantibus* que les juristes du III^e Reich construisent leur critique du traité de Versailles et essaient de fonder en droit leurs demandes de révision ou de justifier les « faits accomplis » de leur gouvernement. Hitler a, lui aussi, parlé des inévitables révisions, tout en ajoutant que l'Allemagne ne voulait les obtenir que par la voie pacifique. Mais n'est-ce pas supposer que l'opinion publique internationale aura été rendue consciente de l'injustice de l'état de droit ? Quel est le meilleur procédé pour supprimer de telles situations si inquiétantes pour l'avenir politique ? Il ne faut pas songer à des mesures répressives, comme celles qui sont contenues dans les sanctions : elles

(1) TREITSCHKE. *Politik*, t. I, p. 37-38.

ne peuvent être en effet qu'un remède passager, et de plus elles vont semer le mécontentement et l'inquiétude sans guérir l'état maladif (1). Il est donc nécessaire de remanier la situation juridique de l'Europe actuelle, telle qu'elle est déterminée par les traités de paix. Il faut rétablir l'équilibre entre les Etats qui sont des valeurs morales égales.

Or, le traité de Versailles a porté atteinte à tous les principes de la morale juridique admise et reconnue par le National-Socialisme. N'a-t-il pas restreint pour l'Allemagne la liberté de son commerce, sa liberté d'expansion maritime, la liberté d'utilisation de ses ports ? L'article 264 qui a instauré pour cinq ans l'application unilatérale de la clause de la nation la plus favorisée n'abaisse-t-il pas l'Allemagne au rang de Puissance sujette (2) ?

Ce *Diktat* marque donc un empiétement constant sur la souveraineté du *Volk* allemand. Il reconnaît en principe le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais refuse de l'appliquer à l'Allemagne ou à l'Autriche ! Sans doute les Alliés prétendent que les articles 80 et 88 du traité de Saint-Germain ne sont pas une violation des propositions de Wilson, car les Allemands d'Autriche n'ont jamais appartenu au *Reich*. Contre une telle conception on ne peut que citer le mot de Mancini : « Les Etats sont des créations humaines, les Peuples des dons de Dieu. » Or, la volonté du peuple se marquait déjà dans la Constitution de Weimar du 11 août 1919, dont l'article 61 déclarait que l'Autriche, avant même tout *Anschluss*, aurait

(1) BERBER. *Die völkerrechtspolitische Lage Deutschlands*, 1936, p. 23. Schriften der Deutschen Hochschule für Politik.

(2) WEGNER. *Das Reich in der Gemeinschaft der Völker unter dem rechtswidrigen Zwang von Versailles*, p. 129. *Handbuch*.

une voix consultative au *Reichsrat* : les Alliés y virent cependant une violation de l'article 80 du traité de Versailles et l'expliquèrent dans leur note du 2 septembre 1919. La première Constitution de l'Autriche du 30 octobre 1918 avait elle-même déclaré que l'Autriche était une partie du *Reich* allemand. Refuser l'*Anschluss* était violer de façon caractéristique le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (1). Mais ce n'est là qu'une violation du droit parmi tant d'autres. Toutes les restrictions apportées au point de vue militaire, au sujet des minorités et de la démilitarisation de territoires allemands constituent des atteintes insupportables à l'honneur ou au principe d'égalité. Enfin, par-dessus tout, l'article 261 qui affirme la culpabilité de l'Allemagne, article qui fut solennellement abrogé par le Führer, le 30 janvier 1937, fait du *Diktat* un acte anti-juridique. Ce traité offre une contradiction permanente avec l'idée que « les hommes ne vivent pas pour les traités, mais que les traités doivent leur rendre la vie possible » (2). Or, le traité de Versailles a rendu impossible la vie de l'Allemagne ; il l'a humiliée au suprême degré. Le traité n'est pas exécutable, parce qu'il n'est ni un traité ni un traité de paix, mais un *Diktat*.

Le *Diktat* de Versailles a été imposé. Mais en cela il ne se différencie pas des autres traités de paix signés après une victoire et qui forment la transition entre l'état de guerre et la nouvelle période pacifique. On sait que les parties ne sont jamais libres de contracter ou de traiter, et que l'une doit se soumettre aux volontés de l'autre. Certains auteurs pessimistes ne voient sans doute le moyen de modifier la situation établie que par le rè-

(1) BRUNS. Oesterreichs «Unabhängigkeit», *D. R.*, avril 1938, p. 147.

(2) HEINRICH LANGE. *Op. cit.*

blement brutal de la guerre. Reut-Nicolussi ne déclare-t-il pas : « La guerre est un phénomène qui permet de délier les obligations contractuelles, lorsque l'autre partie contractante refuse leur modification. Le traité de paix est l'expression de l'intérêt manifesté par les combattants à voir la guerre se terminer, vu l'inutilité de sa continuation. Un tel intérêt disparaît avec la guérison des blessures, avec la convalescence et la reprise des forces du vaincu, avec la possibilité pour lui de trouver de nouveaux alliés. Lorsqu'il en est arrivé à ce stade, le vaincu peut déclarer le traité non valable, en totalité ou en partie. Le juriste va dans la discussion utiliser la *clausula rebus sic stantibus*. Mais si entre les adversaires aucun arrangement n'intervient, la querelle sera tranchée par la force, *ultima ratio*... Le traité de paix n'est qu'une apparence de traité, c'est pourquoi on ne peut lui appliquer la règle *pacta sunt servanda* (1). Une opinion identique est professée par Beheim-Schwarzbach (2).

Néanmoins, en raison de l'affirmation répétée de Hitler que sa politique est basée sur la paix, de telles opinions radicales ne sont point admises. Dire en effet que tous les traités obtenus par la contrainte sont juridiquement nuls et non avenus conduit à empêcher tout progrès du droit international, donc à créer une insécurité qui peut être la source de nouveaux conflits. C'est pourquoi il faut poser en principe ce que Bismarck déclarait déjà : « La *clausula rebus sic stantibus* est sous-entendue dans chaque traité (3). » La révision ne doit pas se baser sur la notion de

(1) REUT-NICOLUSSI. *Zur Problematik der Heiligkeit der Verträge*. Innsbruck, 1931, p. 125.

(2) BEHEIM-SCHWARZBACH. *Der Kriegsschuldartikel*. Berlin-Bonn, 1934.

(3) BISMARCK. *Op. cit.*, p. 416.

la contrainte, qui a vicié l'engagement international, mais sur le fait que cette contrainte a abouti à une violation des principes du Droit, à savoir des principes de l'honneur, de la souveraineté et de l'égalité des Etats (1). C'est la thèse que soutient Hold-Ferneck (2) : « Un traité imposé ne lie pas s'il a été imposé contre le droit international. » Or, selon les Nationaux-Socialistes, c'est le cas du traité de Versailles : son maintien constitue un danger pour la paix européenne, car le statut territorial qu'il a établi, ainsi que le statut politique, met en danger la sécurité de l'Allemagne. Le désir de l'Allemagne de posséder aussi sa sécurité n'est point une tendance anti-pacifique, elle ne s'exerce que dans l'intérêt de la paix générale. Mais « l'Allemagne veut une paix allemande, une paix qui garantisse son honneur et sa frontière, et non cette « anti-paix » qu'a daigné lui accorder la volonté arbitraire des autres peuples (3).

DES RELATIONS CONTRACTUELLES ENTRE LES ETATS.

Si les juristes nationaux-socialistes combattent les traités qui ont été imposés à l'Allemagne avant 1933, c'est que ceux-ci étaient contraires aux principes fondamentaux du Droit et de la Morale reconnus par l'Allemagne du III^e Reich. Toute différente est leur attitude vis-à-vis des traités conclus depuis 1933. Ces derniers sont conformes aux principes de la race « vérité, honneur, loyauté,

(1) HERBERT WISSMANN. *Revisions probleme des Diktats von Versailles*. Berlin, 1936, p. 16.

(2) HOLD-FERNECK. *Zur Frage der Rechtsverbindlichkeit des Friedensvertrages im Völkerrecht*. *Niemeyers Zeitschrift*, 1923, XXX, p. 110.

(3) KARL SCHWENDEMANN. *Gleiches Recht und gleiche Sicherheit*, 1934, p. VII.

fidélité » exposés par Nicolai. C'est à eux que va s'appliquer la nouvelle interprétation donnée de la règle *pacta sunt servanda* et de la clausula.

Le traité avec la Pologne a été conclu pour dix ans. De même un pacte de non-agression, valable dix ans, a été proposé à la France qui ne l'a pas accepté. Il s'agit là de traités qui expriment une intention pacifique : ils doivent servir à la coopération des peuples pour le maintien de la paix, c'est la raison pour laquelle ils reposent sur la seule base possible, une égalité complète des parties. Comme ils doivent avant tout s'adapter à la vie, ils ont été conclus pour dix années. Or, un tel délai n'est généralement pas fixé dans les conventions qui ne sont que l'expression d'intérêts unilatéraux et qui sont en général conclues comme devant durer éternellement ; elles sont basées sur le respect absolu de *pacta sunt servanda*. Il se manifeste donc, dans le droit des gens, deux tendances qui semblent paradoxales. D'une part, les traités qui ne représentent que l'intérêt égoïste d'un contractant et qui lèsent celui de l'autre partie doivent avoir une durée indéfinie, maintenir une inégalité insupportable. D'autre part, les traités fondés sur la justice et le respect mutuel ne sont passés que pour dix ans, afin de mieux s'adapter aux exigences de la vie. Il est aisé de déduire où se trouve le droit, où se trouve la meilleure conception de la paix dans les relations internationales (1). Le défaut général des traités est qu'ils méconnaissent la continuité de la vie. C'est pourquoi l'acceptation de la clause *rebus sic stantibus* est indispensable pour éviter le maintien de situations dangereuses. Cette nécessité a été comprise lors de l'élaboration du

(1) RAUCHHAUPT. *Op. cit.*, p. 124.

Pacte de la S. D. N. qui dans son article 19 a permis à l'Assemblée d'inviter « de temps à autre les membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables ainsi que des situations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde ». L'article 19 n'offre malheureusement, selon les juristes nationaux-socialistes, qu'un procédé inefficace : les petites et les moyennes Puissances sont tellement désarmées qu'elles ne peuvent menacer la paix du monde, de même qu'il leur est également impossible de s'opposer à une action quelconque des grandes Puissances. On ne peut donc mettre en pratique la *clausula*.

Au point de vue politique, le National-Socialisme préconise le retour aux relations bilatérales, aux accords directs, et à la « diplomatie d'homme à homme » ; il rejette le système des conventions collectives. Un traité ou une convention ne doit être passé qu'entre les parties directement intéressées : l'intervention de tierces puissances ne peut que troubler les négociations, car leur manque d'intérêt dans la question débattue peut les tenter précisément de monnayer leur appui au point de vue politique. Une telle conception est d'ailleurs conforme à la notion de droit lié aux réalités de la vie, car un pacte collectif, plurilatéral, qui doit ménager les intérêts et les susceptibilités de chacun, s'établit souvent dans le vague et le théorique. Il vaut mieux lui substituer des conventions précises, réglant des points de droit particuliers, clairement définis.

C'est pourquoi la doctrine nationale-socialiste a pu parler du déclin des traités dans le droit contemporain. Avant la guerre de 1914-1918, la grande politique consistait à se lier entre Etats par des pactes, des traités d'alliance, d'entente, de contre-assurance. Ce qui était écrit

et signé devait avoir force obligatoire. Or ces traités, ces accords, qu'étaient-ils sinon l'expression de rapports de forces ou d'intérêts ? Le fait qu'ils fussent consignés sur un parchemin ne leur donnait pas plus de valeur : ils ne trouvaient leur autorité que dans leur raison d'être politique ; ils la perdaient si un conflit s'élevait entre ces forces et ces intérêts.

Au contraire, une véritable communauté d'intérêts entre deux peuples n'a nul besoin d'un traité pour être reconnue ou maintenue. Si elle est sincère, c'est-à-dire s'il est prouvé que les aspirations des deux nations coïncident, à quoi sert-il de l'inscrire sur un papier ? Un traité écrit ne peut être vraiment utile que s'il précise des détails techniques de coopération. Mais l'alliance ne va pas résulter de l'acte authentique, elle naîtra de l'identité des buts recherchés. Le traité n'offre alors d'autre avantage que de mentionner une réglementation prévoyant l'apaisement des conflits ou des divergences d'opinion susceptibles de surgir. Il en est de même dans le domaine économique, commercial ou douanier. Les traités de commerce n'ont de valeur qu'autant qu'ils sont d'accord avec les désirs et les besoins des parties. Si cet accord cesse, tout l'échafaudage de mesures techniques s'écroule (1). Lorsque deux Etats unissent leur politique, il est difficile de prévoir les cas où cette collaboration s'exercera. Ainsi von Freytag-Loringhoven explique que la visite de Mussolini en Allemagne, en septembre 1937, n'ait point eu pour conséquence la conclusion d'une alliance ni d'un pacte d'amitié. L'amitié et l'alliance n'ont pas besoin d'un acte matériel pour se manifester. La volonté d'agir en com-

(1) VON FREYTAG-LORINGHOVEN. *Vertragsdämmerung*. V. u. V., 1937, p. 413.

mun, de se soutenir militairement et diplomatiquement ne peut être enserrée dans les formes rigides d'un acte diplomatique, C'est parce que cette volonté d'appui est générale et s'étend à tous les domaines où peut s'exercer l'activité de l'Etat, qu'il est impossible de la limiter par avance : ce serait commettre un énorme contre-sens. L'auteur ajoute, avec une nuance d'admiration étonnée, que tel est cependant le résultat de l'entente parfaite et amicale de deux grands peuples. Une telle situation découle naturellement de la communauté d'intérêts, elle s'applique à tous les domaines pour lesquels joue cette identité de vues. C'est là une manifestation d'une saine et naturelle amitié entre deux Nations qui ont pris conscience de leur valeur originale ethnique. Des divergences de vues, des oppositions d'intérêts surgiront sans doute, c'est la loi de la Nature : elles ne pourront détruire cette amitié tant que se maintiendra leur communauté politique, c'est-à-dire aussi longtemps que chaque Etat travaillera à la conservation de son propre *Volkstum*. « Si ce lien essentiel commun disparaissait, alors la liaison italo-allemande disparaîtrait de la même façon naturelle qu'elle s'était formée, sans reproche ni amertume (1) ». L'essence de l'entente est d'être observée aussi longtemps qu'elle est valable. Quant à la durée de sa validité, seule l'observation de la vie, non celle de paragraphes, peut en donner une idée exacte.

Par cette conséquence logique de la nouvelle doctrine nationale-socialiste qui demande la conclusion de traités bilatéraux et le rejet de toute convention collective, l'Allemagne restreint volontairement le nombre des contrac-

(1) VON FREYTAG-LORINGHOVEN. *Op. cit.*, p. 416.

tants possibles avec qui elle peut passer des accords ou préparer des rapprochements. C'est sans doute pour les juristes allemands, en effet, la diminution de la valeur théorique et pratique du traité. Mais on ne peut admettre la conclusion de Freytag-Loringhoven : « Crépuscule des traités à Genève, crépuscule des traités en Europe, crépuscule des traités sur le globe entier. Mais l'Allemagne et l'Italie montrent une voie qui pourra ramener la société des Etats vers les bases d'un ordre naturel (1) ». Il est difficile d'accepter un tel optimisme devant une nouvelle restriction des relations internationales. Dire que les traités politiques ne doivent pas durer par exemple plus de dix ans, car « la solution des conflits sera ainsi évitée par le renouvellement périodique et par la mise au rebut des vieux traités afin de donner plus de précision et de netteté à l'avenir diplomatique » (2), n'implique pas en soi l'idée de relations pacifiques, si l'on admet comme organes de révision les Etats et les Etats seuls, non soumis à des règles de droit précises, sinon à de grands principes métajuridiques dont l'interprétation ne peut que confirmer leur souveraineté absolue.

(1) VON FREYTAG-LORINGHOVEN. *Op. cit.*, p. 518.

(2) RAUCHHAUPT. *Op. cit.*, p. 126.

CHAPITRE VI

De l'organisation de la sécurité collective.

La théorie nationale-socialiste s'élève contre les tentatives faites depuis la guerre pour établir une organisation générale de la sécurité collective, soit en créant une Société des Nations, soit en essayant de parfaire son système par des pactes nouveaux, supplétifs ou complémentaires. On sait que l'Allemagne s'est retirée de la S.D.N. et qu'elle s'est montrée peu disposée à de nouveaux engagements collectifs ; en 1938 elle est encore moins favorable à un retour dans le sein des organisations internationales de l'Europe ; elle affirme la supériorité des relations bilatérales sur toute convention générale collective. Il est intéressant de réunir les critiques que les juristes nationaux-socialistes ont faites des institutions internationales en vue de montrer la conception des juristes du III^e Reich en matière de sécurité collective.

Le National-Socialisme constate d'abord que l'influence, prédominant actuellement encore dans le droit des gens, est l'influence démocratique dont les effets se font sentir constamment depuis la Révolution française. N'admet-on pas partout que la condition préalable de tout ordre international possible est la démocratisation des Etats ? L'organisation générale des peuples n'est conçue que comme la démocratie des démocraties, le parlement

des parlements, Une telle tendance est devenue encore plus évidente depuis la création de la S. D. N.

Wilson croyait à la nécessité pour les peuples d'avoir des gouvernements libres, et il entendait par là des gouvernements démocratiques. C'était d'après lui la condition normale d'une paix durable. La société des Nations qu'il avait le désir de constituer ne devait être composée que d'Etats se gouvernant et s'administrant librement, ce qui n'était possible que sous le régime démocratique, qui était pour lui la forme idéale de l'Etat moderne. Si telles étaient les idées de Wilson, telles étaient aussi celles des hommes d'Etat de l'Entente : leurs discours montrent leur volonté de détruire les Empires des Hohenzollern et des Habsbourg, afin d'y remplacer l'autocratie par la démocratie. L'idée d'une Société des Nations est donc essentiellement une idée démocratique. La démocratie est convaincue de sa mission de libératrice du monde, et c'est pour cela qu'elle doit être considérée comme un fourrier de la révolution. Une réunion d'Etats, ou mieux, peut-être, leur remplacement par une République universelle devrait servir cette liberté ainsi acquise. C'est là l'idée d'universalité qui est à la base de la S. D. N. Elle se marque par une tendance à remplacer les activités souveraines de chaque Etat par une force centrale unique. La force exécutive dévie alors insensiblement des Etats particuliers à la société qu'ils constituent. Le National-Socialisme ne peut l'admettre, car cela suppose un affaiblissement de la notion de souveraineté qu'il considère comme un attribut caractéristique et essentiel de l'Etat, en droit des gens.

Sil'on s'occupe des résultats positifs obtenus par la S. D. N. on constate qu'ils sont minces, par rapport à la grandeur

et à l'immensité de son domaine d'action. Sans doute, les Nationaux-Socialistes ne contestent pas les succès obtenus par les organismes techniques ; mais une collaboration internationale dans le domaine des communications, de l'hygiène, de la répression du trafic de l'opium, de la lutte contre l'esclavage, etc... existait avant 1919. Pour toutes ces activités, une Société des Nations n'est pas nécessaire. On aurait pu se contenter, en les perfectionnant, des systèmes utilisés avant la guerre. Le rôle essentiel de la S. D. N. était de maintenir la paix, d'assurer le désarmement, et ce rôle, elle ne l'a pas rempli (1). Elle n'a pas su apaiser dans son sein les tensions politiques, elle n'a pas pu empêcher les guerres de l'Extrême Orient, de l'Amérique du Sud, la conquête de l'Ethiopie, etc... Elle a été désertée par le Japon, l'Allemagne, l'Italie et d'autres puissances. En vain, dans ses efforts pour codifier le droit international et favoriser la coopération économique, a-t-elle fait succéder commission à commission. Les minorités qui devaient être protégées ne l'ont pas été, et la Pologne a rejeté le contrôle du Conseil. C'est donc un fiasco complet.

Les raisons de cet échec tiennent, pour les juristes nationaux-socialistes, à la nature même de la S. D. N. Institution démocratique, elle a perdu son caractère démocratique pour devenir une simple conférence d'Etats. Elle a alors négligé l'intérêt général pour aider seulement au maintien des intérêts particuliers de certaines Puissances ou de certains groupements de Puissances. Elle a d'abord perdu sa qualité démocratique par le refus des Etats-Unis de faire partie du Conseil, de même que leur non-ratifi-

(1) PAUL BARANDON. *Der Völkerbund*, p. 305. *Handbuch*.

cation du traité de Versailles en faussait l'essence et la portée, mais ensuite et surtout en acceptant au Conseil un Etat non démocratique comme l'Union Soviétique (1). La ruine de la S. D. N. a été consommée avec l'affaiblissement de la pensée libérale et démocratique qui a permis le maintien de l'institution genevoise au profit de politiques impérialistes et son utilisation comme gardienne du traité de Versailles. C'est là, plus qu'ailleurs, qu'il est nécessaire de distinguer la théorie de la pratique, lesquelles, selon Barandon, sont en complet désaccord. On doit se garder d'étudier le Pacte de la S. D. N. *in abstracto*, il faut au contraire avoir toujours présent à l'esprit son rapport étroit avec les traités de 1919, dont il fait partie. C'est aussi ce que rappelle le P^r Georges Scelle en exposant les désirs allemands : « La liaison du Covenant et des traités de paix a eu pour but, dans l'esprit de Woodrow Wilson, d'imprégner tous les traités de sa substance et de les animer de l'esprit des quatorze points dont l'Allemagne se réclame aujourd'hui. Mais il est à craindre que la disjonction réclamée ne signifie pour le gouvernement actuel de l'Allemagne, dont la psychologie est diamétralement opposée aux doctrines démocratiques et libérales de Wilson, tout autre chose. Il s'agit vraisemblablement, d'une part, d'effacer jusqu'au souvenir du *Diktat* et de la discrimination, ce qui constitue une satisfaction d'honneur, et d'autre part d'interdire aux organes de la S. D. N., et en particulier au Conseil, d'intervenir contre toute violation des clauses du traité, désormais aboli dans sa totalité, y compris ses clauses territoriales (2). » En effet, les Nationaux-Socialistes insistent sur le fait que le Pacte main-

(1) GÜRKE. *Volk und Völkerrecht*, p. 91.

(2) G. SCELLE. *Op. cit.*, p. 34.

tient un état de droit, « incompatible avec l'honneur et la justice », qui existe depuis 1919 (1).

Depuis sa création, la S. D. N. repose « sur des fictions dont la faiblesse ne peut se laisser voiler par aucune phraséologie » (2). La première de ces fictions est l'universalité. Une institution dont le but est l'organisation pacifique du monde, qui doit assurer la paix par ses interventions et réduire à l'impuissance tout Etat susceptible de troubler les relations internationales, doit comprendre en son sein toutes les grandes Puissances du monde. Tel était aussi le postulat de Wilson. Il n'a pas été appliqué puisque les Etats-Unis n'ont pas suivi leur Président, et pourtant malgré cet échec initial, la S. D. N. a conservé une mission qu'elle n'était plus en mesure d'assurer. La seconde fiction est celle qui fait reposer le lien entre les membres de la Ligue sur la justice et sur l'honneur. Le Préambule du Pacte déclare en effet que « pour développer la coopération entre les Nations et pour leur garantir la paix et la sûreté, il importe... d'entretenir au grand jour des relations internationales fondées sur la justice et l'honneur ». Pour les Nationaux-Socialistes, une telle formule est issue de la pensée rationaliste : elle serait admissible si l'état de droit qu'elle veut garantir était fondé sur l'équité. Or, le préambule continue : « il importe... de faire régner la justice et d'observer scrupuleusement toutes les obligations des traités dans les rapports mutuels des peuples organisés ». Ainsi les garanties de paix exigent dans le Covenant le maintien du *statu quo* établi par les traités de 1919. Les Puissances victorieuses ont donc fait du Pacte de la S. D. N.

(1) PAUL BARANDON. *Der Völkerbund und das Paktsystem der Nachkriegszeit. D. R.*, 1935, p. III.

(2) PAUL BARANDON. *Der Völkerbund*, p. 306. *Handbuch*.

le moyen de protéger leurs intérêts égoïstes : cela se marque d'ailleurs dans l'évolution politique de l'après-guerre, qui, sous le prétexte de sauvegarder la paix, va développer les systèmes d'alliances.

La première critique reprise par les théoriciens nationaux-socialistes est l'irrégularité « juridique » du traité de Versailles. Ils invoquent de nombreux arguments historiques, politiques et juridiques et font grand cas de la constatation de Fauchille : « La préparation de la paix qui suivit eut lieu dans des conditions un peu particulières. D'ordinaire, les préliminaires de paix sont établis par des délibérations contradictoires entre les Etats ennemis ; lors de la Guerre mondiale, les conditions de la paix furent arrêtées simplement par les Puissances alliées et associées, sans le concours de l'Allemagne ni de ses Alliés. Les circonstances imposaient ce mode de procéder : le nombre considérable des Puissances alliées et associées et la grande quantité des questions à résoudre exigeaient que les Alliés se missent préalablement d'accord. L'accord une fois réalisé, on soumettrait aux adversaires les conditions ainsi fixées. Jusqu'à la dernière guerre, quelle que fût la défaite du vaincu, la paix se négociait avec lui ; en 1918-1919, pour la première fois, revenant aux méthodes de l'Ancienne Rome, les traités de paix furent établis par les vainqueurs et imposés aux vaincus (1). » Le traité de paix n'est donc pas valable en droit, car la violence brutale qui marque sa conclusion et la violation par lui de toute équité et de toute justice en font un *Diktat* (2).

Le système de la S. D. N. élaboré par ce *Diktat* ne

(1) FAUCHILLE. *Traité de Droit International Public*, p. 1033-1034.

(2) FRITZ BERBER. *Der französische Gegenplan*, p. 41. *New Commonwealth Quarterly*, juin 1936.

peut pas donner de bons résultats. Le Covenant affirme sans doute que le *statu quo* pourra être modifié afin d'assurer la paix, puisque l'article 19 déclare : « L'Assemblée peut, de temps à autre, inviter les membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables ainsi que des situations internationales dont le maintien mettrait en péril la paix du monde ». L'article XI n'avait-il pas prévu pour tout membre de la Ligue « le droit, à titre amical, d'appeler l'attention de l'Assemblée ou du Conseil sur toute circonstance de nature à affecter les relations internationales et qui menace par suite de troubler la paix ou la bonne entente entre Nations dont la paix dépend » ? En admettant le principe de la modification possible du *statu quo*, le Pacte n'établit cependant aucun moyen pratique de l'appliquer, et renonce par là à la meilleure méthode qui puisse conserver la paix.

Les Nationaux-Socialistes reprochent surtout au Covenant son système de sanctions : le Pacte accepte la guerre, puisqu'il prévoit une action répressive contre l'Etat qui aura troublé l'ordre international. Le danger consiste précisément dans la non-localisation du conflit, dans son extension, dans le fait que les sanctions vont y entraîner des peuples qui n'y sont pas intéressés (1). De même, Bilinger s'élève contre le principe des sanctions. Il nie la valeur juridique d'une contrainte exercée par un Etat sur un autre Etat, ou par un groupe d'Etats sur un autre groupe d'Etats. Pour les Nationaux-Socialistes, l'Etat étant caractérisé par son indépendance, son honneur et sa souveraineté, c'est négliger délibérément ses caractères essentiels que de le soumettre à des sanctions qui ne masquent, sous des

(1) KARL SCHWENDEMANN. Deutschland und das Kollektivsystem, p. 103. *New Commonwealth Quarterly*, 1935-1936.

dehors désintéressés, que des intérêts politiques (1). Il est d'autre part paradoxal de ne trouver comme moyen d'assurer la paix que la formela plus outrancière de la guerre, puisque les sanctions militaires s'accompagnent de sanctions commerciales, économiques et financières. C'est un aspect moderne de la « guerre totale ». Là réside l'imperfection du droit des gens élaboré depuis la guerre, malgré les espérances qu'il a fait naître chez les Etats « saturés ». Les propositions qui furent faites ultérieurement de lier les Nations entre elles par des pactes d'assistance régionaux, afin de donner une vigueur nouvelle à l'article 16, soulignent bien le caractère antipacifique des sanctions.

Cet article 16 est d'ailleurs à rejeter selon les Nationaux-Socialistes pour des raisons historiques. Les Alliés ont prétendu, en insérant dans le Traité de Versailles l'article 231, que « l'agression allemande » de 1914 les avait contraints à une guerre juste. Tout le système de 1919 repose sur la responsabilité allemande dans les origines de la guerre. C'est un argument que le Führer a critiqué dans son discours du 30 janvier 1937, en effaçant solennellement la signature de l'Allemagne au bas de cet article 321, après s'être d'ailleurs maintes fois exprimé dans ce sens : « Le peuple allemand est convaincu d'avoir maintenu pur et sans tache son honneur militaire dans mille batailles, et de même il ne voit dans le soldat français qu'un adversaire ancien mais glorieux (2) ! »

Une réforme de la S. D. N. n'a aucune chance d'aboutir à un résultat positif, tant qu'elle se limitera au main-

(1) BILFINGER. Sanktionen und Reform des Völkerbundes. *Zeitschrift der Akademie für deutsches Recht*, 1937, p. 321.

(2) HITLER. Discours du 14 octobre 1933.

tien ou au renforcement des sanctions. Ce n'est là le moyen de servir ni la paix ni le droit. Le seul intérêt consiste en la précision des positions politiques. Mais à mesure qu'évolue la situation de l'Europe, « il faudra tôt ou tard répondre à la question : veut-on faire de la S. D. N. un *international War Office*, ou bien doit-elle vraiment montrer le chemin de la paix et du droit (1) ? » La S. D. N. devrait cesser d'être une institution ayant pour raison d'être le maintien des traités de 1919. Elle devrait essayer de s'adapter à l'évolution dynamique des situations juridiques internationales, et se garder de contrarier l'enchaînement des événements politiques mondiaux (2). Selon Freytag-Loringhoven, elle devrait aussi éviter d'utiliser la guerre comme moyen de rétablir ou de préserver la paix ; une réforme utile de la Ligue genevoise devrait effacer les articles 10 et 16, qui sont l'expression d'un formalisme désuet et de l'adhésion au *statu quo* de 1919.

Le Covenant faisant partie des Traités, la Société des Nations est considérée « comme étant d'abord une construction politique » (3). Et la critique de la sécurité collective se poursuit non plus sur le plan théorique mais dans le domaine des faits. On reproche à la France d'avoir, par sa politique extérieure, essayé de tout faire pour maintenir le *statu quo* de Versailles, et par là, d'avoir conservé tous les éléments d'une guerre future. C'est cette politique, par exemple, qui a trouvé son expression dans le Protocole de Genève de 1924. Ce protocole confirme la garantie du statut européen ; ainsi, tout en affirmant une volonté de

(1) BILFINGER. *Op. cit.*, p. 323.

(2) VON FREYTAG-LORINGHOVEN. Reformarbeit im Völkerbund. *V. u. V.*, 1936-1937, p. 587.

(3) VON FREYTAG-LORINGHOVEN. *Die Satzung des Völkerbundes*, 1926, p. 17.

paix, il garde les germes d'un conflit futur. Il est l'expression manifeste de la politique de sécurité française qui s'est exprimée encore dans les Conférences du Désarmement, spécialement dans la Résolution XIV de l'Assemblée de la S. D. N. de 1926. La France expliquait sans doute que la sécurité était la condition préalable du désarmement : une garantie nécessaire de la sécurité était trouvée dans la conclusion d'un pacte défensif, soit régional, soit mondial, qui aurait obligé tous les Etats signataires à une aide immédiate à l'Etat attaqué, et cela d'après un plan fixé d'avance. C'était, sous une forme plus ou moins détournée, l'acceptation implicite, exigée des futurs contractants, de reconnaître l'ordre établi.

Le désarmement général, prévu par l'article 8 du Pacte comme une obligation pour tous les Membres, serait devenu, selon les propositions françaises qui créaient un système collectif en rapport avec l'article 16, un moyen de renforcer le système des sanctions. L'Allemagne nationale-socialiste ne pouvait admettre les arguments français. La France ne prétendait-elle pas qu'aucun Etat ne peut renoncer à une partie de ses armements s'il n'a d'abord la sécurité de pouvoir compter sur l'aide de la communauté des Etats en cas d'agression ! C'était là le système des sanctions de l'article 16, la demande d'une Confédération d'action répressive contre quiconque voudrait troubler la paix. Pour les Allemands, le désarmement quantitatif ou qualitatif n'impliquait en soi aucune diminution de la sécurité, puisqu'un tel désarmement devait être universel, donc s'appliquer à tous les Etats. Tout accord sur la diminution ou la limitation des armements ne mettait nullement en danger la sécurité de chacun des Etats, puisqu'il abaissait partout proportionnellement le

niveau des armements. Or, qu'est-ce qui détermine la sécurité des Puissances ? Ce n'est pas la valeur absolue de ses armements, mais bien leur valeur relative.

La France prétendait identifier sécurité et droit. Certes, vouloir remplacer dans la vie des peuples l'hégémonie de la force par celle du droit est une entreprise louable, et sur ce point les théoriciens nationaux-socialistes sont d'accord. Mais si un tel effort n'est possible que par l'aide d'une autorité super-étatique, en possession des moyens nécessaires pour empêcher ou réprimer toute violation du droit et en demander réparation à l'Etat coupable, il n'est plus accepté par le III^e Reich. Suivant les conceptions françaises, l'autorité internationale devait être forte militairement et disposer d'une sorte de troupe de police. Mais, même lorsque les Nationaux-Socialistes semblent donner leur approbation, leurs vues diffèrent de celles des représentants des Puissances démocratiques. Tout dépend, en effet, de ce que l'on appelle droit. Le droit n'est pas, pour eux, une science abstraite, formelle, qui s'est exprimée dans les traités de 1919 : une telle conception qui viole l'équité et l'honneur des contractants et nie systématiquement les besoins vitaux ne peut être admise (1). Le droit doit être compris comme l'expression de la justice mentionnée dans le Préambule du Covenant ou comme un moyen pour parvenir à la faire dominer dans les relations inter-étatiques. Certes, on ne rejette pas brutalement le principe du respect des traités, mais on sait que « l'équité exige qu'un état de droit créé ne soit pas prolongé éternellement » (2), lorsqu'il ne correspond plus aux rapports existant entre

(1) KARL SCHWENDEMANN. *Abrüstung und Gleichberechtigung*. V. u. V., 1934-1935, p. 106.

(2) ID., *ibid.*, p. 108.

les conceptions nouvelles que l'on a du peuple, de ses relations avec les autres nations, au point de vue économique, social et politique. Le Covenant, les pactes qui le complètent et notamment le Protocole de Genève ont comme caractéristique en premier lieu d'admettre que les méthodes juridiques sont capables d'apaiser les conflits entre Etats, et ensuite de croire en la force organisée comme moyen d'application du droit des gens dans l'ordre inter-étatique, le tout complété par la foi en l'identité du droit et du statut territorial tel que l'ont élaboré les traités de 1919. Le Protocole de Genève est notamment l'expression la plus nette de la politique française, qui est celle « d'un Etat saturé, soucieux de conserver ses biens et sa suprématie, et tout à fait impropre à régler les problèmes imposés par le dynamisme dans la vie juridique internationale » (1).

C'est en voyant l'inutilité de ses critiques, le peu de cas que l'on faisait de ses plaintes et de ses doléances, le peu d'intérêt que l'on marquait devant ses arguments et ses thèses juridiques que l'Allemagne a délibérément quitté la S. D. N. qui, en se faisant le garant de Versailles, maintenait l'inégalité juridique et empêchait par là toute modification indispensable de la situation internationale. Hitler s'expliquait ainsi dans son discours du 14 octobre 1933 : « Les gouvernements allemands précédents sont entrés dans la S. D. N. pleins de confiance, dans l'espérance d'y trouver un forum à l'effet d'obtenir un juste équilibre des intérêts des peuples, et la réconciliation sincère avec l'ancien adversaire... Comme nous constatons, d'après les déclarations des représentants officiels des

(1) BERBER. *Sicherheit und Gerechtigkeit*, p. 87.

grandes Puissances, qu'on ne songe pas encore à accorder à l'Allemagne une véritable égalité des droits, il n'est pas possible à cette Allemagne de continuer à coopérer avec d'autres Nations dans une situation si indigne d'elle. » La déclaration de Genève des cinq Puissances, le 11 décembre 1932, avait sans doute reconnu l'égalité des droits pour l'Allemagne, dans le cadre d'un système de sécurité générale, et cela avait permis le retour de l'Allemagne aux travaux de la Conférence du Désarmement. « Mais la poursuite des travaux avait été décevante. On avait sans doute reconnu théoriquement la *Gleichberechtigung* de l'Allemagne, mais on hésitait à en tirer les conséquences pratiques. On faisait des réserves, surtout depuis que Hitler avait pris le pouvoir. On demandait un certain délai d'essai pour réaliser cette égalité de droits. C'est pourquoi, il ne restait au gouvernement national d'Adolf Hitler qu'à tirer lui-même la conclusion de la situation (1). » La conséquence fut le retrait de l'Allemagne de la S. D. N. Or, sa situation de puissance désarmée dans une Europe en état de paix armée créait un danger pour la paix elle-même. C'est ce qu'exprimait Rudolf Hess, lieutenant du Führer : « L'impuissance militaire d'un peuple n'excite que trop souvent chez les armées étrangères l'envie de risquer une « promenade ». Cette impuissance militaire d'un peuple au milieu d'autres fortement armés ne peut que susciter chez des hommes ambitieux le désir de conquérir des lauriers à bon compte, et chez les gouvernements celui de donner le change à leur propre peuple en se lançant dans la périlleuse aventure d'une guerre étrangère. » Il ne faisait là que commenter les paroles du Dr Goebbels, qui, en sep-

(1) FRIEDRICH GRIMM. *Wir sind im Recht*, p. 22. Schriften der deutschen Hochschule für Politik.

tembre 1933, tint à Genève, devant les représentants de la presse mondiale, un discours justifiant les exigences du Reich en matière d'égalité de droits : « Il n'est de l'intérêt d'aucun peuple que l'on traite plus longtemps l'Allemagne en puissance de second rang, ni qu'elle demeure privée de tout pouvoir de défense militaire, ce qui est cependant indispensable au maintien de sa sécurité nationale. En conclure à sa volonté de guerre, tandis qu'ailleurs on arme au contraire partout au lieu de désarmer, est décourageant et dénote une singulière étroitesse d'esprit... Puissent tous les hommes de bonne volonté s'unir dans le généreux dessein d'apaiser les inquiétudes des peuples et de servir le bien général. Quant à l'Allemagne, elle est prête à collaborer loyalement à la paix de l'Europe ! » Ce discours fut d'ailleurs le dernier avertissement du gouvernement national-socialiste à la S. D. N. avant de quitter la Ligue.

Quelle devait être en effet l'attitude de l'Allemagne nationale-socialiste devant le problème de la sécurité collective ? Elle était motivée d'abord par le fait que, contrairement aux dispositions prévues par le Pacte, l'Allemagne avait été désarmée et restait seule à l'être, ensuite par l'insécurité résultant pour elle de sa situation géographique, qui la rendait voisine d'au moins neuf Etats différents. Son désarmement unilatéral et sa position géographique lui avaient déjà interdit de participer à tout système d'appui militaire réciproque ou d'action commune de police internationale, par application de l'article 16. L'Allemagne l'avait clairement exposé dès son entrée à la S. D. N., et dans l'annexe F du Pacte de Locarno (1) : « La délégation allemande a

(1) BERBER. *Locarno, eine Dokumentensammlung*, p. 62.

demandé certains éclaircissements au sujet de l'article 16 du Pacte de la S. D. N. Nous ne sommes pas compétents pour parler au nom de la S. D. N. Nous n'hésitons pas cependant à vous faire part, après les délibérations tenues déjà dans l'Assemblée et dans les commissions de la S. D. N., et après les explications échangées entre nous, de l'interprétation que nous donnons de notre côté à l'art. 16. D'après cette interprétation, les obligations qui découlent, pour les membres de la Ligue, de cet article doivent être comprises en ce sens que chacun des Etats-membres est tenu d'apporter une collaboration loyale et efficace, pour faire observer le Pacte, pour s'opposer à toute action agressive, dans une mesure correspondant à sa situation militaire et à sa position géographique. » D'autre part, le fait que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes avait été violé au détriment de l'Allemagne, en 1919, devait l'amener à ne vouloir participer à aucune action pouvant aider au maintien du *statu quo* de Versailles.

Sécurité collective signifie, en effet, lutte contre les causes possibles de guerre. Or, une telle sécurité n'est pas le privilège d'un Etat ni d'un groupe d'Etats. Elle n'est pas davantage la préparation de la guerre collective contre toute tentative de modification du *statu quo*. Elle doit, au contraire, avoir pour principe le rejet de ce *statu quo* si son maintien constitue un danger pour la paix, en menaçant les intérêts vitaux des peuples de la communauté européenne (1). L'Allemagne n'a pu faire triompher sa thèse ni obtenir une application pratique des articles 11 et 19 du Covenant ; elle s'est retirée de Genève et a légitimé, aux yeux des Nationaux-Socialistes, le droit qu'elle s'est

(1) KARL SCHWENDEMANN. *Op. cit.*, p. III.

arrogé de prendre elle-même les mesures nécessaires à sa sécurité, puisque Genève les lui refusait ; en établissant sa propre sécurité, elle détruisait un élément de l'insécurité du monde européen, et c'était pour elle un argument d'importance en sa faveur. Cela n'empêche pas, depuis que l'Allemagne a repris son indépendance, le problème de la sécurité collective de subsister. Cette question a été traitée par Hitler dans son discours du 21 mai 1935 dans lequel il exposait un programme en treize points dont le quatrième s'énonçait ainsi : « Le Gouvernement allemand est tout prêt à prendre part à un système de coopération collective afin d'assurer la paix européenne. Mais il estime nécessaire de se soumettre à la loi de l'évolution éternelle, par le procédé des révisions conciliantes des traités. Il voit, dans la possibilité d'une réglementation du développement dynamique des traités, dans l'acceptation de toutes les modifications nécessaires, un moyen de prévenir les explosions futures. » Et dans le cours de son exposé, le Führer met en valeur les dangers de la politique de la sécurité collective de l'après-guerre, en prenant comme exemple les pactes d'assistance franco-soviétique et tchéco-soviétique, « deux alliances militaires dirigées contre l'Allemagne sous le couvert de la phraséologie genevoise » (1). C'était aller à l'encontre du sens et de l'objet du système de la paix collective, puisque des Etats à l'intérieur de l'organisation internationale passaient entre eux des alliances militaires, des pactes d'assistance ou des conventions défensives... Comme de tels accords étaient nécessairement dirigés contre un ou plusieurs Etats tiers, ils ne pouvaient être compatibles avec l'esprit dit pacifique du système.

(1) K. SCHWENDEMANN. *Op. cit.*, p. 113.

Pour l'Allemagne, la paix n'est pas indivisible. La conception contraire est dangereuse et peut aboutir à la préparation voulue ou inconsciente d'une guerre future. Elle justifie la conclusion d'alliances militaires qui contredisent à l'esprit du Covenant. Et Hitler, dans son discours, de poursuivre : « Je ne pense pas qu'il soit possible à l'Europe de subir une seconde catastrophe sans en éprouver le plus formidable ébranlement. Une telle catastrophe pourrait se produire d'autant plus aisément qu'un réseau d'obligations multiples et variées rendrait plus difficile la localisation de petits conflits éventuels, et accroîtrait, par contre, pour de nombreux Etats ou groupements d'Etats le danger d'y être entraînés. Par là encore, nous pensons mieux servir la cause de la paix, car le sentiment de la responsabilité, sentiment nécessaire à chaque Etat, ne peut qu'être accentué si cet Etat ne sait pas d'avance qu'il sera soutenu dans un conflit par de puissantes alliances militaires. » Il n'y a pour l'Allemagne, nous l'avons constaté chemin faisant, aucune garantie pacifique dans la conclusion de pactes collectifs. Selon l'expression du ministre von Ribbentrop, « indivisibilité de la paix » et « sécurité collective » ne signifient, hélas ! que « indivisibilité de la guerre » et « insécurité collective ».

En conclusion de toutes ces critiques, le National-Socialisme aboutit à la constatation pessimiste qu'une institution inter-étatique ou qu'une organisation internationale des peuples n'est pas encore possible. Elle ne sera pas réalisable tant que subsistera « l'injustice des traités de paix, véritable obstacle à une paix européenne (1) ». On

(1) VON FREYTAG-LORINGHOVEN. Reform des Völkerbundes. V. u. V., 1936-1937, p. 236.

pourra sans doute conclure des ententes particulières, régler des questions pratiques. La paix ne sera jamais que provisoire. La seule voie pacifique est celle qu'ouvre le plan de paix allemand du 7 mars 1936. La Société des Nations pourrait être utile, si elle se bornait au rôle de médiateur, d'intermédiaire, si elle se cantonnait dans un effort pour assurer le bien-être économique et culturel de l'humanité. Dans cette direction, elle ne trouverait aucun obstacle à l'universalité à laquelle elle aspire (1). Mais elle doit limiter son rôle politique à l'aplanissement des difficultés par ses conseils. Elle doit renoncer à inféoder ses membres dans un système juridique dangereux pour la paix internationale en sa généralité même, en sa rigidité et son fondement sur le traité de Versailles. Elle doit, au contraire, recommander aux Etats de chercher d'abord des rapprochements de voisin à voisin, dans une volonté réciproque de paix loyale, dans le respect de l'honneur mutuel. Elle doit favoriser la conclusion de « pactes de non-agression qui sont les véritables procédés susceptibles d'assurer le monde contre de nouvelles tempêtes et de nouvelles catastrophes » (2). Ce serait demander une refonte fondamentale, non seulement de la Société des Nations, de son Pacte et de sa doctrine, mais encore une réforme essentielle de l'esprit international, qui constituerait la meilleure garantie de la sécurité collective.

(1) VON FREYTAG-LORINGHOVEN. Reformarbeit im Völkerbunde. *V. u. V.*, 1936-1937, p. 587.

(2) VON FREYTAG-LORINGHOVEN. Reform des Völkerbundes. *V. u. V.* 1936-1937, p. 239.

CHAPITRE VII

Du problème des minorités.

CRITIQUE DE LA PROTECTION DES MINORITÉS SELON LE DROIT INTERNATIONAL POSITIF.

Le problème des minorités est en soi un problème ancien. Au cours du ^{xix}^e siècle, les nationalités de l'Europe centrale ont donné souvent par leur agitation l'occasion d'étudier ces questions. Il s'agit de régler la situation juridique des différents groupes sociaux d'un Etat, groupes se différenciant les uns des autres soit par la race, soit par la langue, soit par la religion. Sans doute la conduite politique d'un Etat est rendue plus facile, si elle régit une population homogène ; elle est, par contre, fort délicate dans les Etats de l'Europe centrale où règne un étonnant mélange de populations.

Le droit des minorités, appelé aussi droit des nationalités — et c'est là pour les auteurs nationaux-socialistes une expression préférable — provient principalement des préceptes contenus dans les traités de 1919 et ceux des années suivantes. Le traité-type de protection des minorités est celui passé par les Puissances alliées et associées avec la Pologne, le 28 juin 1919, qui fut d'ailleurs reproduit dans ses clauses essentielles par les traités concernant la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Yougoslavie et la Grèce. Le droit des minorités a également sa source dans les déclarations faites spontanément devant le Con-

seil de la S. D. N. par l'Albanie, l'Esthonie, la Lettonie, la Lithuanie, la Finlande, l'Irak qui constataient des obligations identiques à celles des Etats précédents, ainsi que dans les traités de paix de Saint-Germain concernant l'Autriche, de Trianon concernant la Hongrie, de Neuilly concernant la Bulgarie et de Sèvres puis de Lausanne passés avec la Turquie. La protection ainsi constituée réside dans l'acceptation de toute une série de principes de droit insérés dans les Constitutions des Etats intéressés. Certains de ces principes, relatifs aux droits de l'homme et du citoyen, concernent tous les sujets de l'Etat, sans distinction de naissance, de nationalité, de langue, de religion, et garantissent la protection de la vie, de la liberté et de l'exercice des cultes. Les autres énoncent des règles multiples sur la détermination de la nationalité : ils garantissent à tous les ressortissants les mêmes droits à l'accès des fonctions publiques, les mêmes droits économiques, les mêmes privilèges religieux, la liberté d'opinion et de réunion. D'autres réglementations s'occupent des écoles minoritaires, de l'entretien et de la création d'œuvres sociales d'assistance.

Les juristes nationaux-socialistes font la critique de toute cette organisation. Pour eux, sa faiblesse, son défaut proviennent de ce qu'elle veut s'occuper des droits vitaux et culturels de groupes ethniques, en utilisant les moyens coutumiers aux démocraties. Cette méthode est déjà nettement marquée par l'emploi du terme de « minorité » (*Minderheit*), que le National-Socialisme remplace par celui de « groupe ethnique » (*Volksgruppe*). Parler de minorité, c'est méconnaître l'unité qui caractérise le groupe ethnique (1) ; c'est déjà là un essai d'assimilation du bloc

(1) GÜRKE. *Grundzüge des Völkerrechts*, p. 48.

minoritaire par le bloc majoritaire. La même opinion s'exprime chez presque tous les auteurs qui traitent de ces questions. Walz déclare que diviser la population d'un Etat donné en minorités et en majorité, est faire de la différence existant entre les races une simple question de chiffres. La minorité se définit alors non en elle-même, mais par rapport à la totalité de l'Etat; elle n'est pas considérée comme ayant une valeur propre (1). Si l'on étudie les minorités, il ne faut pas faire seulement attention à la quantité de population qu'elle représente, mais à sa qualité, à son *standing* social. C'est ce qu'expose Lehmann en prenant comme exemple théorique un pays imaginaire où vivrait un million d'êtres humains, formant une population de pêcheurs et de chasseurs misérables. Il suppose ensuite que cent mille immigrants d'une race plus développée prennent possession du pays en s'y installant pacifiquement. Leur civilisation plus avancée modifie la vie de la population primitive, rehausse le niveau de sa culture. Cet accroissement de population du dixième apporte aux dix dixièmes précédents un bien-être inconnu, des aspirations et des besoins nouveaux. « Qui sera assez injuste pour soutenir que le pays continue d'appartenir aux premiers occupants ? Cela montrerait à quelles conclusions fausses et dangereuses peut conduire le libéralisme (2) ! »

C'est ce qu'exprimait tout de suite après la guerre Moeller van den Bruck, qui justifiait ainsi les exigences des peuples jeunes : « L'homme qui crée la vie compte bien da-

(1) WALZ. *Minderheiten oder Volksgruppenrecht*, V.u.V., 1936-1937, p. 594.

(2) KURT LEHMANN. *National-Sozialismus und Minderheitenpolitik*, D. R., 1934, p. 209.

vantage que celui qui se contente d'accepter cette existence et dont l'activité se borne à cultiver, manger puis mourir. La paix mondiale doit-elle apporter, pour récompense, aux hommes qui ont donné leur sang pour le bonheur de leur pays, la suppression de leurs droits (1) ? »

Si la minorité n'est conçue que par rapport à la majorité ethnique de l'Etat, sa protection ne va se concevoir que comme une gêne, une limitation de souveraineté, donc comme une institution indésirable, qu'il faudra s'efforcer de rejeter. Le droit de protection est rendu encore plus gênant par l'interprétation qu'en donnent les Juifs de l'Est de l'Europe et qui consiste à en faire le point de départ d'une émancipation. C'est là, pour les Nationaux-Socialistes, un argument de poids : Wilson n'aurait-il pas déclaré, selon Gürke, que la protection des minorités aurait été instaurée surtout sur les instances des Juifs ? Or, pour l'Allemagne moderne, les Juifs constituent un groupe social totalement différent de ceux que peuvent constituer les nationalités de l'Europe. La question juive ne peut pas être réglée de la façon dont on règle la situation d'une minorité ethnique. Les Juifs diffèrent aussi bien des Allemands que des autres races qui peuplent l'Europe. Ils sont étrangers aux populations européennes par leurs mœurs et leur culture. Ils forment un groupe racial à part, avec des conceptions culturelles, des visées politiques originales (2). S'ils ne doivent pas être dépourvus de droits, ceux qu'on leur accordera seront soigneusement limités à leur propre communauté. A l'intérieur du groupe ethnique qu'ils forment, leur activité sera libre, à condition bien entendu qu'elle ne porte pas atteinte aux droits impres-

(1) MOELLER VAN DEN BRUCK. *Das Recht der jungen Völker*, p. 84.

(2) GÜRKE, *Op. cit.*, p. 51.

criptibles du peuple qui leur offre l'hospitalité. Le *Volkstum* allemand doit être à l'abri de toute influence étrangère à sa race, aussi bien corporellement qu'intellectuellement. C'est pourquoi les lois fondamentales du III^e Reich sur la protection du sang et de l'honneur allemands du 15 septembre 1935, les lois sur le service militaire et sur le service du travail, les lois sur l'organisation du statut des fonctionnaires prévoient les relations autorisées entre les Juifs et les Allemands, et permettent aux Juifs de conserver l'originalité de leur race à l'intérieur d'organisations culturelles, sociales ou artistiques et de maintenir leur culture par des écoles israélites.

Si les Nationaux-Socialistes critiquent la protection des minorités en se plaçant sur le terrain théorique, ils la critiquent aussi vivement dans ses applications pratiques. C'est au Conseil de la S. D. N. sans doute qu'est dévolue cette protection, c'est à lui de veiller à l'exécution des traités. Mais les groupes ethniques défavorisés, sans droit, ont perdu peu à peu tout espoir d'aboutir à des résultats efficaces. Ils ont alors pris à témoin de nombreuses associations juridiques internationales. Là encore les déclarations véhémentes du Congrès des Nationalités tenu à Genève, de l'Union interparlementaire, des Associations pour la Société des Nations, de l'International Law Association furent des avertissements donnés en vain. Puis la Pologne, à l'Assemblée de la S. D. N. du 13 mars 1934, déclara rejeter unilatéralement toute reconnaissance de la protection internationale des minorités, si les mêmes obligations n'étaient pas imposées à tous les Etats ; comme une telle solution ne pouvait être obtenue, elle déclarait ne plus se soumettre au Conseil pour les questions touchant ses propres minorités. Le Reich et le peuple allemand ne peu-

vent donc plus se contenter du droit actuel et ils en réclament la modification.

CONCEPTION NATIONALE-SOCIALISTE DE LA PROTECTION DES GROUPE ETHNIQUES.

Les théoriciens nationaux-socialistes basent leurs revendications sur les principes déjà énoncés de la valeur du *Volkstum* et du devoir de l'Etat de tout mettre en œuvre pour le protéger. Or, on l'a déjà remarqué, la notion de *Volkstum* ne correspond pas à celle d'Etat mais déborde des frontières étatiques. L'Etat a le devoir de conserver l'originalité de son peuple ; il ne doit pas l'opprimer sous une autorité brutale, puisqu'il n'est qu'un moyen, qu'un instrument du bonheur du *Volkstum*. D'après le National-Socialisme, le peuple représentant aussi la source du droit, l'Etat doit « honorer avec la même ferveur la *Volksgemeinschaft* ; une véritable protection des *Volksgruppen* est le moyen le plus efficace pour sauvegarder la paix » (1). Comme tout droit a son origine dans la race, toute atteinte aux droits ethniques peut être la source de graves difficultés internationales. De son fondement sur le *Volk*, le National-Socialisme déduit que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est qu'un procédé technique pour définir les limites de souveraineté d'un Etat. Il est de plus un procédé pacifique s'il est appliqué avec une stricte impartialité. Il ne doit pas être interprété ni appliqué selon la pensée libérale du xix^e siècle et du début du xx^e, pour qui l'Etat était le phénomène essentiel, le *Volk*, un phé-

(1) VON SETHE. Zur Frage der Rechtsverbindlichkeit des polnischen Minderheitenvertrages, dans *Völkerrecht und Völkerbund*, 1936-1937, p. 557.

nomène subséquent ou une simple donnée sociologique. Ce droit (*Selbstbestimmungsrecht*) a bien son origine dans les doctrines libérales. « A part le fait qu'il n'a jamais été pris au sérieux par ses créateurs qu'autant qu'il leur était favorable, il n'a jamais eu le sens de donner aux peuples le droit d'organiser leur vie à leur façon (1). » Il a servi à décider de la majorité ethnique d'une population d'un pays donné. On ne peut y voir un droit de la *Volksge-meinschaft* ; il a simplement aidé à préciser à quel Etat un territoire devait appartenir, d'après la quantité d'habitants d'une race déterminée. L'époque du libéralisme, pour qui le peuple n'est que la somme de tous les ressortissants de l'Etat, est révolue ; c'est elle qui avait permis aux Juifs l'acquisition si facile de la citoyenneté. L'appartenance à un peuple est un phénomène naturel, indépendant de tout système juridique ou politique plus ou moins artificiel : il n'appartient pas aux individus d'en décider arbitrairement, volontairement. Le nationalisme du xxe siècle n'exige pas le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le *Selbstbestimmungsrecht*. C'est du passé révolu. « Il lutte au contraire pour obtenir l'inviolabilité du droit à la conservation de l'originalité ethnique des peuples, pour le *Selbstseinrecht*, sans rapport avec leur répartition étatique (2). »

La communauté ethnique est, pour les Nationaux-Socialistes, la source de toute évolution spirituelle, culturelle ou économique. Il leur faut donc exiger la reconnaissance par les Etats étrangers des groupes ethniques qu'ils

(1) HANS K. E. L. KELLER. Nationalismus und Etatismus, dans *Zeitschrift für Geopolitik*, cahier n° 2, février 1938, p. 123.

(2) HANS KELLER, *op. cit.*, p. 123.

ont sous leur souveraineté, mais qui sont de race germanique, qui font partie du *Deutschtum*. Ce n'est ni une humanité abstraite ni des individus isolés qui sont les sujets du droit des gens, mais bien les peuples organisés en Etats. Alors que la conception du droit international du XIX^e siècle posait en principe la primauté de l'Etat, la théorie nationale-socialiste exige que « là où un groupe ethnique a été arraché de la race-souche pour être soumis à une organisation étatique étrangère, il soit reconnu comme une unité juridique ayant droit à l'autonomie culturelle » (1). La réglementation minoritaire de l'après-guerre s'est montrée insuffisante, en raison même de son origine idéologique.

Une doctrine juridique qui pose en principe que certains citoyens ne subiront pas un traitement plus défavorable que d'autres, en raison de leur appartenance à un groupe ethnique différent de celui des ressortissants du *Volk* majoritaire, montre qu'elle conçoit la minorité comme un phénomène négatif et indésirable qu'il faut essayer d'extirper de la réalité par l'assimilation. Le droit des minorités se présente sous l'aspect d'une « fonction de défense de l'Etat » (2). A son arrière-plan règne l'idéologie démocratique de l'égalité des citoyens. Prendre comme principe qu'une personne en raison de son appartenance à une autre race, à une autre religion ou parce qu'elle parle une autre langue, ne peut être défavorisée en droit, c'est supposer l'existence d'un juge parfait, capable de tenir la balance égale entre les parties. Une telle théorie ne consi-

(1) WALZ. National-Sozialismus und Völkerrecht. V. u. V., 1935-1936, p. 475.

(2) WALZ. Minderheiten oder Volksgruppenrecht ? p. 596.

dère que l'individu, et il n'est pas étonnant qu'elle refuse l'autonomie qu'exige la doctrine nationale-socialiste.

On a souvent dit que le National-Socialisme, dans sa lutte pour les minorités, méconnaissait le caractère national de l'Etat et voulait aboutir à former un Etat « a-national ». C'est qu'il apporte, dans la discussion, de nouveaux éléments. Reposant sur le principe de la valeur raciale, il voit d'abord la nécessité de maintenir l'existence et l'unité du groupe ethnique. C'est pourquoi il admet l'utilité des relations culturelles avec les autres Etats, et réclame les mêmes relations pour le *Volksgruppe* avec le *Volkstum*-souche auquel il appartient. Il repousse toute idée d'assimilation. Il réclame la justice et l'équité pour les différentes communautés ethniques, et d'abord leur reconnaissance en tant que groupes originaux. A ce point de vue, il critique la protection instituée par les traités bilatéraux de protection des minorités qui refusent aux groupes ethniques la qualification de sujets de droit, et ne contiennent pas de garanties suffisantes ; « ils considèrent les conflits minoritaires comme des conflits d'Etat à Etat et les minorités n'ont même pas la possibilité d'exiger l'observation scrupuleuse des règles contenues dans ces traités (1). »

La politique du gouvernement national-socialiste s'adresse à tous les Allemands, donc à ceux qui sont réunis dans les frontières politiques de l'Allemagne et à ceux qui vivent sur le sol d'Etats étrangers. Elle proclame sans doute que « tout impérialisme qui se manifeste par l'envie d'acquérir des territoires ou des gains matériels » lui est

(1) WERNER HASSELBLATT. Das Schulrecht in der bilateralen Minderheitenverträge. V. u. V., 1935-1936, p. 418.

étranger. Mais l'Allemagne sent plus que jamais le lien qui l'attache à tous les Allemands vivant hors de ses frontières. Le National-Socialisme a rejeté la politique de la nationalisation forcée des groupes ethniques étrangers ; Hitler l'a maintes fois souligné à l'attention du monde : « Plus les frontières ethniques se rapprocheront des frontières étatiques, et plus on évitera de conflits dans l'avenir »... mais « nous ne connaissons plus l'idée de germanisation... Nous considérons les nations européennes comme des phénomènes donnés (1) ! » Il expose aussi ses exigences pour les frères allemands de l'extérieur : « Un état de guerre permanent peut sembler utile à des intérêts économiques ou politiques ; mais pour le peuple, il ne procure que de la souffrance, il n'apporte que le malheur. Il n'est pas nécessaire non plus que l'on maltraite ou que l'on fasse souffrir des êtres qui ont été arrachés à leur souche ethnique... Car le National-Socialisme considère l'incorporation forcée d'un peuple dans un autre comme une fin qui n'est nullement à souhaiter en politique, mais bien plutôt comme un événement capable de détruire l'unité interne, donc la valeur du *Volk*. Notre doctrine rejette l'idée d'une assimilation nationale. Elle écarte la croyance d'une germanisation. Ce n'est ni notre désir ni notre intention d'enlever à des groupes ethniques étrangers leur culture ou leur langue pour les remplacer par des éléments allemands (2) ! » Le Führer marque encore son intérêt pour les « Allemands liés au Reich par leur lutte pour le maintien de la culture, de la langue et des mœurs allemandes ». « Le Gouvernement national est décidé, par tous les moyens qui sont à sa disposition, à protéger les droits

(1) HITLER. Discours du 17 mai 1935.

(2) ID., Discours du 21 mai 1935.

qui ont été internationalement garantis aux minorités allemandes (1). »

Le National-Socialisme rejette donc tout compromis qui aurait abouti à un mélange de peuples par le croisement du sang allemand avec du sang étranger. Telle était la thèse proposée par Schiemann (2), qui acceptait qu'on pût créer un Etat sans distinguer les questions de race et de nationalité de ses citoyens. Pour les juristes nationaux-socialistes, c'était là méconnaître le fait qu'une communauté de sentiment, indispensable pour constituer un Etat, ne peut exister sans une communauté intellectuelle qui elle-même a pour condition préalable une identité de race. « Seule une vie en commun de plus de mille ans, un contact étroit dans une existence côte à côte, une communauté de culture et de langage, une communion dans le sang peut composer un groupe racial défini, et on ne peut admettre le mélange des races qu'à condition qu'elles soient apparentées entre elles, comme les races nordique, dinarique... qui ont servi à composer le type aryen (3). » Seules, des races semblables ou apparentées peuvent se mélanger avec profit. Un métissage de races étrangères entre elles aboutirait, au contraire, en nivelant les peuples à en abaisser le niveau moyen, et à détruire leur valeur (4).

L'organisation de la protection des minorités nationales trouve son principe dans les traités et dans le programme de Wilson, selon lequel les Parties contractantes se déclaraient d'accord pour « affirmer qu'aucune entrave ne devait intervenir dans le libre exercice de toute croyance,

(1) HITLER. Discours du 23 mars 1933.

(2) SCHIEMANN. *Nation und Staat*, 5^e année, p. 809.

(3) K. LEHMANN. *Op. cit.*, p. 211.

(4) HITLER. *Mein Kampf*, p. 437.

religion ou opinion, dont la pratique ne serait pas inconciliable avec l'ordre public et les bonnes mœurs. Sous la juridiction des Puissances contractantes, nul ne sera troublé dans sa vie, sa liberté ou sa poursuite du bonheur ». Wilson attachait une grande importance au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui fut reconnu par l'Armistice et le traité de Versailles : en réalité, ce droit a été mal utilisé. On a abouti à une modification des Etats de l'Europe, on n'a pas fait cesser les pressions gouvernementales. « On était moins occupé à faire triompher le droit des gens qu'à reformer une nouvelle carte de l'Europe, répondant à des aspirations politiques impérialistes. L'Entente a fait la guerre, sous le couvert des droits de l'homme et du citoyen ; mais elle a nié le droit des gens dès que les jeunes peuples en ont demandé l'application (1) ! » C'est ainsi que la violation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes s'est manifestée dans la création des nouveaux Etats de Pologne et de Tchécoslovaquie.

Le 10^e point énoncé par le président Wilson posait en principe que l'on donnât aux peuples d'Autriche-Hongrie la plus grande facilité pour le développement de leur autonomie (2). Dans son discours du 8 janvier 1918, il considérait l'existence de l'Autriche-Hongrie comme fort utile ; c'est l'opinion qu'avait déjà exprimée Bismarck, lorsque après Nikolsbourg il adjurait le roi de Prusse victorieux de se garder d'ébranler la Double Monarchie. Cependant les traités de paix consacrèrent l'effondrement

(1) MOELLER VAN DEN BRUCK. *Op. cit.*, p. 9.

(2) The peoples of Austria-Hungary, whose place among the nations we wish to see safeguarded and assured, should be accorded the freest opportunity of autonomous development.

de l'Empire austro-hongrois. La situation s'était transformée ; après les reconnaissances des aspirations tchécoslovaques et yougoslaves, le secrétaire d'Etat Lansing, dans sa réponse à la note autrichienne demandant l'armistice, la jugeait ainsi, le 18 octobre 1918 : « Le Président n'a plus la possibilité d'accepter comme base de la paix une simple « autonomie » de ces peuples ; mais il doit insister sur le point que ce sont eux, et non pas lui, qui doivent être les juges de déterminer quelle action du gouvernement austro-hongrois pourra satisfaire leurs aspirations et la conception qu'ils ont de leurs droits et de leur destin en tant que membres de la famille des nations (1). » La voie était ainsi libre pour la décomposition de l'Autriche-Hongrie. Les principes généraux du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes devaient avoir toute leur valeur pour les populations membres de la Monarchie des Habsbourg. Le président Wilson n'avait-il pas dit dans un discours du 11 février 1918 que « les peuples et les provinces n'ont pas à être troqués de souveraineté à souveraineté, comme s'ils n'étaient que de simples biens ou de simples pions d'échec » (2). Dans le discours du 4 juillet 1918, il expliquait que « le règlement de toute question, qu'il s'agisse de territoires, de souveraineté, d'arrangement économique ou d'équilibre politique devait être fondé sur

(1) The President is therefore no longer at liberty to accept a mere « autonomy » of these peoples as a basis of peace, but is obliged to insist that they, and not he, shall be the judges of what action on the part of the Austrian-Hungarian Government will satisfy their aspirations and their conception of their rights and destiny as members of the family of nations.

(2) ...peoples and provinces are no to be bartered about from sovereignty to sovereignty as if they were mere chattles and pawns in a game.

l'acceptation librement consentie par les peuples intéressés et non pas en raison d'intérêts matériels ou pour avantager une autre nation désireuse d'une solution différente, pour accroître son influence extérieure ou sa domination » (1). Sur ces bases historiques, les Nationaux-Socialistes ont fait reposer leur argumentation en faveur des populations sudètes de la Tchécoslovaquie : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne pouvait pas être limité par des exigences politiques ou économiques, ni à plus forte raison par des nécessités stratégiques. Les Allemands des Sudètes n'avaient-ils pas demandé, le 29 octobre 1918, leur rattachement au nouvel Etat fédéral *Deutsch-Oesterreich*, qui pensait devenir une partie de futur Reich allemand ? Une loi autrichienne du 22 novembre 1918 n'avait-elle pas confirmé l'annexion des provinces sudètes ? Il était donc nécessaire que ces populations reçussent l'autonomie culturelle qui leur avait été promise en 1918 : elles réclamaient, par la voix de Konrad Henlein, le 24 avril 1938, les garanties permettant une autonomie effective (2).

Tant qu'on ne pouvait penser à une modification des

(1) The settlement of every question, whether of territory, of sovereignty, of economic arrangement or of political relationship, upon the bases of the free acceptance of that settlement by the people immediately concerned, and not upon the bases of the material interest or advantage of any other nation or people, which may desire a different settlement for the sake of its own exterior influence or mastery. (Discours du 4 juillet 1918.)

(2) Programme de Carlsbad : 1° égalité complète de droit et de rang de la minorité allemande ; 2° sa reconnaissance comme personne de droit ; 3° fixation et reconnaissance du territoire qu'elle habite ; 4° administration autonome ; 5° mesures de protection pour les ressortissants de culture allemande vivant en dehors des districts sudètes ; 6° suppression et dédommagement des injustices commises au détriment de la minorité sudète depuis 1919 ; 7° liberté absolue d'appartenance au *Volkstum* allemand et à la *Weltanschauung* germanique.

frontières, les Nationaux-Socialistes bornaient leurs exigences à réclamer pour les groupes ethniques la possibilité de se développer, comme ils auraient l'occasion de le faire s'ils appartenaient à l'Etat-souche. C'est là l'aspect du problème des minorités que M. Ch. de Visscher avait ainsi formulé : l'organisation des minorités « doit-elle s'inspirer avant tout d'un droit du groupe minoritaire à maintenir au sein de l'Etat son individualité et sa cohésion, à se développer, tout au moins dans l'ordre culturel, comme une entité séparée, prête même, s'il le faut, à poursuivre ses revendications collectives jusqu'à celle d'une véritable autonomie » (1) ?

La difficulté à laquelle le National-Socialisme se heurte est précisément l'organisation démocratique des Etats qui possèdent des minorités. Le peuple qui constitue l'élément majoritaire de l'Etat est souvent d'opinion que, selon la conception libérale, tous les citoyens sont égaux : il veut faire dominer les principes exprimés par la majorité parlementaire. Les juristes nationaux-socialistes prétendent que le travail de législation qui incombe au Parlement ne devrait pas être réglé par une décision de la majorité, pour ce qui ne concerne que la vie d'un groupe ethnique bien défini. Le rôle du Parlement est de s'occuper de l'intérêt général, c'est-à-dire de l'intérêt commun à toutes les fractions du peuple qu'il administre. En conséquence, ils demandent que la législation des écoles, par exemple, soit laissée exclusivement à la minorité. C'est là un des aspects de cette autonomie culturelle qui doit être insérée dans les Constitutions afin de pouvoir conserver son efficacité pratique. Elle n'est en somme que la mise en application

(1) Cité par LE FUR, *Précis de Droit international public*, p. 466.

de la *Weltanschauung* qui veut maintenir partout la pureté du *Volkstum*, son originalité en réclamant, pour les *Volksgruppen*, la *Gleichberechtigung*, l'égalité de droit qu'elle reconnaît aux autres peuples.

Le National-Socialisme se défend de vouloir créer des irrédentismes. Il n'essaie nullement de détruire le loyalisme des Allemands envers l'Etat qui les gouverne (1). Mais donner la possibilité à une minorité ethnique de vivre selon sa vie propre n'est pas mettre en danger les autres Etats. Ce n'est pas l'application d'une règle de la morale internationale, en même temps que d'une règle de droit des gens, qui a pour but d'assurer la conservation sur la terre du bien le plus précieux qu'est la race. Le III^e Reich reconnaît que la minorité est une gêne pour l'Etat, qu'un Etat idéal devrait être composé d'une population homogène ; mais tant qu'un tel Etat n'existe pas, il faut réclamer des garanties pour les groupes ethniques minoritaires. Et si ces garanties ne peuvent être obtenues, l'intérêt suprême du *Volkstum* devra être la seule règle de conduite à suivre.

L'exigence de l'autonomie culturelle n'est nullement accessoire ; elle s'accompagne du droit à l'auto-administration (*Selbst-Verwaltung*) dans le cadre de l'Etat. Ce sont là les éléments fondamentaux de la vie juridique du *Volksgruppe*. La différence raciale n'est pas un état passager, temporaire qu'il faut chercher à dépasser rapidement. Le National-Socialisme oppose à la théorie de l'assimilation le nouveau concept de *Dissimilierung* ou « désassimilation », qu'il a mis en pratique dans la ques-

(1) REUSS, *Völkerrecht und Volkstumspolitik*, dans *Deutsches Recht*, 1935, p. 124.

tion juive (1). Le respect des peuples voisins est tout à fait compatible avec l'exigence de l'auto-administration culturelle, pour un groupe ethnique qui n'a pas le bonheur de posséder en propre une organisation étatique. Seule l'idée de dénationalisation par assimilation semble inconciliable avec le droit des gens. Le principe racique qui est à la base de la *Weltanschauung* nationale-socialiste fonde cette autonomie culturelle qui doit servir à la nouvelle confection du droit des minorités : il doit permettre de l'orienter dans le sens de la « personnalité de la souveraineté », par opposition à sa « territorialité » exprimée jusqu'ici par le droit en vigueur ; n'est-ce pas revenir à une conception du Moyen Age ? Il doit aussi permettre de remplacer la notion d'appartenance à l'Etat par celle d'appartenance au *Volkstum* (2). Tatarin-Tarnheyden explique sans doute que la paix ne pourra être véritablement établie que lorsque à chaque *Volkstum* correspondra un Etat défini, ce qui exige donc d'abord la disparition des frontières qui sont en contradiction avec les données ethniques. Telle est aussi l'opinion que formule Schweizer pour qui « le pouvoir de l'Etat ne doit trouver son application et ses limites que dans les *Volksgemeinschaften* créées par la nature » (3). En ce sens s'exprime également Keller (qui n'est pas un théoricien orthodoxe du National-Socialisme) ; il voit ainsi l'avenir du droit des gens : « Un premier pas pour réaliser un ordre juridique durable entre les peuples d'Europe serait le dédoublement

(1) WALZ. *Op. cit.*, p. 599.

(2) TATARIN-TARNHEYDEN, *Organisches Völkerrecht. V. u. V.*, 1936-1937, p. 28.

(3) MAX SCHWEIZER, *Eine ideengeschichtliche Grundlage der Staatengleichheit*, p. 43.

de la Société des Nations actuelle en une Chambre des Etats et une Chambre des Peuples. Dans cette seconde Chambre (*Völkerhaus*), pour le territoire italien, par exemple, siègeraient, à côté des représentants des citoyens italiens, un député du groupe ethnique allemand (pour représenter le Tyrol), un ressortissant du groupe yougoslave (pour l'Istrie) ; parmi les délégués de la France, quelques Italiens représenteraient la Corse, Nice, la Savoie (1)... » On aboutirait ainsi à transformer la S. D. N. en un Empire des peuples, un *Völkerreich* (2).

L'essai tenté pour créer un droit de la protection des minorités depuis la guerre a donc échoué, selon les théoriciens nationaux-socialistes. Il est nécessaire désormais de tenir compte des droits de chaque communauté ethnique. La meilleure sécurité consiste sans doute, si l'on veut conserver la vie nationale, dans la reconnaissance d'une autonomie juridique. Or, les traités n'ont pas donné aux minorités la personnalité de droit ; ils ne préservent leur existence qu'en tant qu'ils sont des « unités sociologiques » (3). Le concept de minorité est lui-même une donnée sociologique et non juridique. Or, l'autonomie culturelle, l'auto-administration peuvent s'appliquer à de très vastes domaines rentrant jusque-là dans la compétence de l'Etat centralisé, sans nuire à l'unité et à la sécurité de cet Etat. C'est pourquoi elle est une exigence si souvent formulée. Elle faisait partie du programme des revendications de Konrad Henlein dans l'énoncé des huit Points de Karlsbad,

(1) HANS KELLER. *Organic Nationalism*. Londres. 1935.

(2) ID., Warum nationalistische Internationale ? *Publications de l'Internationale Arbeitsgemeinschaft der Nationalisten*, p. 30.

(3) BRUNS. *Grundlage und Entwicklung des internationalen Minderheitenrechts*.

le 24 avril 1938 (1). Elle n'est en général pas acceptée, car elle s'oppose essentiellement à la doctrine égalitaire et démocratique de l'Etat, et à la théorie de l'assimilation. Elle contient cependant, pour les juristes allemands, la solution pacifique normale du problème qui inquiète actuellement l'Europe centrale. Elle offre au droit des gens, selon Wolgast, la possibilité de se développer, non plus sous la forme inter-étatique, ou internationale, mais sous la forme inter-corporative (2). On a déjà signalé cette tendance à faire du droit international public une sorte de droit inter-corporatif supérieur, par une extension de la comparaison de la corporation à la communauté ethnique en tant qu'unité organique. C'est d'ailleurs là une aspiration des moins précises, et les auteurs qui s'y attachent ne procèdent le plus souvent que par des allusions fort vagues.

La liaison du principe de la race avec ceux d'égalité, de *Gleichberechtigung*, pourrait créer un monde nouveau où chaque peuple, à son tour saturé, considérerait alors ses voisins non plus en adversaires, mais en collaborateurs de la paix inter-populaire ou inter-raciale. Le maintien par tous des valeurs ethniques des peuples dans une communauté élargie et pacifique, parce que rassasiée, pourrait procurer au monde une ère de paix telle qu'il n'en a encore jamais connue. Mais de tels principes, qui feraient reposer le droit des minorités sur le respect de l'honneur et de la souveraineté du *Volkstum*, ne sont pas unanimement acceptés, et le droit des groupes ethniques, tel que veut l'établir le National-Socialisme, il n'est encore qu'en ges-

(1) WERNER HASSELBLATT. Entwicklung der europäischen Nationalitätenpolitik. *Monatshefte für auswärtige Politik*, mai 1938.

(2) WOLGAST. Völkerrecht, eine Kritik. *Op. cit.*, p. 721.

tation, il marquera un progrès sur notre époque où les conceptions de *Volk*, d'Etat et celles du droit des gens sont des plus variées. On pourrait peut-être aboutir à réformer la protection des minorités par des traités, des ententes directes entre les Etats intéressés. Ce ne seraient là que des expédients provisoires, puisqu'il n'y aurait pas d'accord sur les principes. On ne peut non plus compter sur l'aide de la S. D. N. pour amener cette réforme. Le droit des traités de paix subsiste encore et fait partie du droit positif actuellement en vigueur. On peut donc douter que l'on soit proche de l'ère de paix promise par les Nationaux-Socialistes, car « l'Allemagne n'a pas l'intention de renoncer à sa conception du droit, avant d'avoir pu obtenir l'application de ses principes juridiques pour la protection de groupes ethniques ».

{1} WALZ. *Op. cit.*, p. 600.

CHAPITRE VIII

De la « désinternationalisation » des fleuves allemands.

L'étude du problème posé par les fleuves allemands, internationalisés par le traité de Versailles et « désinternationalisés » par la volonté unilatérale du Gouvernement allemand, offre un nouvel exemple de l'attitude prise par les juristes nationaux-socialistes en face de l'ordre juridique international établi. La politique du III^e Reich ne se justifie pour le National-Socialisme que par ce qu'elle est fondée sur les grands principes directeurs du droit international. L'étude de cette question montre de plus le lien étroit qui, ici encore, unit la théorie juridique et la pratique politique, la première ne devant point faire obstacle à la seconde qui doit s'inspirer du bien général de la communauté.

RÉGIME ÉTABLI PAR LE TRAITÉ DE VERSAILLES.

Le traité de Versailles, dans ses articles 331 à 362, pose le principe de l'internationalisation des fleuves allemands. L'accord prévu à l'article 338 aboutit à la réunion en 1921 de la Conférence de Barcelone. La France obtint, par l'article 359, le droit d'utiliser l'eau du Rhin, de faire sur la rive allemande des travaux pour l'utilisation de la force hydro-électrique du fleuve contre dédommagement à don-

ner à l'Etat allemand en courant électrique ou en espèces. L'article 361 obligeait le Gouvernement allemand, sur la demande de la Belgique, à construire en territoire allemand un canal de la Meuse au Rhin, ou à accepter que l'entreprise soit conduite par la Commission centrale de la navigation rhénane. L'article 362 admettait la possibilité d'une extension de la compétence de la Commission du Rhin sur la Moselle, le Rhin en amont de Bâle, et sur les canaux latéraux. Les articles 363 et 364 donnaient à la Tchécoslovaquie pour 99 ans le droit à l'établissement de zones libres dans les ports de Hambourg et de Stettin. Les articles 380 à 384 traitaient du canal de Kiel et le déclaraient internationalisé, même pour le temps de guerre.

La pensée que les Etats, riverains d'un fleuve qui coule à travers plusieurs pays ou qui forme la frontière de deux Etats, doivent s'entendre pour en réglementer la navigation, favoriser le perfectionnement de travaux rendant sa navigation plus facile, est naturelle et elle a été à l'origine de l'internationalisation des voies d'eau. Mais les juristes nationaux-socialistes prétendent que le traité de Versailles a faussé ce principe au détriment de l'Allemagne. Au lieu d'un système de conventions librement consenties entre Etats intéressés, le régime établi fut celui de la contrainte qui devait être supportée unilatéralement par l'Allemagne. Une telle internationalisation n'a donc été ni discutée, ni librement acceptée, mais imposée à l'Allemagne (1). De plus, dans la Conférence de Barcelone, les voix des représentants allemands ont fait partie de la minorité : on a donc imposé au Reich des mesures contre lesquelles ses représentants s'étaient élevés. Enfin on a

(1) WOERMANN, *Das Diktat von Versailles*, p. 159. *Handbuch*.

admis à voter à la Conférence, de même que dans les Commissions fluviales, des Etats non-riverains, alors que leur manque d'intérêt direct aurait dû les en faire écarter. Une autre caractéristique de l'injustice et de l'inégalité qui régnaient alors se manifeste dans l'obtention par la France de la présidence permanente de la Commission du Rhin.

Le traité de Versailles a donc mis au trafic allemand des entraves, qui, selon la lettre, devaient être durables et normales : le tout se justifiait sous le couvert de l'économie mondiale ; les fleuves allemands, le Rhin, l'Elbe, l'Oder, le Niémen devaient servir les échanges commerciaux du monde. L'article 340 prévoyait une commission fluviale internationale pour l'Elbe, l'article 341 une commission fluviale internationale pour l'Oder. L'internationalisation se fondait sur des arguments historiques. L'Allemagne n'avait-elle pas accepté au Congrès de Vienne l'internationalisation du Rhin et du Danube ? On comparait les deux fleuves qui pour se rendre à leurs embouchures étaient obligés de traverser plusieurs Etats. Mais les théoriciens nationaux-socialistes rejettent une telle argumentation. L'internationalisation par le Congrès de Vienne est, d'après eux, une nationalisation. Heinrich Triepel démontre, dans son étude sur les voies fluviales internationales (1), qu'on ne peut pas parler, au Congrès de Vienne, de liberté de navigation des fleuves : « C'est là une des erreurs séculaires du droit des gens, qui s'est maintenue jusqu'à nos jours, au sujet des décisions du Congrès de Vienne et de leur signification. Les Etats riverains qui, après ce Congrès, ont traité du droit fluvial international, ont longtemps subi les reproches de faire des réglementations dans un esprit antilibéral et égoïste. Mais

(1) HEINRICH TRIEPEL. *Internationale Wasserläufe*, 1931.

les Etats riverains de la Weser, de l'Elbe ou du Rhin n'avaient cependant pas tort lorsqu'ils se basaient sur les Actes de navigation qu'ils avaient eux-mêmes élaborés et lorsqu'ils réservaient aux navires battant leur propre pavillon la navigation intérieure. » Et Triepel de démontrer que la doctrine de ce temps exigeait la liberté de navigation intérieure. Il parle de l'Allemagne comme d'une unité politique déjà constituée : en réalité, l'existence de petits Etats était autant d'obstacles à la liberté, et ainsi l'internationalisation restreinte devenait une nationalisation. C'est d'ailleurs le sens de l'œuvre du baron von Stein qui fut continuée plus tard par Bismarck. Sans doute on admettait au XIX^e siècle la liberté du commerce telle qu'elle s'exprime dans les Actes sur le Congo de 1885. Mais cette liberté n'est pas celle que consacre le traité de Versailles, c'est une liberté inégale jouant au détriment de l'Allemagne. Après les traités de 1919, le Statut de Barcelone a donné une réglementation internationale du régime des fleuves : il a réduit l'illimitation de la liberté de navigation. L'Allemagne ne le considère pas comme un traité, comme un *Vertrag*, mais bien comme un *Diktat*, puisque l'article 379 du traité de Versailles (1) l'obligeait à accepter les décisions de la conférence sans espoir de pouvoir les contredire (2).

(1) Article 379 du traité de Versailles : « Sans préjudice des obligations particulières qui lui sont imposées par le présent traité au profit des Puissances alliées et associées, l'Allemagne s'engage à adhérer à toute Convention générale concernant le régime international du transit, des voies navigables, des ports et des voies ferrées, qui pourrait être conclue entre les Puissances alliées et associées, avec l'approbation de la S. D. N., dans un délai de cinq années à dater de la mise en vigueur du présent traité ». (*Recueil de textes de Droit international public*, p. 496).

(2) WEGNER. Das Reich in der Gemeinschaft der Völker unter dem rechtswidrigen Zwang von Versailles, p. 149. *Handbuch*.

La navigation intérieure sur les voies d'eau navigables allemandes ne consiste pas seulement en un transport de voyageurs, il consiste surtout en un transport de marchandises. Le trafic intérieur en forme le cinquième, le trafic international plus de la moitié, et enfin le transit est représenté par à peine un quart. Koenig critique l'élaboration du statut de Barcelone en ce sens que les décisions ne devaient être valables qu'entre les contractants. Mais le refus de l'Allemagne de ratifier, et la non-ratification par de nombreux Etats, ont eu pour conséquence pratique injustifiable que seuls les fleuves coulant en Allemagne et le Danube restèrent ouverts à la navigation internationale. C'était violer le principe de l'égalité et de la *Gleichberechtigung*, puisque tous les autres fleuves restaient sous la souveraineté non limitée de chacun des Etats sur le territoire desquels ils coulaient. « Sans doute les représentants de l'idée d'universalité de la S. D. N. auraient volontiers admis que tous les fleuves traversant un ou plusieurs Etats avant d'arriver à la mer seraient réglementés par le Statut de Barcelone, mais ils virent néanmoins un progrès dans le fait que le principe de la liberté de la navigation n'allait s'appliquer qu'aux fleuves allemands (1). »

Nous avons déjà vu que, selon la conception nationale-socialiste du droit des gens, le concept de l'honneur est le centre de toute la construction du droit et fonde la possibilité de toute règle juridique (2). Il est aussi un élément essentiel du droit international. De ce principe découlent les idées de liberté, d'égalité et d'indépendance.

(1) KOENIG. Die Staatshoheit über die deutschen Ströme. *Zeitschrift der Akademie für Deutsches Recht.*, 1937, p. 9.

(2) CARL SCHMITT. *National-Sozialismus und Völkerrecht.* — BILFINGER. Gleichheit und Gleichberechtigung der Staaten. *Handbuch.*

Or, le principe de l'égalité de traitement est violé de deux façons par la réglementation du traité de Versailles, d'abord par l'admission d'Etats non-riverains dans les commissions fluviales, et ensuite par l'acceptation de décisions adoptées à la majorité des voix.

L'acceptation d'Etats non-riverains est sans doute justifiée par l'intérêt supérieur de la liberté du commerce. Il faut que les Etats, qui jouissent des fleuves mis à leur disposition, soient représentés et puissent défendre leurs intérêts. Mais les Nationaux-Socialistes voient là surtout un procédé politique. C'est en effet le moyen d'établir dans les commissions un contre-poids à l'influence de l'Etat riverain le plus important : on veut l'empêcher de faire prévaloir ses vues. C'est donc dans la pratique une réglementation dirigée exclusivement contre l'Allemagne. Elle a pour but de la rendre muette, d'affaiblir son influence dans les commissions aussi longtemps tout au moins que ses adversaires seront unis entre eux. Les juristes allemands n'admettent pas qu'on puisse ici valablement utiliser l'argument de l'intérêt général ou le principe de la liberté du commerce. On ne peut appuyer, par ces thèses, l'intervention dans le domaine économique de l'Etat. Il serait alors trop aisé de justifier de la sorte l'intervention de commissions internationales pour disposer des chemins de fer, des routes, des voies aériennes des Etats. Ce serait la fin de l'indépendance et de la souveraineté des Etats (1), si l'on acceptait une semblable ingérence dans leurs affaires intérieures. L'admission des Etats non riverains dans les Commissions n'est pas d'ailleurs un principe reconnu par le droit des gens. On a donné comme

(1) LEDERLE. Die Zukunft der deutschen internationalisierten Ströme. *Zeitschrift für Völkerrecht*, 1936, p. 70.

exemple la commission européenne du Danube. Ce ne peut être là un précédent. En effet, les Etats danubiens étaient ou bien sous la domination ottomane et ne constituaient pas des Etats proprement dits mais vassaux, ou bien ils n'étaient que des principautés auxquelles la *Gleichberechtigung* n'était pas accordée.

Selon les Nationaux-Socialistes, une tendance identique se manifeste lorsque l'on admet les décisions à la majorité dans les commissions fluviales. De telles décisions vont devenir obligatoires même pour les Etats qui auront voté contre elles. C'est ici une nouveauté du droit fluvial international de l'après-guerre, qui s'écarte des principes jusque-là consacrés. Les Actes concernant la navigation du Rhin depuis le Congrès de Vienne admettaient que les décisions de la commission du Rhin n'auraient de valeur juridique obligatoire qu'autant qu'elles seraient acceptées et mises en vigueur par les Etats intéressés, chacun en ce qui les concernait. La nouvelle réglementation de Versailles enlève au contraire toute la liberté d'action des Etats, et en particulier supprime celle des Etats riverains, notamment celle de l'Allemagne.

LA NOTE ALLEMANDE DU 14 NOVEMBRE 1936 ET LE
RÉGIME ACTUEL.

La note allemande du 14 novembre 1936 abolit les principes et les règles établis par la partie XII du traité de Versailles sur les voies fluviales ; elle supprime de même le *modus vivendi* relatif à la navigation rhénane accepté le 4 mai 1936, l'Acte de 1921 sur le Danube, l'acte de 1922 sur la navigation de l'Elbe et son annexe de 1923. L'esprit qui l'anime est résumé par Schlegelberger : « Les voies d'eau naturelles qui coulent sur le sol allemand

appartiennent au peuple allemand, et doivent être gérées dans son intérêt. Non seulement la santé et la vie du peuple dépendent de leur entretien, de leur administration précise, mais encore leur utilisation doit être régie par le principe de l'intérêt général et du bonheur de la communauté (1) ». Cette explication vaut pour l'utilisation nationale ; mais le dernier paragraphe de la note allemande traite de l'utilisation internationale et pose le principe de l'égalité de traitement dans tous les domaines et notamment dans celui des taxes. La liberté de navigation sera maintenue, à condition qu'elle soit réciproque.

Cette dénonciation unilatérale d'une fraction du traité de paix se justifie, pour les auteurs nationaux-socialistes, par le fait que le traité de Versailles ne permettait guère d'agir autrement pour aboutir à une révision efficace. La réglementation avait été prévue comme devant avoir une validité non limitée dans le temps. Les articles 380 à 386 sur le canal de Kiel Kaiser-Wilhelm ne prévoyaient une modification que sur l'initiative de l'Assemblée de la S. D. N., en s'appuyant sur l'article 19 du Pacte. Quant à la réglementation des fleuves et voies d'eau navigables, des canaux allemands, l'article 377 (2) prévoyait une possibilité de révision par la S. D. N., mais seulement par une décision prise à l'unanimité du Conseil. Les Actes de Navigation relatifs au Danube ou à l'Elbe n'avaient guère modifié le système. L'Acte de Navigation du Danube con-

(1) Cité par PAUL GIESEKE. *Drei Fragen zum künftigen Wasserrecht. Zeitschrift der Akademie für deutsches Recht*, 1937, p. 520.

(2) Article 377 du traité de Versailles : « A tout moment, la Société des Nations pourra proposer la révision de ceux des articles qui ont trait à un régime administratif permanent ». (*Recueil de textes de droit international*, p. 496.)

tenait sans doute dans l'article 42 (1) une clause de révision ; mais la convocation de la conférence de révision devait incomber au Gouvernement français et était subordonnée à l'élaboration d'une proposition qui devait réunir au moins huit des Puissances signataires (alors qu'il n'y a que sept Etats riverains). Quant à l'Acte relatif à l'Elbe et son annexe, il ne contenait pas de clause de révision. La possibilité donc d'une révision par une entente dépendait uniquement du bon vouloir des Puissances représentées dans les Commissions fluviales, par conséquent du bon vouloir aussi d'Etats non riverains (2). L'Allemagne se trouvait dans la minorité ; des Etats non riverains qui siégeaient dans les Commissions, ayant, non pas des voix consultatives, mais des pouvoirs de décision, pouvaient ainsi par leurs votes donner à l'Allemagne l'infériorité dans des discussions qui risquaient de ne mettre en jeu que les intérêts allemands. On voit que, dans ce cas, les Etats non directement intéressés auraient pu faire jouer des mobiles politiques ou, tout au moins, monnayer l'appui qu'ils pouvaient apporter.

La note allemande reprend les arguments exposés par les juristes, à savoir que les dispositions du traité de Versailles ne sont pas conformes aux aspirations ni aux

(1) Article 42 de la Convention du 23 juillet 1921, établissant le Statut définitif du Danube : « A l'expiration d'un délai de cinq ans à dater de sa mise en vigueur, le présent statut pourra être révisé si deux tiers des Etats signataires en font la demande, en indiquant les dispositions qui leur paraissent susceptibles de révision. Cette demande sera adressée au Gouvernement de la République française, lequel provoquera dans les six mois la réunion d'une conférence à laquelle tous les Etats signataires de la présente convention seront invités à participer. » (*Recueil*, p. 633.)

(2) PETER ARDENS. *Deutsche Wasserstrassen*. V. u. V., 1936-1937, p. 518.

besoins de la vie des peuples, elles ne s'appliquent pas davantage à ceux qui ont été reconnus à la *Volksgemeinschaft*. La conception de l'éternité des traités contredit le principe de l'évolution pacifique dans la coopération, « Elle est un contre-sens d'autant plus marqué que plus mesquines sont les exigences dont il s'agit (1). » Les traités que l'on peut dénoncer sont des traités normaux, et ce sont eux qui durent souvent le plus longtemps. Ceux qui ne contiennent pas de clause de dénonciation, ni de limite de durée, qui n'offrent donc aucune possibilité de révision, soumettent les Etats à des obligations qu'ils ne pourraient pas accepter sans une contrainte qui en vicierait le caractère juridique. De même, le Gouvernement allemand souligne l'atteinte à son honneur qui se manifeste dans l'internationalisation des fleuves allemands et dans la décision d'écarter temporairement l'Allemagne de la Commission européenne du Danube, alors que l'Allemagne est un des pays où des travaux de grande envergure avaient été entrepris dès avant la guerre pour améliorer la navigation fluviale.

Le Gouvernement allemand a donc estimé que des conférences ne pourraient aboutir à lui donner de solution satisfaisante de ces questions. Sans doute, s'il existait un esprit de conciliation, l'entente serait possible. La note allemande insistait précisément sur l'absence d'un tel esprit chez les autres Etats, ce qui rendait impossible toute révision par des moyens de droit. Or, il était urgent de faire cesser les privilèges extraordinaires des Etats non riverains.

La note allemande dénonçait aussi le *modus vivendi* qui avait été signé par l'Allemagne le 4 mai 1936 pour la

(1) PETER ARDENS. *Deutsche Wasserstrassen*, V. u. V., 1936-1937, p. 520.

navigation du Rhin. Ce *modus vivendi* constituait déjà une révision amiable du traité de Versailles, puisqu'il écartait, par exemple, pour la police de la navigation, toutes les décisions du traité de Versailles et de la Convention de Mannheim de 1868, ainsi que celles relatives à l'inspection de la navigation contenues dans les articles 41 et 42 de la Convention de Mannheim. La discrimination prévue par Versailles disparaissait également, et les sept Etats participants, représentés dans la Commission du Rhin, obtenaient la reconnaissance de droits égaux. De même, conformément aux désirs allemands, on écartait le principe de la contrainte par décision majoritaire, lorsqu'il s'agissait de questions touchant la souveraineté intérieure de l'Etat riverain. La France abandonnait son privilège de la présidence permanente ; le siège de la Commission du Rhin n'était plus fixé immuablement à Strasbourg. Enfin, les deux langues officielles étaient le français et l'allemand.

Cette entente qui s'était établie au sujet du Rhin, n'aurait-elle pu se manifester aussi pour les autres fleuves allemands ? N'aurait-on pu par les voies légales obtenir une réforme du statut international des autres fleuves de l'Allemagne ? Depuis qu'existe l'article 19, il est beaucoup parlé de révision, dans les pays désavantagés par le traité de Versailles ! Pour l'Allemagne, l'entente, condition de la révision et qui en rend possible la réalisation, dépend surtout des réalités politiques. Le National-Socialisme estime que la nécessité politique exige la suppression des derniers vestiges de Versailles, la collaboration libre des Etats égaux, et une coopération réduite aux Etats intéressés, donc, dans le cas présent, aux Etats riverains (1).

(1) PETER ARDENS. Zum *modus vivendi* in der Rheinschiffahrt. V. u. V., 1936-1937, p. 393.

Or, le *modus vivendi* de 1936, qui marquait un esprit de conciliation et d'entente pacifique internationale, a été dénoncé par l'Allemagne. Cette dénonciation repose sur la clause prévue dans l'accord lui-même. Le Gouvernement allemand se défend contre les critiques qu'on pourrait lui adresser d'avoir dénoncé la convention au dernier jour du délai imparti. Sa dénonciation est d'ailleurs accompagnée de celle des Actes concernant l'Elbe et les autres fleuves...

La discrimination du traité de Versailles et des conventions ultérieures était incompatible avec l'honneur allemand. Elle n'était pas devenue supportable par le fait que l'Allemagne, dans les premières années de l'après-guerre, n'avait pas essayé de les effacer (1). »

Par la dénonciation allemande, les juristes voient la disparition du droit fluvial de la période d'avant la guerre. L'Acte de l'Elbe de 1821, l'Acte additionnel de 1844, et les autres documents semblables appartiennent désormais au passé. Il en est de même pour l'Acte de Mannheim de 1868 : ce dernier traité, de valeur historique pour l'évolution de la navigation sur le Rhin, a sans doute été apprécié par l'Allemagne ; ce qu'on lui reproche est d'avoir été faussé par Versailles. Il a de plus été modifié sans que l'Allemagne ait été consultée, lors des négociations entre les Pays-Bas et les Puissances alliées de 1921 à 1923. Il est devenu caduc, en même temps que les dispositions de Versailles, et est sans valeur, même pour les relations germano-hollandaises.

Il se crée donc une nouvelle situation. Le droit des fleuves internationaux d'avant-guerre reposait sur l'idée exprimée au Congrès de Vienne d'un lien obligatoire entre

(1) PETER ARDENS. *Deutsche Wasserstrassen*, p. 521.

les Etats riverains. Cette conception a été admise en Allemagne, au début du XIX^e siècle, car la multitude des petits Etats montrait la nécessité d'un accord général. L'Allemagne nationale-socialiste a la possibilité de créer un « droit fluvial autonome ». Cette liberté nouvellement conquise pourra servir à unifier les règles en vigueur dans les différentes parties du territoire, ayant trait à la navigation fluviale intérieure, et cela selon l'intérêt purement allemand. Le changement du principe juridique de base pour les réglementations de la navigation sera de peu d'importance réelle, à part sa conséquence : le retrait de l'Allemagne des commissions fluviales. La note allemande déclare que les règles, qui seront observées par les administrations compétentes, ne seront pas modifiées. En cas de conflit, les méthodes appliquées seront les méthodes traditionnelles de la pratique allemande. Il n'y a pas non plus à craindre que cesse la collaboration des Etats riverains : elle est imposée, non par les paragraphes des traités, mais par les lois de la nature. La note allemande confirme les instructions données aux administrations fluviales d'avoir à discuter et à s'accorder avec les organisations étrangères compétentes, d'avoir à chercher des terrains d'entente. Donc elle souligne la bonne volonté allemande de continuer à collaborer sur le terrain international avec les autres Etats, sur la base de l'égalité réciproquement reconnue. Une telle coopération, de par la forme de son organisation, aura donc un caractère non politique et sera plus efficace que l'activité des commissions fluviales créées par le traité de Versailles.

Le Gouvernement du Reich met donc à la disposition du trafic international ses voies d'eau, fleuves et canaux jusqu'alors internationalisés. Il offre de même ses che-

mins de fer, ses routes, ses voies et ses ports aériens. La réserve qu'il y apporte est seulement la réciprocité accordée par les autres Etats, dont les ressortissants utilisent les moyens mis par l'Allemagne à leur disposition. Il reste la nécessité pour l'Allemagne de s'entendre avec les autres Etats riverains. Elle préfère encore ici la voie des accords directs à celle des conventions collectives. Elle discutera sur un pied d'égalité, maintenant qu'elle a rétabli sa souveraineté. On serait peut-être tenté de conclure que tout Etat est le maître absolu de ses eaux intérieures. Mais le National-Socialisme, qui veut modeler son action sur les besoins du *Volkstum*, reconnaît aussi l'existence de besoins chez les peuples étrangers et veut essayer d'en tenir compte. Une attitude contraire ne saurait se concilier avec le maintien de relations juridiques entre les Etats et le respect réciproque des intérêts vitaux. L'Allemagne n'est pas seule à profiter des voies d'eau qui traversent son territoire.

Comment alors aboutir à une entente de tous ces intérêts divers, où l'intérêt allemand est cependant prédominant ? On ne peut créer une réglementation unilatérale pour le fleuve international : ce serait léser bien des intérêts légitimes. On ne peut non plus créer des organismes collectifs : en effet, ils ne représentent pas les besoins des nations, des Etats directement intéressés, ils sont simplement une étape vers une administration super-étatique, à laquelle se subordonnerait la volonté des Etats-membres. Ces hypothèses sont en opposition complète avec la conception nationale-socialiste du droit des gens, pour qui le monde est composé d'Etats égaux, ni inférieurs ni supérieurs les uns aux autres. La subordination et la domination

sont des concepts antijuridiques (1). La même évolution aboutissait à la création de personnes internationales, comme par exemple la Commission européenne du Danube : ce sont là des tendances que le National-Socialisme condamne, car elles sont incompatibles avec sa *Weltanschauung*. La navigation fluviale demande des soins précis, techniques : entretien du fleuve, des canaux, des écluses, etc... une uniformité des règles de navigation et de police, et non une entente sur de grands principes abstraits. Il est donc facile d'aboutir par accords entre commissions techniques compétentes des divers Etats intéressés, à condition que l'égalité, l'indépendance ou la souveraineté des contractants soient respectées, et constituent la base sur laquelle doit reposer toute la réglementation inter-étatique. On pourra ainsi reformer des commissions fluviales à compétence restreinte, sans pouvoir de contrainte exercé par une majorité sur une minorité, sans admission des Etats non intéressés, donc sans l'acceptation d'Etats non riverains. Cela serait la meilleure réforme du système organisé par le traité de Versailles. Les commissions administratives sont en effet de simples organismes administratifs, elles ne représentent pas des fins en elles-mêmes. Leur raison d'existence est de servir le trafic commercial, de favoriser la liberté de la navigation. Il s'agit seulement de mesurer dans quelle proportion le commerce international peut s'accomplir librement, sans léser les intérêts des Etats particuliers.

(1) LEDERLE. *Op. cit.*

CHAPITRE IX

Le National-Socialisme et les Institutions internationales.

La conception nationale-socialiste, qui se marque par l'importance attachée à la notion de souveraineté et d'indépendance de l'Etat, peut, on l'a vu en étudiant sa théorie des traités, difficilement fonder l'obligation contractuelle sur d'autres bases que le respect de l'honneur et de l'égalité des parties. Il est donc évident qu'elle ne pourra admettre que sous les mêmes réserves les décisions des organismes internationaux. Sa critique des institutions actuelles reposera là encore sur des arguments pratiques, souvent d'ailleurs plus politiques que juridiques. L'Etat ne pourra être lié par les sentences des organes collectifs que si celles-ci sont conformes à sa conception du droit des gens; c'est donc, à nouveau, le laisser maître d'en être juge, vu l'absence de tout législateur ou de tout arbitre international. Cette thèse est relevée avec satisfaction par les juristes allemands dans les Publications de la C. P. J. I. : « Cette règle (celle de l'article 17) ne fait du reste que reconnaître et appliquer un principe qui est à la base du droit international : l'indépendance des Etats. Il est bien établi, en droit international, qu'aucun Etat ne saurait être obligé de soumettre ses différends avec les autres Etats soit à la médiation, soit à l'arbitrage, soit enfin à n'importe quel procédé de solution pacifique sans son

consentement. Ce consentement peut être donné une fois pour toutes, sous la forme d'une obligation librement acceptée ; il peut par contre être donné dans un cas déterminé en dehors de toute obligation préexistante (1). » C'est pourquoi, il est intéressant d'observer l'attitude prise par la nouvelle doctrine devant les institutions internationales, telles que la Cour Permanente de Justice internationale, ou encore l'Organisation internationale du Travail, créées après la guerre.

CRITIQUE NATIONALE-SOCIALISTE DE LA JURIDICTION INTERNATIONALE.

Une cour de justice est un organisme appelé à trancher judiciairement les conflits de droit ; si elle a un pouvoir international, si elle doit juger d'après le droit reconnu par les parties ou en équité, *ex æquo et bono*, les juristes nationaux-socialistes estiment qu'elle a pour obligation fondamentale de respecter l'évolution toujours active de la vie politique et les intérêts vitaux des peuples. En ce sens d'ailleurs, l'équité pourra et devra se confondre avec le droit, dans les sentences judiciaires ou arbitrales. Bilinger insiste spécialement sur cette notion d'équité, maintes fois rencontrée, et qui prend toute sa valeur dans le droit des gens. Pour cet auteur, la Cour de justice doit se garder d'énoncer de nouvelles règles applicables aux Etats : elle doit éviter tout caractère qui la rapprocherait du législateur international ; elle ne doit pas non plus pouvoir modifier l'état de choses à un moment donné. C'est donc lui enlever tout pouvoir de décision obliga-

(1) Publications de la C. P. J. I., série B, n° 5, 23 juillet 1923. *Recueil des avis consultatifs.*

toire (1). La même conception est exposée par Keller pour qui aucune garantie de paix internationale ne peut être trouvée dans des conversations de diplomates ou dans des décisions judiciaires : la paix, dans les relations inter-étatiques, résulte de la conformité des sentences ou conventions avec la réalité, avec « le droit de la paix » (2). C'est pour lui une exigence morale, et l'on voit ici encore mettre en valeur ce rapport nécessaire du droit et de la morale, qui doit, selon la volonté du Führer, devenir de plus en plus intime. Keller ajoute même que si un tel accord ne peut être obtenu contractuellement, donc par le libre consentement des parties, il peut l'être cependant par un droit de nécessité, sans perdre pour cela son caractère juridique, car « nous nous trouvons alors devant une instance supra-nationale, à savoir le tribunal de la Vie elle-même » (3).

La proposition de la New Commonwealth Society d'édifier une Cour d'équité internationale, qui serait compétente pour modifier et réviser les situations présentes, est d'ailleurs méprisée. Pour les Nationaux-Socialistes, en effet, la S. D. N. a depuis longtemps fait faillite, et son principe doit être aboli ; donner à une institution internationale nouvelle le pouvoir grave de réviser un état de droit serait rejeter la leçon qui doit être tirée de cette faillite (4). Par ailleurs, si l'on donnait à cette Cour d'équité une telle compétence, ses juges statueraient non plus

(1) CARL BILFINGER. Zur Frage der Reform des Völkerbundes. *New Commonwealth Quarterly*, 1936-1937, p. 420.

(2) HANS K. E. L. KELLER. Völkerrecht von morgen. *Zeitschrift für Völkerrecht*, 1933, p. 367.

(3) KELLER. *Ibidem*.

(4) VON SETHE. Kritik von Schwarzenberg, *The League of Nations and World order*. V. u. V. 1937-1938, p. 245.

d'après le droit, mais d'après les directives de leur propre conscience ; ils ne seraient plus des juges, mais des constituants préparant une future constitution du monde, et essayant de modeler l'univers à leur idée. D'autre part, il est difficile, pour les Nationaux-Socialistes, de concevoir que des Etats puissent soumettre leurs différends à une telle juridiction. Sa compétence, pour réviser les traités devenus inapplicables ou les situations menaçant la paix, l'amènerait à intervenir dans la politique internationale, avec des méthodes autres que l'entente ou la convention. Une telle institution est à rejeter, les juristes allemands trouvant une critique suffisante dans l'étude des décisions du Conseil de la S. D. N. Ils y voient la preuve que la pression des Puissances politiques fait disparaître le critérium de l'équité, comme ce fut le cas, selon eux, dans la décision relative à l'accord douanier austro-allemand de 1931 : le conflit renvoyé à la C. P. J. I. resta cependant un conflit politique, la décision de la Cour de La Haye était « insoutenable, car elle était rendue sous la pression des événements et de la force politique, sous le couvert du Droit » (1). Des modifications dans la situation internationale ne peuvent être obtenues que par des ententes pacifiques entre les peuples intéressés. On peut admettre des cours de justice internationale, mais seulement pour trancher des questions de détail.

La doctrine nationale-socialiste critique également le principe du vote à la majorité, ou encore les projets proposés de « majorité qualifiée ». Ce point de vue est, selon elle, inacceptable, car de puissants Etats seraient dans l'impossibilité de rendre leurs conceptions obligatoires

(1) BILFINGER. *Op. cit.*, p. 425.

comme décisions de la majorité. Cet argument a déjà été rencontré dans l'étude des commissions fluviales. De même, de tels Etats pourraient se dérober à la décision majoritaire ou encore, par leur pression, ne pas la laisser aboutir. « C'est là une vérité sociologique, qu'il serait aisé de démontrer par la pratique de la S. D. N... Le principe de la majorité est injuste, car il est dirigé surtout contre les Etats faibles, et non contre les Etats puissants ; il contredit au principe fondamental de l'indépendance des Etats (1). » D'ailleurs, une cour internationale de justice, qui devrait son organisation à la collaboration des Etats, ne pourrait rendre de sentences valables qu'autant qu'elle observerait les principes généraux du droit admis par ses membres.

L'hostilité envers la C. P. J. I. provient ici, comme il était à prévoir, du fait que son système, comme celui de la S. D. N., repose sur le traité de Versailles. Elle n'est pas, dit-on, obligée de suivre objectivement les règles de droit, elle n'est qu'un instrument dans les mains du vainqueur, qui aide à satisfaire ses exigences. La *Gleichberechtigung* de l'Allemagne ayant été violée, l'Allemagne ne peut accepter une telle institution(2). On reproche à la C. P. J. I. d'être un moyen servant à maintenir le *statu quo*. On passe au crible, pour étayer ces critiques, presque toutes ses décisions, notamment celles par lesquelles l'Allemagne a été condamnée, par exemple l'arrêt du 17 août 1923 concernant le vapeur *Wimbledon*. Mais on ne néglige pas les arrêts où un Etat faisant partie du « système de Versailles » a obtenu gain de cause. On étudie tout spéciale-

(1) BILFINGER. *Op. cit.*, p. 429.

(2) ERNST SCHMITZ et SCHENK GRAF VON STAUFFENBERG. Internationale Schiedsgerichtbarkeit, p. 316. *Handbuch*.

ment le différend du Danemark et de la Norvège (1931-1933) : « le système de Versailles ne pouvait pas perdre son procès » (1) : c'est la raison toute simple pour laquelle l'arrêt sur le Groenland du 5 mars 1933 confirma les droits du Danemark ; l'intention des juges était d'assurer le maintien du *statu quo* dans le Nord et aussi de renforcer celui de 1919. Le Danemark, par l'obtention du Schleswig, fait en effet, lui aussi, partie des Etats « saturés ».

L'attitude de l'Allemagne a été sans doute modifiée par son retrait de la S. D. N. et de La Haye. Néanmoins, le Reich a signé, en 1933, le renouvellement de la clause facultative le liant pour cinq ans et par laquelle les Etats reconnaissent la compétence obligatoire de la C. P. J. I. pour tous les conflits de caractère juridique. Mais, depuis le retrait de l'Allemagne, deux instances pendantes ont été retirées de La Haye. Et cependant, « l'Allemagne ne rejette pas la C. P. J. I. » (2). Si elle veut bien reconnaître la compétence de la Cour de La Haye pour les conflits juridiques, elle ne l'admet pas pour ceux d'ordre politique. Or précisément la rédaction de l'article 36 du Statut de la Cour lui permet de connaître des litiges politiques. Les auteurs nationaux-socialistes ne croient pas qu'une instance judiciaire soit apte à les résoudre, car les méthodes juridiques ne peuvent s'appliquer ici avec une pleine efficacité ; aussi préfèrent-ils les méthodes bilatérales, les commissions d'enquête spécialement créées pour le conflit à résoudre, plutôt qu'une institution à compétence générale. Ils étendent de même leurs critiques au système prévu à l'Acte général de Genève, par lequel un Etat intéressé au maintien du *statu quo* pourrait échapper à une entente directe

(1) WOLGAST. *Völkerrecht, eine Kritik. V. u. V.*, 1936-1937, p. 607.

(2) SCHMITZ. *Op. cit.*, p. 317.

sur le litige politique en se réfugiant dans une instance judiciaire. Le National-Socialisme n'admet donc la compétence de la Cour que pour le conflit juridique, c'est-à-dire pour toutes les questions qui ne touchent pas aux intérêts vitaux de la nation. Un Etat ne pourrait, selon lui, prendre l'engagement par avance de porter tous ses conflits, juridiques ou politiques, sous quelque forme qu'ils puissent se présenter, devant un tribunal ou une cour d'arbitrage. L'Allemagne refuse d'ailleurs de se lier avec les autres Etats par un pacte collectif qui serait contraire à sa doctrine, car ainsi elle restreindrait son indépendance d'Etat libre au milieu d'Etats libres. Le seul procédé qu'elle accepte est l'entente directe ; mais elle admet la compétence de La Haye pour régler les petits conflits d'intérêt, après entente avec son adversaire, ainsi qu'il a été prévu, par exemple, dans le traité qu'elle signa avec la Pologne, le 26 janvier 1934. On trouve ici le renouveau des clauses d'honneur, des clauses de sauvegarde des intérêts vitaux, comme il était logique de l'attendre d'une doctrine se fondant sur la souveraineté absolue de l'Etat dans l'ordre international ; c'est aussi le retour au procédé ancien des ententes directes qui a « l'avantage de ne pas envenimer le conflit, mais de permettre de discuter toutes les questions annexes qui s'y rapportent, afin d'aboutir à équilibrer les intérêts et les prestations » (1).

LA JURIDICTION INTERNATIONALE ET LE PACTE DE LOCARNO.

Les juristes nationaux-socialistes se sont efforcés notamment de justifier l'attitude de leur gouvernement, lors

(1) SCHENK GRAF VON STAUFFENBERG. Die friedliche Erledigung internationaler Streitfälle. *Deutsches Recht*, 1935, p. 120.

de sa dénonciation unilatérale du Pacte de Locarno. L'Allemagne ne recourut pas à la Cour de La Haye, à laquelle aurait pu être soumise la question de savoir si le Pacte d'assistance franco-soviétique du 2 mai 1935 était incompatible avec le Pacte de Locarno. Le ministre des Affaires Etrangères de France, M. Flandin, avait annoncé que le Gouvernement français était prêt à se conformer à une décision de la C. P. J. I. ; il répéta cette déclaration, le 14 mars 1936, devant le Conseil de la S. D. N., expliquant que l'Allemagne aurait dû en appeler à cette juridiction internationale, avant de mettre les Puissances devant le fait accompli (1). D'ailleurs le 17 mars, le représentant du Chili, M. Edwards, conseillait aussi qu'on s'en remit à La Haye (2). Dans le mémorandum des Puissances locarniennes du 19 mars 1936, la proposition n° 4 invitait l'Allemagne à en référer à la C. P. J. I. (3).

De telles propositions étonnent les Nationaux-Socialistes. « Puisque l'Allemagne a été convaincue que la France, en concluant le Pacte franco-soviétique, a détruit l'essence du traité de Locarno, elle était autorisée, d'après des principes indiscutés du droit des gens, à en tirer les conséquences qui lui semblaient logiques, et à laisser à la France l'initiative de toute démarche, notamment d'en référer à la C. P. J. I. (4). » La France avait, la première, dénoncé tacitement Locarno. On pensait aussi que, si la France renonçait à une telle action, le Conseil de la S. D. N., de sa propre initiative ou sur celle d'une Puissance locarnienne, pourrait s'en re-

(1) BERBER. *Locarno, eine Dokumentensammlung*, p. 281, n° 55.

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 302, n° 59.

(3) *Id.*, *ibid.*, p. 333, n° 63.

(4) VON FREYTAG-LORINGHOVEN. Die richterliche Entscheidung des Locarno-Streites. *Deutsche Juristen Zeitung*, 1936, p. 404.

mettre à l'arbitrage de la Cour de La Haye. Au contraire, l'invitation ainsi formulée pour l'Allemagne d'avoir à porter plainte de son côté supposait qu'elle eût reconnu que son attitude avait été antijuridique, ce qui aurait signifié « une aggravation tout à fait superflue de la situation » (1).

L'argumentation nationale-socialiste, devant ce fait concret, va plus loin et cherche à démontrer que la C. P. J. I. eût été alors incompétente. Selon les auteurs allemands, la Cour de La Haye, d'après l'article 13 du Covenant, ne doit pouvoir juger que les questions juridiques ; les conflits politiques, par contre, selon les articles 12 et 15, relèvent du Conseil (2). Or, il n'existe pas de critérium qui permette de différencier le litige politique du litige juridique. L'opinion générale déclare voir des conflits juridiques dans ceux qui, selon les conceptions des deux parties, doivent être tranchés sur la base du droit et des traités en vigueur. Il y a au contraire litige politique si l'une des parties ou si les deux parties exigent une modification du droit valable ou des traités existants. Sans doute, un tel critère est-il acceptable dans la majorité des cas, mais les juristes nationaux-socialistes lui reprochent de laisser précisément de côté un cas essentiel : il existe en effet des conflits qui possèdent le caractère juridique, mais qui, à la fois, touchent aux intérêts vitaux des Etats, à leur honneur ou à leurs conditions d'existence. On avait reconnu, avant la guerre, l'importance de tels conflits, et l'existence des clauses de réserve de souveraineté, à la fin du xix^e siècle et au début du xx^e, dans les conventions d'arbitrage ou dans les conven-

(1) VON FREYTAG-LORINGHOVEN. *Streitschlichtung im Völkerbunde*, D. R., 1935, p. 119.

(2) VON FREYTAG-LORINGHOVEN. *Richterliche Entscheidung*. *Op. cit.*

tions de La Haye, en fait foi. C'est ainsi, par exemple, que la Convention sur le règlement pacifique des conflits internationaux, adoptée à la seconde Conférence de la Paix, le 18 octobre 1907, renferme une clause semblable dans son article 9, qui traite des commissions internationales d'enquête : « Dans les litiges d'ordre international n'engageant ni l'honneur ni des intérêts essentiels, et provenant d'une divergence d'appréciation sur des points de fait (1)... »

Une clause de ce genre n'est pas inscrite dans le texte de l'article 36 du Statut de la C. P. J. I., mais elle y est sous-entendue, de même qu'il est sous-entendu que seuls sont soumis à la C. P. J. I. les conflits ne touchant ni à l'honneur ni aux intérêts essentiels des Etats. L'après-guerre marque une transformation du droit international qui n'est qu'apparente. Sans doute, le Pacte de la S. D. N. ne parle pas de réserve de l'honneur ou de la souveraineté : mais les Nationaux-Socialistes la déclarent découler implicitement du paragraphe 2 de l'article 13 dans son rapport avec l'article 15 (2). Ils indiquent, à l'appui de leur thèse, le fait que, depuis sa création, la C. P. J. I. n'a pas eu à connaître d'affaires mettant en jeu les intérêts vitaux d'une nation. De tels conflits ne pourraient être réglés par des décisions de justice. Il est intéressant, à ce sujet, d'observer les discussions qui eurent lieu à Genève lorsque, en septembre 1935, la première commission de l'Assemblée de la S. D. N. eut à prendre position sur le fait de savoir si le Conseil devait statuer à l'unanimité ou à la majorité pour renvoyer un arbitrage devant la C. P. J. I. Freytag-Loringhoven en tire des arguments pour renforcer la thèse nationale-socialiste.

(1) Recueil de textes de droit international, p. 186.

(2) VON FREYTAG-LORINGHOVEN. *Die Satzung des Völkerbundes*.

liste (1) : « Les représentants de la France, de la Petite Entente et de l'U. R. S. S. soulignent avec passion qu'il faut s'en tenir au principe de l'unanimité » ; c'était là la seule garantie pour que les questions à caractère politique ne soient pas soumises à des solutions juridiques. Le représentant de la France, M. Paul-Boncour, déclara que le Conseil devait avoir les mains libres ; celui de la Grèce, M. Politis, soutint le point de vue que la C. P. J. I. n'était pas qualifiée pour donner des lois aux Etats ; le représentant de la Yougoslavie, M. Gavrilovitch, émit l'idée que les Etats devaient être les seuls juges des questions mettant en jeu leurs intérêts vitaux ; enfin M. Jegorzew, représentant de l'Union soviétique, protesta contre la possibilité de soumettre les Etats à une juridiction obligatoire. D'ailleurs les Nationaux-Socialistes font remarquer, à l'appui de leur argumentation, que lorsque la Pologne, le 13 septembre 1934, déclara dénoncer le traité du 28 juin 1919 sur la protection des minorités, ni les représentants du gouvernement français, ni ceux des gouvernements britannique et italien n'en référèrent à la Cour de La Haye.

Le traité de Locarno a fait, lui aussi, une distinction entre les conflits politiques et juridiques. L'article 3, § 2, dispose : « toutes les questions, au sujet desquelles les Parties se contesteraient réciproquement un droit, seront soumises à des juges, à la décision desquels les Parties s'engagent à se conformer ». Le § 3 continue : « Toute autre question sera soumise à une commission de conciliation, et si l'arrangement proposé par cette commission n'est pas agréé par les deux Parties, la question sera portée devant

(1) VON FREYTAG-LORINGHOVEN. *Richterliche Entscheidung. Op. cit.*

le Conseil de la S. D. N. statuant conformément à l'article 15 du Pacte (1). » L'article 4 prévoyait le cas de violation de l'article 2 du traité de Locarno ou des articles 42-43 du traité de Versailles, et donnait aussi compétence au Conseil. Aucun argument ne permet donc de dire qu'il existe une pratique de la S. D. N. qui soumette les conflits juridiques, qui touchent à l'honneur et aux intérêts vitaux, à des décisions de justice. C'est ici le point central de toute la discussion. « Il y a d'ailleurs des questions qui dépassent la compétence du tribunal le mieux qualifié, des questions qui ne peuvent être résolues que par la politique, dans la pleine conscience de la responsabilité des gouvernements devant le peuple et devant l'histoire... » ; c'est pourquoi « le gouvernement du Reich, conscient d'une telle responsabilité, était convaincu qu'il ne pouvait laisser la décision à prendre à deux Etats qui tenaient l'Allemagne à la fois pour un allié et pour un adversaire » (2). Il n'aurait pu se soumettre « à la décision de huit juristes sur quinze ».

Le problème à résoudre, à savoir la compatibilité de Locarno et du Pacte franco-soviétique, était pour les Allemands lié à celui de la limitation de la souveraineté interne militaire du Reich sur la zone démilitarisée de Rhénanie. La remilitarisation était sans doute un acte original, distinct de la dénonciation des Accords de Locarno, mais il y était lié par son essence : il touchait à l'honneur allemand et seul le gouvernement allemand était capable de rétablir l'équilibre.

En passant en revue les arguments exprimés par les auteurs nationaux-socialistes pour critiquer l'idée de juri-

(1) Recueil de textes de droit international, p. 864.

(2) VON FREYTAG-LORINGHOVEN. *Op. cit.*, p. 406.

diction internationale, on constate qu'ils peuvent se rattacher à deux grands principes, celui de la souveraineté et celui de la personnalité. La souveraineté est un obstacle déjà rencontré à la construction du droit international : « car dès l'instant où, seule, la volonté de l'Etat peut fonder le Droit, il devient logiquement nécessaire que l'Etat seul interprète le Droit qu'il a créé, procède lui-même à l'acte de juridiction qu'il ne peut accepter d'un égal, et contrôle la validité des situations juridiques où il se trouve impliqué » (1). La personnalité, dans le droit interne national-socialiste, a sa source dans le *Volksempfinden*, dans le *Volksgeist* ; il en est de même pour le droit international. Le National-Socialisme ne peut trouver le droit dans la conscience du juge international. « Plus la sentence est anonyme, plus le collège des juges est étendu, et plus faible est sa force exécutoire. Il n'existe pas d'être humain qui puisse se poser en juge de l'histoire du monde. C'est pourquoi les hommes ne doivent pas chercher à ériger une Cour de justice internationale. Le Tribunal suprême du monde est l'Histoire elle-même (2). »

CRITIQUE NATIONALE-SOCIALISTE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES.

Vis-à-vis des institutions internationales, le National-Socialisme fait montre de la même défiance hostile. Sans doute, il admet la valeur des unions techniques internationales, dont le but est limité et défini avec précision : l'Etat s'engage alors de son plein gré et connaît l'étendue de ses obligations. L'Allemagne ne veut pas en effet se

(1) G. SCELLE. *Précis de Droit des Gens*. Tome I : Principes et systématique, p. 62.

(2) GÜRKE. *Volk und Völkerrecht*, p. 81.

laisser écarter de la communauté internationale : elle prend toujours comme base de son activité politique les principes d'égalité et de *Gleichberechtigung*, du respect de l'honneur des Etats ; or, ces principes ne sont nullement contredits par l'élaboration de conventions techniques collectives, conclues sur la base de l'égalité juridique et politique des contractants.

Pourtant l'Allemagne semble toujours craindre de voir les ententes inter-étatiques se transformer insensiblement en organismes super-étatiques. Le National-Socialisme se refuse à admettre un droit administratif international auquel les Etats seraient subordonnés. Les organisations internationales doivent se garder de toucher à la souveraineté des Etats, sinon elles perdent *ipso facto* toute valeur pour l'Allemagne du III^e Reich. Les institutions internationales ne sont pas créées pour elles-mêmes, elles ne constituent pas des entités impérissables. Elles sont au contraire de simples moyens, des instruments destinés à faciliter les relations entre Etats, pour servir le progrès et améliorer les conditions de vie des peuples. Si elles ne remplissent plus ces fonctions, si elles gênent les Etats en s'emparant d'attributions nouvelles, elles perdent leur raison d'exister ; bien plus, elles deviennent un danger. Il ne doit donc pas exister d'organismes indépendants des Etats, indépendants des peuples, ce serait là un péril pour la communauté des nations. Les organes administratifs internationaux doivent rester sous la souveraineté et sous la dépendance directe des Etats ; ils ne doivent donc avoir que des fonctions techniques et consultatives : il faut leur refuser tout pouvoir de décision autonome qui serait délégué à des commissions spéciales (1). Il faut éviter, là

(1) LEDERLE. *Op. cit.*, p. 75.

comme ailleurs, de s'écarter de la nation, de la *Volksge-meinschaft*, pour aboutir à une *civitas maxima* trompeuse (1). C'est le jugement que porte aussi Kraus, pour qui il n'existe pas d'intérêt super-étatique, mais seulement des intérêts étatiques parallèles (2).

En ce qui concerne l'Organisation internationale du travail, l'attitude des théoriciens nationaux-socialistes et du Gouvernement allemand est déterminée par cette argumentation. Le premier défaut de l'O. I. T., vice essentiel, est qu'elle repose sur le traité de Versailles. De plus, elle constitue un organisme international, et il est à craindre qu'elle n'apporte une limite ou une gêne à la liberté d'action des Etats. Enfin, on lui reproche surtout de comprendre dans son sein des représentants des patrons et des ouvriers, ce qui est contraire à la politique « socialiste » du III^e Reich et forme un des caractères « marxistes » de la constitution de l'O. I. T. Dans l'Allemagne actuelle, le National-Socialisme ne connaît plus que des *Volksgenossen*, tant sur le plan politique que sur le plan social. Diviser les représentants des classes laborieuses en patrons et en ouvriers est faire une classification « révolutionnaire » qui renferme le germe de la destruction des Etats. Le danger est encore aggravé par la possibilité donnée à ces représentants de voter contre les intérêts de leur propre gouvernement (3). On méconnaît ainsi que tous les *Volksgenossen*, qu'ils soient patrons, ouvriers ou fonctionnaires, ne sont que les différents éléments d'une même unité, la

(1) WALZ. Der Treuegedanke im Völkerrecht. *D. R.*, novembre 1934, p. 521.

(2) KRAUS. Das zwischenstaatliche Weltbild des National-Sozialismus. *Juristische Wochenschrift*, 1933, p. 2420.

(3) WOERMANN. *Handbuch. Op. cit.*, p. 192.

Volksgemeinschaft, et qu'ils ne peuvent s'opposer les uns aux autres sans briser cette unité et mener la nation à sa ruine. Aussi l'Allemagne, en quittant la S. D. N., s'est-elle également retirée de l'Organisation Internationale du Travail où elle déclare voir un fruit de l'idéologie marxiste.

CHAPITRE X

Philosophie nationale-socialiste du Droit des Gens.

La conception nationale-socialiste du Droit, qui prend comme règle de méthode l'observation de la vie, acquiert ainsi une nuance biologique et sociologique caractérisée. Sans doute, le Droit est-il défini comme tout ce qui est utile au *Volk* ; mais il naît du *Volksgeist*. L'antinomie qui pourrait exister entre le *Sein* et le *Sollen*, entre sa conception téléologique et son origine sociale, disparaît par l'observation sociologique. Le droit conçu par l'âme du peuple est tel qu'il ne peut lui nuire : tout contenu nocif ne peut résulter que d'un apport étranger. La sociologie observe la réalité des faits ; le droit, au contraire, façonne des normes : s'il se fonde sur la science sociale, il ne pourra entrer en contradiction avec elle, mais, par le lien qui l'y relie, il adoptera un caractère utilitaire, car il devra servir le *Volk* dont il découle. Les principes généraux du Droit naissent du *Volksempfinden* : ils fournissent non des règles précises, qu'il est interdit de transgresser, mais des directives qu'on ne peut violer sous peine de détruire le Droit lui-même, en détruisant la communauté qu'il a pour mission de sauvegarder. Par droits fondamentaux, il faut comprendre « quelques-unes des normes du droit international... qui, nées de la coutume universelle, ont un effet

absolu, c'est-à-dire opposable à tous les Etats membres de la communauté internationale. Tout Etat, dès sa reconnaissance comme sujet de droit des gens, est lié par ces normes, sans qu'une acceptation expresse ou tacite de sa part soit nécessaire » (1)... Ces principes ne sont en somme que peu éloignés de la conception exposée par le professeur Georges Scelle : « L'étude des sociétés primitives et des sociétés modernes nous apprend que le Droit est un produit spontané du milieu social, antérieur et supérieur à toute acceptation, peut-être même à toute conscience claire des individus dont il régit les comportements (2). »

Le National-Socialisme souligne, chaque fois qu'il le peut, la nécessité d'observer la nature, de se conformer aux besoins de la vie. Le Droit doit se garder de mettre des obstacles au dynamisme de l'évolution. Sans doute, il est un impératif social, mais il est limité par les principes fondamentaux qui témoignent de son origine biologique. Il conserve la qualité de droit tant que ses règles permettent le développement parallèle des intérêts du peuple et le maintien de l'unité de la communauté populaire : l'individu n'est considéré que comme membre du groupe social, son activité doit être favorisée par les règles du droit dans le sens du bien commun, elle doit être, par contre, entravée dès qu'elle s'oppose au développement social, dès qu'elle menace la cohésion de la *Volksgemeinschaft*. Le Droit ne peut donc être considéré comme un corpus fixe, stable, il est la science qui s'adapte à l'évolution perpétuelle psychologique, morale et politique. Il étend ou

(1) KARL STRUPP. *Eléments de droit international public universel européen et américain*, 1927, p. 69.

(2) G. SCELLE. *Précis de Droit des Gens*, t. I, p. 2.

rétrécit son domaine selon les nécessités de la vie. Son caractère dynamique est, pour les auteurs nationaux-socialistes, sa qualité distinctive. Mais l'utilisation des termes tels que « statisme » et « dynamisme » peut aboutir à formuler des conclusions différentes, si l'on part d'une *Weltanschauung* autre que celle du National-Socialisme. Ainsi, des juristes français ont pu soutenir que « cette distinction entre un *statisme* routinier et un *dynamisme* seul progressif aboutissait à nier une fois de plus l'existence d'une loi objective supérieure à l'homme... Il est instructif de constater par un exemple pris en droit international le caractère factice de l'opposition du dynamisme allemand et du statisme français. Dans ce domaine, c'est la pensée juridique française qui est dynamique ; c'est elle qui, actuellement, est en faveur de la reconnaissance du droit nouveau, avec les organismes internationaux chargés de dire le droit pour la communauté internationale et de le sanctionner le cas échéant. Alors qu'en Allemagne, la plupart ne voient encore que l'Etat souverain, la conception française est progressiste ; c'est elle qui est dynamique dans le sens de l'évolution actuelle » (1). Mais la doctrine nationale-socialiste n'accepte pas cette opinion : le dynamisme ne peut se comprendre dans le sens de l'évolution d'une science abstraite, mais toujours par rapport à la vie, par rapport aux besoins des communautés que le Droit a pour devoir de protéger, de développer et dont il doit favoriser le perfectionnement.

Telle est la raison pour laquelle le National-Socialisme, tout en exposant ses grands principes, se garde encore de créer un droit des gens à lui ; il ne présente que sa

(1) LOUIS LE FUR-GEORGES RENARD. Renaissance du droit naturel. *Les documents de la vie intellectuelle*, 3^e année, vol. 10, 1932.

conception du droit international actuel, il définit et justifie seulement la position de son Gouvernement. Ainsi, il se garde de formuler une théorie du traité, ou une théorie de la sécurité collective, ou une théorie de la protection des minorités,... Il craindrait d'établir trop tôt des règles qui s'avéreraient plus tard impossibles à suivre, qui lieraient le Reich contre sa nécessité d'expansion. Les auteurs nationaux-socialistes étudient des points particuliers du droit international public, formulent des critiques ou des propositions, sans jamais les relier en une vaste théorie synthétique. Ils définissent leur conception du traité par rapport au traité de Versailles, ou par rapport au Pacte de la S. D. N., ou par rapport aux accords de Locarno et en déduisent la nocivité pour un Etat de se lier politiquement dans des conventions collectives. Ils étudient ensuite le traité germano-polonais, l'accord anti-komintern passé avec le Japon, ou l'accord naval avec l'Angleterre pour en déduire la valeur des ententes directes, de la diplomatie d'homme à homme et pour prôner le retour aux pactes bilatéraux. Mais ils se gardent de formuler des principes intangibles : n'a-t-on pas vu l'Allemagne participer avec l'Angleterre, la France, l'Italie et l'Union soviétique au Comité de non-intervention, lors de la guerre d'Espagne ! Le pacte collectif n'est dangereux, pour elle, que parce qu'il porte atteinte, le plus souvent, aux droits fondamentaux et imprescriptibles de l'Etat, droits auxquels l'Etat lui-même ne peut renoncer. S'il est possible d'éviter un tel vice, la convention collective devient un mode de relation possible, bien qu'on lui fasse peu confiance. Lorsque les auteurs allemands traitent de la question des minorités, ils posent le problème d'une façon pratique ; ils ne l'étudient pas dans l'abstrait, mais par rapport aux intérêts des minorités

allemandes. S'ils critiquent, là encore, une réglementation internationale et proposent des ententes bilatérales, c'est qu'ils déduisent ces conceptions de l'exemple qu'ils ont sous les yeux, avec le traité polono-allemand qui a pacifié les relations entre l'Allemagne et la Pologne. S'ils insistaient sur la nécessité pour les groupes ethniques d'avoir leur autonomie administrative et culturelle, c'est qu'ils voyaient là une solution du problème des Sudètes.

En effet, la conception nationale-socialiste est liée volontairement à la réalité des faits ; c'est sa caractéristique essentielle. Ainsi s'explique son étroite relation avec la politique internationale. Se fondant sur le principe de la communion du Gouvernement avec l'âme du peuple, de l'identité de la *Führung* avec la *Gefolgschaft*, le Führer agit en représentant suprême de la volonté populaire : il est à la fois acteur et créateur. Il exprime le droit et agit instinctivement d'après ses données. On ne peut donc étudier le droit des gens, tel qu'il est compris par la *Weltanschauung* nationale-socialiste, sans étudier la politique suivie par le III^e Reich. Ce serait méconnaître son caractère original qui est de calquer ses théories sur la réalité des choses. Le droit des gens du III^e Reich ne découle pas d'une pensée abstraite, il n'est point une création logique, mais il a son essence dans la nécessité de conserver les valeurs internationales essentielles que sont le peuple, ses mœurs, sa civilisation, son aspiration à vivre et à participer aux biens de ce monde dans l'honneur, l'égalité et la pleine souveraineté.

CHAPITRE XI

De l'étude scientifique du Droit des Gens.

DES REVUES DE DROIT INTERNATIONAL.

Nombreuses sont les revues qui traitent des problèmes de droit des gens : elles existaient en général, avant l'arrivée au pouvoir du National-Socialisme ; mais depuis 1933, elles se sont ralliées *volens nolens* à la doctrine officielle.

La revue *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht* est actuellement éditée par Viktor Bruns et Schmitz. Elle suivait, avant le III^e Reich, les traditions nationalistes, elle a donc eu peu à faire pour s'adapter aux principes nouveaux. Elle traite d'ailleurs surtout du droit public étranger, plus que du droit des gens proprement dit. Parmi ses collaborateurs, il faut citer Carl Schmitt, Triepel, von Mandelsloh et Schenk Graf von Stauffenberg. Elle est l'organe de l'Institut que dirige le professeur Bruns.

La revue *Zeitschrift für Völkerrecht* fut fondée, à l'origine, par Kohler ; elle était, après la guerre, sous la direction de Max Fleischmann, de Walter Schücking et de Karl Strupp et représentait les tendances pacifistes. Depuis 1933, elle est éditée sous la direction du professeur Walz ; ses collaborateurs sont les professeurs Rühland, Schœnborn de Kiel, Wolgast de Wurtzbourg, et elle est en rapport avec l'Institut de droit international de l'Université

de Kiel. Elle est devenue une revue typiquement nationale-socialiste.

La revue *Niemeyers Zeitschrift für internationale Recht*, fondée en 1890 par Böhm, possédait, avant 1933, des collaborateurs réputés parmi lesquels il faut citer Beer, Hold-Ferneck, Max Fleischmann, Erich Kaufmann, Mendelsohn-Bartholdy, Triepel, Wehberg. Tous ses collaborateurs juifs, ou à tendance socialiste ou pacifiste, en ont été évincés. Elle est éditée actuellement encore par Niemeyer, en collaboration avec Herbert Kraus.

La revue *Völkerrecht und Völkerbund* fut, en avril 1934, créée par von Freytag-Loringhoven : elle traite surtout des questions politiques et de leur explication par des arguments de droit. Elle montre ainsi nettement, par ses articles, les rapports étroits qui existent, pour les juristes nationaux-socialistes, entre la science du droit et la politique. Elle a cessé de paraître en avril 1938.

La revue *Monatshefte für auswärtige Politik* s'est plus spécialisée dans l'étude de la politique internationale. Elle continue les *Hamburger Monatshefte*. Néanmoins, il y paraît souvent des articles traitant du droit des gens, notamment ceux du professeur Berber, directeur de la revue, qui est en même temps directeur de l'Institut des recherches de politique étrangère dont cette revue est l'organe.

Il faut encore mentionner la revue *Zeitschrift für öffentliches Recht*, fondée à Vienne par le professeur Kelsen, en 1913, sous le titre de *Österreichische Zeitschrift für öffentliches Recht* et qui prit sa dénomination actuelle après la fin de la guerre. Le rédacteur en chef en était le professeur Verdross, disciple du professeur Kelsen. Elle comptait de nombreux collaborateurs parmi lesquels

d'éminents professeurs étrangers : Anschütz, Anzilotti, Brierly, Köstler, Kranenburg, Layer, Malmgren, Menzel, Merkl, Pitamic, Recasens Siches, Georges Scelle, Verdross, de Visscher, Weyr et Wolgast. Après l'*Anschluss*, on pouvait s'attendre à voir cette revue subir la « mise au pas » (*Gleichschaltung*), c'est-à-dire se conformer à la doctrine nationale-socialiste. Le professeur Verdross, rallié aux nouvelles idées, devint directeur ; on « épura » la collaboration étrangère qui se réduit désormais aux noms de MM. Anzilotti, Köstler, Kranenburg, Layer, Malmgren, Merkl, Moör, Pitamic, J. Brown Scott, de Visscher et Wolgast.

A côté de ces revues essentielles de droit des gens, il faut citer la *Deutsche Juristen-Zeitung*, dirigée par Carl Schmitt, qui traite des questions de droit en général, et parfois aussi de droit international public, la *Juristische Wochenschrift* éditée par l'Association nationale-socialiste du *Deutsche Rechtsfront*, le *Deutsches Recht* organe central du *Rechtswahrerbund* et édité sous la direction du ministre de la Justice Hans Frank, la *Zeitschrift der Akademie für deutsches Recht* éditée également sous la direction de Frank et organe de l'Académie de droit allemand. La revue *Archiv für Rechts-und Sozialphilosophie* s'intéresse surtout aux problèmes de la philosophie et de l'essence du droit.

Il est intéressant de noter l'aveu officiel de l'épuration de la littérature juridique, telle qu'elle est exposée par Wilhelm Coblitz (1) dans le *Deutsches Recht*. Une telle épuration avait été l'objet de discussions au Congrès des Juristes qui avait eu lieu l'année de l'avènement du National-Socialisme, du 30 septembre au 3 octobre 1933.

(1) WILHELM COBLITZ. Das national-sozialistische Rechtsschriftum. *D. R.*, 1936, p. 242.

Par l'ordonnance du 14 mai 1934, Frank, en sa qualité de Führer du *Juristenbund*, obligea « les écrits, livres ou revues, les articles s'occupant de droit et se réclamant soit par leur titre, soit par leur exposé, soit par les réclames de librairie du National-Socialisme, à subir l'examen d'une commission de juristes du Parti ». C'était le rôle que devait jouer le *Reichsrechtsamt* du N. S. D. A. P. chargé, sous la haute direction de Frank, de veiller à l'orthodoxie des conceptions juridiques, car l'Etat nouveau exigeait la reconnaissance et l'acceptation de ses principes politiques qui devaient inspirer tous ses juristes. Mais Coblitz fait une distinction difficile à admettre, lorsqu'il nous déclare qu'il ne faut pas voir là une censure, mais simplement une nécessité politique, afin d'assurer l'évolution « libre » du droit nouveau. Toujours est-il que, depuis 1933, si la production des auteurs ne s'est point ralentie, si elle est encore immense et variée, elle repose partout sur la *Weltanschauung*: c'est ce qu'il est difficile d'expliquer par une conviction profonde, ou par une brusque conversion loyale de tous ses adeptes qui ne s'écartent pas d'une ligne des doctrines orthodoxes professées dans la nouvelle encyclopédie du droit national-socialiste que constitue pour toutes les branches du droit le *National-sozialistisches Handbuch für Recht und Gesetzgebung*.

DE L'ÉTUDE ET DE L'ENSEIGNEMENT DU DROIT DES GENS.

Pour favoriser l'étude du droit et pour diriger les recherches scientifiques dans l'intérêt allemand, puisque la *Weltanschauung* nie la valeur de toute science abstraite, on fonda, par un décret du 3 juillet 1934, l'Académie de Droit allemand. Elle se propose d'abord de faire des recherches

purement scientifiques, puis elle entend collaborer aux travaux préparatoires des lois, s'attache aux liens qui unissent le droit et la politique, et enfin entretient des relations avec les Institutions juridiques étrangères. Elle est divisée en nombreuses commissions spécialisées ; l'une d'elles s'occupe essentiellement des questions internationales, c'est le comité pour le droit des gens, *Ausschuss für Völkerrecht*, présidé par le professeur Bruns. Ce comité s'occupe de travaux et de recherches scientifiques, mais surtout dans leur rapport avec la politique étrangère. Il a ainsi contribué à la mise au point des thèses officielles allemandes, dans les problèmes de la Sarre, du retrait de la S. D. N., dans la question de l'*Anschluss*, etc... Il s'intéresse donc au droit des gens d'une façon pratique, et a des relations étroites avec la section juridique du ministère des Affaires étrangères. En dehors de ses séances ordinaires, où des professeurs font des exposés et discutent des problèmes juridiques, il organise des séances officielles, confidentielles, auxquelles assistent de hauts fonctionnaires de la *Wilhelmstrasse*, et qui servent à étayer, par des arguments juridiques que nous avons passés en revue, la situation diplomatique de leur gouvernement ou à en justifier les faits accomplis. Il est intéressant de signaler qu'à côté de professeurs de droit international tels que MM. Bruns, Berber, Bilfinger, Freytag-Loringhoven, Grimm, Gürke, Jahrreiss, Koellreutter, Rühland, Scheuner, Schmitt, Walz et Wolgast, on trouve le nom de nombreux praticiens du droit et de hautes personnalités militaires.

Il faut encore citer les Instituts qui sont spécialisés dans les questions de droit international. Ce sont des institutions dirigées par des professeurs, mais soutenues

et subventionnées par le Ministère des Cultes. Les plus importants sont le *Kaiser-Wilhelm Institut für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, de Berlin, dirigé par le professeur Viktor Bruns, l'*Institut für Völkerrecht*, de Breslau, dirigé par le professeur Walz, ce qui est en rapport avec l'*Institut für internationales Recht* et l'Université de Kiel. Notons l'*Institut für aussenpolitische Forschung* de Berlin, qui s'est incorporé l'*Institut für auswärtige Politik* de Hambourg et qui a été fondé par le professeur Fritz Berber : il s'intéresse spécialement aux questions de politique étrangère, dans leurs rapports avec les thèses juridiques. Ces Instituts collaborent avec la *Wilhelmstrasse*, dans les mêmes conditions que le comité pour le droit des gens de l'Académie : ils servent à fournir des plaidoyers aux diplomates du III^e Reich.

Quant à l'étude proprement dite du droit international, elle a lieu dans les Universités : l'Allemagne en possède vingt-trois. Chaque Université se divise en quatre Facultés, et le Droit n'est enseigné que dans la Faculté de Droit (*Juristische Fakultät*). Le droit des gens y représente une matière facultative, qui, comme en France, peut faire l'objet d'études supérieures et conduire à l'examen d'Etat (*Staatsexamen*) et au Doctorat. Le droit des gens est aussi enseigné à la *Deutsche Hochschule für Politik*, plus spécialement destinée à former de futurs *Führer* et qui donne un enseignement politique. Elle dépend d'ailleurs du Ministère de la Propagande. Le droit des gens y est étudié avec toutes les sciences annexes que les Nationaux-Socialistes jugent indispensables pour le compléter : science des races, des civilisations, ethnologie, géopolitique, etc., à la différence donc de l'enseignement universitaire. Le directeur des Etudes de Droit international public y est le

professeur Berber qui surveille les travaux des étudiants réunis dans le *Seminar für Völkerrecht*.

« NATIONAL-SOZIALISTISCHE VÖLKERRECHTLERN. »

La littérature allemande est considérable en matière de droit des gens. Les auteurs sont nombreux, et ils multiplient leurs ouvrages, leurs articles, le plus souvent à l'occasion d'événements politiques sensationnels qui troublent la quiétude de l'Europe. Mais la diversité d'opinions n'existe qu'en apparence, elle ne se rencontre que dans la présentation. Partout le système juridique peut se ramener à quelque affirmation, à quelque pétition de principe d'où l'on est parti pour construire une argumentation. Le but est aussi toujours le même : justifier par des thèses juridiques les violations du droit par le Gouvernement. Il est intéressant de passer en revue quelques auteurs parmi les plus marquants, et d'essayer de les distinguer les uns des autres. On s'apercevra alors qu'il est plus aisé de trouver des ressemblances que des différences.

Hans Frank, qui est ministre de la Justice du Reich, fondateur et président de l'Académie de droit allemand, n'est sans doute pas un spécialiste du droit des gens. Cependant l'influence qu'il exerce de par son poste officiel est trop importante pour qu'elle puisse être négligée en droit international. Il est le représentant caractérisé de la conception utilitaire du droit : vaut comme droit ce qui est utile au peuple allemand. Il lutte contre l'esprit libéral qui se manifeste dans les doctrines individualistes et bolcheviques. Il veut tirer de la race le vrai droit germanique, en faire le nouveau droit national-socialiste, qui, selon les souhaits exprimés par Hitler, se confondra avec l'équité et la morale.

Carl Bilfinger, membre de l'Académie du droit allemand, professeur à l'Université de Heidelberg, part, dans ses ouvrages, de la nécessité impérieuse pour l'Allemagne de recouvrer sa place en Europe, son rang dans le monde. L'Allemagne veut et doit redevenir une grande Puissance. Il va donc fonder toute sa construction juridique sur l'indépendance des Etats et en déduire les conséquences suivantes : l'Etat a droit au respect de son honneur et de sa souveraineté. Mais, posant ces principes, il ne va pas plus avant, il ne les approfondit pas, et passe tout de suite à des conclusions pratiques et politiques. Ces droits fondamentaux de l'Etat sont naturels (*naturgegeben*), imprescriptibles et inaliénables ; ils exigent l'égalité de l'Allemagne, ils justifient sa politique, ils permettent la critique de l'organisation internationale de l'après-guerre. Bilfinger fait peu appel aux données raciales, au *Volkstum*. Il est dans ses œuvres plus praticien que théoricien, et offre un bon exemple de la liaison intime de la conception nationale-socialiste du droit des gens et de la politique extérieure.

Viktor Bruns, professeur à l'Université de Berlin, membre de l'Académie de droit allemand où il préside le comité de droit des gens et directeur du *Kaiser-Wilhelm Institut*, est l'un des juristes les plus éminents du III^e Reich et des plus écoutés de la *Wilhelmstrasse*. Il s'attache à fonder le droit des gens, lui aussi, sur le principe de l'égalité et de l'honneur des Etats, sur la notion d'équité. Il part de là pour critiquer avec âpreté la politique internationale de l'après-guerre. Il émet l'opinion que tout est donné par la nature, que le droit n'est qu'un aspect de la moralité humaine. De même, la Nature a prescrit la mission de l'Allemagne ; seule législatrice, elle est aussi seul juge.

Aucune loi ne lui est supérieure, toutes lui sont subordonnées ; il n'existe qu'un seul tribunal suprême, celui de la vie. Bruns s'attache à définir la *Volksgemeinschaft*, donnée naturelle : il voit dans cette entité le moyen de transformer l'ordre de coexistence en un ordre de coopération. Il met en relief la valeur de la communauté ethnique dans l'ordre international : les communautés de race doivent être égales entre elles, et il en déduit le droit à la souveraineté, à la défense nationale, l'impossibilité d'une contrainte internationale qui serait une institution contre nature. Cet auteur met donc surtout l'accent sur le principe d'égalité et de *Gleichberechtigung*. C'est en partant de cette idée qu'il critique à son tour la politique des Etats vainqueurs, la conception de la S. D. N. en qui il voit réapparaître le monstre du super-étatisme, enfant de la démocratie.

Heinrich Rogge est un juriste qui s'attache surtout à la signification politique du droit des gens, à l'intérêt que cette branche du droit présente pour fournir des arguments à la politique étrangère. Sa pensée s'attache à trois principes essentiels : le droit à la légitime défense, l'idée du duel et celle de la paix dans l'honneur. Selon lui, la guerre est le phénomène essentiel de la vie des peuples, et là est le point de départ de sa théorie du droit international public. Aucun principe juridique ne doit pouvoir entraver le libre développement des peuples et de leur civilisation. Les heurts seront donc inévitables entre les Nations, la guerre étant une conséquence normale de cette lutte pour la vie. Autour du principe de défense nationale se développent ses études sur le droit de la guerre où il ne voit qu'une extension des règles du duel. Il en arrive ainsi à la notion d'honneur, essentielle pour diriger de

tels combats ; l'insécurité dans laquelle nous vivons vient de ce que les traités de paix l'ont violée ; la paix véritable ne peut exister sans son rétablissement. Il reprend les formules de Kant : *In amnestia consistit substantia pacis*. Il n'exprime donc pas une opinion optimiste, puisque la vie n'est selon lui qu'une suite de combats. Ainsi le National-Socialisme lutte contre le Bolchevisme, contre la démocratie bourgeoise. Il exprime sa méfiance envers la S. D. N. Pour aller au bout de ses déductions logiques, la guerre étant le fait sur quoi repose tout le droit des gens, Rogge semble croire que la paix dans le monde ne pourrait exister que si la force était monopolisée au profit d'une seule institution super-étatique. Mais il repousse aussitôt une telle conception ; par suite le droit des gens doit se restreindre à quelques relations techniques entre Etats ou à quelques rares règles universellement admises. Il insiste tout particulièrement sur les liens qui unissent le droit des gens et la politique, comme le montre d'ailleurs le sous-titre de son livre *Nationale Friedenspolitik* qui s'énonce (1) : « Manuel du problème de la paix, sur la base d'une politique juridique systématique internationale. »

Le P^r Carl Schmitt de l'Université de Berlin, membre de l'Académie de droit allemand, n'est pas un spécialiste du droit des gens, mais du droit public interne. Rallié au National-Socialisme, il a tendance à se rapprocher de Rogge par sa conception pessimiste, et par l'importance qu'il attribue à la guerre dans le développement du droit international : « La guerre est le centre de toute chose... Le soldat est l'exemple typique, l'expression la plus élevée

(1) HEINRICH ROGGE. *Nationale Friedenspolitik. Handbuch des Friedensproblems und seiner Wissenschaft auf der Grundlage systematischer Völkerrechtspolitik.*

de l'âme populaire » (1). Pour lui, le droit essentiel de l'Etat est le droit à l'existence : il en tire le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le droit pour une nation à se défendre contre toute agression et le droit à la possession des moyens de défense. Il s'est surtout intéressé aux relations intérieures entre le peuple, le parti et l'Etat. Par suite il s'appesantit sur les différences qui séparent les Etats sans s'occuper des liens qui peuvent les rapprocher les uns des autres. Il a mis ainsi en valeur la difficulté de créer un ordre juridique international. Il voit l'avenir de l'Allemagne dans le renouveau de sa tradition militaire prussienne, ainsi qu'en témoigne ce passage de ses écrits : « Fruit de la vision totalitaire du monde, l'Etat national-socialiste, mis en forme comme un jeune athlète, réunit dans son sein trois armées : l'armée des esprits imbus des mêmes convictions, l'armée des travailleurs groupés en corporations, l'armée des militaires avec ses forces de l'air, de la mer et de la terre. Alors si des nations comme la France et l'Angleterre continuent à vivre selon la méthode « bourgeoise » et civile, il y aura un heurt fatal entre elles et le Reich. Ou nous nous militariserons à l'allemande, ou nous serons battus en punition de nos transformations trop lentes (2). »

Le Pr Fritz Berber, directeur des études de droit des gens à la *Deutsche Hochschule für Politik*, membre de l'Académie de droit allemand, est à la fois un praticien et un idéaliste. Il expose, dans son livre *Sicherheit und Gerechtigkeit*, sa critique de l'idéologie de la sécurité, de la juridiction internationale, le rôle restreint qu'il entend

(1) CARL SCHMITT. *Totaler Krieg, totaler Feind, totaler Staat*. V. u. V., 1938, p. 141.

(2) Cité et traduit par le Pr VERMEIL. *L'Europe nouvelle*, juin 1938.

réserver à la S. D. N. Le droit ne doit pas consister en une barrière qui puisse gêner le développement de la vie des peuples. C'est donc une réduction notable du domaine réservé au droit international. Il insiste assez peu sur les principes de *Gleichberechtigung*, et c'est là ce que d'autres juristes n'ont pas manqué de lui reprocher (1). On craint presque de trouver chez lui la dernière pensée libérale, car n'a-t-il pas écrit qu'il considérerait la création d'un droit nouveau comme un fait révolutionnaire ! D'autre part il insiste assez peu sur les concepts de *Volk*, ou de *Volkstum*, de race, de *Volksgemeinschaft* qui ne jouent selon lui, dans le droit des gens, qu'un rôle de médiocre importance. La critique qui reconnaît en lui un esprit fin et souple, va même jusqu'à lui faire grief d'avoir cité dans ses ouvrages des auteurs non-aryens, tels que Erich Kaufmann, Freyer, ou Mendelsohn-Bartholdy ! Cet auteur, pour qui n'existe pas non plus de loi super-étatique, met sa foi dans le dynamisme de la vie. Et s'il termine sur des vues optimistes, sa confiance dans l'avenir ne repose malheureusement que dans son espoir en la force des peuples jeunes.

Le Pr von Freytag-Loringhoven, membre de l'Académie du droit allemand, insiste dans ses œuvres sur la relation étroite du droit international et de la politique. Il est nécessaire, selon lui, de créer une science du droit allemand qui serve la politique allemande et la soutienne de ses arguments. Il fait la distinction du droit positif injuste, et du droit non écrit fondé sur l'équité. Il caractérise la tendance du retour au droit naturel, déjà rencontrée chez la majorité des auteurs. Il met, lui aussi, en vedette le principe de l'égalité et s'attache à justifier dans sa

(1) WALTER HAMEL. Chronik. *Deutsches Recht*, 1935, p. 133.

revue *Völkerrecht und Völkerbund* les agissements du III^e Reich. Le droit ne doit jouer d'ailleurs qu'un rôle accessoire, il doit s'incliner devant la politique : c'est donc là encore une réduction de son activité. Chez lui, comme chez tous les auteurs qui avaient un passé avant 1933, passé qu'il est difficile de renier mais qu'on peut accommoder au goût du jour, il est peu question des principes raciaux qui pourraient servir de base à un nouveau système juridique.

Le P^r Wolgast de l'Université de Würzburg, membre de l'Académie de droit allemand, part dans sa doctrine du postulat de l'existence de droits fondamentaux pour un Etat. Ces droits, qui sont des droits naturels, dominant et conditionnent le droit des gens, et il énumère ainsi le droit à l'égalité, à la *Gleichberechtigung*. Mais il reconnaît que c'est là une base peu précise. Il en tire cependant des conséquences rigoureuses : le droit pour un Etat à maintenir son existence justifie son activité, lorsqu'elle est commandée par les circonstances. La difficulté à laquelle on se heurte en droit international, c'est que les Etats forment une société plutôt qu'une communauté (1), et par suite le droit des gens ne peut être qu'une loi de coordination, acceptée par les sujets qu'elle doit régir. Il met à son tour en vedette le principe de souveraineté, critique la S. D. N., affirme la valeur des traités bilatéraux qui reposent sur le respect des intérêts vitaux des Etats. Il définit aussi le droit des Etats au libre développement (*Recht auf Entfaltung*), droit aboutissant à la protection des intérêts dont l'Etat est le seul juge, et qui se rapproche singulièrement du fameux droit de nécessité exposé avant

(1) JOSEF L. KUNZ. Wolgast, *Völkerrecht*. *The american journal of international law*, 1935, vol. 29, p. 554.

la guerre par Kohler (1). Il suit d'ailleurs ainsi la tradition de Kohler et de sa revue, la *Zeitschrift für Völkerrecht*, à laquelle Wolgast collabore toujours.

Herbert Kraus insiste dans ses écrits sur la mission de l'Allemagne, qui veut rétablir le droit en Europe, et pour cela lutte contre les traités. Il accorde une importance primordiale aux notions de *Volk*, *Volkstum*, de race. Selon ses idées, le peuple racialement défini remplacera peu à peu le concept d'Etat : mais il ne s'exprime guère de manière plus précise sur la façon dont il conçoit pour l'avenir les relations inter-populaires. Il marque quelques hésitations qui ont été relevées par Bristler (2) : il a failli, en interprétant certains principes énoncés par *Mein Kampf*, évoluer vers un impérialisme avoué paneuropéen, dans la construction idéologique d'un *Mitteuropa* à direction germanique. C'était aller à l'encontre des thèses officielles du III^e Reich qui se prétendent pacifiques. Il encourut aussitôt la défaveur du gouvernement. Kraus s'attache aussi au principe d'honneur, et il en déduit l'obligation d'une égalité de droit, de traitement pour l'Allemagne. D'après lui, il n'existe pas, bien entendu, d'intérêt super-étatique mais seulement une coordination d'intérêts parallèles. En cela le droit des gens apparaît comme « individualiste ». Mais il est impossible, et Kraus s'en aperçoit, de construire une doctrine de droit international qui pose en principe la souveraineté absolue et intangible du groupe ethnique. Par ailleurs, il affirme aussi l'identité de l'équité et du droit, la nécessité de l'équité comme

(1) KOHLER. *Notwehr und Neutralität. Zeitschrift für Völkerrecht*, 1914, p. 576.

(2) BRISTLER. *Die Völkerrechtslehre des Nationalsozialismus*, p. 96.

correctif de la justice ; mais il ne fait que poser des principes ou affirmer une telle identité. L'équité sans doute alors pourra justifier une action *contra legem*, si celle-ci est nécessaire à l'évolution et à la vie du peuple.

Le Pr Norbert Gürke, de l'Université de Munich, membre de l'Académie de droit allemand, est directement influencé par la *Weltanschauung* nationale-socialiste. D'après lui, le droit des gens est nettement conditionné par les principes raciaux. Cet auteur met en valeur tout spécialement l'importance du *Volk*, du *Volkstum*, de la race, qui sont à la source de la culture dont le droit n'est qu'un des aspects. La notion d'Etat cependant ne semble pas claire : elle est pour lui la forme sous laquelle le *Volk* peut se développer. Elle n'a donc de valeur que par son étroite relation avec le *Volkstum*. Un Etat, tel que l'Etat nationalitaire, ne peut être un sujet du droit international, mais une simple curiosité ; il n'est pas viable ; s'il se maintient, c'est par suite de la prédominance d'un groupe ethnique qui le compose et qui tient sous sa domination les autres éléments de l'Etat. Le droit n'amène pas la collaboration des peuples entre eux, c'est au contraire leur communion dans le principe de race qui crée le droit. Mais Gürke est évidemment gêné pour définir les relations entre les diverses races, entre les peuples et les Etats selon le droit des gens. La communauté de race fait sans doute surgir une communauté de culture ; mais cette communauté culturelle donne le jour à des conceptions originales qu'il est difficile de concilier. Pour marquer l'influence de la race, il soutient que le droit des gens est conditionné par la politique intérieure. C'est ainsi qu'aux philosophies marxistes, pacifistes, démocratiques ou catholiques ont correspondu des théories juridiques différentes. Il déve-

loppe le parallèle entre les conceptions politiques et les formes d'Etats. Il affirme qu'à la conception anglo-saxonne correspond l'idée d'« Empire », c'est-à-dire de domination de différents points du globe, habités par des races diverses. Au concept démocratique correspondrait l'idée de la coexistence des Etats en tant qu'unités souveraines et la tendance à la création d'une république mondiale. Du catholicisme découlerait l'idée de la liberté des missions et du pacifisme conciliant qui trouve son expression dans l'amour du prochain. Il y a là sans doute des constatations exactes, et Gürke a l'avantage d'avoir bien mis en valeur la relation indiscutable qui existe entre les idées politiques d'une époque et la forme des Etats, entre les droits constitutionnels et les conceptions de droit des gens. Insistant d'autre part sur les données ethniques, il se heurte à l'impossibilité d'établir un droit des gens entre des races qui ne sont pas apparentées. Entre peuples d'origine ethnique variée, le droit régissant leurs relations ne peut consister que dans la juxtaposition de règles techniques. C'est donc bien là encore une réduction de sa valeur. Mais de cet obstacle insurmontable auquel se heurtent les juristes nationaux-socialistes qui partent des principes raciaux, on a fait un idéal à atteindre. Foin d'un droit des gens universel ! il ne faut qu'un droit des gens limité : il ne doit jouer qu'autant qu'il sert les intérêts du *Volk*, il ne doit donc renfermer que des règles librement admises. Il doit être étudié et élaboré dans la réalité politique : l'Allemagne est dans une situation d'infériorité politique et juridique qu'elle ne mérite pas, c'est le rôle du droit des gens de l'aider à en sortir. Comme ce droit constate la coexistence des Etats, mais ne peut aboutir à justifier leur collaboration, c'est aux juristes à chercher les arguments qui pour-

ront étayer l'action de leur gouvernement dans les relations inter-étatiques.

Le Pr Walz de l'Université de Breslau, membre de l'Académie de droit allemand, national-socialiste de la première heure, fait aussi reposer sa doctrine sur les concepts de *Volkstum* et de race. Le droit trouve sa source dans le *Volksgeist*, et le droit allemand se distingue des autres par ses qualités germaniques de fidélité et d'honneur. Walz critique la conception classique du droit des gens comme un fruit de l'idéologie démocratique et lui oppose le système du droit public de l'Etat totalitaire national-socialiste. Il se rapporte fréquemment aux discours de Hitler, notamment pour insister sur le caractère non-impérialiste de la politique du III^e Reich qu'il justifie par des arguments juridiques. Il n'admet pas que l'on cherche le progrès du droit international dans l'établissement d'une discipline universelle. D'ailleurs, il n'existe pas de loi super-étatique qui puisse restreindre la souveraineté des Etats ou brider les entités éternelles et indestructibles que sont la *Volksgemeinschaft*, et la Race. Il est nécessaire, au contraire, de lutter pour le maintien de la liberté absolue et de l'égalité de l'Etat, en tant qu'il est la représentation extérieure sous laquelle se développe l'entité naturelle du *Volkstum*.

CHAPITRE XII

Du droit des gens national-socialiste, science appliquée.

La conception nationale-socialiste du droit des gens, telle que nous l'avons exposée, doit jouer dans l'Allemagne actuelle un rôle utilitaire : expliquer et justifier l'attitude du III^e Reich dans ses relations internationales. Elle permet donc d'abord une critique de l'ordre établi depuis la Paix jusqu'en 1933, qui n'est qu'un long plaidoyer en faveur de l'activité du gouvernement allemand ; elle essaie ensuite de donner des directives par la façon dont elle prévoit l'avenir, l'organisation des relations internationales, tout au moins dans le cadre de l'Europe. Il est utile d'énumérer rapidement ses arguments, mieux ses « slogans » qui à force d'être répétés par la presse, le livre, la radio, les discours officiels, sont devenus des principes indiscutables.

L'ALLEMAGNE CONTRE L'INJUSTICE.

Les auteurs nationaux-socialistes sont tous d'accord pour voir, dans l'évolution politique et juridique internationale depuis 1918, l'influence d'une France voulant renforcer le traité de Versailles. Ils expliquent ainsi le système de pactes d'ordre militaire passés entre les Alliés en vue de mettre obstacle au désarmement général, tel que le voulait Wilson, tel que le prévoyait le Pacte de la S. D. N. La

France voulait maintenir le désarmement unilatéral des Puissances vaincues, ce qui était contraire au principe de justice et d'équité dont se réclame le National-Socialisme. D'autres accords étaient conclus par la France pour maintenir et confirmer le *statu quo* des traités de paix. Gürke voit ici la crainte que les vaincus se relèvent trop vite de la défaite, menacent l'ordre établi ; aussi « pour éviter de donner à ces conventions un aspect par trop antijuridique », on les basa sur des principes vagues de solidarité (1). On créait habilement une procédure nouvelle par laquelle un Etat s'insurgeant contre les droits acquis, destructeurs et oppresseurs des facteurs essentiels de vie que sont la *Volksgemeinschaft* et la Race, se trouvait transformé en un agresseur voulant troubler la paix, et se conduisant en criminel aux yeux des Etats « rassasiés ».

C'est à cela que servait, pour les juristes allemands, le lien étroit existant entre le traité de Versailles et le Covenant ; c'est à cela que devait servir la création de la C. P. J. I. Il n'est pas nécessaire aux Allemands de chercher d'autres arguments afin d'expliquer l'entrée des troupes françaises en Rhénanie, précaution pour empêcher la violation d'un traité. Selon les Nationaux-Socialistes, c'est encore pour consolider le *Schanddiktat* et confirmer le *statu quo* que l'on a élaboré le Protocole de Genève, l'Acte général de 1928, les Accords de Locarno, le Pacte Briand-Kellogg : tous ces pactes, qui devaient assurer la paix et écarter la guerre, servaient les Puissances qui avaient intérêt au maintien du statut territorial de 1919 et leur permettaient de déclencher tout un système de sanctions contre quiconque aurait été tenté de modifier l'ordre

(1) GÜRKE. *National-Sozialismus und Friedenspolitik*, p. 43.

établi. Telle est l'opinion des juristes et celle du Führer : « Je crois que je dis la vérité en déclarant qu'à côté des nombreux privilèges des Etats vainqueurs, le traité de Versailles mentionnait aussi, pour eux, le droit de définir sans être contredits, ce qu'est la « collaboration internationale » et ce qu'elle n'est pas (1). » Un tel renforcement de la technique juridique n'est pas, il est logique de s'y attendre, considéré comme un progrès du droit international. Le traité de Versailles n'est que la continuation de la guerre avec des moyens nouveaux, de même que le Pacte de la S. D. N. est le code d'une guerre larvée, puisqu'il viole les principes du Droit acceptés par le National-Socialisme. Et les juristes allemands d'ajouter que la démocratie weimarienne s'est soumise à la politique du gouvernement français, en abdiquant toute personnalité, et que là est la source de son échec.

Mais si le traité de Versailles, en tant que *Diktat*, n'a pas de force obligatoire juridique, il semble cependant nécessaire aux théoriciens allemands de démontrer que s'il a été violé, ce n'est pas par le Reich, mais bien par les Puissances qui l'ont façonné. Ils insistent sur la contradiction du traité avec le traité préalable, le *Vorvertrag*, qui constitue une première violation du droit. La note allemande du Secrétaire d'Etat Solf, du 12 octobre 1918, déclarait : « Le gouvernement allemand accepte les principes que le Président Wilson, dans son discours du 8 janvier et dans ses déclarations ultérieures, a exposés comme bases d'une paix durable dans le droit. Le but des conversations à engager serait de s'entendre sur des questions techniques » ; et la note confirmait l'acceptation de la note américaine du

(1) HITLER. Discours du 20 février 1935.

8 octobre 1918. Nombreuses sont les autres « violations du droit » : c'est, par exemple, la thèse de la responsabilité qui est le fondement des réparations et dont la conséquence fut l'« invasion de la Ruhr » ; c'est la non-application à l'Autriche ou à l'Alsace-Lorraine recouvrée du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Toujours et partout ces thèses sont exploitées par Hitler : « Ce n'est pas l'Allemagne qui a violé le traité de Versailles. Mais ce *Diktat* avait déjà été violé en de nombreux points et annulé par les Puissances qui ne pouvaient pas se décider à accepter pour elles-mêmes le désarmement qu'elles exigeaient de l'Allemagne (1). » Dans son discours à Weimar du 6 novembre 1938, il s'exprime en ces termes : « Toutes les promesses faites n'ont pas été tenues. Si aujourd'hui, dans des pays étrangers, des parlementaires ou des hommes d'Etat osent prétendre que l'Allemagne n'a pas respecté ses traités, nous ne pouvons que répondre : la plus grande violation des traités de tous les temps a été commise envers l'Allemagne. On a par la suite renié tout ce que l'on avait promis à l'Allemagne en quatorze points, sur la base desquels elle avait déposé les armes. Vous, Allemands, avez vécu la fin de ce beau rêve ! »

Une autre manifestation de la politique de force, de chantage, masquée au début sous le couvert des mots liberté, paix, fut l'admission dans le sein de la S. D. N. de l'Union soviétique. Ainsi s'achevait le sacrifice de l'idéologie libérale et démocratique. Tout cela justifiait pour l'Allemagne « déshonorée, privée de ses droits et désarmée », la nécessité d'ouvrir les yeux à son peuple sur sa situation de politique extérieure.

(1) HITLER. Discours du 21 mai 1935.

LA JUSTICE POUR L'ALLEMAGNE.

La nécessité se faisait sentir de remplacer par de nouveaux principes ceux qui régissent le droit des gens depuis le XIX^e siècle. Le National-Socialisme l'a essayé en luttant contre la démocratie weimarienne, et depuis son arrivée au pouvoir, il travaille à renouveler les conceptions juridiques, à faire retrouver au peuple allemand son originalité, en secouant ou en brisant les entraves de Versailles, en transformant l'idéal d'une Nation, pour en faire une force nouvelle avec laquelle il sera nécessaire de compter. Les juristes doivent puiser leurs théories dans la réalité telle qu'elle est représentée par les discours du Führer qui ne fait qu'exprimer ce qui est confusément senti par la masse, et ils doivent observer l'évolution naturelle de la vie qui leur servira de guide et de règle.

L'Allemagne nationale-socialiste prétend ne pas poser d'exigences de force brutale, mais présenter une pensée dynamique, forte de ses racines qui plongent dans le *Volkstum*. La différence pour un esprit latin n'est guère perceptible. Elle veut ensuite trouver son fondement dans le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui fut proposé par Wilson et accepté par les Puissances de l'Entente, et dans le droit de chacun à l'égalité dans la paix. Il faut se débarrasser désormais de l'ancienne mentalité formaliste qui ne concevait le droit que sous la forme fixe et inaltérable des traités, méconnaissant les lois naturelles du développement biologique. Le *Staatsvolk* ou le *Volksstaat* moderne n'est point une simple forme abstraite, il est la représentation de la vie : il ne peut exister que dans l'honneur et dans le respect de sa souveraineté. Le traité de Versailles a méprisé de tels principes : aussi

les Puissances victorieuses n'ont-elles pu bâtir une paix durable, car elles ont fait fi de l'honneur allemand en désarmant l'Allemagne, en morcelant son territoire, en lui enlevant sa sécurité. « Avec de tels procédés, dit Gürke, on peut sans doute détruire une bande de criminels, on ne peut pas anéantir un grand peuple civilisé, qui sert l'humanité tout entière par sa production intellectuelle et économique(1). » C'est précisément par devoir de fidélité envers la communauté européenne, à laquelle il appartient, que le peuple allemand a dû reconquérir son égalité de droit dans toutes les questions internationales qui l'intéressaient. Si le Reich exigeait l'égalité des armements, ce n'était pas dans le dessein de modifier par la violence l'ordre établi, mais pour se protéger lui-même, puisqu'il se disait prêt à accepter des autres Puissances un désarmement correspondant. N'est-ce pas l'affirmation qu'on respecte le droit lorsqu'on le viole, qu'on désire la paix lorsque l'on ébranle l'ordre international ? « Le gouvernement allemand observera les articles du traité de Versailles sur les questions territoriales et n'en obtiendra les révisions nécessaires que par une entente pacifique (2). » Moins d'un an après, il réoccupait et remilitarisait la Rhénanie, et le 10 avril 1938 il annexait l'Autriche par l'Anschluss. Le peuple allemand est certain de son bon droit, de même qu'il est convaincu de son irresponsabilité dans la guerre de 1914-1918, puisqu'il est lavé de l'insulte de l'article 231 du traité de Versailles : « Le peuple allemand est profondément convaincu de sa propre irresponsabilité dans la guerre. Puissent les

(1) GÜRKE. *Op. cit.*, p. 44.

(2) HITLER. Discours du 21 mai 1935.

autres participants à ce malheur tragique avoir la même conviction pour eux-mêmes (1) ! »

L'Allemagne a « liquidé » le Pacte de Locarno, dernier vestige, selon elle, de la politique d'équilibre de la France ; et cependant ne reposait-il pas sur le principe de l'égalité des contractants ? Mais pour les Nationaux-Socialistes, là n'était pas son vrai but : il tendait surtout à être une confirmation du traité de Versailles, il restreignait dangereusement la souveraineté allemande, il se ressentait des doctrines démocratiques et impérialistes de 1919. C'est surtout dans un esprit d'abnégation, « dans l'intérêt d'un apaisement final et en pleine conscience du lourd sacrifice unilatéral, que l'Allemagne a laissé insérer, dans les Accords de Locarno, la confirmation des articles 42 et 43 du traité de Versailles », écrivait en 1936 le professeur Berber (2). Tel n'était pourtant pas l'avis exprimé par Stresemann (3) dans son discours à la radio du 3 novembre 1925. Le gouvernement du III^e Reich a mis fin à cette *societas leonina* ; mais il a tempéré son attitude en offrant aussitôt à l'Europe un plan de paix qui essayait de reconstruire l'avenir européen. C'est le mémorandum des Puissances locarniennes du 19 mars 1936 qui refusa l'offre allemande, alors que le projet français ne constituait, pour les Nationaux-Socialistes, qu'une réédition des anciens systèmes du Protocole de Genève ou de l'Acte général de 1928 ou encore du plan paneuropéen de Briand de 1930, etc...

Quelles sont les propositions allemandes pour construire la nouvelle paix ? Il faut évidemment que la tension entre les peuples disparaisse, disent les juristes allemands. Ce

(1) HITLER. Discours du 15 octobre 1935.

(2) BERBER. *Die völkerrechtspolitische Lage Deutschlands*.

(3) STRESEMANN. *Reden und Schriften*, vol. II, p. 211-220.

n'est pas là une constatation, mais une vérité première. La confiance seule peut fonder des relations pacifiques. On offre l'exemple de la convention polono-allemande du 26 janvier 1934, qui a mis fin aux querelles incessantes et aux polémiques de presse, ainsi qu'aux incidents de frontières relatifs aux minorités allemandes en Pologne et à la question du « corridor » polonais. On lui compare l'offre du gouvernement allemand de signer avec ses voisins des pactes de non-agression, l'offre même qu'il avait faite d'observer « quand même les Accords de Locarno, malgré leurs obligations écrasantes sur la Rhénanie démilitarisée ». On souligne aussi la nécessité d'éviter toute classification des Etats, qui pourrait être contraire à leur développement dynamique : on donne à ce sujet l'exemple du traité naval anglo-allemand du 18 juin 1935. On prône la valeur des pactes de non-agression, et comme il est difficile de définir le belligérant, on limite la guerre qui redevient le duel de deux adversaires. Enfin, il faut citer les affirmations constantes et répétées de la volonté de paix de l'Allemagne, mais évidemment de paix allemande dans l'honneur et dans l'équité.

L'ALLEMAGNE DANS LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE.

L'Europe constitue une société d'Etats ; cependant on voit apparaître dans le droit des gens, selon la conception nationale-socialiste, une nouvelle reconnaissance de la solidarité européenne. Certes, cette solidarité demeure profitable à l'Etat allemand, elle est souvent plus géographique, plus économique que juridique. Pourrait-on attendre de l'Allemagne une affirmation généreuse, désintéressée, sans aspect utilitaire, donc en contradiction avec la *Weltan-*

schauung ? On peut lire dans le *Völkische Beobachter*, sous la plume de Hilgenfeldt, les phrases suivantes : « De même que sur le terrain restreint de l'Allemagne nous reconnaissons la valeur de la communauté, de même nous l'affirmons encore dans nos relations avec les autres peuples. Ainsi l'idée d'une *Volksgemeinschaft* n'est pas seulement d'une importance essentielle pour les mesures de coopération sociale dans le cadre d'une communauté prise à part, mais elle mérite d'être observée dans les relations des Etats les uns avec les autres (1). » Sans doute, c'est là une affirmation vague et imprécise. Mais la notion de communauté européenne reparait à différentes reprises dans les discours du Führer : « Le peuple allemand est convaincu que sa force ne peut être séparée de sa solidarité profonde avec les nations de l'Europe, solidarité qui tire son origine de la vie en commun (2). » Les juristes se sont empressés de recueillir cette idée nouvelle qui aurait pu servir efficacement à créer le nouveau droit international. Carl Schmitt parle, à son tour, de la communauté des peuples européens (3), de même Walz (4) et Gürke (5). Mais aucun ne fait du principe de solidarité la loi suprême du droit des gens : on s'aperçoit vite qu'un tel principe serait incompatible par ses conséquences logiques avec la conception nationale-socialiste du droit international.

On se heurte aussi, pour édifier la communauté européenne, à la diversité des races. Sans doute chaque peuple a sa mission à remplir, et par suite on ne peut construire

(1) *Völkischer Beobachter*, 14 juillet 1936.

(2) HITLER. Discours à Essen, 1936.

(3) CARL SCHMITT. *National-Sozialismus und Völkerrecht*, p. 17.

(4) WALZ. *National-Sozialismus und Völkerrecht. V. u. V.*, 1934-1935, p. 473.

(5) GÜRKE. *Volk und Völkerrecht*, p. 5.

sur le principe d'une subordination de droit. On en est réduit à poser comme règle le devoir pour tout membre de la communauté de veiller à la protection du groupe social, comme dans le droit interne. « C'est le nouveau leitmotiv du droit des gens », déclare Tatarin-Tarnheyden (1). Selon Hellmut Dietze (2), la communauté européenne se résoudrait vite à un directoire des quatre Puissances : France, Angleterre, Italie et Allemagne. L'U. R. S. S. devrait rester en dehors, car le Bolchevisme est le produit d'une race étrangère. Ce serait le partage de l'Europe en deux blocs. Sa frontière serait celle définie en 1923 par la Conférence des Ambassadeurs : « La limite orientale du territoire de Memel, qui est l'ancienne frontière russo-allemande, marque véritablement le passage brusque et sans transition d'une civilisation à une autre. Un siècle, au moins, sépare la première de la seconde. C'est la vraie frontière de l'Occident et de l'Orient, de l'Europe et de l'Asie. » On arriverait ainsi peut-être à créer une communauté pacifique. Le National-Socialisme veut voir dans la paix autre chose qu'un concept négatif, qui se définit par l'absence de guerre. La paix veut trouver sa source dans l'amitié des hommes unis par les liens du sang, de la race. Seule une telle paix peut créer le bonheur, c'est là sans doute l'idéal à chercher (3). Mais il ne faut pas confondre pacifisme et désir de paix : la paix, pour être durable, doit respecter l'honneur et les intérêts vitaux de chacun. C'est pourquoi, s'il doit exister une communauté

(1) TATARIN-TARNHEYDEN. *Völkerrecht und organische Staatsauf-fassung. Archiv für Rechts- und Sozialphilosophie*, vol. 29, 1936, p. 306.

(2) HELLMUT DIETZE. *Europa als Einheit. Zeitschrift für Völkerrecht*, 1936, p. 305.

(3) CARL SCHMITT. *Der Begriff des Politischen*, 1933, p. 7.

européenne, elle doit être juridique. Il est donc concevable de voir se constituer dans l'avenir des groupes de nations apparentées par la race ou par l'esprit, qui permettront de faire progresser le droit des gens, alors que les tentatives modernes pour créer un droit international mondial ou universel ne peuvent qu'aboutir à la restriction du droit international, car les conceptions juridiques des peuples sont toutes différentes, puisque conditionnées par leurs origines ethniques.

C'est par la communauté à base de peuples apparentés par la race que l'on pourra sortir de l'imbroglio juridique dans lequel on se trouve. Mais il faut concevoir cette nouvelle solidarité sans perdre de vue la *Weltanschauung* nationale-socialiste. Les conceptions juridiques des peuples ne sont pas des lois écrites, elles existent dans la conscience populaire, le *Volksempfinden*. Ce ne sont pas les Etats qui sont les maîtres du droit des gens, mais bien les peuples qu'ils représentent. Il faut dépasser le stade de l'étatisme hégélien. Le *Volk* doit donc être considéré comme l'élément le plus important du droit international, son seul sujet (1). Cela pourra permettre de donner au droit international une atmosphère vivante, plus proche de la réalité, alors que jusque-là, le système des relations inter-étatiques considérait les Etats comme des organismes rigides et sans vie. Or, la vie et le « droit de la Vie » sont plus puissants que de simples paragraphes ; c'est une affirmation maintes fois réitérée. La vie est éternelle, les textes sont éphémères. Cette opinion est souvent exprimée par Hitler : « Au-dessus de tous les paragraphes est le « droit

(1) RÜHLAND, Staatsverträge und national-sozialistische Rechtsauffassung. *Zeitschrift für Völkerrecht*, 1934, p. 133.

de la Vie » qui nous vient naturellement de Dieu... Les peuples vivent plus longtemps que destupidés décrets... » On aboutit au renouveau du droit naturel dont la valeur dépasse et détruit tout le droit positif qui le gêne. Telle est aussi la philosophie qu'exprime Rosenberg : « L'homme aryen croit à la loi éternelle de la Nature (1). » Cette pensée se retrouve chez le ministre de la Justice Frank lorsqu'il parle, dans le *Handbuch* national-socialiste, de la conscience innée d'un droit non écrit.

(2) ALFRED ROSENBERG, *Der Mythos der 20. Jahrhundert*, p. 266.

Conclusion.

Le National-Socialisme, tout en créant une mystique moderne, se flatte d'avoir donné une vigueur nouvelle aux aspirations profondes de la race germanique. Sans doute, les tendances dont on a retracé le développement au début de ce travail ont existé dans tous les pays d'Europe ; mais elles se sont cristallisées en Allemagne pour former peu à peu une doctrine politique. Il serait d'ailleurs intéressant de mesurer l'appoint fourni par la pensée étrangère et notamment par des esprits aussi différents que J.-J. Rousseau, Gobineau, Georges Sorel, Houston Steward Chamberlain pour ne citer que les plus marquants ; leurs théories ont trouvé en Allemagne un terrain favorable. De même, le naturalisme que développent les systèmes juridiques du National-Socialisme veut marquer un retour aux formes simples du passé, et c'est en ce sens que la révolution nationale de 1933 peut être qualifiée de « réaction » au sens étymologique du mot c'est-à-dire « un retour aux représentations psychologiques spécifiques de la collectivité germanique, une répudiation de toute une série de concepts empruntés depuis plusieurs siècles, par une partie seulement des classes dirigeantes, aux autres civilisations occidentales, et qui, devant l'effondrement de ces classes dirigeantes et des structures sociales auxquelles elles appartenaient,

a laissé le champ libre à une revanche tumultueuse de l'âme collective ancestrale » (1).

Néanmoins les Allemands voient dans l'arrivée au pouvoir du National-Socialisme une révolution, et par ce terme ils veulent mettre en valeur tout le dynamisme de leur *Weltanschauung*. Ils affirment qu'il y a là une nouvelle acception du mot « révolution ». Avant 1933, la révolution était considérée comme un événement politique marqué par des procédés de violence ; le plus souvent, elle consistait en une dépossession des classes dirigeantes, et une minorité agissante saisissait le pouvoir par la force. La révolution que le National-Socialisme prétend avoir faite est un redressement de l'histoire accompli par des moyens légaux ; mais telle n'en est pas la caractéristique essentielle. Son originalité provient de la transformation totale qu'elle a apportée dans les conceptions intellectuelles, spirituelles, culturelles, juridiques, économiques et sociales, et le fait qu'elle s'est effectuée par en bas, non par en haut, la différencie d'une simple révolte contre l'ordre établi. « Ce qui s'est passé en 1918, déclare Gœbbels, était une révolte ; ce qui s'est passé en 1933 est une révolution. Ce que l'Italie avait subi avant l'arrivée au pouvoir du Fascisme était une révolte ; ce que Mussolini a accompli, l'œuvre qu'il poursuit encore aujourd'hui, c'est une révolution. La notion de révolution est liée à l'idée de tradition. Les révolutions ont un caractère conservateur, en ce sens qu'elles ne détruisent pas pour détruire, mais qu'elles ne détruisent que ce qui mérite d'être anéanti, afin de faire place aux nouvelles conceptions (2). » Révo-

(1) GEORGES SCELLE. Préface de *Die Völkerrechtslehre des National-Sozialismus*, d'EDUARD BRISTLER, p. 5.

(2) *Der Fascismus und seine praktischen Ergebnisse*, p. 20 (*Schriften der deutschen Hochschule für Politik*).

lution et révolte se distinguent l'une de l'autre par leur durée. Une révolte faite par une minorité appartenant aux classes dirigeantes ne pourra se transformer en une révolution, car elle n'est destinée à durer que peu de temps et sera sans grande importance dans l'histoire. Au contraire, disent les Nationaux-Socialistes, une révolution qui monte des profondeurs populaires, comme celle de 1933, est un phénomène organique qui durera des siècles. Mais pour arriver à ce succès, il a fallu préparer l'opinion, semer le germe révolutionnaire. Lorsque les forces de l'opposition dépassent celles de l'autorité établie, la bataille est virtuellement gagnée. C'est ainsi qu'après le 30 janvier 1933 la lutte était terminée. Le dynamisme qui permettait la domination de la *Weltanschauung* créait une nouvelle légalité.

Mais une telle révolution modifiait aussi l'équilibre international. Des conceptions nouvelles s'opposaient à la vieille civilisation occidentale. L'Allemagne retrouvant sa mission germanique prônait l'universalité de sa mystique. Alfred Rosenberg, théoricien du Parti, déclarait le 17 janvier 1935 : « Si l'on se place au point de vue de la politique générale, l'attitude décisive que nous venons de décrire est universaliste... Quinze siècles d'histoire européenne nous montrent que les nations se sont toutes mues, chacune à leur manière, dans le champ d'une conception universaliste du monde, que toutes les grandes luttes entre les peuples se sont toutes déroulées sur le plan d'une doctrine qui visait à l'universalité. Universalisme religieux dans le catholicisme; universalisme encore, quoique sous une forme modifiée et avec des tendances individualistes, dans le dogme protestant; universalisme d'ordre moral et social dans le système du libéralisme tel

que l'a construit la Révolution française; universalisme nihiliste enfin dans les derniers représentants du marxisme, dans le communisme mondial qui ne connaît plus d'Etats nationaux... Chacune de ces valeurs éternelles et suprêmes trouve sous une forme quelconque son incarnation dans un parti politique, notamment en Allemagne. L'universalisme du Moyen Age a trouvé sa représentation dans le Centre catholique, l'idée dynastique dans les vieux groupes conservateurs, l'idée républicaine et économique dans le parti démocrate, l'idée de classe dans les groupes issus du marxisme. Contre tous ces groupes, le mouvement national-socialiste annonce une valeur suprême, à la fois ancienne et nouvelle, à savoir l'honneur national (1). »

* * *

Le système juridique qu'a construit le National-Socialisme permet de justifier aux yeux du monde son dynamisme sans être assez rigide pour imposer des règles à son activité. Un droit des gens national-socialiste n'existe pas encore. Ce serait d'ailleurs une hérésie que d'accoler le qualificatif « national-socialiste » au droit international, que l'on prétendrait ainsi réduire à un droit public externe de l'Etat. Mais il existe cependant une conception nationale-socialiste du droit des gens. Les juristes du III^e Reich partent de bases nouvelles pour tenter de le rénover à leur profit. Ils sont ainsi d'accord avec les théoriciens du Parti qui affirment que la *Weltanschauung* doit imprégner toutes les sciences humaines. L'importance accordée en droit des gens à la notion de race caractérise le système allemand moderne. La race, la *Volksgemeinschaft*,

(1) Cité et traduit par le Pr VERMEIL. *L'Europe nouvelle*, juin 1938, p. 621.

sont les valeurs suprêmes auxquelles tout est subordonné. L'Etat est totalitaire, souverain ; il ne reconnaît aucune règle de droit pouvant limiter son activité en politique internationale ; il est de son devoir d'organiser le corps social, d'en conserver la puissance d'expansion en veillant à la pureté de la race. De l'importance essentielle accordée au facteur ethnique — puisque l'on admet que le Droit est une émanation de la conscience populaire — découlent les différents facteurs qui vont donner aux thèses juridiques nationales-socialistes leur caractère distinctif. La race germanique s'est toujours, paraît-il, distinguée par un sentiment très vif de l'honneur : l'honneur va devenir une des bases du droit des gens hitlérien. Tromper l'adversaire ou le collaborateur, faire reposer le traité sur une violation de l'honneur d'un des contractants sont des actes impolitiques et antijuridiques. Il est interdit de porter atteinte à l'honneur national d'un Etat. Un tel respect de l'honneur n'est pas une innovation, il est admis par le droit classique. Mais ce qui est ici original, c'est la place importante accordée à cette règle, c'est l'intérêt primordial qui y est attaché. Nombreuses en sont les conséquences qui permettent aux Allemands l'élaboration, à leur profit, de théories sur le traité, par une interprétation des règles traditionnelles, de l'adage *pacta sunt servanda*, de la *clausula rebus sic stantibus*. Ils construisent de même, en partant de l'idée d'honneur, leurs critiques sur la sécurité collective et les institutions internationales. On retrouve les mêmes notions dans l'étude de la protection des minorités, ou du droit fluvial ; on les verrait aussi apparaître dans le droit national-socialiste administratif, pénal, pénitentiaire, etc... (1). L'honneur.

(1) PIERRE COT. *Le droit national-socialiste*. Paris, 1936.

national est également à la source des droits fondamentaux de l'Etat, droit à l'égalité à la *Gleichberechtigung*, droit à la défense nationale. Le droit à la conservation n'est pas non plus d'origine récente, mais il est, lui aussi, donné par la nature, il constitue un droit d'auto-défense que l'on ne peut ni limiter ni détruire. L'Etat national-socialiste est totalitaire et autoritaire dans le droit public interne ; dans la communauté internationale, il est un souverain absolu. Il semble donc difficile d'établir des relations inter-étatiques pacifiques. Affirmer qu'elles sont possibles est chose facile : Hitler le déclare fréquemment dans ses nombreux discours (1). Il est plus malaisé d'y croire, car le National-Socialisme, en droit des gens, nie la valeur d'une garantie universelle ou d'une solidarité internationale.

Les Nationaux-Socialistes, dans leurs recherches sur les fondements du droit, proclament souvent qu'il est d'origine divine, c'est-à-dire naturelle, selon les idées panthéistes. La division de l'univers en races diverses dont chacune forme une source de vie constitue la première des créations de Dieu. Donc il serait impie et même sacrilège d'aller contre cette volonté suprême qui a fait les êtres différents et leur a donné des missions diverses. Le maintien de l'inégalité raciale représente à la fois un devoir sacré et une nécessité juridique. Destructives et diaboliques seraient les conceptions qui tenteraient de faire disparaître cette barrière entre les hommes pour transformer la société humaine en une communauté universelle. Au contraire, divin et sacré est le système qui veille au maintien de telles valeurs. En sauvegardant le *Volkstum* on rend hommage au Créateur suprême. Ainsi la *Weltan-*

(1) FRÉDÉRIC GRIMM. *Hitler et la France*. Paris, 1938.

schauung se différencie de la philosophie et de la religion : elle n'est ni l'une ni l'autre, car au fond elle est une mystique à laquelle il faut croire, comme jadis à la philosophie aristotélicienne qu'enseignaient les docteurs du Moyen Age : *Magister dixit* ! Elle tire sa puissance de l'ardente foi de ses adeptes. Hitler l'explique ainsi : « Si l'on me dit, ce n'est là qu'un idéal, je vous réponds : Messieurs, si je n'avais pas eu un idéal sans limites, je ne serais pas maintenant devant vous ! J'ai cru à mon idéal parce que je voulais croire à mon peuple. Aujourd'hui, je ne peux pas me détacher de cet idéal pour l'avenir, je ne peux plus m'en séparer... Vous pourriez me dire : ce sont là des désirs impossibles à réaliser, qui relèvent de la fantaisie, ce sont des idéologies ! Soit ! Mais moi je crois à de telles idéologies, et dans ce domaine il s'est déjà passé des miracles (1). » L'appel incessant aux forces surnaturelles, l'invocation répétée de Dieu ou de la Nature sont caractéristiques de la vieille mystique allemande que symbolise la formule gravée sur les boucles des ceinturons des soldats allemands : *Gott mit uns*. Dieu aidera l'Allemagne éternelle à remplir sa tâche dans le monde ; mais Dieu n'aide ni le lâche qui dissimule son opinion, ni le craintif qui supporte en silence sa destinée. Le Dieu allemand, dieu des guerriers, ignore l'humilité, il apprécie le courage et l'audace. « N'oublie pas, déclare Hitler (2), que celui qui ne s'abandonne pas à son destin ne sera pas non plus délaissé par le Tout-Puissant... Repose-toi sur ta force, non sur celle des autres ! Il faut marcher sur cette terre à pas assurés. Alors seulement tu seras digne

(1) HITLER. Discours à Karlsruhe en 1936.

(2) ID., Discours à Essen en 1936.

d'élever tes regards vers Dieu, alors seulement tu pourras le prier de bénir ton courage, ton travail, ta ténacité, ta force, ta persévérance, et de te laisser jouir de cette vie ! »

L'une des conséquences principales du National-Socialisme est qu'il a fait radicalement disparaître le « complexe d'infériorité » dont souffrait, consciemment ou non, le peuple allemand, non seulement depuis sa défaite de 1918, mais depuis des siècles. Quand Luther veut traduire la Bible et les textes sacrés, c'est en partie parce que les Allemands ne doivent pas être obligés de les lire dans une traduction qui n'est point faite en leur langue. Il essaie de leur adapter les sentiments du Christianisme les plus proches de leur sensibilité, ainsi que le montrent les cantiques et la musique qu'il composa. N'est-ce pas le même désir qui inspire Pufendorf, lorsqu'il se récrie contre la floraison du droit romain qui a supplanté l'ancien droit germanique ? Les Allemands ne seraient-ils pas capables d'avoir eux aussi leur conception originale, de créer une culture que l'on pourrait comparer à la vieille civilisation romaine ? N'était-ce pas non plus la même volonté que l'on retrouvait chez Leibniz, lorsqu'il recommandait aux Allemands de s'enrichir des biens matériels et intellectuels des autres civilisations, de mettre en valeur la richesse inestimable que constitue leur langue — langue primitive que parlaient leurs ancêtres — tandis que les Français, les Anglais parlent des langues importées, artificielles ? Christian Wolff soutient une thèse analogue : les Allemands ont été des imitateurs ; qu'ils abandonnent les costumes, la politesse, la courtoisie de France ! Ainsi s'est créé le nationalisme allemand qui s'est développé en dehors d'une unité territoriale ; il n'est pas né de la fraternité commune unissant des groupes qui vivent

côte à côte, il est issu du sentiment que la vie allemande s'oppose à la civilisation occidentale. Une injustice perpétuelle ancrerait le « complexe d'infériorité » dans le peuple malgré les efforts inlassablement entrepris par les écrivains, les philosophes et les politiques qui déclaraient au contraire que l'Allemand appartenait à une race supérieure, appelée à la domination par ce qu'elle avait conservé de primitif, de sauvage, de naturel en ses réactions spontanées.

Par là le National-Socialisme continue les traditions allemandes. Il veut supprimer ce « complexe d'infériorité » par une révolution totale des conceptions morales, politiques et juridiques, par la création d'une mystique rénouvée à laquelle tous seraient docilement soumis. « Une volonté unique, une décision unique doit exister dans la nation, et elle ne doit être mise en œuvre que par une seule organisation. En dix ans, nous formerons une Allemagne unie, de même qu'aujourd'hui l'Italie forme un pays unifié. Nous retrouverons notre caractère original, et nous recouvrerons la force de surmonter toutes nos difficultés. Il suffit seulement que nous en ayons la ferme croyance : là est la condition de notre succès. Nous sommes en ce moment au début d'une importante évolution historique. Les problèmes intérieurs et extérieurs, les plus importants qui soient, sont entre nos mains pour que nous les tranchions. Nous n'avons aucune raison de les estimer insolubles. Il faut que nous nous y attaquions avec la conviction de pouvoir les dominer. Adolf Hitler nous montre le chemin à suivre (1) ! » L'Allemagne a une mission à accomplir dans le monde, et elle veut la remplir. Exigeant

(1) JOSEF GOEBBELS. *Wesen und Gestalt des National-Sozialismus*. (*Schriften der deutschen Hochschule für Politik*).

le respect du dynamisme de la vie, le culte de la race, elle pose des principes de droit qui justifient ou aident son action politique. Elle réclame la destruction du droit des gens classique, et elle tente d'y aboutir par une politique de pression. N'est-ce là qu'un des aspects de la lutte perpétuelle qu'a à subir la civilisation, parmi les nombreux reculs qui lui sont imposés ? Aujourd'hui le monde est de nouveau comparable à une jungle qu'habitent des peuples méfiants et aigris luttant pour l'hégémonie ; la victoire va, par l'intimidation, au mieux outillé, au plus combatif. Pleine de foi dans sa force et dans son destin, l'Allemagne est hantée par la maxime de son Chef : « *Die Welt ist nicht da für feige Völker !* » (1), le monde n'appartiendra jamais aux lâches ! Le droit des gens est-il en déclin ? Ne risque-t-il pas de disparaître grâce à un camouflage habile qui masque sa destruction en prétendant édifier une conception nouvelle ? Le National-Socialisme, système mystique, qui a substitué à la démocratie weimarienne un nouvel impérialisme idéologique, est spécifiquement allemand et répond à certaines exigences de l'âme germanique : sa conception du droit des gens ne peut être internationale.

(1) HITLER. *Mein Kampf*, p. 105.

VU : *Le Président*,
G. SCELLE.

VU : *Le doyen*,
G. RIÉPERT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CH. ROUSSY.

Bibliographie

ARDENS (Peter) :

- 1^o Deutsche Wasserstrassen, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1936-1937, p. 518.
- 2^o Zum modus vivendi in der Rheinschiffahrt, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1936-1937, p. 393.

BARANDON (Paul) :

- 1^o Der Völkerbund, dans *National-sozialistisches Handbuch für Recht und Gesetzgebung*, p. 286-306.
- 2^o Weltfremde Völkerrechtswissenschaft, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, juillet 1934.
- 3^o Der Völkerbund und das Paktsystem der Nachkriegszeit, dans *Deutsches Recht*, 1935, p. III.
- 4^o Das System der politischen Staatsverträge seit 1918, dans *Handbuch des Völkerrechts*, 1937, édité par le P^r Walz.
- 5^o *Das Kriegsverhütungsrecht des Völkerbundes*. Berlin, 1933.

BAUMONT (Maurice). — *L'essor industriel et l'impérialisme colonial* (1878-1904). Collection Peuples et Civilisations. Histoire générale publiée sous la direction de Louis Halphen et Philippe Sagnac. Paris, 1937.

BEHEIM-SCHWARZBACH. — *Der Kriegsschuldartikel*, Berlin-Bonn, 1934.

BERBER (Fritz) :

- 1^o *Sicherheit und Gerechtigkeit*, Berlin, 1934.
- 2^o *Locarno, eine Dokumentensammlung*, Berlin, 1936, édité sous l'autorité de la *Deutsche Hochschule für Politik de Berlin*, et de l'*Institut für auswärtige Politik de Hambourg*.
- 3^o *Die völkerrechtspolitische Lage Deutschlands*, Berlin, 1936 (*Schriften der Deutschen Hochschule für Politik*).
- 4^o Fünf-Jahre national-sozialistischer Aussenpolitik, dans *Monatshefte für auswärtige Politik*, mars 1938.
- 5^o Der französische Gegenplan, dans *New Commonwealth Quarterly*, juin 1936.

VON BERNHARDI. — *Vom heutigen Kriege*.

BILFINGER (Carl) :

- 1° Gleichheit und Gleichberechtigung der Staaten, dans *National-sozialistisches Handbuch für Recht und Gesetzgebung*, p. 117-128.
- 2° Vertrag und Diktat, dans *Deutsche Juristen Zeitung*, 1934, p. 881.
- 3° Betrachtungen über politisches Recht, dans *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, vol. I, p. 57.
- 4° Zur Lage des völkerrechtliche Staatsbegriffs, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1934-1935, p. 408.
- 5° Zum Problem der Staatengleichheit im Völkerrecht, dans *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, 1934, p. 481.
- 6° Sanktionen und Reform des Völkerbundes, dans *Zeitschrift der Akademie für Deutsches Recht*, 1937, p. 321.
- 7° Zur Frage der Reform des Völkerbundes, dans *New Commonwealth Quarterly*, 1936-1937, p. 420.

BISMARCK. — *Gedanken und Erinnerungen*, Stuttgart und Berlin. J. G. Cotta'sche Buchhandlung Nachfolger.

BOCKHOFF (E. H.). — *Völker-Recht gegen Bolschewismus*, Berlin' 1937. (*Schriften des Instituts zur wissenschaftlichen Erforschung der Sowjet-Union*).

BOHNACKER. — Wehrrecht, dans *Juristische Wochenschrift*, 1935, vol. 64, p. 2696.

BONNARD (R.). — *Le droit et l'Etat dans la doctrine nationale-socialiste* Paris, 1936.

BRAUWEILER. — Völkerrecht und Friedenspolitik, dans *der Ring*, 1934, n° 37.

BRISTLER (Eduard). — *Die Völkerrechtslehre des Nationalsozialismus*. Zurich, 1938, Europa-Verlag.

BRUNS (Viktor) :

- 1° *Völkerrecht und Politik*, Berlin, 1934 (*Schriften der Deutschen Hochschule für Politik*).
- 2° Deutschlands Gleichberechtigung als Rechtsproblem, dans *Juristische Wochenschrift*, 1933, vol. 62, p. 2485.
- 3° Völkerrecht und Politik, dans *Deutsches Recht*, 1935, p. 114.
- 4° Rechtsgemeinschaft oder Rechtsherrschaft ? dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1934-1935, p. 14.
- 5° Völkerfrieden und Vertragstreue, dans *Deutsches Recht*, janvier 1937, p. 11.
- 6° Bund oder Bündnis, dans *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, 1936.
- 7° *Grundlage und Entwicklung des internationalen Minderheitenrechts*, Berlin, 1929.

8° Oesterreichs « Unabhängigkeit », dans *Deutsches Recht*, avril 1938, p. 147.

BÜCKLING. — *Der Diktatvertrag und das europäische Völkerrecht*, Leipzig, 1938.

BUMILLER. — Die national-sozialistische Rechtsidee und das Problem des Völkerrechts, dans *Deutsches Recht*, 1934, p. 201.

CLAUSS. — *Rasse und Seele*, Munich, 1934.

COBLITZ (Wilhelm). :

1° Vorbemerkungen, dans *National-sozialistisches Handbuch für Recht und Gesetzgebung*, p. VI-XIII.

2° Das national-sozialistische Rechtsschriftum, dans *Deutsches Recht*, 1936, p. 242.

COT (Marcel). — *La conception hitlérienne du droit*. Bibliothèque de l'Institut de droit comparé de Toulouse, Paris, 1938.

COT (Pierre). — *Le droit national-socialiste*, Paris, 1936.

CRUSEN. — Kritik von Barandon « Das System der politischen Staatsverträge seit 1918 », dans *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, 1938.

DARRÉ (Walter). — *Neuadel aus Blut und Boden*, Munich, 1934.

DENNEWITZ (Bodo). — *Deutsches Volksrecht*, Berlin, 1934.

DIETZE (Hellmut) :

1° Europa als Einheit, dans *Zeitschrift für Völkerrecht*, 1936, p. 305.

2° Naturrecht aus Blut und Boden, dans *Zeitschrift der Akademie für Deutsches Recht*, 1936, vol. 3, p. 818.

DRÄGER (Werner). — *Primat des Volkes*, Berlin, 1935.

DRIESMANN. — *Die Wahlverwandtschaften der deutschen Blutmischung*, Leipzig, 1901.

DROST (Heinrich) :

1° *Grundlagen des Völkerrechts*, Leipzig, 1936.

2° Die Quellen des nationalen und internationalen Rechts, dans *Deutsche Juristen Zeitung*, 1936, p. 994.

DUGUIT. — *Traité de Droit constitutionnel*, Paris, 1927.

FAUCHILLE. — *Traité de Droit International Public*, Paris, 1922-1926.

FICHTE :

1° *Der geschlossene Handelsstaat*, Tübingen, 1800.

2° *Reden an die deutsche Nation*.

FISCHER. — Das Reichsrechtsamt der N. S. D. A. P., dans *National-sozialistisches Handbuch für Recht und Gesetzgebung*, p. 1555.

FRANK (Hans) :

- 1° *National-sozialistisches Handbuch für Recht und Gesetzgebung*, Munich, 1935.
- 2° *Das Recht im Reich*, dans *Deutsches Recht*, janvier 1937.
- 3° *Die Zeit des Rechts*, dans *Deutsches Recht*, 1936, p. 1.

FRÉDÉRIC II :

- 1° *L'Anti-Machiavel, ou l'Examen du Prince de Machiavel*, La Haye, 1741.
- 2° *Essai sur la forme des Gouvernements*, 1757.
- 3° *Œuvres complètes*.

FREISLER (R.) :

- 1° *Der Volkstaat*, dans *Preussische Justiz*.
- 2° *Totaler Staat ? National-sozialistischer Staat ?*, dans *Deutsche Justiz*, 12 janvier 1934, p. 43.

FREYER (Hans) :

- 1° *Soziologie als Wirklichkeitswissenschaft*, Berlin, 1930.

VON FREYTAG-LORINGHOVEN :

- 1° *Die Satzung des Völkerbundes*, Berlin, 1926.
- 2° *Streitschlichtung im Völkerbund*, dans *Deutsches Recht*, 1935, p. 117.
- 3° *Vertragsdämmerung*, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1936-1937, p. 413.
- 4° *Reformarbeit im Völkerbund*, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1936-1937, p. 587.
- 5° *Vassalitätsverträge*, dans *Deutsche Juristen Zeitung*, 1936, p. 1199.
- 6° *Regionalpakte*, Berlin, 1937.
- 7° *Reform des Völkerbundes*, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1936-1937, p. 236.
- 8° *Richterliche Entscheidung des Locarno-Streites*, dans *Deutsche Juristen Zeitung*, 1936, p. 404.
- 9° *Bürgerkrieg*, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1936-1937, p. 381.
- 10° *Realismus im Völkerrecht*, dans *Zeitschrift der Akademie für Deutsches Recht*, 1935, vol. 2, p. 991.

FUCHS (Wilhelm). — Kritik von Rogge « Nationale Friedenspolitik », dans *Niemeyers Zeitschrift für internationales Recht*, 1935, p. 471.

GERCKE. — Rasse und Recht, dans *National-sozialistisches Handbuch für Recht und Gesetzgebung*, p. 11-16.

GIERCKE. — *Genossenschaftsrecht*, Berlin, 1868.

GIESECKE (Paul). — Drei Fragen zum künftigen Wasserrecht, dans *Zeitschrift der Akademie für Deutsches Recht*, 1937, p. 520.

GOBINEAU. — *De l'inégalité des races humaines*.

GRIMM (Friedrich) :

1° *Wir sind im Recht*, Berlin, 1935 (*Schriften der Deutschen Hochschule für Politik*).

2° *Hitler et la France*, Paris, 1938.

GOEBBELS (Josef). :

1° *Der Fascismus und seine praktischen Ergebnisse*, Berlin, 1935 (*Schriften der Deutschen Hochschule für Politik*).

2° *Wesen und Gestalt des National-Sozialismus*, Berlin, 1935.

GÜNTHER (H.) :

1° *Rassenkunde des deutschen Volkes*, Munich, 1930.

2° *Die nordische Rasse bei der Indo-Germanen*.

GÜRKE (Norbert) :

1° *Volk und Völkerrecht*, Tübingen, 1935 (*Beiträge zum öffentlichen Recht der Gegenwart*).

2° *Grundzüge des Völkerrechts*, Berlin, 1936.

3° Staats- und Volksbegriff im Völkerrecht, dans *Deutsches Recht*, 1934, p. 333.

4° Der Verfall des Völkerbundssystem, dans *Juristische Wochenschrift*, 1933, vol. 62, p. 2545.

HAMEL (Walter) :

1° *Das Wesen des Staatsgebiets*, 1933.

2° Chronik, dans *Deutsches Recht*, 1935, p. 133.

3° Volkseinheit und Nationalitätenstaat, dans *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, 1934-1935, vol. 95, p. 595.

HASSE. — *Besiedlung des deutschen Bodens*.

HASSELBLATT (Werner) :

1° Das Schulrecht in der bilateralen Minderheitenverträge, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1935-1936, p. 418.

2° Entwicklung der Nationalitätenpolitik, dans *Monatshefte für auswärtige Politik*, mai 1938.

HECKEL (Johannes). — *Berichte über die Lage und das Studium des öffentlichen Rechts*, Hambourg, 1934.

HELLER (Hermann). — *Die Souveranität*, Berlin, 1927.

HERMANT (Max) :

1° *Les paradoxes économiques de l'Allemagne moderne (1918-1931)*, Paris, 1931.

2° *Idoles allemandes*, Paris, 1936.

HILGENFELDT. — *Völkischer Beobachter*, 14 juillet 1936.

HITLER (Adolf) :

Mein Kampf, Jubiläumsausgabe, Munich, 1936.

Discours du 23 mars 1933, du 17 mai 1933, du 3 octobre 1933, du 14 octobre 1933, du 15 octobre 1933, du 12 novembre 1933.

Discours pour la Paix et l'Egalité des droits (1934).

Discours du Chancelier Hitler (1934).

Discours au Reichstag du 30 janvier 1934.

Discours du 19 mars 1934.

Discours du 20 février 1935, du 17 mai 1935, du 21 mai 1935, du 15 octobre 1935.

Discours à Essen (1936).

Discours à Karlsruhe (1936).

Discours du 7 mars 1936, du 16 mars 1936, du 20 mars 1936, du 24 mars 1936.

Discours à Nüremberg au Parteitag (1936).

Discours au Reichstag du 9 septembre 1936.

Discours du 30 janvier 1937, du 1^{er} mai 1937.

Discours au Reichstag du 12 septembre 1937.

Discours du 21 novembre 1937.

Discours du 25 mars 1938.

Discours du 5 novembre 1938 à Weimar.

HÖHN (Rheinhard) :

1^o *Transzendentes Idealismus*.

2^o *Die Wandlung im staatlichen Denken*, Berlin, 1934.

HOLD-FERNECK :

1^o *Lehrbuch des Völkerrechts*, t. I, 1930 ; t. II, 1932.

2^o Zur Frage der Rechtsverbindlichkeit des Friedensvertrages im Völkerrecht, dans *Niemeyers Zeitschrift für internationales Recht*, 1923, t. XXX, p. 110.

HUBER (Ernst Rudolf) :

1^o *Partei, Staat und Volk*, Hambourg, 1933.

2^o *Verfassung*, Hambourg, 1937.

3^o *Partei, Staat und Volk*, dans *Deutsches Recht*, juin 1935, p. 309.

HUBER (Max). — *Die soziologischen Grundlagen des Völkerrechts*, 1938 (*International-rechtliche Abhandlungen*).

JAHN (Friedrich Ludwig). — *Deutsches Volkstum*, Lübeck, 1810.

JAHREISS (Hermann). — Diktat-Theorie ? Diktat-Wirklichkeit in « Vertrags » Theorie, dans *Völkerrecht und Völkerbund*, 1936-1937, p. 172.

KANT (Immanuel). — *Zum ewigen Frieden*, Königsberg, 1795.

KELLER (Hans K. E. L.) :

1^o *Organic Nationalism*, London, 1935.

2^o Nationalismus und Etatismus, dans *Zeitschrift für Geopolitik*, cahier n^o 2, février 1938, p. 121.

3° *Warum nationalistische Internationale ?* Publication de l'*Internationale Arbeitsgemeinschaft der Nationalisten*.

4° *Völkerrecht von morgen*, dans *Zeitschrift für Völkerrecht*, 1933, p. 342.

KIER. — *Volk, Rasse und Staat*, dans *National-Sozialistisches Handbuch für Recht und Gesetzgebung*, p. 17-28.

KLEMMT (Alfred). — *Volk und Staat*, Berlin, 1936.

KOELLREUTTER (Otto) :

1° *Deutsches Verfassungsrecht*, Berlin, 1938.

2° *Grundriss der allgemeinen Staatslehre*, 1933.

KOENIG (G.). — *Die Staatshoheit über die deutschen Ströme*, dans *Zeitschrift der Akademie für Deutsches Recht*, 1937, p. 9.

VON KOHL (Louis). — *Der Wortbruch von Versailles*, Berlin, 1935.

KOHLER. — *Notwehr und Neutralität*, dans *Zeitschrift für Völkerrecht*, 1914, p. 576.

KOROWIN. — *Das Völkerrecht der Uebergangszeit*, Berlin, 1929.

KRAAZ (Günther). — *National-sozialistisches Völkerrechtsdenken*, dans *Reichs-und preussisches Verwaltungsblatt*, vol. 65, 1934, p. 9.

KRAUS (Herbert) :

1° *Interesse und zwischenstaatliche Ordnung*, dans *Niemeyers Zeitschrift für internationales Recht*, 1934, p. 21.

2° *Das zwischenstaatliche Weltbild des National-Sozialismus*, dans *Juristische Wochenschrift*, 1933, p. 2240.

3° *Revision of the peace treaties ex aequo et bono*, dans *New Commonwealth Quarterly*, 1935, vol. I, p. 33.

KRIECK (Ernst). — *Deutsche Staatsidee*, Leipzig, 1934.

KUNZ (Josef L.) :

1° *Critique de Wolgast*, « *Völkerrecht* », dans *The american journal of international law*, 1935, vol. 29, p. 554.

2° *Critique de Berber* « *Sicherheit und Gerechtigkeit* », dans *The american journal of international law*, 1935, vol. 29, p. 350.

KÜSTER (Wolfgang). — *Der völkerrechtliche Status der kleinen Entente*, dans *Niemeyers Zeitschrift für internationales Recht*, vol. 49-50, 1934-1935.

LANGE (Friedrich). — *Reines Deutschtum*, Berlin, 1893.

LANGE (Heinrich). — *National-Sozialismus und bürgerliches Recht*, dans *National-Sozialistisches Handbuch für Recht und Gesetzgebung*, p. 933-956.

LARENZ (Karl) :

1° *Vertrag und Unrecht*, Hanseatische Verlag, 1936.

- 2° Die Wandlung des Vertragsbegriffe, dans *Deutsches Recht*, octobre 1935, p. 488.
- LEDERLE (A.). — Die Zukunft der deutschen internationalisierten Ströme dans *Zeitschrift für Völkerrecht*, 1936, p. 70.
- LEIBNIZ. — *Unvorgreifliche Gedanken, betr. die Ausübung und Verbesserung der deutschen Sprache*.
- LE FUR (Louis) :
- 1° *Précis de Droit International Public*. Paris, Dalloz, 1937.
- 2° Renaissance du droit naturel, dans *Les documents de la vie intellectuelle*, 3^e année, vol. 10, 1932.
- LE FUR et CHLAVER. — *Recueil de textes de Droit International Public*, Paris, 1934.
- LEHMANN (Kurt). — National-Sozialismus und Minderheitenpolitik, dans *Deutsches Recht*, 1934, p. 209.
- LICHTENBERGER (Henri). — *L'Allemagne nouvelle*, Paris, Flammarion, 1936.
- LUTHER (Martin). — *Tischreden*.
- MANCKIEWICZ (H.). — *La Weltanschauung nationale-socialiste*, Lyon, 1937.
- MANDELSLOH. — *Politische Pakte und völkerrechtliche Ordnung*, Berlin, 1933.
- DE MARTENS. — *Traité de droit international public*.
- MOELLER VAN DEN BRUCK :
- 1° *Das dritte Reich*, Leipzig, 1936.
- 2° *Das Recht der jungen Völker*, 1919.
- MÜLLER (Adam) — *Elemente der Staatskunst*.
- NEESE (G.). — *Partei und Staat*, Hambourg, 1936.
- NICOLAI (Hellmut) :
- 1° *Die rassengesetzliche Rechtslehre*, 1933.
- 2° *Rasse und Recht*, Berlin, 1933.
- PETRASCHEK (Karl). — Grundrecht und Völkerrecht, dans *Archiv für Rechts-und Sozialphilosophie*, vol. XXVII, 1933-1934, p. 518.
- PREUSS (Lawrence) :
- 1° La conception nationale-socialiste du droit international, dans la *Revue générale de droit international public*, 1935, p. 668.
- 2° Critique de Gürke « Volk und Völkerrecht », dans *The american journal of international law*, 1936, vol. 30, p. 178.
- PUFENDORF (Samuel). — *Jus naturae et gentium*, 1672.
- RASCHHOFFER (Hermann). — Volk, Nation und Völkerrecht, dans *Na-*

tional-sozialistisches Handbuch für Recht und Gesetzgebung, p. 96-116.

VON RAUCHHAUPT. — Zehn-Jahre Klausel für politische Verträge, dans *Deutsches Recht*, 1935, p. 124.

RAY :

1° *Commentaires du Pacte de la S. D. N.*, Paris, 1930.

2° Faut-il croire au déclin du droit international ? dans *Affaires Etrangères*, avril 1938, p. 200.

RENARD, cf. LE FUR. — *Renaissance du droit naturel*.

REUT-NICOLUSSI. — *Zur Problematik der Heiligkeit der Verträge*, Innsbruck, 1931.

RICHTER. — Völkerrecht, dans *Deutsches Recht*, 1934, p. 206.

RITTERBUSCH. — Die Volksgemeinschaft als Grundlage, dans *Deutsches Recht*, 1936, vol. 6, p. 352.

RIVAUD (Albert) :

1° *Les crises allemandes (1919-1931)*, Paris, 1932.

2° *Le relèvement de l'Allemagne (1918-1938)*, Paris, 1938.

ROBINET DE CLÉRY. — *Le mouvement politique en Allemagne à l'époque du romantisme (1790-1850)*, Marseille, 1937.

ROGGE (Heinrich) :

1° Der Kriegsschuldstreit vor dem Forum der Rechtswissenschaft, dans *Niemeyers Zeitschrift für internationales Recht*, 1935, p. 209.

2° *Hitlers Friedenspolitik und das Völkerrecht*, Berlin, 1935.

3° Recht und Moral der Friedensverträge, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1936-1937, p. 741.

4° Lücken im Friedenssystem des Völkerbundes, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1938, p. 566.

5° *Kollektivsicherheit, Bündnispolitik*, Völkerbund, Berlin, 1937.

6° Hitlers Friedenspolitik als völkerrechtliches Ereignis, dans *der Ring*, cahier n° 45.

7° *Nationale Friedenspolitik. Handbuch des Friedensproblems und seiner Wissenschaft auf der Grundlage systematischer Völkerrechtspolitik*, Berlin, 1934.

ROHRBACH (Paul). — *Der deutsche Weltgedanke in der Welt*.

ROSENBERG (Alfred) :

1° *Krisis und Neubau Europas*, Berlin, 1936. (*Schriften der Deutschen Hochschule für Politik*).

2° *Das Mythus der XX. Jahrhundert*.

3° *Der völkische Staatsgedanke*.

4° *Das Wesensgefüge des National-Sozialismus*, Munich, 1932.

5° *Blut und Ehre*, Munich, 1934.

6° *Deutsches Recht*, 15 mai 1936.

ROTHENBERGER (Curt). — Die Rechtsquellen im neuen Staat, dans *Deutsche Juristen Zeitung*, 1936, p. 23.

RÜHLAND. — Staatsverträge und national-sozialistische Rechtsauffassung, dans *Zeitschrift für Völkerrecht*, 1934, p. 133.

SAVIGNY. — *Beruf unserer Zeit für Gesetzgebung und Rechtswissenschaft*.

SCELLE (Georges) :

1° *Précis de droit des gens*, Paris, tome I, 1932 ; t. II, 1934.

2° Le plan de paix allemand, dans *New Commonwealth Quarterly*, juin 1936.

3° Préface de *Die Völkerrechtslehre des Nationalsozialismus*, d'Eduard Bristler, 1938.

SCHECHER (Ludwig). — *Deutsches Aussenstaatsrecht*, Berlin, 1933.

SCHENK GRAF VON STAUFFENBERG :

1° Die friedliche Erledigung internationaler Streifälle, dans *Deutsches Recht*, 1935, p. 120.

2° Internationale Schiedsgerichtbarkeit, dans *National-sozialistisches Handbuch für Recht und Gesetzgebung*, p. 307-327.

SCHREUR. — Bündnissystem, Staatenverständigung und europäische Ordnung, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1936-1937, p. 742.

SCHIEHMANN. — *Gobineaus Rassenwerke*.

SCHLEGEL (Friedrich) :

1° *Philosophie der Geschichte*, Vienne, 1828.

2° *Philosophie der Sprache und des Wortes*, Vienne, 1830.

SCHLEGELBERGER. — *Ein Volk erlebt sein Recht*, Berlin, 1936.

SCHMELZEISEN. — *Das Recht im national-sozialistischen Weltbild*, 1936.

SCHMITT (Carl) :

1° Der Kampf ums Völkerrecht, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1938, p. 693.

2° *National-Sozialismus und Völkerrecht*, Berlin, 1934. (*Schriften der Deutschen Hochschule für Politik*).

3° *Ueber die drei Arten des rechtswissenschaftlichen Denkens*, Hambourg, 1934. (*Schriften der Akademie für Deutsches Recht*).

4° *Deutsches Recht*, 15 mai 1936.

5° *Staat, Bewegung und Volk*, Hambourg, 1933.

6° Sowjet-Union und Genfer Völkerbund, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1934-1935, p. 263.

7° Totaler Krieg, totaler Feind, totaler Staat, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1938, p. 141.

8° Die siebente Wandlung des Genfer Völkerbundes, dans *Deutsche Juristen Zeitung*, 1936, vol. 41, p. 786.

9° Sprengung des Locarno Systems, dans *Deutsche Juristen Zeitung*, 1936, vol. 41, p. 337.

SCHMITZ (Ernst). — Internationale Schiedsgerichtbarkeit, dans *National-Sozialistisches Handbuch für Recht und Gesetzgebung*, p. 307-327.

SCHWARZ. — Der Völkerbund im Verfall, dans *Die Tat*, 1935-1936, vol. 27, p. 374.

SCHWEIZER (Max). — *Eine ideengeschichtliche Grundlage der Staaten-gleichheit*, Breslau, 1936.

SCHWENDEMANN (Karl). :

1° *Gleiches Recht und gleiche Sicherheit*, Berlin, 1934.

2° Deutschland und das Kollektivsystem, dans *New Commonwealth Quarterly*, 1935-1936, p. 103.

3° Abrüstung und Gleichberechtigung, dans *Völkerrecht und Völkerbund*, 1934-1935, p. 667.

VON SETHE :

1° Deutsche Völkerrechtswissenschaft seit 1933, dans *Deutsches Recht*, 1935, p. 126.

2° Zur Frage der Rechtsverbindlichkeit des polnischen Minderheiten-vertrages, dans *Völkerrecht und Völkerbund*, 1935-1936, p. 557.

3° Kritik von Schwarzenberg « The League of nations and World Order, dans *Völkerrecht und Völkerbund*, 1937-1938, p. 245.

SPENGLER (Oswald) :

1° *Untergang des Abendlandes. Umriss und Morphologie der Weltge-schichte*, Munich, 1922.

2° *Jahre der Entscheidung*, München, 1933.

STRESEMANN (Gustav). — *Reden und Schriften*, Dresde, 1926.

STRUPP (Karl). — *Éléments de droit international public universel, européen et américain*, 1927.

TATARIN-TARNHEYDEN :

1° Organisches Völkerrecht, dans *Völkerrecht und Völkerbund*, 1936-1937, p. 29.

2° Völkerrecht und organisches Staatsauffassung, dans *Archiv für Rechts und Sozialphilosophie*, vol. 29, 1936, p. 306.

TREITSCHKE. — *Politik, Vorlesungen* (1897-1901).

TRIEPEL (Heinrich) :

1° *Völkerrecht und Landesrecht*, 1899.

2° *Internationale Wasserläufe*, 1931.

TROITSCH. — Kritik von Rogge « Kollektivsicherheit, Bündnispolitik, Völkerbund », dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1937-1938, p. 53.

VON VERDROSS :

1^o *Die Verfassung der Rechtsgemeinschaft*, 1926.

2^o *Recueil des Cours* (1927, I, vol. 16, p. 263).

3^o Heilige und unsittliche Verträge, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1935-1936, p. 164.

4^o Abstrakte und konkrete Regelungen im Völkerrecht, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1937-1938, p. 213.

5^o *Völkerrecht*, 1937.

VERMEIL. — Le droit national-socialiste, dans *l'Europe nouvelle*, juin 1938.

WAGNER (Klaus). — *Krieg*, Berlin, 1906.

WALZ (Gustav-Adolf) :

1^o *Wesen des Völkerrechts und Kritik der Völkerrechtsleugner*, Stuttgart, 1930.

2^o Der Treuegedanke im Völkerrecht, dans *Deutsches Recht*, novembre 1934.

3^o Das Verhältnis von Völkerrecht und staatlichem Recht nach national-sozialistischer Auffassung, dans *Zeitschrift für Völkerrecht*, 1934, p. 145.

4^o Minderheitenrecht oder Volksgruppenrecht, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1936-1937, p. 594.

5^o Der Kampf um das Völkerrecht, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1938, p. 693.

6^o National-Sozialismus und Völkerrecht, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1934-1935, p. 473.

WEGNER. — Das Reich in der Gemeinschaft der Völker unter dem rechtswidrigen Zwang von Versailles, dans *National-sozialistisches Handbuch für Recht und Gesetzgebung*, p. 129-158.

WESTARP. — Die « *clausula rebus sic stantibus* » im heutigen Völkerrecht, dans *Juristische Wochenschrift*, 1934, p. 200.

WIRTH (Albrecht). — *Volkstum und Weltmacht in der Geschichte*.

WISSMANN (Herbert). — *Revisionsprobleme des Diktats von Versailles*, Berlin, 1936.

WOERMANN. — Das Diktat von Versailles, dans *National-Sozialistisches Handbuch für Recht und Gesetzgebung*.

WOLFF (Christian). — *Jus gentium, methoda scientifica pertractatum, in quo jus gentium naturale ab eo, quod voluntarii, pactitii et consuetudinarii est, accurate distinguitur*. Madgebourg, 1749.

WOLGAST (Ernst) :

- 1° Kommende Völkerrechtspolitik, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1936-1937, p. 248.
- 2° Völkerrecht, eine Kritik, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1936-1937, p. 606.
- 3° National-Sozialismus und internationales Recht, dans *Deutsches Recht*, 1934, p. 198.
- 4° National-Sozialismus und Völkerrecht, dans *Zeitschrift für Völkerrecht*, 1934, p. 129.
- 5° Die Reform des Völkerbundes, dans *Zeitschrift für Völkerrecht*, 1936, p. 434.

ZIETZSCHMANN (Hanni). — *Die völkerrechtliche Garantie seit den Locarno Verträge*, Berlin, 1938.

INDEX DES NOMS CITÉS

- ANSCHÜTZ, 197.
 ANZILOTTI, 197.
 ARDENS (Peter), 167, 168, 169, 170.
 BARANDON (Paul), 93, 123, 124, 125.
 BARTOLATTO (Guido), 39.
 BAUMONT (Maurice), 17.
 BEER, 196.
 BEHEIM-SCHWARZBACH, 114.
 BERBER (Fritz), 30, 49, 50, 51, 53, 54, 55, 58, 59, 60, 62, 63, 67, 74, 78, 79, 80, 81, 82, 87, 88, 89, 112, 126, 132, 134, 181, 196, 199, 200, 201, 205-206, 218.
 BERNHARDI (von), 20.
 BILFINGER (Carl), 60, 62, 71, 72, 73, 74, 88, 127, 128, 129, 175, 176, 177, 199, 202.
 BISMARCK, 16, 17, 96, 108, 114, 150, 162.
 BOCKHOFF, 84.
 BÖHM, 196.
 BONNARD (R.), 43.
 BRIERLY, 197.
 BRISTLER (Eduard), 85, 208, 225.
 BROWN-SCOTT (J.), 197.
 BRUNS (Viktor), 60, 61, 69, 76, 78, 85, 89, 109, 113, 156, 195, 199, 200, 202, 203.
 BUMILLER, 50, 79.
 CHAMBERLAIN (Houston Stewart), 224.
 CHLAVER, 102.
 COBLITZ (Wilhelm), 46, 197, 198.
 COT (Marcel), 44.
 COT (Pierre), 226.
 DENNEWITZ (Bodo), 40, 49.
 DIETRICH (Otto), 39.
 DIETZE (Hellmut), 221.
 DRÄGER (Werner), 35, 36.
 DRIESMANN, 18.
 DROST (Heinrich), 26, 64.
 DUGUIT, 64.
 EDWARDS, 181.
 FAUCHILLE, 126.
 FICHTE (J. G.), 9, 10, 11, 38.
 FLANDIN (P. E.), 181.
 FLEISCHMANN, 195, 196.
 FRANK (Hans), 44, 45, 46, 48, 49, 50, 51, 197, 198, 201, 223.
 FRÉDÉRIC II, 6, 7, 108.
 FREISLER, 40, 70.
 FREYER, 59, 206.
 FREYTAG-LORINGHOVEN (von), 100, 118, 119, 120, 129, 137, 138, 181, 182, 183, 184, 185, 196, 199, 206-207.
 FUCHS (Wilhelm), 67.
 GAVRILOVITCH, 184.
 GERCKE, 50.
 GIERCKE, 65.
 GIESEKE, 166.
 GOBINEAU, 17, 18, 224.
 GOEBBELS (Josef), 133, 225, 232.
 GOERING (Hermann), 44.
 GRIMM (Friedrich), 133, 199, 229.
 GÜNTHER, 33, 35.
 GÜRKE (Norbert), 25, 42, 49, 58.

- 59, 62, 65, 67, 70, 83, 84, 96,
97, 98, 99, 101, 105, 107, 110,
124, 140, 142, 186, 199, 209-
210-211, 213, 217, 220.
HAMEL (Walter), 81, 206.
HASSE, 19.
HASSELBLATT (Werner), 147, 157.
HECKEL, 69.
HEGEL, 10, 11, 94, 95.
HEINE (Heinrich), 7.
HELLER (Hermann), 53.
HENLEIN (Konrad), 152, 156.
HERDER, 11.
HERMANT (Max), 21, 24.
HESS (Rudolf), 133.
HILGENFELDT, 220.
HITLER (Adolf), 13, 29, 31,
33, 35, 36, 37, 39, 42, 43, 51,
52, 57, 58, 61, 63, 68, 71, 76,
84, 86, 90, 91, 103, 104, 108,
109, 114, 128, 132, 133, 136,
137, 148, 149, 201, 211, 214,
215, 217, 218, 220, 222, 229,
230, 232, 233.
HOBBS (Thomas), 5.
HÖHN (Rheinhard), 32, 62.
HOLD-FERNECK, 102, 115, 196.
HUBER (Ernst-Rudolf), 69, 72.
HUBER (Max), 107.
JAHN, 9.
JAHRREISS (Hermann), 27, 101,
199.
JEGORZEW, 184.
KANT, 7, 8, 11, 77, 204.
KAUFMANN (Erich), 196, 206.
KELLER (Hans K. E. L.), 25,
106, 145, 155, 176.
KELSEN, 50, 196.
KIER, 76.
KISCH, 45.
KLEMMT (Alfred), 35, 36, 42.
KOELLREUTTER, 30, 38, 53, 62,
106, 199.
KOENIG, 163.
KOHLE (Louis von), 104.
KÖHLER, 195, 208.
KOROWIN, 65.
KÖSTLER, 197.
KRAAZ, 88.
KRANENBURG, 197.
KRAUS (Herbert), 59, 66, 68,
93, 188, 196, 208-209.
KRIECK, 68.
KUNZ (Josef), 207.
KÜSTER, 73.
LANGE (Heinrich), 102, 113.
LANGE (Friedrich), 18.
LANSING, 151.
LARENZ (Karl), 94.
LAVISSE, 6.
LAYER, 197.
LEDERLE, 164, 173, 187.
LE FUR, 32, 43, 102, 153, 192.
LEHMANN (Karl), 141, 149.
LEIBNIZ, 5, 231.
LUTHER, 2, 3, 5, 231.
MAC DONALD, 78.
MACHIAVEL, 5.
MALMGREN, 197.
MANCINI, 112.
MANDELSLOH (von), 195.
MANCKIEWICZ, 28.
MARTENS (de), 54.
MENDELSON-BARTHOLDY, 196,
206.
MENZEL, 197.
MERKL, 197.
MOELLER VAN DEN BRUCK, 37,
38, 141, 142, 150.
MOÖR, 197.
MÜLLER (Adam), 13, 94.
MUSSOLINI, 39, 118, 225.
NEESE, 69.
NICOLAI, 67, 70, 77, 95, 96, 109,
110, 116.
NIEMEYER, 196.
NIETZSCHE, 20.
PAUL-BONCOUR, 184.
PETERS, 19.
PETRASCHKE, 85.

- PITAMIC, 197.
 POLITIS, 184.
 PUFENDORF, 4, 5, 7, 231.
 RASCHHOFER, 53.
 RAUCHHAUPT (von), 107, 116, 120.
 RAY, 60.
 RECASENS SICHES, 197.
 RENARD (Georges), 92.
 REUSS, 154.
 REUT-NICOLUSSI, 114.
 RIBBENTROP (von), 137.
 RICHTER, 53.
 RIVAUD (Albert), 41.
 ROBINET DE CLÉRY, 14.
 ROGGE (Heinrich), 52, 59, 63, 67, 78, 86, 88, 90, 102, 103, 203, 204.
 ROHRBACH (Paul), 20.
 ROSENBERG (Alfred), 32, 36, 38, 39, 45, 83, 84, 110, 223, 226.
 ROUSSEAU (J.-J.), 224.
 RÜHLAND, 97, 195, 199, 222.
 SAVIGNY, 14.
 SCELLE (Georges), 104, 105, 124, 186, 191, 197, 225.
 SCHECHER, 56, 57, 58.
 SCHENK Graf von STAUFFENBERG, 88, 178, 180, 195.
 SCHEUNER, 199.
 SCHIEMANN, 18, 149.
 SCHLEGEL, 12.
 SCHLEGELBERGER, 46, 165.
 SCHMITT (Carl), 23, 48, 62, 63, 68, 69, 74, 75, 84, 163, 195, 197, 199, 204-205, 220, 221.
 SCHMITZ (Ernst), 176, 179, 195.
 SCHÖNBORN, 195.
 SCHÜCKING (Walter), 58, 195.
 SCHWEIZER, 155.
 SCHWENDEMANN (Karl), 115, 127, 131, 135, 136.
 SETHE (von), 50, 57, 144, 176.
 SIEBURG (Friedrich), 21.
 SOLF, 214.
 SOREL (Georges), 224.
 SPENGLER (Oswald), 46.
 STEIN (von), 162.
 STRESEMANN, 218.
 STRUPP (Karl), 191, 195.
 TANNENBERG, 20.
 TATARIN-TARNHEYDEN, 66, 155, 221.
 TREITSCHKE, 15, 16, 18, 20, 47, 48, 110, 111.
 TRIEPEL, 95, 161, 162, 195, 196.
 VERDROSS (von), 96, 103, 109, 196, 197.
 VERMEIL, 205, 227.
 VISSCHER (de), 153, 197.
 VITTORIA, 109.
 WAGNER (Klaus), 18.
 WALZ (Gustav-Adolf), 25, 63, 73, 75, 83, 89, 99, 101, 106, 109, 141, 146, 155, 158, 198, 195, 199, 200, 211, 220.
 WARD PRICE, 86.
 WEGNER, 112, 162.
 WEHBERG, 196.
 WEYR, 197.
 WILSON, 79, 112, 122, 124, 125, 142, 149, 150, 151, 212, 214, 216.
 WIRTH (Albrecht), 20.
 WISSMANN (Herbert), 115.
 WOERMANN, 160, 188.
 WOLFF (Christian), 5, 231.
 WOLGAST, 25, 57, 89, 106, 157, 179, 195, 197, 199, 207-208.
 ZIETZSCHMANN (Hanni), 107.
-

Table des matières

	Pages.
INTRODUCTION. — Antécédents historiques du National-Socialisme	I
CHAPITRE I. — Terminologie allemande du droit des gens...	23
CHAPITRE II. — La <i>Weltanschauung</i> nationale-socialiste...	29
§ 1. Postulat de la valeur de la race.....	32
§ 2. De la notion de <i>Volksgemeinschaft</i>	36
§ 3. De la conception nationale-socialiste de l'Etat..	38
CHAPITRE III. — La conception nationale-socialiste du Droit.	44
§ 1. Rejet de l'influence du droit romain.....	45
§ 2. De l'élaboration d'un droit allemand.....	48
§ 3. Le National-Socialisme et l'ordre international	52
CHAPITRE IV. — Principes fondamentaux de la conception nationale-socialiste du droit des gens.....	56
§ 1. De l'existence d'un droit des gens.....	56
§ 2. Des sources du droit des gens.....	62
§ 3. Du principe de la souveraineté de l'Etat.....	67
§ 4. Du principe de l'égalité et de la <i>Gleichberechtigung</i> des Etats.....	71
§ 5. Du principe de l'honneur.....	76
§ 6. Conception nationale-socialiste du droit des gens.	80
§ 7. Du rapport du droit des gens avec la politique..	84
CHAPITRE V. — Les Traités	93
§ 1. Du traité de droit des gens.....	93
§ 2. De l'adage <i>Pacta sunt servanda</i>	99
§ 3. De la clausula <i>rebus sic stantibus</i>	105
§ 4. Des conséquences pratiques de la théorie nationale-socialiste des traités de droit des gens.....	111
§ 5. Des relations contractuelles entre les Etats....	115
CHAPITRE VI. — De l'organisation de la sécurité collective..	121
CHAPITRE VII. — Du problème des minorités.....	139
§ 1. Critique de la protection des minorités selon le droit international positif.....	139

§ 2. Conception nationale-socialiste de la protection des groupes ethniques	144
CHAPITRE VIII. — De la « désinternationalisation » des fleuves allemands	159
§ 1. Régime établi par le Traité de Versailles.....	159
§ 2. La Note allemande du 14 novembre 1936 et le régime actuel	165
CHAPITRE IX. — Le National-Socialisme et les Institutions internationales.....	174
§ 1. Critique nationale-socialiste de la juridiction in- ternationale	175
§ 2. La juridiction internationale et le Pacte de Lo- carno.....	180
§ 3. Critique nationale-socialiste des organisations internationales.....	186
CHAPITRE X. — Philosophie nationale-socialiste du droit des gens.....	190
CHAPITRE XI. — De l'étude scientifique du droit des gens...	195
§ 1. Des revues de droit international.....	195
§ 2. De l'étude et de l'enseignement du droit des gens.	198
§ 3. <i>National-sozialistische Völkerrechtlern</i>	201
CHAPITRE XII. — Du Droit des gens national-socialiste, science appliquée.....	212
§ 1. L'Allemagne contre l'Injustice	212
§ 2. La Justice pour l'Allemagne.....	216
§ 3. L'Allemagne dans la Communauté européenne.	219
CONCLUSION.....	224
BIBLIOGRAPHIE	234
INDEX DES NOMS CITÉS.....	247
TABLE DES MATIÈRES.....	251

